QUARANTIÈME ANNÉE — Nº 11883

DERNIÈRE ÉDITION

MERCREDI 13 AVRIL 1983

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Mme Finnbogadottir chef de l'État islandais en visite officielle en France

LIRE PAGE 3

Washington souhaiterait remanier son programme de fusées intercontinentales

La commission bipartite mise sur pied par M. Reagan a remis lundi 11 avril son rapport sur les forces stratégiques américaines et le missile MX.

Elle se prononce pour la construction de ce dernier engin, mais pour son remplacement à terme par une nouvelle fusée intercontinentale porteuse d'une seule ogive. Ces suggestions, qui ont de fortes chances d'être acceptées par M. Reagan, remettent en question la doctrine suivie depuis une quinzaine d'années en matière d'armements stratégiques.

De notre correspondante

New-York. — Destiné à convaincre un Congrès réticent devant l'énormité des dépenses à engager et l'incertitude sur l'efficacité des engins, le rapport de la commission propose une solution intermédiaire pour l'installation des missiles balistiques : les MX ne seront plus, comme il avait été précédemment suggéré, largués d'un avion, ni véhiculés à travers un réseau de communications souterraines, ni groupés, selon le principe du *« dense pack »* (l'avant-dernier projet, estimé à 30 milliards de dollars).

Modifiant un autre projet récent, la commission préconise d'installer cent MX équipés de dix ogives chacun dans les silos renforcés des anciens missiles Minuteman du Wyoming. Mais les MX seront, appelés à être remplacés, d'ici à 1990, par un petit missile à ogive unique, baptisé Midgetman, dont la commission préconise la mise à l'étude immédiate.

Le général Scowcroft, président de la commission, a fait valoir que le nouveau plan faciliterait les négociations avec les Soviétiques dans la mesure où il leur paraîtra plus *« sérieux »* que les précédents et leur prouvera que les États-Unis ne sont pas *« paralysés lorsqu'il s'agit de la sécurité du pays »*.

Les premières réactions sont cependant mitigées : le nouveau projet ne garantit pas plus que les précédents l'invulnérabilité des MX, même si les silos sont sérieusement renforcés. Le Congrès, qui a repoussé deux projets précédents, trouvera pourtant peut-être les futurs Midgetman plus légers, plus faciles à disperser et plus crédibles.

De plus, la mise en place d'engins à ogive unique pourrait réduire les chances, et les tentations, d'un premier attaquant. Mais certains élus préféreront sans doute faire activer la construction des Midgetman plutôt que de financer celle de MX provisoires. Le sénateur Edward Kennedy s'est immédiatement déclaré opposé à ce nouveau projet.

On s'attend que le président Reagan approuve le rapport de la commission, mais il ne donnera sans doute son avis qu'après les deux échéances délicates qui l'attendent cette semaine : mercredi, le vote de la Chambre des représentants sur le projet de gel des armes nucléaires; jeudi, le vote du Sénat sur la nomination — très contestée — de M. Adelman à la tête de l'Agence de contrôle des armements.

NICOLE BERNHEIM.

Le MX en question

Depuis quelques semaines, les plus belles certitudes paraissent devoir être remises en question en matière d'armements stratégiques. Au début de ce mois, M. Reagan, qui choisit souvent mal son moment mais ne manque pas d'idées, mettait en cause la toute-puissance des missiles balistiques en évoquant les faisceaux de particules ou rayons laser qui neutraliseraient à coup sûr ces engins en vol. Aujourd'hui, une commission constituée par le président préconise ni plus ni moins que l'abandon du missile à têtes multiples (le MIRV), qui a dominé la course aux armements depuis son adoption par les forces américaines en 1970, avant de faire son apparition chez les Soviétiques quelques années plus tard.

Il est vrai qu'à court terme la même commission trace une voie exactement inverse : elle se prononce pour la construction du MX, un supermissile à dix ogives qui sera ce que l'on aura fait de mieux dans un domaine déjà condamné par l'histoire... En outre, pour des raisons de coût, elle écarte le système du « groupement serré » qui semblait devoir être retenu par le gouvernement et revient à une solution envisagée dès 1981, à savoir l'installation de cet engin dans les anciens silos — renforcés — des missiles Minuteman.

Autrement dit, on continue de faire l'impasse sur le problème bien réel de la vulnérabilité des missiles basés à terre, avec toute la sinistre logique qui en découle pour les scénarios d'emploi éventuel : le MIRV, fragile dans son silo fixe, constitue une cible d'autant plus tentante pour une première frappe qu'une ou deux ogives attaquantes en supprimeront une dizaine chez l'ennemi. Sachant cela, ce dernier est tenté d'utiliser ses armes avant leur destruction, donc de tirer encore plus tôt que l'autre... On peut imaginer à quoi pourraient conduire ces diverses « perceptions » en cas de crise internationale. La contradiction est si flagrante qu'on peut se demander si le MX sera finalement construit.

Le volet à long terme du programme proposé est plus prometteur. M. Kissinger, visiblement averti des conclusions auxquelles étaient parvenus ses amis de la commission, en avait déjà décrit les vertus : un missile léger, mobile, porteur d'une seule tête, pourra plus facilement échapper à la destruction, qu'il rend d'ailleurs moins tentante en réduisant le rapport entre ogives attaquantes et ogives cibles. C'est cette direction que compte prendre la France avec le futur SX du plateau d'Albion. La commission Scowcroft préconise au passage un système analogue pour les fusées sous-marines, qu'elle souhaite voir réparties sur un plus grand nombre de submersibles légers, et le gouvernement Reagan fait de même en multipliant les missiles de croisière à une seule tête à bord d'avions, de bâtiments de surface et bientôt de sous-marins.

L'ennui est que cette tendance à la multiplication des vecteurs oblige à revoir toute la philosophie des accords SALT, qui limitent précisément le nombre des lanceurs (à moins que les états-majors n'acceptent une réduction dramatique de leur arsenal, ce qui n'est pas évident). Or les Soviétiques n'ont aucune envie de suivre les États-Unis dans cette voie : ils ont concentré l'essentiel de leurs moyens sur les systèmes basés à terre, en privilégiant précisément les engins lourds, tels que le SS-18, que seul le MIRV permet de « rentabiliser ». Les négociateurs de Genève, déjà dans l'impasse avant ces nouvelles complications, ne sont pas au bout de leurs peines.

M. Walesa a rencontré les dirigeants clandestins de Solidarité

M. Walesa a fait annoncer ce mardi 12 avril qu'il avait secrètement rencontré le week-end dernier les membres de la direction clandestine de Solidarité qui sont pourchassés depuis plus d'un an par la milice. Les syndicalistes ont, à cette occasion, indique le communiqué diffusé par M. Walesa lui-même, *« discuté en détail la situation actuelle du pays et coordonné leurs positions »*.

***Les autorités polonaises n'avaient pas encore réagi ce mardi matin* à l'annonce de cette rencontre qui constitue pour elles un défi sévère.**

Un défi aux autorités polonaises

M. Walesa a rencontré secrètement, le week-end dernier, les membres de la commission provisoire de coordination (T.K.K.) de Solidarité, la direction clandestine du syndicat dissous mise en place peu après l'instauration de l'état de guerre.

C'est M. Walesa lui-même qui a annoncé la nouvelle ce mardi 12 avril par un communiqué que son épouse a lu par téléphone de Gdansk aux correspondants des agences occidentales en poste à Varsovie.

Ce communiqué déclare notamment : *« Le chef du présidium de la commission nationale de Solidarité, Lech Walesa, a rencontré la commission provisoire de coordination de Solidarité les 9, 10 et 11 avril 1983. Ils ont discuté en détail de la situation actuelle du pays et coordonné leurs positions. »*

L'annonce de cette rencontre explique l'absence du président de Solidarité à la messe célébrée dimanche par le cardinal Glemp à la mémoire des insurgés du ghetto de Varsovie et à laquelle il avait fait savoir qu'il serait présent (*le Monde* du 12 avril).

C'est donc apparemment ce subterfuge qui a permis à M. Walesa, qui est surveillé en permanence par la milice, de quitter Gdansk sans trop être inquiété et de rencontrer les membres de la T.K.K. qui sont eux-mêmes vainement pourchassés depuis l'instauration de l'état de guerre par les forces de sécurité.

(Lire la suite page 4.)

M. Badinter réorganise le ministère de la justice

Plusieurs postes importants changent de titulaire

Une réorganisation du ministère de la justice est en cours. Comme nouveau directeur de cabinet, M. Robert Badinter a choisi M. Alain Bacquet, conseiller d'État, et comme nouveau directeur de l'administration pénitentiaire, Mme Myriam Ezratty, jusqu'alors directrice de l'éducation surveillée. Elle est remplacée à ce poste par M. François-Victor Colcombet, magistrat, qui dirigeait la mission permanente de lutte contre la toxicomanie au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Trois nouveaux directeurs en une seule fournée : après vingt-deux mois de fonction, c'est une profonde réorganisation de son cabinet que vient de décider M. Badinter, réorganisation à laquelle s'ajoutent des changements à la tête de deux des cinq directions des services de la chancellerie.

Il faut souhaiter à M. Bacquet, le nouveau directeur de cabinet, une plus grande longévité que ses prédécesseurs. Il est, en effet, le quatrième titulaire de ce poste après MM. André Braunschweig — qui avait occupé cette fonction auprès de M. Maurice Faure, — Georges Beljean et Henri Jacquemin, qui retrouve ses fonctions d'inspecteur général adjoint des services judiciaires en attendant une promotion probable comme membre du parquet.

Ces tâtonnements s'expliquent par le souci qu'avait M. Badinter de faire appel, comme directeur de cabinet, à des magistrats apolitiques, de manière qu'il ne soit pas dit que lui, ancien avocat et proche de M. Mitterrand, voulait bousculer les habitudes de la magistrature et la politiser.

Hélas, en choisissant ces magistrats apolitiques, M. Badinter s'est aperçu au fil des mois que leur profil était incompatible avec la politique qu'il entendait mener et que traduit aujourd'hui la réorganisation de son cabinet.

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 11.)

Un ressortissant français libéré en Chine après vingt-sept ans de détention

A trois semaines du voyage officiel que M. Mitterrand doit faire, début mai, en Chine, divers cas « humanitaires » viennent d'être réglés, en particulier celui d'un ressortissant français qui, après vingt-sept ans de détention en Chine, a été libéré et autorisé à se rendre en France *(lire page 4)*.

A Paris, d'autre part, le ministre chinois des relations économiques avec l'étranger, Mme Chen Muhua, a été reçu, lundi 11 avril, par M. Mauroy, et la délégation chinoise a eu de nombreux entretiens avec des ministres et des industriels français *(lire page 43)*.

A L'OCCASION DU SALON DU LIVRE DE PARIS

« Le Monde » publiera deux suppléments :

LA LITTÉRATURE DANS TOUS SES ÉTATS
(numéro de jeudi daté 14 avril)

AU CARREFOUR DES SCIENCES HUMAINES
(numéro de dimanche-lundi daté 17-18 avril)

Un stand du « Monde » sera installé au Grand Palais, où ce troisième Salon du livre est organisé du vendredi 15 avril au mercredi 20 avril. Ouvert tous les jours de 10 heures à 20 heures.

LES COMMUNISTES ET LE GOUVERNEMENT

Le soutien à son juste prix

par PATRICK JARREAU

Les communistes discutent, à l'invitation du bureau politique de leur parti, depuis trois semaines, des enseignements qu'il convient de tirer des élections municipales. Ils ont eu, pendant quelques jours, une illustration parfaite des différences qui peuvent s'exprimer, dans leurs rangs, quant à l'appréciation de la situation actuelle du P.C.F. En décidant, le 17 mars, de fixer aux 19 et 20 avril la réunion du comité central qui suit, normalement, chaque consultation électorale, le bureau politique avait choisi de permettre, dans la limite d'une confirmation de l'orientation générale, l'expression de cette diversité.

Officiellement, tout le monde est d'accord. *« Les communistes approuvent notre stratégie »*, a déclaré M. Georges Marchais le 8 avril. Ils l'approuvent, mais, selon la déclaration du bureau politique du 17 mars, ils ne la comprennent pas toujours très bien, ou pas tous de la même manière. Le bureau politique était allé jusqu'à suggérer que *« lui-même »* n'est peut-être pas *« profondément imprégné »* de cette stratégie. Cette observation signifie, au moins, que les décisions que doit prendre la direction du parti, depuis qu'elle a choisi de s'engager dans l'expérience de gauche, ne vont pas de soi.

Sans doute cette affirmation procède-t-elle d'un souci tactique, lequel était plus apparent encore dans le spectacle donné par le P.C.F., lundi, à l'Assemblée nationale. Les communistes ont, en effet, multiplié les signes d'hésitation, jusqu'à l'annonce, par le président de leur groupe, M. André Lajoinie, qu'ils voteraient le projet autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances. Il s'agit, par de tels comportements, de donner tout son prix au soutien du P.C.F. et, à tout le moins, de ne pas le brader au-dessous du tarif pratiqué, vis-à-vis du gouvernement, par certains courants du P.S.

La négociation entre MM. Mauroy et Lajoinie, entamée le 7 avril, avait abouti, lundi matin, par un ultime *« contact »* (l'Hôtel Matignon ne confirme pas l'*« entrevue »* mentionnée, mardi, par *l'Humanité*), à un accord, dont la lettre du premier ministre aux députés communistes et socialistes consigne les clauses. Le bureau politique du P.C.F., réuni en fin de matinée, a entériné cet accord, que MM. Lajoinie, Georges Marchais, Charles Fiterman et Guy Hermier sont, ensuite, venus expliquer aux députés communistes. Lorsque ceux-ci ont mis fin à leur réunion pour entrer en séance, ils avaient connaissance des conclusions de la direction du parti. *Il est difficile de croire qu'ils aient* pu hésiter pendant trois heures encore...

La rencontre, dans cette circonstance, de MM. Marchais, Fiterman et Lajoinie avait un caractère symbolique. Tous les trois n'avaient pas tenu exactement le même langage *dans les jours qui avaient précédé*. Si l'on considère, en outre, que M. Henri Krasucki, autre membre du bureau politique, s'offrait le luxe, le 10 avril, d'un appel à la responsabilité, *quelques jours après les critiques* d'*« ensemble »* de M. Louis Viannet, membre du bureau politique, contre le plan gouvernemental, on peut dire que la *« diversité »* communiste se sera donné libre cours.

C'est assez inhabituel pour être souligné ; ce l'est trop pour être interprété à coup sûr. Le sursis que semble s'accorder la direction du parti, alors que le débat sur la participation gouvernementale se fait pressant, pourra-t-il durer aussi longtemps que le gouvernement lui-même ?

(Lire, pages 7 à 9, le compte rendu des travaux de l'Assemblée nationale.)



AU JOUR LE JOUR

Limites

Le ministre de la rigueur a tenu à l'Assemblée nationale de mâles propos marqués au coin d'un austère bon sens. Il nous faut désormais, a dit M. Delors, « voir plus loin que le bout de notre nez ou les limites de l'Hexagone ».

Bravo ! Mais, dans les limites imposées par le contrôle des changes, ce sera un exercice fatigant pour les yeux. A moins qu'on ne distribue des longues-vues aux estivants bloqués dans les limites de l'Hexagone.

BRUNO FRAPPAT.

BERLIN AU FESTIVAL DE VALENCE

Cinéma propagande

Le neuvième Festival Cinéma et Histoire organisé à Valence par le CRAC (Centre de recherche et d'action culturelle) et le ciné-club Jean-Michel, avec la collaboration de Jacques Grant, et qui a lieu jusqu'au 13 avril, était consacré cette année à Berlin. Au programme, une cinquantaine de films — dont la moitié d'inédits, internationaux, allemands d'avant, pendant et après le nazisme. L'Allemagne de l'Est n'était pas représentée. Les chicanes de l'administration sont plus infranchissables que celles du mur.

Les films les plus instructifs sont ceux de la période nazie. D'abord parce qu'ils passent — et ne doivent passer — que dans les circonstances particulières d'un festival (1). Ensuite, ceux de Valence sont assez ambigus pour démontrer clairement — pour peu que l'on sache quand, comment et pourquoi ils ont été réalisés — les ambiguïtés de la représentation cinématographique.

Grosstadt Melodie, de Wolfgang Liebeneier (1943), histoire d'une jeune Bavaroise « montée » à Berlin pour y faire une carrière de photographe, pourrait être une comédie américaine de la même époque : même construction du récit, glamour bien élevé, calqué sur celui des héroïnes sages du temps de guerre — ni fofolles des années 30 ni ravageuses des années 50.

On y voit même un reporter un peu cynique qui ressemble à Franck Sinatra. Et si, à grandes envolées de drapeaux, la guerre est évoquée (l'histoire se passe en 1936), c'est surajouté et pourrait être coupé sans dommage.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 17.)

(1) La télévision allemande diffuse des programmes anthologiques des films de la période nazie (dont *Grosstadt Melodie*).

idées

Liban

Pour la première fois on pourra célébrer, le 13 avril, dans un Beyrouth pacifié l'anniversaire du début de la guerre du Liban, en 1975. A cette occasion, quatre Libanais s'expriment. M. Boutros Dib rappelle combien son pays est, depuis l'Antiquité, un foyer de culture, et Samir Nasr souhaite que la tradition économique libérale soit renouvelée.. Pour Nawaf Salam, le premier défi à relever très vite est celui du retrait des troupes étrangères, l'une des multiples conditions pour la recherche d'une paix globale au Proche-Orient. L'autre tâche urgente, estime Samir Khalaf, est de retrouver un consensus national à travers une société fragmentée.

Un nouveau libéralisme pour l'après-guerre

par SAMIR NASR (*)

LES conditions d'un redémarrage économique au Liban ne sont pas encore réunies. Déjà, parallèlement aux tensions politiques, le pays est soumis à des pressions économiques contradictoires : invasion de produits israéliens et menaces de boycottage arabe. Elles constituent une illustration de l'imbrication du politique et de l'économique dans les décisions et les choix.

L'urgence du lancement des projets de développement et de reconstruction ne fait pas l'ombre d'un doute. Cela présuppose le renforcement des ressources et des capacités de l'État. Or l'endettement continu du secteur public durant la guerre commence à atteindre un point critique. Ces emprunts d'origine essentiellement interne n'ont été possibles que grâce à la souscription par les banques aux bons du trésor, les recettes fiscales et douanières étant difficile à collecter en cette période.

L'activité économique avait été pourtant raisonnablement dynamique durant la guerre dans des secteurs aujourd'hui en crise : l'industrie, l'agriculture, l'immobilier entre autres. La conjoncture actuelle est due en grande partie au passage difficile d'une situation à une autre. En effet, et durant les huit dernières années, le financement « politique » — parallèlement aux autres transferts des émigrés libanais dans les pays pétroliers — avait créé une atmosphère de prospérité apparente, et quelque peu facile. Les sommes déversées avaient stimulé un marché d'importation (encouragé par l'absence de droits de douane) et les placements immobiliers. Le maintien d'un certain flux d'exportations (dont industrielles) avait contribué à des résultats globaux positifs de la balance des paiements. Une main-d'œuvre asiatique et égyptienne assurait certains travaux dans les secteurs de la construction et de l'industrie.

Quant à l'inflation, elle était quelque peu contenue par le gel des loyers anciens, par le paiement limité des tarifs publics et par les augmentations nominales des salaires. Le chômage était partiellement résorbé par les pays pétroliers et le secteur bancaire local (encore florissant). La croissance de l'endettement des entreprises rendait possible une activité continue.

La crise actuelle traduit un gel partiel de ce circuit. L'argent « politique » est devenu pratiquement inexistant, et les transferts des pays du Golfe et leurs importations se rétrécissent avec le reflux de l'activité dans ces pays (dû à la baisse des prix du pétrole et à la guerre iraqo-iranienne). Les effets de la récession mondiale et de la baisse des échanges internationaux accentuent les pressions. L'incertitude politique renforce les hésitations des investisseurs potentiels. Le dumping israélien et le boycottage arabe (réels ou fictifs) achèvent de créer une atmosphère de morosité.

Un nouveau comportement économique

Cette situation aboutit non seulement à des frustrations mais à une déception quant aux promesses de la paix. C'est en cela qu'elle revêt pour les Libanais une gravité exceptionnelle. Le passage à une structure économique tenant compte des nouvelles donnes est une nécessité.

Cela implique à la fois des efforts et un prix. Un effort du secteur public pour mettre en place une politique économique de rigueur, rationaliser sa gestion, améliorer son efficacité, augmenter ses ressources, limiter les gaspillages tout en reprenant tout son rôle dans les décisions publiques, renforçant par là sa crédibilité locale et internationale. Un effort des Libanais qui devront affronter les nouvelles réalités en acceptant le paiement de la fiscalité, en augmentant la productivité, en assumant une certaine baisse du pouvoir d'achat — au moins provisoirement. Une participation efficiente des entrepreneurs à la reprise et à la solidarité fiscale. Elle suppose aussi une sensibilisation accrue aux critères de la compétitivité pour la pénétration des marchés extérieurs. Une implication plus grande des partenaires étrangers (arabes et occidentaux) dans le financement de la reconstruction.

Ces actions conjuguées pousseront alors vers un nouveau type de comportement économique qui aura un prix puisqu'il suppose de la part de tous les acteurs des attitudes à la fois plus engagées, plus rationnelles et plus stratégiques, au risque d'une moindre rentabilité à court terme. Le prix ne sera pas plus élevé que ne l'a été la guerre pour les Libanais et l'instabilité régionale avec les risques d'une conflagration généralisée pour tous les autres acteurs.

Faire face à la crise, c'est éviter les déséquilibres, les frustrations et l'attrait pour le retour en arrière. Il s'agit aussi de manœuvrer dans le sens d'une préservation du système économique qui a pu assurer la survie du pays et la résistance de sa monnaie.

(*) Économiste libanais.

Le premier défi

par NAWAF SALAM (*)

ASSURER le retrait de toutes les armées étrangères du territoire libanais constitue aujourd'hui non seulement la pierre angulaire du devenir libanais, mais aussi le premier défi à relever dans la perspective d'une dynamique de paix globale au Moyen-Orient. Or, il est ici question du retrait des forces armées de trois des principaux protagonistes régionaux pour lesquels le Liban est moins l'objet que le théâtre de leurs confrontations, moins un enjeu en soi qu'une scène où ils détiennent des atouts stratégiques destinés à être investis ailleurs.

Ainsi, parallèlement — ou conjointement — à ses revendications abusives en matière de sécurité, Israël paraît jouer au Liban, vis-à-vis des Arabes et des Etats-Unis, en une sorte de guerre d'usure politico-diplomatique, l'avenir des territoires occupés de la Cisjordanie et de Gaza.

La Syrie, du fait de la présence de ses troupes dans l'est et le nord du Liban, bénéficie d'un avantage considérable pour négocier l'avenir des relations syro-libanaises. Ajoutons que, selon l'option de retirer ou de maintenir son armée, Damas est aussi assurée de l'alternative de bloquer ou de faciliter la mise en exécution des termes d'un éventuel accord libano-israélien — car il ne pourrait s'agir que de simultanéité des retraits. Ainsi, le jeu de l'atout libanais par la Syrie, face aux Etats-Unis et Israël, dépendrait du rôle régional réservé à Damas dans toute stratégie de solution négociée au conflit du Moyen-Orient.

Quant au retrait des combattants de l'O.L.P., il semble autant lié aux conditions d'un accord sur l'avenir des civils palestiniens résidant au Liban qu'aux résultats du dialogue — passant par Ryad, Le Caire, Amman et Rabat — qui se poursuit entre la centrale palestinienne et Washington.

Inextricablement liée aux conflits de la région, la question des retraits du Liban ne pourrait cependant être subordonnée à une solution globale de la crise au Moyen-Orient. Tout au contraire, la possibilité d'obtenir des différents protagonistes la mise en exécution d'un accord sur ces retraits constitue dans le contexte présent la clé de toute dynamique de paix négociée. C'est l'efficacité de l'engagement international qui est aujourd'hui en jeu au Liban. Plus spécifiquement sont à l'épreuve au Liban la crédibilité et la capacité des Etats-Unis, ainsi que le rôle de l'Europe dans la mise sur les rails d'un processus de paix au Moyen-Orient. D'autre part, un règlement au Liban ne répond pas seulement à la priorité d'assurer les moyens de la paix au foyer de tensions le plus explosif de la région, mais est aussi de nature à faciliter la création de nouvelles conditions de confiance capables de stimuler l'engagement des parties en conflit dans un processus de négociations en vue d'une paix globale.

Enfin, si le retrait des forces étrangères du Liban occupe aujourd'hui cette position centrale et première dans la résolution du conflit au Moyen-Orient, c'est aussi parce qu'un règlement aux dépens du rétablissement du Liban dans ses frontières historiques est devenu presque impossible. En effet, si au cours des huit dernières années le Liban a survécu aux éventualités de démembrement et aux projets de partition ou de condominium, c'est surtout parce que l'idée de l'entité libanaise s'est solidement enracinée dans ses diverses communautés confessionnelles.

Se considérant dotée de la mission d'en préserver l'identité « différente » dans l'Orient arabe, elle en donnait une définition en termes plutôt métaphysiques et surtout incompatibles avec la culture de leurs compatriotes musulmans, sinon exclusifs à leur égard. Jadis aussi controversé, jusqu'au recours à la violence, par les membres de ses différentes communautés, ce même Liban est aujourd'hui l'objet d'un nouveau consensus national qui s'y développe et rend, plus que jamais dans son histoire, l'entité libanaise un cadre tout aussi irremplaçable que non négociable.

(*) Politologue libanais.

Le forum culturel

par BOUTROS DIB (*)

« ...ORDONNE que l'on coupe pour moi des cèdres sur le Liban... Je te donnerai... tout ce que tu diras, car tu sais qu'il n'y a personne parmi nous qui s'entende à couper le bois... comme les Sidoniens » (Bible, *premier livre des Rois*). C'est un extrait de l'appel lancé à Hiram, roi de Tyr (sud du Liban), par Salomon, désireux de mener à bien la construction du temple de Jérusalem. Reprenant le même sujet, mais se plaçant à un autre point de vue, l'auteur du *Cantique des cantiques* (IV, 11) met, dans la bouche de l'amant s'adressant à sa fiancée, les paroles suivantes : « ... l'odeur de tes vêtements est comme l'odeur du Liban... » Avec le bois, arrivèrent aussi les ouvriers spécialisés, les ingénieurs, bref, toute la technique des adorateurs de Baal alors nettement plus avancée que celle des fils de Jacob, pour ériger un monument à la gloire de Yahvé.

Par ce geste historique, le sage Salomon ne faisait que suivre ce que, de nos jours, nous appellerions la mode d'alors. Déjà l'Égypte des grandes pyramides avait baptisé les grands navires *gabrit*, mot dérivé de Gebal, nom phénicien de ce qui sera la ville de Byblos. Plus tard, Achille, voulant offrir un prix de course aux Argiens, regarde vers Sidon, sœur aînée de Tyr et actuel chef-lieu du département du Liban-Sud ; voici en quels termes l'*Iliade* (XXIII, 741) nous rapporte la description du trophée : « ... d'abord une urne d'argent... la plus belle de toutes celles qui existent sur la terre, car les ingénieux Sidoniens l'ont merveilleusement ornée ».

A ce témoignage faisaient écho ceux de tout le Bassin méditerranéen (avec ses prolongements) et ceux des côtes d'Afrique jusqu'aux environs de l'Équateur et d'Europe jusqu'à la Scandinavie : monuments, œuvres d'art diverses, établissements de commerce, etc., parlent de la magnificence de la civilisation phénicienne, à laquelle la Rome impériale ne pourra que rendre un vibrant hommage en érigeant les temples de Baalbek, un des fleurons les plus prestigieux de l'architecture romaine et — faut-il ajouter : surtout — l'école de droit de Beryte (l'actuel Beyrouth), dont la notoriété devait valoir à la capitale libanaise d'être appelée la « mère des lois ».

Et pourrions-nous en écrivant ces lignes oublier cette invention, « *une des plus grandes de l'humanité* » (Dussaud), je veux dire l'alphabet qui porta les Grecs à donner à Gebal le nom de Byblos ou ville du livre, et grâce auquel se véhiculaient, à partir du Liban, la pensée en même temps que la matière, ce qui inspira, entre autres, la légende représentant Kadmos, prince tyrien, allant à la recherche de sa sœur et semant sur son passage cet alphabet et différentes techniques de pointe pour l'époque ? La princesse, sa sœur, qui avait été enlevée sur les rivages de Tyr par le dieu Zeus, s'appelait... Europa : allégorie résumant une histoire millénaire dont le destin ne devait jamais arrêter le cours !

Plus près de nous, l'École de *fiqh* (théologie et droit musulmans) du libanais Al-Awzâï répand ses enseignements dans toute la Méditerranée des Omayyades et des premiers Abbassides. L'ascendant que le grand imam exerçait tant dans le domaine spirituel que dans le temporel fait de lui une des figures de proue de l'Islam et une personnalité de marque dans l'histoire de la pensée universelle.

Un carrefour de civilisations

Oui, la tradition culturelle libanaise n'est pas d'hier. Elle imprègne le pays depuis les âges les plus reculés et accentue le besoin qui l'a toujours caractérisé d'ouverture sur le monde. De nos jours et, tout récemment, au plus fort de sa crise, le Liban garde — et de très loin — la tête de la production d'imprimés arabes, sans compter l'impression en langues étrangères, en français notamment. La presse libanaise (plusieurs centaines de périodiques politiques, économiques, culturels, etc.) tient une place de choix dans l'ensemble du monde arabe. Avec ses six universités et ses nombreuses écoles — sans compter divers instituts d'enseignement supérieur, le tout groupant, avant 1974, plus de trente nationalités, — le Liban a une population scolaire de plus de neuf cent mille élèves sur un total d'un peu plus de trois millions d'habitants comprenant, il faut le dire, une forte proportion de jeunes. Le français — nettement en tête, — l'anglais, l'italien, l'allemand et, plus récemment mais renouant avec une vieille tradition tsarienne, le russe y sont enseignés au titre de la culture et non simplement de « langues étrangères ». A l'examen du baccalauréat libanais, par exemple, le candidat doit pouvoir disserter sur Racine, Hugo, etc., dont il a commencé l'apprentissage de la langue dès le jardin d'enfants.

De même que dans le domaine culturel, le libéralisme est largement pratiqué dans le politique, l'économique et le social. Grâce à cela, lorsque l'explosion de 1975 affecta gravement les activités de l'État, la vie du pays ne s'arrêta pas pour autant.

Mosaïque humaine ayant une personnalité propre et offrant, en dépit de bien des faiblesses, une formule-modèle pleine d'intérêt dans un monde de plus en plus menacé de déshumanisation, refuge ayant sa raison d'être dans les valeurs mêmes qu'il abrite, le Liban demeure un carrefour de civilisations illustrant la fécondité des échanges, un trait d'union entre l'Orient et l'Occident, un Orient dont il fait partie intégrante et un Occident qui ne lui est pas étranger.

(*) Ancien ambassadeur du Liban en France.

Consensus et société fragmentée

par SAMIR KHALAF (*)

LE Liban présente, à l'heure actuelle, toutes les caractéristiques d'une réalité politique fragmentée. Les divisions profondent qu'accentuent les divergences dans les croyances religieuses et les allégeances régionales ont renforcé les loyautés tribales et claniques. A cela s'ajoutent les transformations idéologiques et socio-économiques dont le Liban a été le témoin au cours des dernières décades. Toutes ces divisions verticales et horizontales ont conduit à un éclatement de la société et menacent le fragile équilibre des forces.

Ce type de société pluraliste et fragmentée, prédisposée à la violence interne et aux ingérences étrangères, n'est pas rare. L'absence d'intégration politique dans les jeunes États a, en effet, maintes fois été citée comme un facteur important d'instabilité et de violence. En ce sens, l'expérience libanaise est loin d'être unique.

Ce qui est inhabituel, dans le cas libanais, c'est la forme, la durée et l'intensité que cette violence a revêtues. Sa fréquence et son intensité croissante ont montré qu'elle n'a pas réussi à combler les manques et à redresser les déséquilibres de la société, pas plus qu'elle n'a été en mesure de modifier les allégeances confessionnelles et les structures communautaires de manière à faciliter l'émergence d'un État-nation. Cette violence n'aura sans doute servi au Liban qu'à creuser encore plus le fossé et les clivages au sein de la société. Dans ces conditions, elle n'est qu'autodestructrice et ne peut qu'engendrer une plus grande violence. Et ce processus ne fait que bloquer toute possibilité de changement. Le principe qui consiste à casser des œufs pour faire une omelette n'est pas, dans le cas libanais, très probant.

En fait, ce que le Liban a vécu au cours des huit dernières années n'est pas seulement la fragmentation d'un système politique mais également le danger d'un démembrement de la société. Les liens sociaux les plus élémentaires qui servent généralement à souder une société — les liens de loyauté, de confiance, de générosité et d'entraide — ont été, par certains côtés, sérieusement mis à l'épreuve. Et il est beaucoup plus facile de recréer un État que de reconstruire une société. Un État peut être recréé par décret, contrat, pacte ou convention — comme cela fut le cas du Liban à maintes reprises dans son histoire, — mais comment reconstruire une société ?

Le problème est complexe. Les Libanais ont tous été soit témoins, soit victimes de la violence arbitraire, de l'anarchie, de la terreur et du désordre qui ont régné au cours des dernières années. Plus le monde extérieur devenait menaçant, plus le Libanais cherchait refuge dans ses vieux liens tribaux et claniques ou se plaçait sous la protection de « parrains » extérieurs. Les frontières et horizons à l'intérieur desquels évoluaient les citoyens se resserraient de plus en plus. Toute une génération d'enfants et d'adolescents a grandi dans l'idée que son monde social ne pouvait s'étendre au-delà des confins de cette petite communauté à l'intérieur de laquelle elle était obligée de vivre.

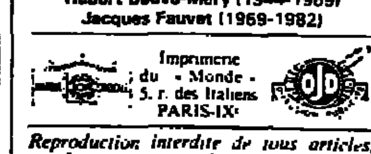
C'est là tout le problème du Liban d'aujourd'hui : ces mêmes forces qui ont permis aux Libanais de survivre à une échelle communautaire et dans lesquelles il a puisé son soutien social et affectif le paralysent à un niveau politique, car elles sapent sa conscience nationale. C'est par la solution de ce problème que devrait commencer la tâche de reconstruction sociale, et c'est également là le pari politique et idéologique libanais.

La personnalité du président Gemayel et les moyens qu'il a mis en œuvre ont contribué à décrisper la situation et à encourager les efforts en vue d'un nouveau consensus national. La politique étrangère définie par le pouvoir représente à cet égard un élément important. Ainsi d'ailleurs que les mesures prises pour étendre l'autorité de l'État : contrôle par l'armée libanaise du Grand Beyrouth, fermeture des ports illégaux, remise en marche du système judiciaire, épuration au sein de l'administration, reconstruction du centre-ville. Plus importantes encore, la réorganisation de l'armée et la promulgation de la loi instituant le service militaire obligatoire.

Ces mesures, jointes à la vitalité des Libanais eux-mêmes, permettent de mieux envisager l'avenir et laissent espérer que, pour la première fois, le Phénix pourra renaître de ses cendres.

(*) Sociologue libanais.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Le président des Etats-Unis entend poursuivre ses efforts pour sauver son plan de paix

Le gouvernement américain s'évertue à surmonter une vive déception après l'échec des négociations jordano-palestiniennes, en affirmant que l'initiative de paix du président Reagan, du 1er septembre dernier, n'est pas du tout morte. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a déclaré lundi 11 avril que l'une des principales raisons de l'échec des négociations jordano-palestiniennes a été la position de l'O.L.P., qui exigeait d'être représentée en tant que telle à la table des négociations.

Le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, a déclaré : *« Nous n'acceptons pas l'interprétation de ceux qui pensent que cela* [l'échec des négociations jordano-palestiniennes] *constitue la fin du processus »* engagé par la dernière initiative de paix du président américain. Au contraire, a-t-il ajouté, le gouvernement américain est *« déterminé à aller de l'avant avec cette initiative. Le roi Hussein de Jordanie et le roi Fahd d'ArabieSaoudite partagent notre résolution »*.

Le président Reagan, précise-t-on, dans son entourage, est encouragé à cet égard par le *« résultat des dernières conversations téléphoniques »* qu'il a eues en particulier dimanche avec les souverains jordanien, saoudien et marocain.

A Damas, la radio syrienne a laissé transparaître, lundi, une certaine satisfaction après l'annonce de l'échec des négociations jordano-palestiniennes, sans pour autant évoquer explicitement ces négociations.

Soulignant que *« les plans et projets américains proposés aux Arabes ne satisfont pas le minimum acceptable sur le plan national »*. La radio syrienne a mis l'accent sur *« les risques qu'encourent ceux qui veulent adhérer au processus américain, basé sur les accords de Camp David et leurs résultats »*. *« Le sort de Sadate sera réservé à tous ceux qui suivront sa voie »*, a conclu le commentateur politique syrien.

Trois organisations palestiniennes favorables à Damas ont, pour leur part, condamné le communiqué *du roi Hussein de Jordanie annonçant la fin des* négociations jordano-palestiniennes, estimant que ce document *atteste de l' « attitude agressive »* de la Jordanie à l'égard du peuple palestinien et de sa cause nationale. Les trois organisations, qui ont publié des communiqués distincts sont : le Front populaire pour la libération de la Palestine (F.P.L.P.) du docteur Georges Habache, le Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général de M. Ahmed Jibril (F.P.L.P.-C.G., pro-syrien) et le Front de la lutte populaire palestinienne de M. Samir Ghoche (*pro-syrien*).

M. Shamir : « Le plan Reagan est définitivement mort »

Jérusalem. — Il faut que les dirigeants américains tirent les leçons de leur échec et surtout ne tentent pas de persévérer dans la voie qu'ils avaient choisie ces derniers mois pour amener le roi Hussein à la table des négociations. C'est en substance ce qu'a déclaré, lundi soir à Jérusalem, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, au cours d'une réunion du parti Likoud. Le plan Reagan est *« définitivement mort »*, a souligné avec insistance M. Shamir. Il a ajouté : *« Comment un observateur clairvoyant de la situation au Proche-Orient peut-il concevoir que la paix entre Israël et l'un des pays arabes puisse dépendre de l'impossible consensus de l'ensemble du monde arabe ? »* M. Shamir a surtout dénoncé l' *« absurdité »* du calcul reproché aux Etats-Unis et consistant à obtenir l'aval de l'O.L.P. M. Shamir a

De notre correspondant

affirmé que l'O.L.P. *« s'oppose à la paix et continuera toujours de chercher à l'empêcher »*.

Alors que tous les gouvernements israéliens ont toujours dit avec espoir que la Jordanie était le pays arabe le mieux disposé à conclure la paix avec Israël, personne, cette fois, n'a exprimé de véritables regrets pour le refus du roi Hussein de se joindre à des pourparlers. Même en dehors du gouvernement — qui, lui, a du mal à dissimuler sa satisfaction bien qu'il fasse savoir qu' *« il n'y a pas lieu de se réjouir »*, comme l'a dit M. Shamir. La plupart des commentaires de la presse sont consacrés à la *« défaite »* de la diplomatie américaine et au désaccord entre le roi Hussein et l'O.L.P. Les journaux israéliens mettent l'accent sur le fait que, selon eux, les derniers événements ont prouvé, une fois de plus, que l'O.L.P. n'a pas récemment changé d'attitude, contrairement à ce que l'on constate aux Etats-Unis et dans l'ensemble du monde occidental. *« L'O.L.P. continue d'être sous la coupe des assassins »*, écrit l'éditorialiste du *Yediot Aharonot*, qui, comme ses confrères, établit un rapprochement entre le *« veto »* opposé au roi Hussein par *« l'organisation palestinienne et la mort du docteur Issam Sartaoui »*.

Le seul signe d'inquiétude relevé dans la presse israélienne tient à l'avenir des relations entre Jérusalem et Washington. Le journal *Davar* (travailliste), dans un éditorial publié le 12 avril, redoute des mouvements de mauvaise humeur de la part de l'administration Reagan et en fait à l'avance le reproche au gouvernement de M. Begin.

Les journaux arabes de Jérusalem-Est diffusés dans les territoires occupés font tous l'éloge du docteur Sartaoui, alors que certains ont dans le passé fréquemment critiqué ce qu'ils considéraient comme des excès de modération au sein du mouvement palestinien. L'échec des discussions entre le gouvernement d'Amman et l'O.L.P. retient évidemment toute l'attention des milieux politiques de Cisjordanie et du territoire de Gaza, et c'est un sentiment de crainte qui prédomine. Le quotidien *Al Fajr* tente de donner une note relativement optimiste en remarquant que jusqu'à présent ni l'O.L.P. ni le gouvernement jordanien n'ont laissé entendre qu'il pourrait y avoir de nouveau une grave détérioration dans leurs relations.

FRANCIS CORNU.

• *Un engin explosif de forte puissance* — 20 kilos de TNT — a été désamorcé, mardi matin 12 avril, devant l'entrée du bureau de l'A.F.P., dans un quartier central de la partie ouest de Beyrouth.

La charge, cachée dans un sac de voyage, a été découverte à temps par des membres du personnel de l'A.F.P. Elle était munie d'un système d'horlogerie et a été désamorcée quelques minutes seulement avant l'heure prévue de l'explosion. — *(A.F.P.)*

• *RECTIFICATIF : Dans le* premier paragraphe de notre bulletin de l'étranger (*le Monde* du 12 avril), il fallait lire *« l'échec des négociations jordano-palestiniennes »* et non comme nous l'avions écrit par erreur *« israélo-jordaniennes »*.

Le groupe de M. Ahmed Jibril, représenté au sein de l'O.L.P., approuve l'assassinat de Issam Sartaoui

Un mouvement palestinien représenté au sein de l'O.L.P., le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (F.P.L.P.-C.G.) de M. Ahmed Jibril (pro-syrien), a annoncé, lundi 11 avril, qu'il approuvait l'assassinat d'Issam Sartaoui.

Un porte-parole du F.P.L.P.-C.G. a affirmé, à Damas : *« Sartaoui devait mourir comme Sadate* (ancien président égyptien) *car tel est toujours le sort des traitres qui complotent contre leur patrie et leur nation »*. Il a ajouté : *« Les assassins de Sartaoui sont les mêmes que ceux qui ont assassiné Sadate »*.

C'est la première fois qu'une organisation membre de l'O.L.P. approuve, publiquement, l'assassinat d'un dirigeant de la centrale palestinienne (M. Sartaoui était conseiller du chef du comité exécutif de l'O.L.P., M. Yasser Arafat).

Le F.P.L.P.-C.G. est représenté au sein du comité exécutif de l'O.L.P. (C.E.O.L.P.), *la plus haute* instance de la centrale palestinienne, qui, dans un communiqué publié dimanche à Tunis, a accusé les agents du Mossad israélien d'avoir commis cet attentat.

Le F.P.L.P.-C.G. s'aligne ainsi *sur les positions du groupe d'Abou* Nidal, qui a revendiqué l'attentat et *qui est l'adversaire implacable de* M. Yasser Arafat et de l'O.L.P., Aboud Iyad, *le numéro deux du* Fath, a, pour sa part, affirmé à Abou-Dhabi que les assassinats perpétrés par le groupe d'Abou Nidal faisaient partie d'un complot qui dépassait la personne d'Abou Nidal et constituaient *un* complot israélo-américain tendant à discréditer l'O.L.P. Aboud Iyad a blâmé l'Irak et la Syrie, qui ont accordé l'asile à Abou Nidal, *mais a affirmé que* l'O.L.P. ne pouvait se payer le luxe *de déclarer la guerre* aux régimes de Bagdad et de Damas.

M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., a répliqué à l'assassinat di*manche au Portugal de Issam Sar*taoui en demandant à un journaliste franco-israélien, M. Ilan Halevy, de remplacer le dirigeant palestinien pendant la séance de clôture de l'Internationale socialiste. Cette décision, qui apparaît comme un défi aux éléments extrémistes palestiniens, marque la volonté du chef palestinien de poursuivre la recherche d'un règlement négocié quelles que soient les actions d'intimidation de ses adversaires. — *(A.F.P.)*

[M. Ilan Halevy *est un journaliste* franco-israélien résidant en France depuis 1975. Né à Paris en 1943 d'un père turc et d'une mère yéménite, tous deux de confession juive, M. Halevy est titulaire d'un passeport français. Il a été durant son séjour en Israël, dans les années 60, *un militant actif du Matzpen*, mouvement d'extrême gauche antisioniste, qui a été le premier groupement politique israélien, à l'exception du parti communiste Rakah, à prôner le dialogue avec l'O.L.P. *Collaborateur* à Paris de plusieurs publications spécialisées, notamment la *Revue des peuples méditerranéens* et la *Revue des études palestiniennes*. M. Halevy est très décrié en Israël pour ses sympathies avec l'O.L.P.]

L'attentat a mis en évidence l'absence d'un service de renseignement efficace au Portugal

Lisbonne. — Combien de terroristes faisaient partie du commando qui, le dimanche 10 avril, a assassiné le docteur Issam Sartaoui ? Deux au moins, affirme l'adjoint du leader palestinien, M. Anouar Eischeh, *qui a survécu* à l'attentat. Il n'exclut pas l'existence *d'un troisième homme qui* aurait facilité la fuite des autres membres du groupe. Cependant, l'individu porteur d'un passeport marocain au nom d'Awat Yousef, arrêté par la police quelques heures après l'attentat devait être présenté ce mardi 12 avril devant le juge d'instruction. L'ambassade du Maroc à Lisbonne nie pourtant l'authenticité de ce passeport.

Tout reste confus. Lundi, la police portugaise admettait en effet que le suspect détenu pourrait être *« un lièvre uniquement destiné à détourner l'attention et à permettre au gros gibier de s'échapper »*.

D'autre part, une interview accordée à la télévision portugaise par le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, M. Roberto Carneiro, relance la polémique sur le système de protection mis en place au congrès de l'Internationale socialiste. Selon M. Carneiro, aucun Palestinien ne figurait sur la liste des personnalités remise par le parti socialiste portugais au ministère de l'intérieur le 24 mars. L'arrivée en Algarve du représentant de l'O.L.P. était donc officielle*ment ignorée du gouvernement* portugais.

De notre correspondant

Au-delà de cette querelle entre le gouvernement et le P.S., où chacun tente de se renvoyer la balle, l'assassinat du docteur Sartaoui a mis en évidence le fait que l'Etat portugais est totalement dépourvu d'un service de sécurité et de renseignement efficace. Après la révolution du 25 avril 1974, ces fonctions ont été exercées dans le cadre d'une organisation appelée S.D.C.I. et dirigée par trois officiers. Avec la victoire des modérés le 25 novembre 1975, le S.D.C.I., accusé d'être entièrement contrôlé par le parti communiste, a été dissous. *Les renseignements ont été alors* centralisés à la deuxième division de l'état-major des forces armées.

La révision de la Constitution et la promulgation d'une loi sur la défense nationale, en 1982, ont retiré à la deuxième division une grande partie de ses attributions, et en particulier celles qui pouvaient avoir des incidences dans le domaine civil.

Plusieurs projets de création d'un service de renseignement de la République (S.I.R.) ont été soumis aux partis politiques depuis 1977. Mais socialistes et sociaux-démocrates ont toujours manifesté des réserves. Cet organisme pouvant devenir, *selon eux, un instru*ment de contrôle au service du président de la République.

Tout ce qui touche au renseignement et à la sécurité se fait donc au Portugal d'une façon désordonnée. Chacun des grands partis politiques et quelques secteurs du gouvernement organisent leur propre service en engageant des anciens militaires ou des rapatriés de l'Angola ou du Mozambique. De même pour les écoutes téléphoniques. En 1979, le commandant Vasco Lourenço, alors conseiller de la révolu*tion, avait protesté auprès du prési*dent de la République, car, affirmait-il, son *« téléphone était surveillé »*. Une commission confirmait l'existence de plusieurs réseaux.

Un des piliers du régime de Salazar *était la police politique*, la PIDE (Police internationale de dé*fense de l'Etat*). Beaucoup d'antifascistes ont connu les cachots de cette organisation, et les tortures pratiquées ont été dénoncées. La peur d'une reconstitution, même sous une forme « démocratique », de la PIDE explique sans doute le rejet par une grande partie de l'opinion de tout projet de création d'un service de renseignement gouvernemental.

JOSE REBELO.

• *Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale* a exprimé, mardi 12 avril, sa *« consternation »* après la mort d'Issam Sartaoui, *« qui, avec beaucoup d'autres, et notamment Pierre Mendès France, s'était engagé dans la voie difficile, mais seule fructueuse à terme, du dialogue israélo-arabe »*.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

• L'ANCIEN PRÉSIDENT LÉOPOLD GALTIERI a été *condamné lundi à soixante jours* d'arrêt de rigueur pour ses déclarations à propos de la guerre des Malouines. Le général fait partie des cadres de réserve après avoir démissionné de son poste de commandant en chef de l'armée et avoir été relevé de ses fonctions de président de la République au lendemain de la reddition des troupes argentines aux Malouines. En août 1982, le général Galtieri avait estimé *que les* troupes argentines auraient pu *« mieux résister aux Britanniques »* et avait accusé le général Mario Menendez, *le* gouverneur militaire des Malouines, de n'avoir *« pas su prendre de décisions importantes »*. — *(A.F.P.)*

Egypte

• LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU CONSEIL D'ÉTAT égyptien a annulé, ce mardi 12 avril, la décision de l'ancien président Sadate de destituer le pape copte Chenouda III de ses fonctions de *« chef spirituel »* de l'Eglise. Les trois membres du tribunal ont estimé que cette décision, prise en septembre 1981, était illégale.

Israël

• LE GÉNÉRAL ABRAHAM YOFFE, grande figure militaire israélienne, est mort lundi soir 11 avril des suites d'une longue maladie, à l'âge de soixante-dix ans. Il avait été successivement commandant de la région militaire centre et commandant militaire nord de la région d'Israël. En octobre 1956, il réussit à conquérir Charm-el-Cheikh, à la pointe sud de la péninsule du Sinaï, après une *marche forcée* qualifiée d'*« historique »* dans les annales militaires israéliennes. En juin 1967, rappelé en tant que général de réserve à l'occasion de la guerre des six jours, il commanda une division blindée face aux troupes égyptiennes dans le Sinaï. — *(A.F.P.)*

M. ARIEL SHARON, *ministre* sans portefeuille du cabinet Be*gin, s'est rendu*, lundi 11 avril, *en* visite au Sud-Liban où il s'est en*tretenu, pendant deux heures*, avec le commandant Saad Haddad au domicile de ce dernier, à Marjayoun. Durant ces entre*tiens, M. Sharon a estimé que « le commandant Haddad et ses milices constituent la pierre angulaire de tout arrangement de sécurité au Sud-Liban »*. C'est la première fois que M. Sharon effectue une tournée en territoire libanais depuis qu'il a dû abandonner ses fonctions au ministère israélien de la défense, à la suite de la publication du rapport Kahane sur les massacres de Sabra et de Chatila. — *(A.F.P.)*

Pays-Bas

• LA CRÉATION D'UNE LIGNE AÉRIENNE AMSTERDAM-TAIPEH, à l'initiative de Martinair et de China Airlines, risque de provoquer une nouvelle détérioration des relations diplomatiques entre La Haye et Pékin. Les autorités de Chine populaire ont en effet adressé, samedi 9 avril, un avertissement aux Pays-Bas, faisant valoir qu'elles considèrent Taiwan comme faisant partie du territoire national. La Haye, de son côté, avait adressé à Pékin un mémorandum dans lequel il était notamment indiqué que le gouvernement ne pouvait s'opposer à des contacts commerciaux entre compagnies privées, comme Martinair pour les Pays-Bas et China Airlines pour Taiwan.

DIPLOMATIE

Mme Finnbogadottir fait en France la première visite officielle d'un chef d'Etat islandais

Mme Vigdis Finnbogadottir, quatrième président de la République islandaise — fondée le 17 juin 1944, — effectue, du mardi 12 au vendredi 15 avril, la première visite officielle en France d'un chef d'Etat de son pays.

Chevelure blonde vaporeuse mais disciplinée, visage franc et œil bleu, la première femme élue chef d'Etat *au suffrage universel* (1) *frappe surtout* par sa culture, son aisance et la *simplicité de son comportement*. Le séjour de Mme Finnbogadottir sera d'ailleurs placé sous le signe de la culture, hommage à cette francophile passionnée qui fit, dans les années 50, ses études supérieures à Grenoble et à la Sorbonne, avant d'être, dans son pays, professeur de littérature et de théâtre français, et même présidente de l'Alliance française. Enfin, avant d'accéder à la magistrature suprême en *juin 1980*, elle fut directrice du théâtre de *Reykjavik, capitale de cet Etat* dont la superficie est à peine le cinquième de celle de la France et qui n'est peuplé que de 235 000 habitants.

Accueillie ce mardi après-midi par un membre du gouvernement, à Orly, Mme Vigdis Finnbogadottir est reçue le même jour par le président de la République à l'Elysée, ou aura lieu le lendemain un déjeuner en son honneur. Elle recevra ensuite, à la Sorbonne, la médaille de l'université. Le soir, M. Claude Cheysson offrira, au ministère des relations extérieures, un dîner en son honneur, à l'issue duquel un accord-cadre de coopération culturelle et scientifique sera signé.

Au programme du mercredi figure également la visite d'un centre de chauffage urbain par géothermie, à Clichy-sous-Bois, et celle de la Bibliothèque nationale, où lui seront présentés d'anciens documents scandinaves. Après une réception offerte par M. Tomas Tomasson, ambassadeur à Paris, et la colonie islandaise en France, Mme Finnbogadottir assistera à la première d'une production islandaise, *Hors la loi*, au cinéma de Frédéric Mitterrand.

Le même jour, dans l'après-midi, le chef d'Etat islandais doit s'entretenir avec M. Jacques Chirac, puis recevoir la plaque du bimillinaire de la Ville de Paris.

Le vendredi, enfin, sera consacré à la Bretagne et à l'amitié. Le président de l'Islande a choisi de fêter son cinquante-troisième anniversaire à Paimpol avec « tonton Yves », un marin pêcheur de quatre-vingt-trois ans. M. Yves Leroux, naufragé en Islande, a raconté ses aventures dans un livre célèbre dans ce pays, *le Jardinier des mers lointaines*, préfacé par Mme Vigdis Finnbogadottir. Le chef d'Etat a étudié à fond la vie quotidienne de ces pêcheurs d'Islande venus de Bretagne.

En Bretagne, elle sera aussi reçue par les autorités locales. *Ce sera la* fin de la visite officielle, mais le président *consacrera encore quarante*-huit heures à un séjour privé à Paris.

Am. B.

(1) Sa collègue de Malte, Mlle Agatha Barbara, a été élue, après elle, en février 1982, par le Parlement.

M. CHEYSSON LA SEMAINE PROCHAINE EN ROUMANIE

Le porte-parole du Quai d'Orsay a confirmé ce mardi 12 avril que M. Cheysson se rendra « prochainement » en visite officielle en Roumanie. La date de ce voyage n'a pas été précisé mais on croit savoir de bonne *source qu'il aura lieu les 21 et* 22 avril. La nouvelle a été annoncée par l'agence officielle roumaine, Agerpress.

AMÉRIQUES

Brésil

LES ÉMEUTES DE SAO-PAULO

La thèse de la manipulation politique gagne du terrain

Le calme est revenu à Sao-Paulo après les émeutes suivies de pillages de la semaine dernière, mais six personnes ont été arrêtées à Rio lundi 11 avril à la suite d'un incident provoqué par des chômeurs et qualifié de mineur par les autorités. D'autre part, l'Eglise brésilienne a vivement dénoncé, dans un document publié lundi, les *« manœuvres du pouvoir central pour dénigrer l'action du clergé et de l'épiscopat au Brésil »*. Ce document s'en prend en particulier aux programmes de radio et de télévision consacrés à l'Eglise et inspirés, selon le rapport, par le gouvernement. Le document justifie et défend aussi l'action des deux prêtres français condamnés à de lourdes peines de prison par un tribunal de Belem. *« C'est tout le travail pastoral de l'Eglise dans cette région qui a été condamné »*, précise le rapport.

De notre envoyé spécial

Sao-Paulo. — On a du mal à distinguer ce qui a été pillé et ce qui est resté intact. La monstrueuse Sao-Paulo donne partout l'impression d'une sorte de pillage.

Un homme nous conduit à travers Santo-Amaro, où ont commencé les émeutes. Il montre une colline où chaque « loupiote » correspond à une baraque. *« Une invasion »*, dit-il. C'est le raccourci habituel pour désigner les quartiers qui ont poussé la nuit, par invasions successives. Santo-Amaro, comme tant d'autres faubourgs, est peuplé de « squatters ». Des semblants de maisons, et des semblants de boutiques. Des bus qui brinquebalent sur des bitumes défoncés. Des rues qui sont le prolongement des terrains vagues.

Comment s'étonner ici que des boutiques aient été saccagées ? D'abord, on ne les voit même pas. Elles font partie d'un paysage de débris et de décharges. Et puis, une même logique semble unir les violences de la semaine dernière et celles qui relèvent du quotidien. Les sans-logis qui razzient les collines de la ville ont dévalisé, quand ils ont eu faim, les magasins. Et pourtant, impossible de rencontrer une « victime de la crise » qui ait l'allure, ou le langage, d'un pillard. A Rio et à Fortaleza, des rumeurs d'émeute ont déclenché des paniques, mais il n'y a pas eu d'émeutes. A Sao-Paulo, la police patrouille, ici et là. La fièvre est retombée. Et les chômeurs, qui ont défilé en criant *« Nous avons faim »*, jouent d'interminables parties de billard, dans des cafés à néon où s'alignent, sur des étagères, les mêmes bouteilles de « Pinga » (l'alcool national).

Ils n'ont pas tous manifesté, d'ailleurs. Ceux-là disent même que c'est *« honteux »* ce qui s'est passé. Voler des téléviseurs ? Est-ce qu'on mange des téléviseurs ? Leur teint noiraud dénonce leur origine : ils viennent du Nord-Est, une région où, même lorsqu'on perd son emploi, on ne revient jamais. Sourires sans dents et soumission apparemment à toute épreuve. Eux aussi — pas tous — sont sans travail depuis des mois. Mais ils ne volent pas. Leur femme fait des ménages. Leurs enfants vont à la porte des usines, avec une Thermos de café qu'ils débitent en petites tasses. Eux-mêmes se débrouillent : ils « font » les marchés.

C'est le « lumpen » qui a pillé. Ainsi appelle-t-on les marginaux, les déclassés, ceux qui habitent les bidonvilles (car il y a, là aussi, une hiérarchie) et qui, lorsqu'on les interroge, racontent qu'ils montrent facilement leur couteau, c'est vrai, pour demander de l'argent, et aussi, de plus en plus, de quoi manger.

Il y a eu le « lumpen », et aussi les extrémistes. La thèse d'une *« manipulation »*, voire d'une *« provocation »* politique, a pris corps ces jours derniers. *« Les violences servent à nous discréditer »*, dit-on dans les milieux d'opposition, inquiets de voir le gouverneur qu'ils ont élu, M. Franco Montoro, affronter, trois semaines à peine après avoir pris ses fonctions, de tels troubles.

Elles sont un *« attentat contre l'ouverture politique »*, a dit, samedi 9 avril, dans une allocution télévisée, le président Figueiredo. Gouvernement et opposition se rejoignent à l'heure de juger les événements. On cherche à l'extrême droite, et aussi à l'extrême gauche, ceux qui ont intérêt à faire capoter la démocratisation, insupportable pour les uns, fallacieuse pour les autres.

Le P.C. du Brésil sur la sellette

Une formation — non légalisée — a même été mise sur la sellette : le parti communiste du Brésil (P.C. do B.), autrefois qualifié de prochinois, qui a été à l'origine de la guérilla du début des années 70 dans la région de l'Araguaia, et qui est appelé « proalbanais » depuis que les Chinois sont devenus, à leur tour, des « révisionnistes ». M. Aurelio Peres, député à Brasilia du P.M.D.B. (Parti du mouvement démocratique brésilien, la principale formation d'opposition), a été élu, dit-on, avec l'appui du P.C. do B. Il a son fief à Santo-Amaro, et c'est de son bureau qu'est partie, lundi dernier, la première manifestation.

Le voici dans une réunion de quartier. Sec, un visage d'intellectuel sur un corps noueux d'ouvrier, il demande à l'assistance : *« Croyez-vous que je sois responsable ? »* Un *« non »* unanime lui répond. Avant qu'il intervienne, les personnes réunies ont discuté d'adduction d'eau, de voirie, dans un bâtiment qu'elles ont construit elles-mêmes, sur un terrain de la paroisse. Il y a une croix sur un mur, des cloches de Pâques en carton qui pendent du plafond. Quelques hommes ont des guenilles pour pantalons. Certaines femmes sont des pauvresses, mais elles ont les ongles peints.

Chacun se lève pour expliquer les manifestations. A l'origine, il y a eu la faim, c'est sûr. Mais il y a eu aussi — c'est dit avec insistance — *« les gens du gouvernement »*. Ils pourraient dire : les agent du gouvernement. Une même inquiétude revient, qu'une femme exprime avec des mots drus : *« Ce sont ceux qui nous ont volés pendant dix-huit ans qui veulent voler aujourd'hui l'opposition. »*

Pour la première fois depuis longtemps, les Paulistes des faubourgs ont pour gouverneur un homme qu'ils ont choisi. Manifestement, ils attendent de lui l'impossible. Ils ont peur de voir leurs ennemis de toujours détruire l'espoir immense, et naïf, incarné aujourd'hui dans un homme qui, à peine installé, s'est vu demander des comptes et s'en est étonné.

CHARLES VANHECKE.

● *Des agents de la C.I.A au Nicaragua.* — Pour la première fois, un organe de presse américain, citant des sources proches du Pentagone, a affirmé, lundi 11 avril, que des agents américains de la C.I.A. traversaient la frontière du Honduras pour mener des opérations en territoire nicaraguayen. Se référant à ces sources, qui ont demandé à conserver l'anonymat, le correspondant au Pentagone de la chaîne de télévision A.B.C. a indiqué que la C.I.A. avait l'intention de n'opérer qu'un « nombre limité de ces incursions au Nicaragua » de peur qu'un de ses agents ne tombe aux mains des autorités de Managua. Toujours selon A.B.C., les agents américains de la C.I.A. au Honduras, dont le nombre s'élèverait à 100, seraient appuyés par des agents d'autres nationalités payés par la centrale de renseignements américaine. Leur mission, a encore précisé A.B.C., consisterait à *« entraîner et guider »* les forces d'opposition au régime sandiniste. — *(A.F.P.)*

ASIE

LES CONVERSATIONS INDIRECTES SUR L'AFGHANISTAN

Les premiers entretiens de Genève ont porté sur les réfugiés au Pakistan

Les conversations indirectes sur l'Afghanistan, qui se sont ouvertes lundi 11 avril à Genève sous l'égide des Nations unies et qui devraient se poursuivre jusqu'au 22, ont tout d'abord porté sur la question des réfugiés afghans au Pakistan et en Iran et sur la manière de leur donner la parole. Les pourparlers se déroulant dans la plus grande discrétion, on ignore ce que les ministres pakistanais et afghan des affaires étrangères, MM. Sahabzada Yaqub Khan et Shah Mohamad Dost, ont dit au représentant de l'ONU, M. Diego Cordovez, au cours des entretiens séparés qu'ils ont eu avec ce dernier.

Au moment où s'ouvraient ces conversations, le premier ministre afghan a accusé la résistance d'avoir détruit la moitié des écoles et des hôpitaux, les trois quarts des lignes de communication, 14 % des transports publics et plusieurs centrales hydroélectriques. Ces dégâts se monteraient à 287 millions de dollars, soit la moitié des investissements effectués entre 1958 et 1978.

Islamabad veut éprouver la sincérité de Moscou

De notre envoyé spécial

Islamabad. — Il y a ceux qui y croient et ceux qui n'y croient pas. Ceux qui espèrent que les conversations exploratoires indirectes qui ont repris lundi 11 avril à Genève, pour tenter de trouver une solution au problème afghan, permettront d'avancer un peu plus sur la voie d'un règlement. Et ceux qui, au contraire, n'en attendent rien.

Parmi les premiers, le secrétaire général des Nations unies et son représentant spécial, M. Cordovez, qui ont publiquement exprimé leur confiance à la veille des négociations. Mais aussi les responsables pakistanais, partie prenante d'un processus auquel, tout comme l'an dernier, l'Iran refuse de participer. Une approche qui s'explique d'abord pour une raison de principe. *« Quand on aborde une négociation,* nous explique un diplomate pakistanais chevronné, *mieux vaut le faire avec optimisme, sinon les chances de succès sont faibles. »* Ensuite, pour une raison de fond : Islamabad estime que Moscou est effectivement disposé à rechercher un règlement politique. Les Pakistanais observent, en effet, que lors des précédentes étapes le processus *« aurait pu capoter »*, que cela ne s'est pas produit, et ils veulent voir là le signe d'une bonne volonté *« des deux côtés »*. Il convient donc de continuer à *« éprouver la sincérité de Moscou »*. A plusieurs reprises, rappelle-t-on, les Soviétiques ont affirmé ne pas être entrés en Afghanistan pour y rester.

La première justification de cette attitude est le souci, presque l'obsession, des Pakistanais de voir les quelque trois millions de réfugiés afghans regagner leur pays le plus rapidement possible. Actuellement, ce n'est pas faisable, car les troupes soviétiques sont là. Leur retrait est donc la première condition d'un retour volontaire.

L'intégration provisoire de ce corps étranger que sont les réfugiés n'a pas, jusqu'à présent, suscité trop de problèmes, et la cohabitation s'opère sans trop de tensions ; mais cela ne préjuge en rien, observent les administrations concernées, de l'avenir. *« La façon dont les choses se sont déroulées jusqu'ici,* nous confie un responsable de Peshawar, *tient un peu du miracle. »* D'ailleurs, l'enregistrement des réfugiés a cessé dans la Province frontalière du nord-ouest, et les nouveaux venus sont invités à aller s'installer au Pendjab, ce qui, pour des Afghans, peut avoir une caractère dissuasif.

« La logique des guerres coloniales »

A cette source de préoccupations, il faut ajouter la présence d'une superpuissance à la frontière, la possibilité offerte à cette dernière de déstabiliser, le cas échéant, un pays « travaillé » par des forces centrifuges toujours latentes, sans oublier les effets négatifs de cette présence sur le processus de normalisation des relations avec l'Inde. Autant d'éléments qui feront qualifier de *« superficielle »*, voire d'*« enfantine »* par notre interlocuteur la thèse selon laquelle le Pakistan serait plutôt favorable au maintien du *statu quo*.

Un diplomate américain de New-Delhi a qualifié, de son côté, de *« rhétorique »* l'argument selon lequel les États-Unis ne seraient pas mécontents de voir l'Union soviétique embourbée aujourd'hui dans le guêpier afghan tout comme eux-mêmes l'avaient été, hier, au Vietnam. A Peshawar, on confirme d'ailleurs la faiblesse de l'aide étrangère destinée uniquement, semble-t-il, *« à maintenir la résistance la tête hors de l'eau »*.

Aux motivations propres au Pakistan s'ajoute la conviction exprimée dans des milieux diplomatiques occidentaux, selon laquelle M. Andropov voudrait effectivement *« boucler cette affaire »*. On y évoque notamment le gel du dialogue avec l'Ouest, le fait que l'intervention en Afghanistan perturbe les relations de l'U.R.S.S. avec les pays musulmans et les non-alignés, et que le règlement de ce problème serait l'un des éléments des négociations avec la Chine. Sans oublier ce qu'un diplomate appelle *« la logique des guerres coloniales »* et qu'il résume ainsi : *« Aucune armée moderne ne peut supporter bien longtemps d'être tenue en échec par des illettrés armés de pétoires. »* Conclusion : le haut-commandement russe serait aujourd'hui dans le même état d'esprit que le commandement français à la fin de la guerre d'Indochine et souhaiterait s'en sortir.

Que les Soviétiques donnent l'impression de chercher une formule de règlement, nombreux sont ceux qui en conviennent, même si le scepticisme demeure de rigueur. A Peshawar, en tout cas, on reste plus que réservé face aux pourparlers de Genève. D'abord, parce que la résistance afghane en est exclue. Ensuite, parce qu'on y voit surtout un nouveau moyen pour Moscou de *« gagner du temps »*. Les divisions de la résistance minent plus que jamais la crédibilité requise lorsque vient le temps des négociations.

PATRICK FRANCES.

Chine

APRÈS VINGT-SEPT ANS D'INTERNEMENT

Un ressortissant français a été autorisé à quitter le pays

De notre correspondant

Pékin. — Plusieurs cas humanitaires intéressant des citoyens français, et dont l'un était en souffrance depuis fort longtemps, ont été récemment résolus par les autorités chinoises. Parmi les affaires qui viennent de connaître un dénouement heureux figure celle d'un laïc catholique, de père français et de mère chinoise, M. Raymond Ratillon. Arrêté en 1955 pour avoir refusé de signer un texte hostile à l'évêque de Shanghaï, Mgr Ignace Kung, M. Ratillon a été libéré le mois dernier après avoir passé vingt-sept ans en camp de travail. Muni d'un passeport français, M. Ratillon a quitté la Chine pour la France le vendredi 8 avril.

La fidélité de M. Ratillon à l'Église catholique romaine lui avait valu, après son arrestation, d'être déporté dans la province du Heilongjiang, dans le nord-est du pays. Un sort que connurent à l'époque de nombreux croyants. Au bout de quelques mois, il fut transféré dans un camp de la province de l'Anhui (centre), connue pour sa pauvreté. Il devait y rester plus de vingt-cinq ans, d'abord pendant une vingtaine d'années comme détenu, puis comme « travailleur libre ». Dans le système pénitentiaire chinois, un « travailleur libre » est un ancien prisonnier qui, soit par contrainte économique ou politique, soit par nécessité sociale, « choisit » de s'établir sur le lieu de sa détention après la libération. Il reçoit alors un salaire pour le travail qu'il fournit et a le droit de fonder un foyer.

Plaidé à plusieurs reprises dans le passé par différents hommes politiques français, le cas de M. Ratillon avait été de nouveau présenté récemment aux autorités chinoises par le gouvernement français. D'autres affaires, parmi lesquelles plusieurs cas de mariages mixtes, ont, simultanément, reçu un traitement favorable de la part des services chinois concernés. Cette attitude doit sans doute être comprise comme un geste à l'égard de la France à la veille de la visite en Chine du président Mitterrand.

La même bienveillance s'appliquera-t-elle aussi au cas de Mlle Li Shuang, cette jeune artiste peintre fiancée à un ancien membre de l'ambassade de France à Pékin, M. Emmanuel Bellefroid, et dont l'arrestation en septembre 1981, puis la condamnation à deux ans de *« rééducation par le travail »* ont vivement ému l'opinion publique française ? La solution, dans un avenir pas trop éloigné, de cette pénible affaire — ce qui sous-entend la possibilité pour les deux intéressés de se marier — permettrait assurément de dissiper un nuage qui a *jeté* et jette encore une ombre sur les relations franco-chinoises.

MANUEL LUCBERT.

EUROPE

Espagne

LE RECOURS EN CASSATION DES PUTSCHISTES DE 1981

Le procureur réclame une peine de trente ans de prison contre le général Armada

De notre correspondant

Madrid. — Le procès des auteurs du putsch manqué du 23 février 1981 est entré dans sa dernière phase. Quatre jours ont suffi au tribunal suprême pour mettre fin à l'examen, lundi 11 avril, des recours en cassation déposés à la fois par l'accusation et la défense après les sentences rendues en juin 1982 en première instance par le Conseil suprême de justice militaire. Les débats se sont déroulés en l'absence des accusés. Les avocats de la défense ont tous plaidé l'acquittement de leurs clients, y compris celui des deux officiers condamnés par la justice militaire à la peine maximum de trente ans de réclusion : le lieutenant-général Milans del Bosch et le lieutenant-colonel Tejero, qui avait dirigé à Madrid l'assaut contre le Congrès des députés.

Le cas le plus litigieux a été à nouveau celui du général Armada, qui n'avait été condamné en première instance qu'à six ans de prison pour *« conspiration »*. Le procureur en a, cette fois, demandé trente en affirmant qu'il fut l'un des principaux organisateurs du putsch et qu'il espérait, à la faveur de ce dernier, se faire nommer président du gouvernement. Le ministère public s'est ainsi fait l'écho de la thèse défendue par les avocats de plusieurs autres accusés, selon laquelle le général Armada, longtemps proche collaborateur du roi, s'était porté garant de l'appui du souverain à l'opération, afin de susciter les adhésions. Pour le défenseur du général, en revanche, aucune preuve formelle n'a pu être apportée contre son client, les seuls éléments à charge étant constitués par les déclarations des autres accusés cherchant à se disculper en l'accusant.

Selon les défenseurs, leurs clients se sont contentés le 23 février 1981, d'exécuter les ordres dont ils pensaient *« qu'ils émanaient du roi »*, leur action *« non sanglante »* étant uniquement destinée à *« redresser le cours des événements »*. *« Il n'y a pas eu de rébellion, il n'y a eu que des ordres d'entrer au Congrès puis d'en sortir »*, a affirmé l'avocat du lieutenant-colonel Tejero.

Le procureur n'a pas eu de mal à rétorquer que, suivant le code de justice militaire, l'obéissance aux supérieurs ne peut être invoquée pour justifier de délits contre la Constitution.

Qu'un tribunal civil impose aux accusés, le cas échéant, des peines supérieures à celles décidées par une juridiction militaire, peut provoquer un malaise au sein de certains secteurs des forces armées. Mais la conjoncture semble favorable au gouvernement. Les dix millions de voix obtenues par les socialistes aux élections d'octobre ont obligé les « ultras » à une tactique de repli, peut-être provisoire dans l'attente de « l'usure du pouvoir ». Le spectre du coup d'état, en tout cas, ne hante plus les esprits comme en 1981. Avec le recul du temps, le « 23-F », comme on appelle à Madrid le putsch manqué, fait de plus en plus figure d'anachronisme.

THIERRY MALINIAK.

Un défi aux autorités polonaises

(Suite de la première page.)

Cette réunion, spectaculaire à tous égards, ne pourra être ressentie que comme un défi par les autorités. Celles-ci avaient, en effet, espéré, en libérant M. Walesa au lendemain de l'échec de la grève générale du 10 novembre dernier, faire peser un doute sur sa fidélité aux idéaux de Solidarité et créer surtout une situation de rivalité entre le président élu du syndicat et la direction clandestine.

Venant après les multiples prises de positions de M. Walesa depuis sa libération en faveur du respect des accords de Gdansk et des libertés syndicales, faisant suite surtout à sa déclaration du 9 mars, par laquelle il avait annoncé son intention de *« se montrer plus ferme »* à l'égard du pouvoir, l'événement de ce week-end vient contredire les espoirs des dirigeants de la Pologne.

Organisée aussi deux mois avant l'arrivée prévue pour le 16 juin de Jean-Paul II en Pologne, cette rencontre traduit également la volonté de M. Walesa et des dirigeants clandestins de Solidarité de ne pas laisser utiliser la future visite pontificale comme un instrument de « normalisation ». Défi pour les autorités, elle ne pourra en ce sens qu'être cruellement ressentie aussi par le cardinal primat, Mgr Glemp, qui n'avait pas hésité au lendemain de l'annonce officielle du voyage de Jean-Paul II à se démarquer en termes particulièrement clairs de la T.K.K., en déclarant notamment : *« Un mouvement clandestin qui a pour programme de combattre le pouvoir de front me semble en dehors de la réalité. »*

Le quarantième anniversaire de l'insurrection le 19 avril 1943 du ghetto de Varsovie — célébré cette année avec un certain éclat par les autorités — a été, d'autre part, l'occasion, le lundi 11 avril, pour le quotidien officiel *Zycie Warszawy*, de dénoncer ce qu'il appelle *« l'âme dénaturée d'Israël »*.

Invoquant le *« sort commun »* et les *« souffrances et combats communs »* des juifs et des Polonais pendant la guerre, ce journal estime, en effet, que la Pologne a *« le droit moral de poser des questions sur les titres que peut avoir le gouvernement de Tel-Aviv à se considérer comme le dépositaire du souvenir de la tragédie des juifs pendant la deuxième guerre mondiale »*.

Dimanche soir, la télévision avait pour sa part rendu compte sans transition, images à l'appui, de la messe célébrée le même jour par le cardinal primat à la mémoire des insurgés (*le Monde* du 12 avril) et de l'assassinat au Portugal d'Issam Sartaoui, qu'elle avait attribué à des *« agents israéliens »*.

Ce mélange des genres risque d'accroître le malaise déjà suscité par cette célébration officielle, dans la Pologne d'aujourd'hui, de l'insurrection du ghetto. Après le désaveu infligé à ces cérémonies par M. Marek Edelman, militant de Solidarité, qui fut le commandant en second de l'insurrection, plusieurs personnalités juives françaises viennent de dénoncer une commémoration *« visant à améliorer l'image d'un régime militaire imposé de l'extérieur et contre la volonté du peuple polonais »*. Se déclarant solidaire de M. Edelman, ces personnalités (1) ajoutent dans leur communiqué qu'il *« n'est pire injure pour la dignité de ceux qui ont donné leur vie dans le ghetto que d'évoquer leurs souvenirs en trinquant avec des dictateurs »*.

Le procès de M. Baluka

Ce même lundi, s'est ouvert devant le tribunal militaire de Bydgoszcz le procès de M. Edmund Baluka, dirigeant historique des grèves de 1970 sur la côte balte, qui, après être sorti illégalement de son pays en 1973 et avoir séjourné huit ans en France, était rentré en Pologne sous de faux papiers en avril 1981. M. Baluka, qui est poursuivi essentiellement pour ses activités oppositionnelles menées en France, risque de cinq à quinze années de détention. L'audience est théoriquement publique, mais seuls ont été autorisés à la suivre le frère de l'accusé et les journalistes de la presse polonaise. Le représentant de l'ambassade de France ainsi que les correspondants occidentaux se sont, eux, vus refuser l'accès de la salle. Selon l'agence officielle PAP *« l'accusé n'a pas reconnu les crimes qui lui sont reprochés et a déclaré ne pas se sentir coupable »*.

Les comités d'autogestion étudiante (organismes reconnus par la loi) de onze facultés et instituts de l'Université de Varsovie viennent, par ailleurs, d'intervenir auprès de leur recteur en faveur du fils de M. Kuron, auquel a été retirée l'autorisation de poursuivre ses études d'histoire. Ancien militant de l'Union indépendante des étudiants, aujourd'hui dissoute, Maciej Kuron avait été interné le 13 décembre 1981 en même temps que son père et sa mère. Libéré depuis, il a entre-temps perdu son grand-père et sa mère, morts à deux mois d'intervalle, et son père, fondateur du KOR, doit prochainement être jugé pour *« complot contre l'État »*. C'est cet acharnement contre un jeune homme aujourd'hui seul qui explique sans doute que des organisations reconnues par les autorités se soient mobilisées en sa faveur.

(1) Il s'agit notamment de MM. Roger Ascot, Herbert Axelrad, Maurice Bennassayag, Alain Finkelkraut, André Glücksman, Guy Konopnicki, Bernard Kouchner et Daniel Linderberg. C/O Mlle Ubersfeldt, 21, rue Deparcieux, Paris-14e.

Nouvelles stratégies japonaises

II. – Vivre dangereusement ?

Dans un premier article, Alain Jacob a décrit les nouvelles orientations de la politique de défense japonaise et la contribution que cette dernière pourrait apporter, en cas de conflit, à la stratégie globale des États-Unis (*le Monde du 12 avril*).

De notre envoyé spécial ALAIN JACOB

Tokyo. – A en croire des observateurs proches du premier ministre, la stratégie suivie par M. Nakasone à son arrivée au pouvoir aurait été la suivante : le Japon se trouve dans un environnement international qui laisse fortement à désirer. Les relations sont mauvaises avec l'U.R.S.S., tendues avec les Européens, légèrement refroidies avec la Chine et en voie de grave détérioration avec les États-Unis. Dans de telles conditions, il faut se fixer des priorités, effectuer une « percée », au terme de laquelle on se retrouve dans un environnement différent... et on avise. La priorité ayant été donnée aux relations avec les États-Unis, c'est dans cette direction que la « percée » a été effectuée. Mais ce qui est accompli dans cette voie ne doit pas être considéré comme une fin, plutôt comme un « *passage obligé* » vers le rétablissement de l'« *indépendance* » du Japon – fût-ce dans une relation d'alliance, mais de plein droit, avec les États-Unis.

Fortes paroles, à travers lesquelles on sent vibrer une fibre nationaliste *prête à retrouver toute sa vigueur* – y compris face à l'Amérique. Ne *rappelle-t-on pas, au demeurant, que* M. Nakasone est un grand admirateur du général de Gaulle, et que l'on pourrait trouver, dans la philosophie politique de ce dernier, quelques-unes des clés de sa propre conduite ?

D'aucuns remarquent que le contentieux commercial n'a nullement été apuré avec Washington et que subsiste là une bombe à retardement qui pourrait, sauf redressement miraculeux de l'économie *américaine, se révéler particulièrement* dangereuse en 1984, année d'élection présidentielle aux États-Unis. Il reste que, sur le plan des questions *de défense et de sécurité*, M. Nakasone est le partenaire le *plus compréhensif, le plus dynamique*, auquel l'Amérique ait jamais eu affaire à Tokyo. Si « percée » il y a eu, c'est sur ce terrain qu'elle s'est opérée.

Mais si elle fait découvrir au Japon, comme le souhaitait le premier ministre, un environnement modifié, elle le contraint à se poser *quelques* questions inédites touchant à la sécurité nationale, voire à envisager, *au bout du compte*, d'avoir à vivre dangereusement.

Les premières questions sont d'ordre pratique et tout à fait immédiat. Le Japon a-t-il les moyens d'assumer les missions militaires dont il se dit prêt à prendre la responsabilité ? La réponse de tous les experts, sur ce point, est claire et nette : fût-il mené à son terme et dans les délais prévus, le programme de rénovation des forces d'autodéfense ne mettra pas ces dernières en mesure d'assumer à la fois la protection rapprochée de l'archipel et celle de ses principales lignes de communications maritimes, ne serait-ce que sur la distance – qui relève d'un discours plus politique que stratégique – des fameux mille milles. C'est affaire de quantité – il s'en faut, entre autres, selon certaines estimations, d'une bonne dizaine de sous-marins et d'autant de bateaux de surface – mais aussi de structures : les forces japonaises ne disposent pas à l'heure actuelle des systèmes de commandement *intégrés que* nécessiterait l'action combinée de la marine, de l'aviation *et des unités terrestres.*

Réviser les programmes

Il faut donc réviser les programmes et, *si l'on en parle peu officiellement*, il n'y a guère de doute que de nouvelles évaluations sont en cours. Encore faut-il qu'elles soient financièrement réalistes. Or, avant même de parler d'une quelconque révision en hausse, les calculs ont déjà fait apparaître que la réalisation du programme, arrêté en juillet 1982 pour la modernisation d'ici à 1987 des forces d'autodéfense, supposerait une augmentation annuelle du budget militaire de l'ordre de 10 % en prix constants. Celle qui est prévue pour l'année fiscale 1983 est d'un peu plus de 5 %.

Si le Japon veut s'engager dans une véritable politique de réarmement, son industrie est-elle, d'autre part, capable de satisfaire ces nouveaux besoins ? Rien n'est moins évident. Certes la seconde puissance économique mondiale dispose d'un appareil de production ultra-moderne, d'une électronique de pointe et même de certaines techniques – notamment pour la protection du futur avion « furtif » qui pourra échapper à la détection des radars, – que les Etats-Unis souhaiteraient acquérir. Mais elle est curieusement en retard sur le plan *de quelques-unes* des technologies militaires de base. Si l'on reconnaît *au Japon de bonnes capacités dans* des secteurs tels que la détection sous-marine, par exemple, l'industrie aéronautique n'est pas encore en mesure d'y construire des moteurs d'avion comparables à ceux qui équipaient les appareils américains de type Phantom, en service pendant la guerre du Vietnam.

Ce retard peut-être rattrapé, mais il y faudra du temps, et des efforts *comparables devront simultanément* être consentis dans d'autres domaines tels que celui des missiles – particulièrement adaptés à la stratégie défensive d'un pays comme le Japon, – des systèmes de surveillance aérienne, etc. Si l'on sait que les productions à usage militaire de la firme Mitsubishi sont limitées à un petit dixième du chiffre d'affaires de son département industrie lourde, que le budget de la recherche en matière de défense atteint à peine 1 % des dépenses militaires du Japon (contre environ 15% aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France), on mesure l'amplitude des réorientations qui doivent – ou devraient – être envisagées.

La crédibilité du « parapluie » américain

D'autres questions sont plus fondamentales et touchent à l'essence même de la sécurité japonaise. Depuis trente ans, il est non seulement *admis que le Japon est placé* sous la protection des Etats-Unis *mais* encore que cette *protection* doit être « normalement » assurée par des armes classiques, non nucléaires. Les bases américaines, le personnel militaire américain installés en territoire japonais en sont la garantie. L'évolution des rapports de forces internationaux en général, l'apparition et le renforcement en Extrême-Orient d'armes nucléaires soviétiques dites « de théâtre » en particulier, contraignent inévitablement à remettre en cause ce postulat et à s'interroger sur la crédibilité du « parapluie » nucléaire américain.

Le premier problème, à cet égard, est assez volontiers exposé à Tokyo car il sert à justifier l'effort militaire du gouvernement. Les priorités que se donne à l'heure actuelle la stratégie américaine sont, dans l'ordre : primo, le Golfe ; secondo, l'Europe ; tertio seulement, l'Extrême-Orient. Il est exact que l'installation, depuis 1977, en Sibérie orientale, de missiles soviétiques SS-20 – 108 décomptés au mois de février dernier – et la présence d'environ 70 bombardiers de type Backfire dans la même région ont conduit les Etats-Unis à des mesures de « rééquilibrage » qui devraient porter à environ 200, en 1984, le nombre de leurs bâtiments, de surface ou sous-marins, porteurs d'engins nucléaires déployés face à la côte asiatique du *Pacifique*. Il *demeure* que les responsables japonais ont le sentiment *de n'être pas en tête de liste* des préoccupations de Washington et qu'un « *amincissement* » du *dispositif* américain dans leur zone est à prévoir *si l'incendie éclate dans une* autre partie du monde.

Une seconde question n'est évoquée qu'avec réticence, car elle pose, en dernière analyse, un problème de survie. Que se passerait-il dans le cas où l'U.R.S.S., considérant que les forces japonaises participent au dispositif stratégique global américain, menacerait le Japon de ses armes nucléaires basées en Sibérie ? Les Etats-Unis prendraient-ils alors le risque *d'anéantir*, avec leurs propres armes nucléaires, les sites des SS-20 en territoire soviétique, s'exposant *ainsi* à une riposte également nucléaire sur *leur propre territoire* ?

Si préoccupant soit-il, ce cas de figure ne peut être entièrement exclu à partir du moment, précisément, où le Japon accepte de s'engager dans un système de défense qui dépasse, objectivement, son propre territoire. Les Soviétiques, d'ailleurs, ne se sont pas fait faute de le souligner, et le président du conseil d'U.R.S.S., M. Tikhonov, recevant au mois de février une délégation d'hommes d'affaires japonais, s'est chargé de rappeler, dans une évocation générale des malheurs de la guerre, *qu'il suffirait d'une vingtaine de minutes* sinon pour couler, du moins pour vitrifier intégralement, le « *porte-avions insubmersible* » que le Japon, selon M. Nakasone, prétendrait être au service des Etats-Unis.

Il n'apparaît pas que ces visions de cauchemar aient jusqu'ici donné lieu à une réflexion très poussée à Tokyo. A terme, au moins, des choix politiques risquent, pourtant, de s'imposer.

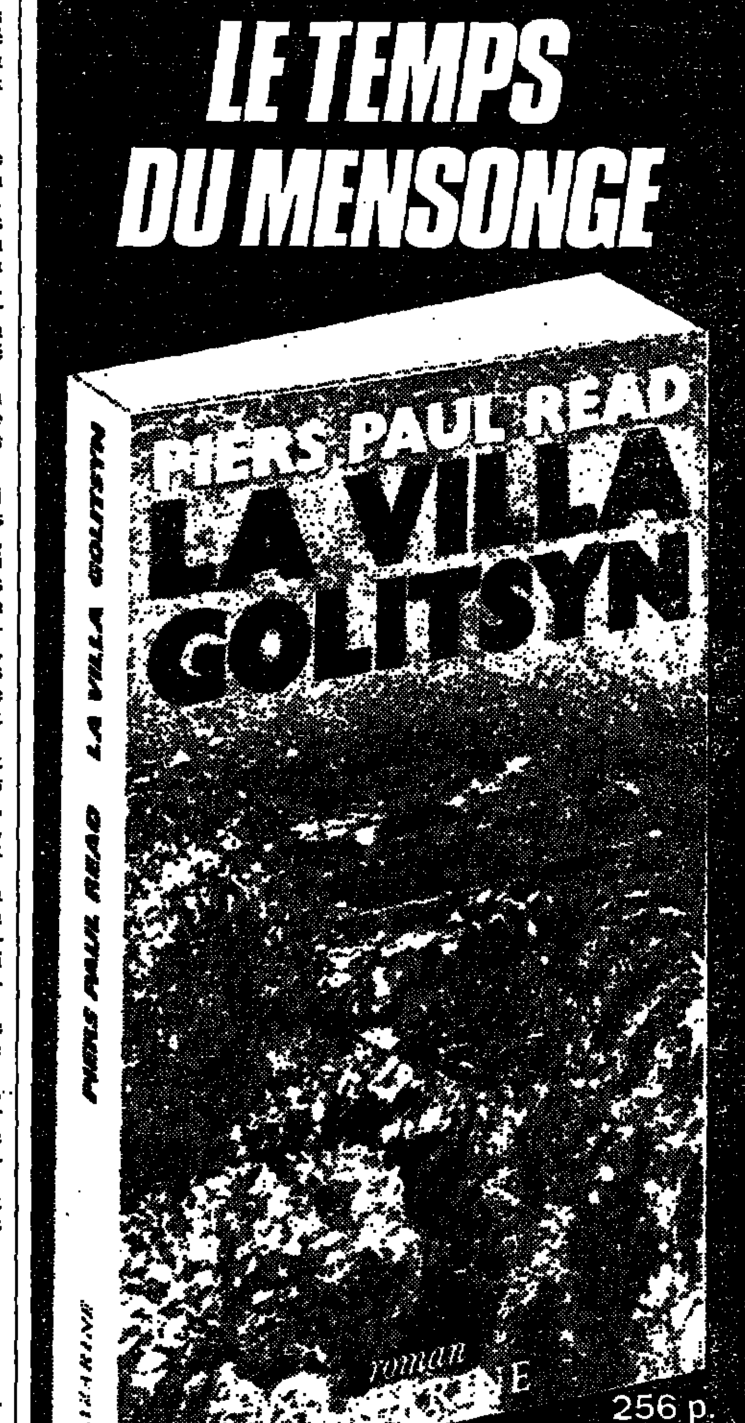
Dans l'immédiat, la diplomatie japonaise cherche, pour ainsi dire, à contourner l'obstacle en tentant d'obtenir sinon un siège, du moins un strapontin, aux négociations en cours ou à venir sur la limitation ou la réduction des armes nucléaires. C'est dans cet esprit que, après avoir fait part de ses soucis à Moscou comme à Washington, elle a avancé l'idée d'une « association » avec l'OTAN, *qui, pour s'être heurtée à* l'opposition de la France (*le Monde du 11 mars*), *n'a probablement pas* été complètement abandonnée.

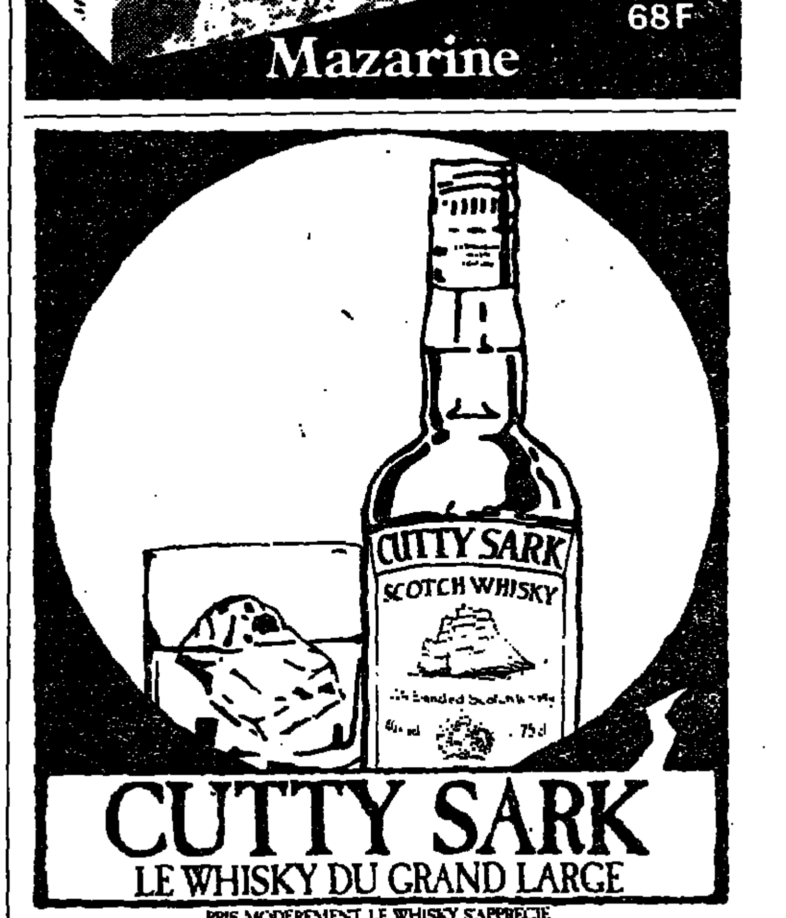
D'autres voies existent-elles ? Il en est une qui, selon les observateurs les plus critiques de M. Nakasone, aurait, entre autres avantages celui de ne pas remettre en cause les clauses pacifistes de la Constitution et de ne pas encourager la renaissance d'un militarisme japonais qui, à l'intérieur du pays comme dans l'ensemble de la région, laisse encore subsister de pénibles souvenirs et *d'évidentes appréhensions*. Pour ceux-là, la mission du Japon doit *être de s'employer par des moyens* autres que militaires – diplomatie, aide économique et technique, notamment – à maintenir la paix et la stabilité *dans la région Asie-Pacifique*. Il y a là une tâche à la mesure des responsabilités que la seconde puissance économique mondiale est capable d'assumer et qui représenterait un retour aux conceptions d'une « *diplomatie non armée* » prêchée il y a une douzaine d'années par le premier ministre de l'époque, M. Sato. Force est d'admettre toutefois que de telles idées sont plus aisées à promouvoir dans une perspective de détente que dans un contexte de tension internationale, aggravé sur le plan régional par l'apparition en Extrême-Orient soviétique de types d'armements nouveaux.

Une option « gaullienne » ?

C'est à peine si les tabous qui demeurent en vigueur depuis l'holocauste *d'Hiroshima permettent* d'évoquer l'autre option qui se présente au Japon : se doter de sa propre arme nucléaire. Les contraintes intérieures rendent aujourd'hui inconcevable un tel choix, et l'on ose à peine imaginer les réactions qu'il provoquerait à Moscou et à Pékin, pour ne rien dire des capitales du Sud-Est asiatique. Tokyo songerait-il à passer outre – la technologie en cause n'est pas hors de portée des Japonais, – combien d'années faudrait-il, et au prix de quel effort financier, pour édifier une force nucléaire qui ne pourrait bénéficier d'un minimum de crédibilité dans la défense d'un territoire insulaire et exigu que si elle était essentiellement composée de lanceurs sous-marins ? Tout cela étant dit, l'idée que des armes atomiques étrangères – américaines, bien entendu – pourraient être introduites sur l'archipel après avis favorable du gouvernement est déjà pratiquement admise. A partir de là, on commence à rencontrer à Tokyo des interlocuteurs pour lesquels l'option nucléaire aurait au moins le mérite d'une certaine logique, particulièrement dans la *perspective* « gaullienne » attribuée à M. Nakasone d'un Japon en marche vers son indépendance.

FIN





LE NOUVEAU MAIRE DE NIMES

JEAN BOUSQUET S'ADRESSE AUX CHEFS D'ENTREPRISE

Monsieur le Président
Cher Monsieur

La situation nationale de notre économie est difficile.
C'est le moins que l'on puisse dire.
Pourtant, votre objectif demeure le même malgré vos incertitudes et vos angoisses :
il faut protéger votre outil de travail.
Votre maître-mot demeure le développement et vous devez **aujourd'hui pour demain** être plus sûr encore de vos choix.
Vous voulez aussi répondre à l'attente de vos salariés.
On ne crée pas n'importe quel emploi.
On ne le crée pas n'importe où.
Il n'est pas aujourd'hui un patron qui, avant toute décision d'implantation, ne songe au cadre de vie qu'il proposera à ses principaux collaborateurs comme à ses ouvriers.

Nîmes est prête à répondre à vos exigences

Nîmes vous attend. Nîmes est prête à vous accueillir tout de suite.
Nîmes, c'est d'abord ses femmes et ses hommes qui constituent une main d'œuvre qualifiée. Les entreprises implantées localement le savent.
C'est une ville de qualité qui tient au travail bien fait, où les jeunes sont prêts à s'engager dans toute activité dynamique.
Nîmes, c'est son environnement naturel, **la qualité de la vie** que vous y trouverez. Ses monuments, les Arênes, la Maison Carrée, la Tour Magne y témoignent de son Histoire.
Entre Rhône et Méditerranée, Nîmes, cernée par les Cévennes et la Provence, à deux pas de la Camargue et du bord de mer, répond aux vœux des plus difficiles.
300 jours d'ensoleillement par an assurent sa douceur de vivre.

Nîmes fera plus pour vous

Le changement survenu dans la gestion municipale de Nîmes à l'occasion des dernières élections, a porté à la mairie **l'un des vôtres :** Jean BOUSQUET, PDG de CACHAREL, entreprise mondialement connue.
Avec lui, les conditions sont réunies pour que s'établissent de nouvelles relations entre les entreprises et la municipalité, fondées sur la confiance réciproque et la recherche de l'efficacité.
Avec vous, sera mise en place une politique ambitieuse de promotion de notre ville et de ses produits.
N'hésitez pas. Nous avons les hommes, la place, les zones industrielles équipées, les logements pour vos différentes catégories de personnel :
nous sommes prêts à étudier « sur mesures » les aides particulières qui faciliteront votre implantation.

Oui, nous vous attendons, pour réussir ensemble.

Jean Bousquet

DES MAINTENANT, NIMES VOUS ATTEND*

***Jean BOUSQUET est prêt à vous recevoir.**

Un Service d'Accueil fonctionne à la mairie : Service IDEE Hôtel de Ville 30033 Nîmes Cedex - Tél. 16 (66) 67.70.01

Le Monde

politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE : LE PROJET SUR LES ORDONNANCES EST ADOPTÉ PAR TOUTE LA MAJORITÉ

Des concessions au P.C. qui allaient de soi

Le parti communiste a donc – une fois de plus – respecté le contrat majoritaire. En acceptant, par le vote de ses députés, de soutenir le projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances, le P.C. franchit-il une nouvelle étape dans la voie, simon de la compromission, du moins du compromis, avec un gouvernement qui conduit une politique d'*austérité impopulaire* ?

En juillet 1982, le groupe communiste avait annoncé son intention de s'abstenir dans le vote du projet instituant le blocage des prix et des revenus. Pour contourner ce qui risquait d'apparaître comme une lézarde dans l'unité majoritaire, le premier ministre avait engagé la responsabilité de son gouvernement. Les députés communistes n'avaient pas eu à se prononcer. Avril 1983 : M. Lajoinie annonce que le groupe communiste s'abstiendra si ses amendements, tendant à orienter le texte vers plus de justice sociale, ne sont pas *« pris en considération »*. Cette fois-ci, M. Mauroy n'a pas eu besoin d'engager la responsabilité du gouvernement pour obtenir l'adhésion de toute la majorité. Le P.C. accepte-t-il un peu plus de fondre son « identité » au sein de celle-ci ?

De façon assez laborieuse, M. Lajoinie a justifié, lundi après-midi 11 avril, l'attitude de son groupe. La réponse du premier ministre aux exigences du P.C. a été *« positive »*, a-t-il estimé. Relayant cette thèse, *l'Humanité* du mardi 12 avril annonce à ses lecteurs que le premier ministre a pris en compte *« certaines »* des propositions du P.C., après *« concertation »* avec celui-ci.

Bref, il faut comprendre que, dans la concertation-négociation avec le gouvernement, les communistes ont eu partiellement gain de cause. Qu'en est-il ? M. Mauroy accepte que les *« familles modestes »* soient exonérées de la contribution de 1 %, en fonction du nombre d'enfants à charge. Il consent, en outre, que les redevables d'impôts inférieurs à 270 F soient exonérés de cette contribution. La concession est en réalité limitée.

Dès lors que la contribution était assise sur le revenu imposable, il devenait probable que la prise en compte des enfants à charge entraînerait, pour les familles modestes, une exonération proportionnelle. M. Mauroy l'avait annoncé en répondant aux orateurs, lors du débat de politique générale, mercredi 6 avril, et M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, avait indiqué que, lors du conseil des ministres, M. Mitterrand avait fait des recommandations en ce sens (*le Monde* du 8 avril). Quant à l'exonération concernant les contribuables payant moins de 270 F d'impôt, elle est tout simplement logique : actuellement, les contribuables sont dispensés de payer l'impôt sur le revenu si le montant de celui-ci ne dépasse pas 270 F. Quelques centaines de milliers de personnes seront concernées par cette disposition.

Quoi d'autre ? M. Lajoinie met en avant les *« engagements »* du premier ministre et, dans *l'Humanité*, M. René Andrieu souligne que M. Mauroy *« a affirmé solennellement la volonté du gouvernement d'empêcher une progression du chômage »*... La victoire en la matière serait en effet d'importance si M. Mauroy n'affirmait pas périodiquement une telle volonté, ce en quoi, comme tous ses prédécesseurs, il est parfaitement dans son rôle.

Au-delà de l'attitude du groupe communiste, le débat a également permis aux députés socialistes choisis pour présenter la position de leur groupe de marquer quelques nuances par rapport aux thèses que défend M. Delors en ce qui concerne la place de la France dans le contexte économique européen. Ce faisant, ils n'ont fait que prolonger l'argumentation développée par M. Goux, président de la commission des finances, lors du débat ouvert par la déclaration de politique générale du premier ministre, mercredi 6 avril. La question de savoir si la France doit s'affranchir de certaines contraintes communautaires, et adopter des mesures protectionnistes pour défendre sa production nationale, outre qu'elle peut être l'un des thèmes essentiels du prochain congrès du parti socialiste, domine aujourd'hui le débat politique. M. Planchou (P.S.) prône des *« mesures conservatoires »*, qui permettraient à la France de convaincre ses partenaires de la nécessité d'une relance, et M. Germon (P.S.) pense que la France *« doit relever sa garde »*. M. Debré (R.P.R.) refuse de se prononcer pour un protectionnisme *« général et permanent »*, mais son plaidoyer pour que la France ne renonce pas à l'intérêt national fait apparaître que l'ancien premier ministre n'est pas hostile à un peu de protectionnisme. Un « consensus » majorité-opposition sur ce point ? L'U.D.F., pour sa part, se méfie des dérapages que la thèse de M. Debré pourrait entraîner.

Conscient que ces analyses illustrent des divergences entre socialistes (M. Chevènement, qui a démissionné du gouvernement, n'était-il pas partisan de la sortie du franc du S.M.E. et de mesures protectionnistes ?), M. Delors a pris les devants : le flottement de la monnaie, a-t-il expliqué, peut conduire à ce que le redressement s'avère impossible. Pour sa part, M. Mitterrand a exprimé – de façon explicite – son hostilité à toute mesure protectionniste (*le Monde* du 12 avril).

Face à une opposition qui s'évertue à le rendre personnellement responsable des difficultés économiques, soumis à des pressions divergentes de la part des socialistes, M. Delors apparait aujourd'hui bien seul. Condamné, en fait, à réussir.

LAURENT ZECCHINI.

Lundi 11 avril, à 15 heures, l'Assemblée nationale examine le projet de loi autorisant le gouvernement à prendre, par ordonnances, diverses mesures d'ordre économique. M. Christian Pierret (P.S., Vosges), rapporteur général du budget, estimant que le rythme de croissance de l'économie mondiale est durablement compromis, note :

« Le discours de la gauche doit être profondément transformé : nous avons conçu nos programmes sur la croissance ou son anticipation ; nous devons concevoir notre gestion en tenant compte de la stagnation, de la faiblesse et de la précarité des reprises passagères du marché. Toute réforme sera plus difficile, tout changement plus contesté, la stagnation engendrant le conservatisme et le scepticisme du corps social. »

Après avoir rappelé que la France est, parmi les grands pays industrialisés, la nation qui connaît les plus fortes inégalités, il souligne : *« Nos propos sur l'héritage sont taxés de facilité par l'opposition : nous y renoncerions d'autant plus que le silence que l'opposition entend nous faire observer sur sa gestion serait accompagné, de sa part, de la franche acceptation de ses responsabilités. »* Il parle ensuite de la conjoncture, déclarant : *« Nous devons, pour la décrire, balayer devant notre porte. Nous avons tenté, en 1981, la relance mesurée et modérée de l'économie française, escomptant qu'un relais serait pris dans le courant de 1982 au niveau mondial. Nous avons été déçus dans nos espoirs et nos prévisions, et, de ce fait, la France s'est mise en porte-à-faux vis-à-vis de ses grands partenaires commerciaux. La faiblesse de nos échanges s'est donc trouvée révélée par cette politique économique qui a été prise à contre-pied, tandis que la lutte que nous avions engagée contre l'inflation s'est révélée elle-même insuffisante face aux politiques de déflation engagées par la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Japon et la République fédérale d'Allemagne. Voilà notre part de responsabilité : nous avons ajouté un différentiel de consommation au différentiel d'inflation dont nous avions hérité. »*

M. Delors assure que les dispositions du plan de rigueur sont *« parfaitement compatibles avec notre volonté de réduire le chômage et de provoquer le sursaut industriel »*. Il déclare ensuite : *« La crise n'en finit pas. Personne ne peut s'y soustraire, quelle que soit sa puissance. Toutes les recettes ont été essayées. Aucune n'a permis, dans un pays donné, de garantir à la fois le progrès du niveau de vie, le recul du chômage et l'indépendance économique caractérisée par l'équilibre extérieur. »* C'est, dit-il, *« un constat d'humilité intellectuelle et politique »*. Le ministre de l'économie, des finances et du budget indique ensuite : *« Il n'y a pas de place dans le monde qui vient, dans la guerre économique qu'il enfante, pour des pays qui seraient incapables de se débarrasser du mal inflationniste et d'assurer l'équilibre de leurs échanges extérieurs (...). Pour exister demain en tant que puissance de premier rang, accepterons-nous aujourd'hui de voir plus loin que le bout de notre nez ou que les limites de l'Hexagone, de donner le coup de collier nécessaire, de modifier en conséquence nos jugements et nos manières de vivre, de marquer notre volonté de travailler et d'innover ? »*

M. Delors explique qu'il était nécessaire de *« construire les fondements sociaux du sursaut national »* dans un pays qui, comme la France, *« détenait le ruban bleu des inégalités quantitatives et aussi qualitatives »*. Il ajoute : *« La gauche pouvait-elle, sans renoncer à elle-même, ne pas marquer sa sollicitude pour tous ceux qui n'ont pas de quoi vivre dignement, qui n'ont pas la possibilité de jouer leur chance dans la société ? Nous l'avons fait, tout en sachant qu'il en coûterait. »*

Après avoir défini l'investissement, la recherche et la formation comme *« les trois piliers du redressement »*, et rappelé la politique du gouvernement dans ces trois domaines, le ministre de l'économie souligne : *« C'est une œuvre de longue haleine (...), le temps et la patience sont deux vertus essentielles pour la réussite du Plan national. »* Rappelant, d'autre part, les raisons pour lesquelles le gouvernement a été amené à opter pour un réajustement monétaire et non pour la sortie du franc du S.M.E., le ministre des finances assure : *« Tout d'abord parce que nous croyons que la France dominera mieux la crise en s'appuyant sur une communauté européenne dynamique. Ensuite, parce que nous savons d'expérience que le flottement de la monnaie n'est pas une solution en soi, qu'il peut même conduire à une perte telle de la valeur de notre monnaie que tout redressement s'avère alors impossible, en raison du poids des importations incompressibles. »* Evoquant ensuite les difficultés du commerce extérieur, M. Delors observe : *« Certaines bouffées d'importations ne peuvent s'expliquer que par la volonté de spéculer contre le franc, en accumulant des stocks de précaution. »* A propos du plan de redressement, il note : *« Plus tardive est l'application du remède, plus dure est la potion. »*

Après avoir insisté sur les enjeux du plan de redressement, M. Delors déclare : *« Ramenons donc les choses à leurs justes proportions et gardons-nous de dramatiser. C'est précisément parce que nous faisons l'effort avant qu'il ne soit trop tard que celui-ci est supportable et ne compromet pas la réalisation de nos ambitions à moyen terme. C'est précisément parce que, aujourd'hui comme depuis mai 1981, la solidarité est une réalité en marche que le pays ne demande rien ou peu à ceux qui, de toute manière, doivent conserver les acquis obtenus depuis mai 1981. »*

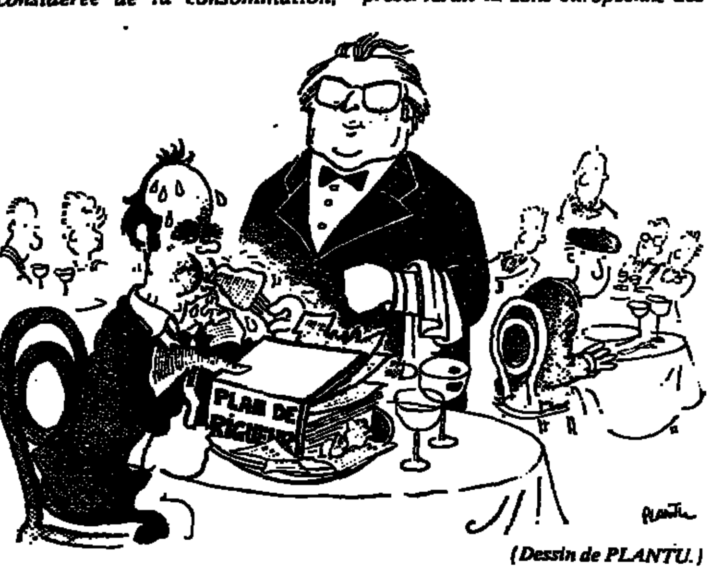
M. D'AUBERT (U.D.F.) : l'austérité « bête et méchante ».

La discussion générale s'ouvre après l'intervention de M. Delors. M. d'Aubert (U.D.F., Mayenne) s'attache à dresser le bilan de l'action du ministre de l'économie, qu'il qualifie de *« misérable »*. Il déclare : *« En charge de la monnaie et de la défense du franc, M. Delors a été l'artisan de trois dévaluations en vingt mois, dont deux ratées, puisqu'il a fallu procéder à une troisième le 21 mars ; en charge des comptes extérieurs, il a été le pourvoyeur de l'endettement le plus considérable que la France ait jamais connu ; en charge de l'économie, il aura été l'inventeur de la fausse croissance par la relance inconsidérée de la consommation, avant d'être celui de la vraie croissance zéro par le freinage brutal de cette même consommation ; en charge du Trésor public, il a d'abord accepté avec entrain tous les déficits publics puis, pour les combler, l'emballement de la planche à billets, l'assèchement du marché financier et l'asphyxie financière des entreprises. »*

Parlant de *« la lente érosion de notre indépendance »* et de *« l'hypothèque financière qui pèse sur l'avenir »*, en raison de l'endettement de la France, le député U.D.F. souligne : *« En 1986 ou 1987, vos successeurs devront sans doute, comme le Mexique aujourd'hui, emprunter pour payer vos dettes : ce sera votre héritage. »* M. d'Aubert estime que le plan d'austérité est *« humiliant et désespérant »*, parce qu'il révèle *« la mise sous influence croissante de l'économie française »*. Il ajoute : *« Le plan Delors est désespérant, car il n'offre aucune perspective. C'est l'austérité « bête et méchante » (...).*

M. Planchou (P.S., Paris) explique : *« La relance pour la France, si elle était socialement souhaitable, était d'abord économiquement nécessaire. Elle a souvent freiné, parfois stoppé la dégradation du tissu économique. Elle a autorisé une croissance économique et une croissance soutenue, socialement diversifiée, du pouvoir d'achat. »* Estimant que *« nous n'en serions pas là si une relance coordonnée à l'échelle européenne avait pu être organisée »*, le député socialiste souligne : *« Hélas, la France de gauche est dans une Europe de droite ! »*.

Parlant ensuite du plan gouvernemental, M. Planchou déclare qu'à travers celui-ci c'est de l'indépendance de la France dont il est question. *« Cette volonté de desserrement,* assure-t-il, *n'est pas contradictoire avec une coopération européenne, une nécessaire relance collective, elle en est même l'une des conditions. »* M. Planchou souligne que sans croissance économique il ne peut y avoir de véritable politique industrielle et que le projet industriel a impérativement besoin de la croissance pour se réaliser. Partisan de *« mesures conservatoires »* pour redresser nos échanges et relancer l'investissement, il indique que celles-ci doivent s'inscrire dans un contexte qui doit permettre d'aborder le véritable problème de fond, c'est-à-dire celui de l'avenir de l'Europe. Il note à ce sujet : *« Des mesures conservatoires apporteraient à la France des moyens de pression susceptibles de convaincre ses partenaires de la nécessité d'une relance communautaire sur des bases nouvelles (...) Une approche nouvelle du S.M.E. pourrait être envisagée notamment à travers l'institution d'un fonds de stabilisation qui préserverait la zone européenne des turbulences monétaires internationales et qui susciterait un rôle nouveau de l'ECU, en laissant ouverte la question des marges de fluctuation. »*



(Dessin de PLANTU.)

M. DEBRÉ (R.P.R.) : des mesures de sauvegarde ?

S'adressant à M. Delors, M. Debré (R.P.R., la Réunion) déclare : *« Comment ne pas être tenté d'approuver certains passages de votre discours, où transparaissaient la raison et le patriotisme ? Mais votre éloquence dissimulait, tentait de dissimuler une réalité : dans un monde certes plus difficile que celui d'il y a trente ans, la Ve République reprend le chemin de la IVe. Parmi les démons français que vous évoquiez, n'y en a-t-il pas un qui domine votre politique : à savoir la difficulté de surmonter la question financière, et toutes les conséquences économiques et politiques qui en résultent. »*

Parlant du protectionnisme, M. Debré indique : *« Dans le Marché commun, il existait un principe de préférence européenne pour les produits européens, et il doit y avoir une politique européenne fondée sur ce principe. Si, à Bruxelles, l'on n'en tire pas les conséquences, que l'on ne s'étonne pas si, ailleurs, des mesures de sauvegarde sont prises. Il ne faut pas que le protectionnisme soit seulement l'arme du plus fort contre le plus faible. Je ne plaide pas ici pour un isolement insensé, pour un protectionnisme général et permanent, mais le fait que la France doive être ouverte sur l'extérieur, qu'elle doive être à l'heure européenne, qu'elle doive vivre du commerce international, n'exige pas qu'elle renonce à l'intérêt national. Dans un monde impitoyable aux nations qui ne se contrôlent pas elles-mêmes, il faut garder les mains libres. »*

Estimant que le « problème français » est de devenir compétitif, le maire d'Amboise observe : *« Vous avez trouvé, c'est vrai, un début d'endettement, mais vous l'avez multiplié. Lorsque l'on additionne les dettes de l'État, des établissements publics et des sociétés nationales envers l'étranger, on se demande si nous n'avons pas dépassé notre capacité de remboursement. »*

(Lire la suite page 8.)

La réponse du premier ministre aux propositions du P.S et du P.C.

Précisant les assouplissements apportés au plan de rigueur, M. Pierre Mauroy a notamment indiqué, dans une lettre adressée, lundi, aux présidents des groupes socialiste et communiste de l'Assemblée nationale :

« En ce qui concerne la politique de lutte contre le chômage, je confirme que le gouvernement poursuivra l'action engagée par la rénovation de nos outils industriels, grâce notamment à l'appui des entreprises du secteur public. Il est décidé, en outre, à accélérer les programmes de formation professionnelle des jeunes ; ainsi que je l'ai indiqué à la tribune de l'Assemblée nationale, l'ensemble des outils que nous avons mis en place depuis deux ans et qui font de notre politique de l'emploi la plus efficace des pays industrialisés seront mobilisés afin de prolonger la stabilisation du chômage que nous avons réalisée.

» S'agissant de la réforme fiscale, je rappellerai d'abord le chemin déjà parcouru depuis deux ans, grâce au soutien de la majorité, dans le sens d'une plus grande solidarité fiscale : décote instituée en faveur des personnes seules de condition modeste ; exonération de la taxe d'habitation pour les personnes âgées de plus de soixante ans ou veuves non imposées sur le revenu ; exonération de la redevance télévision pour les personnes âgées de soixante ans, non imposées sur le revenu ; augmentation de 175 000 francs à 250 000 francs de l'abattement sur les droits de succession ; création d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux ménages dont l'un des conjoints est invalide ; et d'une part supplémentaire aux contribuables qui recueillent une personne invalide sous leur toit.

» Ces modifications importantes ont eu pour contrepartie un effort marqué demandé aux hauts revenus et aux patrimoines importants : institution en 1982 d'un impôt sur les grandes fortunes ; majoration de 10 % en 1982 et de 7 % en 1983 de l'impôt sur le revenu pour les plus riches ; création en 1983 d'une tranche marginale d'imposition sur le revenu à 65 % ; plafonnement des effets du quotient familial ; lutte renforcée contre la grande fraude. Ces avances significatives dans l'accomplissement de la réforme fiscale pourront être prolongées à l'occasion de l'examen des prochaines lois de finances par le Parlement. Il est clair, comme je l'ai indiqué le 16 février à Antenne 2, que, si nous devons aller plus loin dans la rigueur, il ne serait pas question d'imposer davantage ceux qui sont le plus démunis. Il faudrait nécessairement imposer ceux qui sont les plus riches.

» Vos préoccupations rejoignent donc les miennes. Vous aviez aussi souhaité que les prélèvements qui font l'objet de la loi d'habilitation soient adaptés pour les foyers disposant des rémunérations les plus modestes. C'est pourquoi le gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour que les familles modestes soient exonérées de la contribution de 1 % sous la forme d'une décote ou d'un abattement dont le montant sera fonction du nombre d'enfants à charge. Par ailleurs, les redevables d'impôt inférieur à 270 F seront exonérés de cette contribution.

» Pour ce qui est de l'emprunt obligatoire, les contribuables qui auront subi une diminution exceptionnelle de revenus (par exemple en cas de départ à la retraite, de perte d'emploi ou de handicap grave) bénéficieront d'une exonération de ce versement.

» Conformément aux suggestions des parlementaires, le montant de l'emprunt obligatoire sera par ailleurs calculé sur le montant de l'impôt avant amputation de l'avoir fiscal. Quant à l'application de la contribution de 1 % aux titulaires d'intérêts donnant lieu à prélèvement libératoire de 25 %, je confirme qu'elle est envisagée pour 1984 dans la perspective suivant laquelle tous les revenus devraient participer au financement de la Sécurité sociale.

» Je souhaite que ces précisions, qui répondent aux préoccupations que vous avez exprimées et qui s'inscrivent dans le cadre étroit dont nous étions convenus, permettent de mettre en œuvre, avec un maximum d'efficacité, le plan de rétablissement de nos équilibres extérieurs. »

POLITIQUE

LE PROJET SUR LES ORDONNANCES

(Suite de la page 7.)

M. Debré déclare, d'autre part : « *Au-delà des mesures techniques, il faudrait un grand souffle. Le gouvernement essaie bien d'appeler à l'union, à la mobilisation, à l'effort, au rassemblement. Mais quand il désespère des millions de Français, quand il sème le désordre dans certaines professions, la pagaille dans l'éducation nationale, quand il rallume la guerre scolaire, comment compte-t-il rassembler ? Quand des organisations syndicales auxquelles on ne veut faire aucune peine se servent des lois récentes pour abimer les entreprises, renchérir la production, décourager les cadres, comment peut-on faire croire à un grand projet industriel ? Beaucoup de vos amis brandissent le drapeau de la lutte des classes, ne s'adressant pas au peuple, mais au peuple de gauche. Comment, dans ces conditions, croire à la sincérité de l'appel à l'union ?* ». S'exprimant en conclusion « *au nom de tout ce qui fut l'ambition de la Vᵉ République* », l'ancien premier ministre affirme : « *Votre politique ne vous sauvera pas, ne nous sauvera pas.* »

M. LAJOINIE (P.C.) : une réponse positive.

Après avoir rappelé les propositions faites par le groupe communiste pour amender le projet de loi (voir *le Monde* du 8 avril), M. Lajoinie (P.C., Allier) déclare : « *Nous restons persuadés de la validité de ces propositions pour que l'effort demandé soit fait dans la justice sociale et qu'il s'inscrive dans les solutions de la crise. Nous les faisons en tant que participant à part entière de la majorité et avec la volonté d'œuvrer de façon constructive à l'application des engagements pris devant le suffrage universel.* »

Le président du groupe communiste déclare prendre acte des « *engagements* » du premier ministre dans la lettre que celui-ci lui a envoyée, ainsi qu'à M. Joxe *(voir ci-contre)*, à propos notamment des projets de développement industriel, de l'allégement pour les familles modestes de la contribution du 1 %, et de l'inscription, dans la prochaine loi de finances, de l'imposition des revenus des capitaux. Pour M. Lajoinie, ces dispositions constituent « *une réponse positive* » aux propositions du groupe communiste qui, en conséquence, votera le projet de loi. Les députés communistes retirent leurs amendements, se réservant de les redéposer lors de la prochaine loi de finances, notamment ceux concernant la majoration de l'impôt sur les grandes fortunes et la conversion de l'« emprunt Giscard » de 1973 en obligations. Enfin, le groupe communiste, explique M. Lajoinie, a pris en compte le fait que le premier ministre « *a engagé le dialogue avec nous* ».

M. Anciant (P.S., Oise) insiste sur la politique de répartition et de redistribution du revenu national. L'effort, estime-t-il, doit être porté dans cinq directions : « *1) améliorer très sensiblement la qualité des informations en ce qui concerne les revenus, ce qui est la condition nécessaire à un véritable débat au niveau national ; 2) corriger les bases d'imposition de l'impôt sur le revenu ; 3) donner une juste place à l'imposition des patrimoines ; 4) faire du financement du système social un instrument de redistribution du revenu ; 5) fixer clairement les règles d'une fiscalité des entreprises sans équivoque* ».

M. Germon (P.S., Essonne) s'interroge sur la possibilité de conduire une politique de développement industriel dans un environnement déflationniste. Parlant de l'investissement productif, qui, selon lui, est l'objet de l'emprunt obligatoire de 10 % dont le rendement attendu est de quatorze milliards, il déclare notamment : « *A quoi serviront ces quatorze milliards ? Nous avons cru entendre que les tenants d'une réponse exclusivement libérale au problème du déficit extérieur accepteraient bien l'idée que ce prélèvement constitue une ponction sur la masse monétaire et que le gel de ces quatorze milliards contribue au refroidissement de l'économie. Nous savons fort bien où a conduit, dans le passé, ce mécanisme et à quelle chute de la production on assiste dans les pays qui appliquent aujourd'hui cette réponse libérale (...). Ne faut-il donc pas rechercher la solution vers l'utilisation d'une partie de ces quatorze milliards à des projets économes en importations ?* »

Après avoir longuement décrit les mesures de protection mises en place par les Allemands de l'Ouest pour se protéger des importations et défendre leur production nationale (les entreprises françaises, explique-t-il, se heurtent en R.F.A. à des normes, des règles de sécurité, des essais dont le coût est très élevé), le député socialiste souligne que la France aurait beaucoup à gagner en adoptant une loi directement inspirée de la loi allemande du 24 juin 1968 sur la sécurité du matériel technique, qui est, ajoute-t-il, parfaitement conforme aux recommandations des organisations internationales. Il note, d'autre part : « *Les moyens existent : ce ne sont pas ceux de l'isolement par la fermeture des frontières ; on sait qu'ils aboutiraient à un appauvrissement. Mais il ne faut pas être plus naïf que les autres ; en relevant notre garde, nous pouvons reconquérir une part de notre marché, assainir l'équilibre de nos échanges, inciter à l'investissement, devenir plus compétitifs, progresser dans la bataille de l'emploi.* »

M. Germon dénonce également l'attitude des « *grands distributeurs, tel Darty* », qui « *poussent systématiquement les acheteurs vers des produits étrangers* ». Il prône enfin la constitution d'une association, regroupant des syndicats, des organisations de consommateurs, des collectivités, « *dont l'objet serait la reconquête du marché français et qui pourrait délivrer le label de la production française aux produits français et à ceux qui les distribuent* ».

PAREILLEMENT...

M. Delors répond à M. d'Aubert (U.D.F.) : « (...) *L'allégation selon laquelle nous serions « sous la main de l'Internationale » pourrait paraître injurieuse si elle n'était grotesque !* ».

— M. d'Aubert : « *M. Jobert l'a dit !* »

— M. Delors : « *Pareillement de M. Jobert. D'ailleurs, ça rime !* » (d'Aubert-Jobert).

— M. d'Aubert : « *Il était votre collègue au gouvernement...* »

∴

Dans sa *Lettre* du mois d'avril, l'ancien ministre du commerce extérieur écrit que les affaires de la France sont désormais « *sous le contrôle ou sous la main de l'assistance européenne ou internationale.* »

M. DELORS : nous ne voulons pas d'une Communauté (européenne) réduite aux caquets.

Répondant notamment à M. Debré, M. Delors souligne : « *Le S.M.E. est bon si chacun y est sur un pied d'égalité et en retire autant qu'il y contribue. Or le système souffre actuellement d'un déséquilibre.* »

Parlant de la « *sagesse* » des salariés et des syndicats dans les négociations salariales ainsi que de l'appui que ceux-ci ont apporté au gouvernement dans le blocage des prix, M. Delors observe : « *La gauche a peut-être ses faiblesses, mais elle possède un atout : la confiance que lui porte sa base sociale, et qui nourrit la sagesse collective.* » Il reconnaît ensuite : « *La relance que nous avons tentée sur le plan intérieur montre ses limites. Nous devons en tenir compte.* »

Le ministre des finances rappelle que le montant de la contribution de 1 % au fonds de péréquation des régimes sociaux tiendra compte du nombre d'enfants, et précise : « *Sous réserve d'examen plus approfondi, une déduction forfaitaire par enfant me paraît le système le plus juste. Le montant de la contribution devra être calculé de telle sorte que les familles les plus modestes ne paient pas plus, proportionnellement, qu'elles ne donnent pour les autres types de contribution fiscale. Pour l'emprunt forcé et la contribution de 1 %, en seront dispensées les personnes décédées ou dont le conjoint est décédé dans l'année, celles qui ont pris leur retraite avant le 31 décembre 1981 pour l'emprunt obligatoire et avant le 31 décembre 1982 pour la contribution de 1 %, ceux qui ont perdu leur emploi ou dont l'entreprise a été mise en liquidation judiciaire dans les mê(èmes conditions de date, et ceux qui ont subi une invalidité grave durant les mêmes périodes. Enfin, les revenus qui donnent lieu à prélèvement libératoire seront affectés par la contribution.* » D'autre part, les contribuables les plus aisés devront acquitter un acompte sur la contribution de 1 % dès le mois de mai ou de juin.

Insistant sur la nécessité de rendre à l'Europe son dynamisme, M. Delors souligne : « *Un jour viendra, bientôt, où il faudra appeler un chat un chat et parler à Bruxelles le langage de la vérité. Si le contrat de mariage se trouve rompu, si l'on est réduit à échanger un avantage agricole pour la France contre un avantage industriel pour l'Allemagne fédérale, que devient l'ambition de l'Europe ? La procédure des montants compensatoires qui s'exerce aux dépens de la France n'est plus acceptable. En outre, l'affaire Thomson-Grundig n'est pas un bon exemple de coopération franco-allemande. Nous ne voulont pas d'une Communauté réduites aux caquets !* »

Parlant du produit de l'emprunt obligatoire et répondant ainsi à M. Germon, M. Delors indique que celui-ci servira à financer les investissements prévus au budget de cette année. Il ajoute : « *Serait-ce suffisant ? Des disponibilités seront dégagées pour renforcer les économies d'énergie, soutenir les bâtiments et les travaux publics, opérer des dotations supplémentaires en capital en faveur du secteur public si cela est nécessaire, financer l'abondement des fonds salariaux.* »

Le ministre de l'économie note ensuite : « *Il existe en France une sorte de consumérisme qui tourne le dos au patriotisme le plus élémentaire. Il faut quand même qu'à prix et à qualité égaux les Français n'aient pas le snobisme d'acheter étranger. Avec l'aide de Mme le secrétaire d'Etat à la consommation et des organisations syndicales, je vais engager une campagne pour un « contre-snobisme », pour le véritable patriotisme qui consiste à préférer le produit français lorsqu'il est adapté.* »

Abordant le problème des sanctions prises contre certains commerçants, M. Delors déclare : « *Il ne s'agit pas de « clouer au pilori », comme cela a été dit, des professions entières, mais de tirer les conséquences du non-respect des accords conclus. Lorsque le pourcentage de fraude atteint 20 %, nous changeons les termes de l'accord ; lorsqu'il est de 5 % ou de 10 %, nous fixons des pénalités pour faire en sorte que la politique contractuelle soit préservée. Les intéressés doivent savoir que le choix est entre celle-ci et le retour à la taxation. Car je refuse le retour à une liberté des prix des services qui consiste en fait, l'expérience Monory l'a prouvé, à ce que ces prix soient fixés sans que le consommateur ait les moyens de faire des comparaisons !* »

Le ministre de l'économie indique enfin que le gouvernement fera des propositions « *drastiques* » en matière de dépenses de fonctionnement et de recrutement des fonctionnaires.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée repousse successivement une trentaine d'amendements du groupe U.D.F., défendus par M. Alphandéry (U.D.F., Maine-et-Loire), tendant essentiellement à imposer certaines restrictions ou obligations à l'action que le gouvernement pourra engager par voie d'ordonnances.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 325 voix contre 159 sur 484 votants et 484 suffrages exprimés.

L. Z.

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La contribution de 1 % sera réduite pour les familles modestes

M. Jacques Delors a apporté lundi 11 avril à l'Assemblée nationale un certain nombre de précisions sur les mesures fiscales annoncées par le gouvernement le 23 mars et qui doivent s'appliquer à partir de mai-juin.

● *Le prélèvement de 1 %* sur le revenu imposable de 1982 tiendra compte du nombre *d'enfants dans le cas où le* contribuable aura des revenus modestes. Cette précision est très importante. En effet, le revenu imposable est établi avant calcul des effets du quotient familial. La cotisation de 1 % aurait donc défavorisé les familles. Dans le cas d'un couple salarié ayant deux enfants et disposant d'un revenu mensuel brut de 4 800 F (57 600 F par an), le revenu imposable atteint 41 472 F et la cotisation de 1 % 414,7 F, soit 48,6 % de plus que l'impôt annuel normalement dû, qui, lui, s'élève à 279 F. *L'Humanité*, qui citait ce calcul, faisait remarquer à juste titre que dans le cas d'un revenu de 30 000 F par mois, le 1 % n'aurait représenté que 3,7 % de l'impôt normalement dû (cas d'un couple de salariés avec deux enfants).

M. Delors a précisé que la prise en compte du nombre d'enfants se fera sous forme de déduction forfaitaire par enfant. *« C'est le système qui me paraît le plus juste »*, a ajouté le ministre. *« Le montant de la contribution devrait être calculé de telle sorte que les familles les plus modestes ne paient pas plus proportionnellement qu'elles ne le font pour les autres types de contribution fiscale. »*

M. Delors a ajouté que la contribution de 1 % ne serait pas due par les personnes décédées (ou plus exactement par leur ayant droit) ou celles dont le *conjoint est décédé dans l'année*, ceux qui ont pris leur retraite avant le 31 décembre 1982, ceux qui ont perdu leur emploi ou dont l'entreprise a été mise en liquidation judiciaire dans les mêmes conditions de date, ceux enfin qui ont subi une invalidité grave durant les mêmes périodes (1).

● *L'emprunt obligatoire* de 10 % assis sur l'impôt payé en 1982 sera déterminé avant déduction de l'avoir fiscal et des différents crédits d'impôt. Comme pour la contribution de 1 %, l'emprunt obligatoire ne sera pas dû par un certain nombre de personnes et dans un certain nombre de cas (voir plus haut), *la seule différence étant* la date de la retraite qui, dans le cas de l'emprunt 10 %, est fixée avant le 31 décembre 1981.

(1) M. Mauroy a confirmé par lettre adressée à MM. Joxe et Lajoinie que les personnes exonérées de l'impôt sur le revenu — celles dont la contribution est inférieure à 270 F — ne paieront pas le 1 %. Six cent mille personnes sont dans ce cas.

MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE CORSE

M. Ferrandi est révoqué de ses fonctions d'administrateur à la Commission européenne

De notre correspondant

Communautés européennes. — M. Jean-François Ferrandi, administrateur à la Commission européenne et élu en août 1982 à l'Assemblée de Corse, vient d'être révoqué par l'institution bruxelloise. Il lui est reproché d'avoir frappé le *directeur général* de l'administration de la Commission à l'issue d'un entretien difficile qui avait porté sur l'incompatibilité entre sa situation de fonctionnaire détaché auprès de l'administration française et celle de *nouvel élu corse*.

Brièvement résumés, les faits sont les suivants : M. Ferrandi avait été détaché au printemps par la Commission pour entrer à Paris au ministère de la coopération, conformément aux échanges traditionnels de *fonctionnaires entre* l'institution européenne et les administrations nationales. Il menait bientôt campagne sur la liste de l'U.P.C. (Union pour le peuple corse) conduite par M. Edmond Siméoni et était élu le 8 août.

Peu de temps après, le directeur général de l'administration de la Commission européenne le recevait à Bruxelles. Il lui indiquait que son détachement, selon lui, détourné de ce qui était supposé être son objet (*travailler au ministère de la coopération*), ne pourrait très vraisemblablement être prorogé. Maladresse, malentendu, la conversation s'envenima et M. Ferrandi s'en prit physiquement à son interlocuteur. Personne, à Bruxelles, ni l'auteur *lui-même*, ne justifie cet excès de vivacité. Mais l'administration bruxelloise n'outrepassait-elle pas elle-même ses droits en considérant de manière précipitée comme incompatibles le statut de fonctionnaire détaché et celui d'élu de la nouvelle assemblée régionale ? Son propre service juridique, considérant que ni la réglementation communautaire ni la législation française ne donnaient des indications *en ce sens*, lui avait conseillé la prudence.

Fin janvier, M. Ferrandi, lors de sa convocation devant le conseil de discipline, avait entamé une grève de la faim. Il y avait mis un terme alors que semblait se profiler une *solution de conciliation*.

PHILIPPE LEMAITRE.

La C.G.T. annonce « une journée d'action dans les entreprises » le 21 avril

ARRÊT DE TRAVAIL A E.D.F.

La fédération C.G.T. d'E.D.F. a apppelé le 12 avril à *« une journée d'actions et de manifestations »* qui s'est traduite sur le plan national par des arrêts de travail de 9 heures à 11 heures, ainsi que des envois de délégations aux directions locales et aux préfectures.

Ce mouvement a entraîné des baisses de production dans certaines centrales, mais pas de délestages à proprement parler, a indiqué en fin de matinée à la direction générale d'E.D.F. Il n'y a pas eu de coupures.

La C.G.T. entendait par ce mouvement protester contre *« le blocage des embauches depuis le 1er mars 1983 et le refus de discuter des classifications »* de la part de la direction. La C.G.T. veut également exiger des pouvoirs publics *« le respect de la clause de garantie en matière de maintien du pouvoir d'achat »*.

Ce même 12 avril, devant le congrès de la fédération C.G.T., des métaux, réuni à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) depuis le 9 avril, M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération, a annoncé pour le 21 avril une *« journée d'action dans les entreprises »*.

Les salariés détermineront sur leur lieu de travail les modalités de ces actions destinées à faire aboutir *« l'ensemble de leurs revendications en matière d'emploi, de pouvoir d'achat »*, etc.

Le 11 avril, M. Sainjon, commentant devant la presse les discussions du congrès, avait souligné *« la volonté de voir une rectification assez sensible de certaines mesures, notamment celles qui touchent le pouvoir d'achat (...). Le congrès est très critique vis-à-vis du plan de rigueur, mais responsable »*, a encore ajouté M. Sainjon.

⁂

Enfin, la C.F.T.C. a décidé d'organiser, du 1er au 15 mai, une *« quinzaine d'actions pour la justice sociale dans une société de libertés »* : distribution de tracts, pétition nationale, réunions d'information, sont prévues pour dénoncer l'*« évolution malsaine »* de la politique gouvernementale, le *« renforcement du poids de l'Etat »*, les *« actions de déstabilisation de la C.G.T. »* et pour réclamer les libertés du travail, d'expression, de négociation, d'information et de choix pour la famille en matière d'éducation et de travail.

● *La Citibank juge le plan de rigueur cohérent.* — Le nouveau plan de rigueur du gouvernement français *« paraît plus dur et plus cohérent qu'on ne s'y attendait généralement »*, estime la Citibank, dans sa publication hebdomadaire *Economic Week*. *« Le succès de ce plan va dépendre de manière critique du soutien des syndicats, soutien qui n'est nullement assuré. »* Il dépendra également largement du respect de la limite de hausse des salaires à 8 % pour 1983, ajoute la Citibank. La première banque des Etats-Unis estime que la réduction du déficit de la balance française des paiements, envisagée dans le plan de rigueur, dépendra de *« l'adoption ou non d'une politique de crédit également dure pour appuyer les mesures annoncées sur le plan de la fiscalité et de l'épargne »*. — *(A.F.P.)*

● *Le médiateur, M. Robert Fabre*, a été reçu lundi 11 avril, pendant près d'une heure, par M. François Mitterrand, auquel il a remis son rapport annuel (*le Monde* daté 10-11 avril). M. Fabre a indiqué qu'il avait proposé au chef de l'Etat *« une simplification administrative et une sorte de moratoire, de telle sorte qu'il n'y ait plus cet afflux de législation avec son cortège de circulaires administratives et de décrets d'application »*. Le médiateur a également évoqué avec M. Mitterrand la situation politique et économique actuelle et souligné qu'il convenait de *« convaincre les Français de la nécessité de l'effort »*.

● *Une délégation de la fédération C.G.T. des métaux*, dont le congrès est actuellement réuni à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), a déposé auprès des groupes du P.S. et du P.C. de l'Assemblée nationale, lundi 11 avril, une motion pour *« réaffirmer son désaccord sur les moyens et mesures qui sont annoncés pour atteindre les justes objectifs de la réduction du chômage, de l'inflation et du déficit du commerce extérieur »*.

M. MÉHAIGNERIE SOUHAITE QUE L'OPPOSITION PRÉSENTE DEUX LISTES AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Invité, lundi 11 avril, de l'émission de France-Inter « Face au public », M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., a souhaité que l'opposition présente deux listes aux élections européennes de 1984. La présentation d'une liste unique du R.P.R. et de l'U.D.F. aurait, selon lui, un caractère *« réducteur »*.

Le député d'Ille-et-Vilaine s'est refusé à donner le nom du candidat idéal à ses yeux pour la future élection présidentielle. Il a simplement expliqué que ce candidat devrait avoir *« le punch de M. Jacques Chirac, l'intelligence de M. Giscard d'Estaing, le sens de l'Etat et l'authenticité de M. Raymond Barre »*. Mais pour le président du C.D.S., *« en France, seule une alternance entre un centre droit et un centre gauche est possible »*.





Projets d'acquisitions ou de désinvestissements, Morgan connait vos futurs interlocuteurs



De g. à dr., Margaret Campbell "Financial Analysis", Andreas Prindl, Francis Depré et Georges Van Erck "Mergers and Acquisitions".

Etes-vous un groupe multinational cherchant à se séparer d'une division qui ne correspond pas à votre stratégie? Ou, au contraire, cherchez-vous à vous développer par acquisition ou fusion? Utilisez alors les ressources particulières et les contacts du département Mergers & Acquisitions de Morgan. Notre clientèle internationale, notre longue expérience dans ce domaine et notre réseau d'analystes financiers nous permettront d'identifier et de vous mettre en contact avec des acheteurs ou des vendeurs où qu'ils soient.

Les fusions, acquisitions et désinvestissements les plus importants des années 1980 ont concerné des groupes multinationaux. Presque tous sont des clients de la Banque Morgan. La plupart des transactions elles-mêmes sont internationales, l'acheteur et le vendeur se situant dans des pays différents.

Ces sociétés font souvent appel à nous pour réaliser leurs acquisitions ou leurs désinvestissements. C'est un des avantages importants de Morgan : nous connaissons ces sociétés, nous connaissons leurs critères et nous savons ce qu'elles recherchent.

Nous protégeons totalement les informations et les intérêts confidentiels de chaque client. Nous avons mis en place des contrôles internes, assurant la confidentialité absolue des missions qui nous sont confiées, du premier contact à l'accord final.

Un système d'analyse unique

Morgan offre un autre avantage primordial : son département Financial Analysis. Disposant de plus de cent analystes professionnels dans quinze pays, c'est l'une des équipes d'étude de stratégie financière les plus importantes qui soient. Et notre base de données informatiques internationale permet d'analyser les intentions d'acquisition ou de désinvestissement de milliers d'entreprises publiques et privées dans le monde.

Morgan travaille pour vous

Nous offrons une capacité complète de conseil. Vous pouvez faire appel à tous nos services ou à quelques-uns seulement. Définition des critères. Étude d'industries. Identification, tri et approche de partenaires possibles. Estimation de la valeur des actifs nets. Assistance dans la négociation du prix et du montage financier. Collaboration avec vos conseillers juridiques et financiers. Conclusion de l'affaire.

Nous pouvons également vous donner une opinion objective sur l'équité financière d'une transaction. Et nous pouvons vous conseiller sur le financement d'une acquisition ou le monter nous-mêmes.

Des transactions internationales importantes

Fusions, acquisitions et désinvestissements sont une spécialité Morgan depuis 1968. Nous avons une grande expérience dans le domaine des désinvestissements d'entreprises industrielles, d'acquisitions ou de cessions de banques, et de transactions internationales importantes.

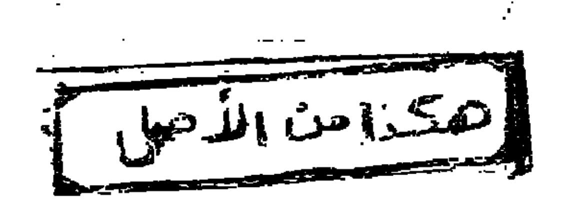
Pour mettre en œuvre ces moyens exceptionnels, il n'est pas nécessaire d'être déjà un client de Morgan. Nos interventions sont rémunérées sur la base d'honoraires convenus à l'avance.

Pour plus de renseignements, prenez contact avec l'un des responsables de notre groupe Mergers & Acquisitions : Georges Van Erck, Francis Depré ou Andreas Prindl, Morgan Guaranty Trust Company, 1 Angel Court, Londres EC2R 7AE. Téléphone : (01) 600.23.00.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris. Téléphone : 260.35.60.

Banque Morgan

Membre FDIC



Le Monde

société

LES INDÉPENDANTISTES CHERCHENT A RELANCER L'AGITATION EN CORSE

(Correspondance.)

Ajaccio. — Après la double vague d'attentats en Corse durant le week-end, considérée comme la première réplique de l'ex-F.L.N.C. (Front de libération nationale de la Corse) aux succès des policiers dans l'île, un regain de tension était sensible, lundi 11 avril, notamment à Ajaccio.

Redoutant de se retrouver dans la situation de violence qu'ils avaient connue à la fin de l'année 1982, les enseignants de Corse-du-Sud ont organisé un mouvement de grève immédiat, à l'appel du SNES, pour protester contre les attentats dont avaient été victimes, ce week-end, certains de leurs collègues « continentaux ».

En fin d'après-midi, les policiers d'Ajaccio ont évacué le rectorat, occupé depuis le matin, par une vingtaine d'étudiants de la Consulte des étudiants corses (C.S.C.), syndicat indépendantiste, majoritaire à l'université de Corte, dont les thèses sont souvent jugées proches de celles du F.L.N.C. Les étudiants avaient déjà occupé, le 10 mars, le rectorat, d'où la police les avait délogés onze jours plus tard.

Dans les deux cas, les actions des étudiants sont intervenues à la veille d'une séance de l'Assemblée régionale corse, dans le but notamment de provoquer le soutien à la grève des élus insulaires. Avant les vacances de Pâques déjà, l'Assemblée régionale s'était déclarée unanime à considérer comme sérieuses les revendications des étudiants de Corte, notamment celles qui concernent la mise en chantier de la seconde tranche de travaux et l'habilitation des diplômes.

Cette agitation étudiante coïncide aussi avec les tentatives de réplique du F.L.N.C., et de nombreux Corses estiment que les occupations du rectorat ne sont pas étrangères au climat de tension que certains indépendantistes cherchent à instaurer dans l'île.

Une arrestation

La journée de lundi a été marquée, aussi, par l'arrestation d'un restaurateur d'Ajaccio, M. Pierre-Christophe Alfonsi, qui a été inculpé de « recel qualifié d'objets d'art ». Les policiers auraient retrouvé chez lui et aux domiciles de certains de ses proches, des objets d'une valeur d'un million de francs, volés lors de trois cambriolages commis en février et en mars à Ajaccio. Sans que l'on puisse établir un lien entre ces délits et les engagements politiques antérieurs de M. Alfonsi, il est à noter que ce dernier avait fondé, en juillet 1981, le « partitu paesanu » (le parti paysan), un groupuscule nationaliste corse. En 1973, il avait été l'un des fondateurs d'une première organisation, le Front paysan corse de libération (F.P.C.L.), un groupe clandestin dont les membres avaient ensuite rejoint le F.L.N.C.

DOMINIQUE ANTONI.

● *Mme Monique Pelletier*, ancien ministre de la condition féminine dans le dernier gouvernement de M. Raymond Barre, qui a repris depuis deux ans ses activités d'avocat au barreau de Paris, a été choisie par M. Maurice Papon pour assurer sa défense aux côtés de Me François Sarda et Jean Rozier.

En compagnie de ses confrères, elle s'est rendue à Bordeaux, le lundi 11 avril, pour demander au juge d'instruction que l'information ouverte du chef de crimes contre l'humanité contre M. Papon, inculpé depuis le 19 janvier, « *progresse le plus rapidement possible* ». « *Cette inculpation*, a-t-elle déclaré, *est un scandale.* »

La réorganisation du ministère de la justice

(Suite de la première page.)

Après une période d'apurement du passif (abolition de la peine de mort et suppression de la Cour de sûreté de l'État notamment), le garde des sceaux entend réformer en profondeur la justice et, pour ce faire, rénover les méthodes de travail de la magistrature, afin de redonner un nouveau souffle à l'institution judiciaire, qui est au bord de l'asphyxie. Mieux qu'un haut magistrat, M. Bacquet, qui est conseiller d'État et passe pour un gestionnaire avisé, sera à même de mener cette tâche à bien.

Au fil des mois, le garde des sceaux s'est aussi aperçu de la nécessité de faire de la politique, non pas au sens politicien du terme, un art auquel il avoue ne pas entendre grand chose, mais plus simplement parce que responsable de l'action publique, il ne peut se désintéresser du rôle du parquet dans certaines affaires délicates. M. Badinter a dû ainsi méditer les leçons de l'affaire *Lucet que la non intervention de la* chancellerie, dans un premier temps, a largement contribué à envenimer.

Ces réflexions conduisent aujourd'hui M. Badinter à nommer auprès de lui un directeur adjoint de cabinet spécialement chargé de l'action publique, M. Régis de Gouttes, qui était jusqu'ici chef du bureau de droit pénal international et européen. M. de Gouttes remplace à ce poste M. Hubert Dujardin, qui n'avait que le titre de conseiller *technique. Quittant la chancellerie*, il devrait être nommé prochainement premier juge à Créteil.

D'autres nominations interviennent au sein du cabinet, qui n'ont pas d'autres significations que de renforcer son efficacité : M. Antoine Lyon-Caen, professeur de droit à l'université Paris-X, devient chargé de mission. Il suivra les textes législatifs *préparés par les autres ministères* et pouvant intéresser la chancellerie. M. Antoine Lyon-Caen est un cousin germain de M. Pierre Lyon-Caen, qui reste directeur adjoint de cabinet, chargé des affaires civiles, et aura le pas sur M. de Gouttes. *Mme Anne-Marie Colmou*, qui a été attachée parlementaire au cabinet de Mme Catherine Lalumière, au ministère de la consommation, assistera Mme Françoise Toubol-Fisher, qui occupe les mêmes fonctions auprès de M. Badinter.

A la tête de l'administration pénitentiaire, M. Badinter nomme Mme Ezratty dont il a pu apprécier le savoir-faire à la tête de l'éducation surveillée. Amie personnelle de Mme Simone Veil (elles ont été au lycée *ensemble*), Mme *Ezratty est* la première femme à occuper ce poste. Elle remplace M. Ivan Zakine qui devient président de chambre à la cour de Paris et qui était le dernier directeur de la chancellerie à avoir occupé une telle fonction sous M. *Alain Peyrefitte (M. Zakine* était à l'époque directeur de l'éducation surveillée).

La promotion de Mme Ezratty et son remplacement par M. François-Victor Colcombet à la tête de l'éducation surveillée traduisent, comme la réorganisation du cabinet, le souci de M. Badinter, d'aborder dans les meilleures conditions, la deuxième phase de son programme. Il le fait avec une équipe rénovée et des hommes (et un femme) qu'on peut dire de qualité, même si on peut regretter que cette réorganisation ait autant tardé.

BERTRAND LE GENDRE.

[Né le 22 septembre 1931 au Mans (Sarthe), M. Alain Bacquet est conseiller d'État. Diplômé d'études supérieures de droit public, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Bacquet est ancien élève de l'École nationale d'administration (promotion 18 Juin 1958). *Conseiller juridique* à l'ambassade de France en Algérie (1962-1965), il a été nommé en 1971 chef du service de l'urbanisme au ministère de l'équipement et du logement avant de devenir en 1971 directeur de l'architecture au ministère des affaires culturelles. A ce poste, qu'il a occupé jusqu'en 1977, M. Bacquet, a été à l'origine de la nouvelle loi sur l'architecture. Rapporteur adjoint près du Conseil constitutionnel de 1977 à 1982, M. Bacquet avait été nommé conseiller d'État en juillet dernier.

[Née le 7 décembre 1929 à Nice, Mme Myriam Ezratty est magistrat depuis 1950. Elle a occupé différentes fonctions à la chancellerie, où elle est entrée en 1959, notamment à la direction de l'éducation surveillée, où elle a passé six ans, puis à la direction des affaires civiles. Avant d'être nommée conseiller à la cour d'appel de Paris en juin 1978, Mme Ezratty avait été conseiller technique de 1974 à 1978 au cabinet de Mme Simone Veil, ministre de la santé. Elle était directrice de l'éducation surveillée depuis juillet 1981.]

[Né le 1er septembre 1937 à Dompierre-sur-Besbre (Allier), M. Colcombet a été élu, il y a quelques jours, à la tête de la municipalité d'union de la gauche de cette ville de quatre mille trois cents habitants. Magistrat depuis 1963, il a été président du Syndicat de la magistrature de 1972 à 1974. Actuellement substitut général à Paris, il dirige également depuis 1981 la mission permanente de lutte contre la toxicomanie.]

● *L'auteur de coups de feu contre des établissements soviétiques de Marseille a été inculpé.* — M. Witold Bialoboki (et non Bialo Boki, comme nous l'avions nommé par erreur), un ressortissant polonais âgé de vingt-deux ans, appréhendé le 10 avril après avoir été surpris en train de tirer contre l'agence *de la compagnie aérienne soviétique* Aeroflot à Marseille (*le Monde* du 12 avril), a reconnu être également l'auteur des coups de feu tirés la veille contre le consulat général d'U.R.S.S.

SPORTS

Après les décisions du gouvernement sur l'apartheid

Les nuances du Comité national olympique français

Approbation nuancée du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et du sport (*le Monde* du 7 avril) ; approbation nuancée également de l'interdiction de la tournée du Quinze de France en Afrique du Sud (*le Monde* du 9 avril) et report des Jeux de l'avenir : telles sont, en substance, sur ces trois problèmes, les positions du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) développées le 11 avril par son président, M. Nelson Paillou.

● *Les Jeux de l'avenir.* — Reprenant une ancienne idée du comte Jean de Beaumont, mis, en pratique avec succès en... Italie, le C.N.O.S.F. voulait organiser, au début de l'été, à Fontainebleau, des Jeux de l'avenir qui auraient constitué des petits Jeux olympiques pour six mille enfants de moins de quatorze ans. Pour les financer, le C.N.O.S.F., qui ne pouvait compter sur des fonds publics en 1983 en raison des rigueurs budgétaires, a fait appel à une grande société d'équipements sportifs qui devait se charger de constituer un pool de dix commanditaires apportant chacun 1 million de francs. Toutefois, seule une *société de boissons gazeuses* accepta de s'engager. L'opération ne pouvait être que déficitaire *a priori* d'au moins 2 millions de francs. Dans ces conditions, le C.N.O.S.F., qui n'a pas non plus obtenu un financement du Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.), a décidé d'annuler la phase nationale des Jeux de l'avenir en 1983 et de la reporter à 1984 (27 juin au 1er juillet).

● *Le projet de loi sur le sport.* — Le texte adopté par le conseil des ministres du 6 avril satisfait le président du C.N.O.S.F., qui regrette cependant de ne pas y trouver plus de confiance dans le mouvement associatif sportif.

● *L'apartheid.* — Le président du C.N.O.S.F. approuve sur le fond la lettre de Mme Edwige Avice, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, aux présidents des fédérations sportives, leur rappelant que les amateurs ne doivent pas avoir de contacts avec les champions d'Afrique du Sud. Sur la forme, il est plus nuancé : « *Le mouvement sportif ne peut accueillir qu'avec nostalgie une mesure politique le concernant, même si elle va dans le sens qu'il souhaite* », a déclaré M. Paillou. Il a rappelé que le Comité ne prendra pas de sanctions contre les fédérations — notamment celle du rugby — qui ne se plieraient pas aux injonctions du ministre, en raison de choix tactiques différents à l'égard de l'apartheid. A. G.

L'assassinat d'un « caïd » français à Miami

Ils étaient cinq. Cinq fils de Raymond Zemmour, sans parler de leur sœur Rose, tous nés à Sétif, en Algérie, dans la communauté séfarade. Aujourd'hui, il n'en reste que deux. Le premier, Roland, est « tombé » en 1957 dans un caniveau de *la rue Blondel à Paris, le corps criblé de balles. Le* deuxième, William, a succombé aux tirs nourris des policiers de la brigade antigang le 28 février 1975 dans un bar de Paris devenu célèbre, le Thélème. Vendredi dernier 8 avril, Edgar, allongé sur son lit à son domicile de Keystone-Bay, Miami (Floride), a été « exécuté » par un tireur embusqué, au moyen d'un fusil à lunette. Restent Gilbert et *André, tous deux dans les affaires au sens très* large du terme, le premier à Bruxelles, le second dans les Caraïbes.

Edgar, quarante-cinq ans, était le benjamin du clan, qui, en 1959, a quitté l'Algérie pour s'installer à *Paris*, dans le faubourg Montmartre. Alors va commencer l'irrésistible ascension de ces pieds-noirs bien décidés à se faire une place au soleil. Edgar se dit officiellement courtier en vins, ce qui lui vaudra ses premiers ennuis avec *la justice pour avoir vendu pour* du bordeaux une quelconque « piquette ». Edgar, c'est « *le plus prétentieux, le dandy à l'élégance criarde qui se sent tout nu lorsqu'il n'a pas sur lui au moins 15 000 francs en liquide* », rapporte James Sarazin dans *M... comme milieu.*

Les « Z », comme on les appelle, vont, petit à petit, s'imposer comme les « protecteurs » de commerçants juifs du faubourg Montmartre, et, en marge des affaires officielles, leur palette d'activités va du racket à la prostitution, en passant par le recrutement de « gros bras » au service d'organisations politiques. « *Le petit gang du faubourg Montmartre*, écrit James Sarazin, *devient une entreprise aux dimensions gigantesques : au début des années 70, elle ne comportera pas moins de deux cent cinquante-sept « collaborateurs » rien que dans la région parisienne, et le chiffre d'affaires cumulé de la prostitution, du racket et des investissements honnêtes atteindra un demi-milliard d'anciens francs par mois, dont l'essentiel passera sur des comptes en Suisse.* »

La « Zemmour Connection » ne s'est pas faite sans dommage. L'empire se taille à coups de « calibres ». Mais les « Z » n'en oublient pas moins leurs racines juives lorsque éclate, en 1967, la guerre des six jours. Ce qui permettra plus tard à Edgar et à William de mener de lucratives affaires en Israël avant que les autorités de Tel-Aviv ne les prient discrètement de regagner la France.

*La fortune du clan en dix an*nées n'a fait que croître et embellir. Leur patrimoine immobilier est considérable. Ils investissent un peu partout *dans le monde* et s'intéressent de plus en plus au monde des jeux. Dans la guerre meurtrière qui oppose Jean-Baptiste Andréani à Marcel Francisci, les Zemmour se rangent aux côtés de ce dernier. Mais après avoir conquis, il faut savoir garder. Une lutte impitoyable va opposer, à partir de 1973, les « Z » à la bande dite des Lyonnais (Roger Bacry, Marcel Gauthier, Jean-Claude Vella). Une guerre de gangs qui fera, en trois ans, trente et une victimes, et au cours de laquelle se situe, le 28 février 1975, la fusillade du Thélème.

L'intervention des policiers de *l'antigang du commissaire Marcel* Leclerc dans ce bar du boulevard Saint-Germain se soldera par la mort de William, et d'un « porte-flingue », Joseph Elbaz, tandis qu'Edgar est grièvement blessé. Cet épisode marquera la fin d'une suprématie d'un clan qui ne renoncera jamais à sa part du juteux gâteau des affaires louches.

Edgar va choisir l'exil aux Etats-Unis. Son casier judiciaire commence à être chargé. En 1972, notamment, il « écope » de deux ans d'emprisonnement pour port d'arme. Il n'en accomplira que huit mois grâce à une remise de peine. En 1976, il sera finalement relaxé dans une affaire de chantage et de racket. A Miami, où il s'installe, il ouvre un restaurant, La Bonne Maison, mais n'obtiendra pas de licence pour servir de l'alcool. Les autorités américaines ne lui accorderont jamais l'asile politique qu'il avait demandé. Selon un représentant du consulat de France, les services de l'immigration américaine avaient tenté de le faire expulser *à plusieurs reprises...* en vain. Quelles étaient les activités réelles de ce quadragénaire marié et père de trois enfants ? La pro*motion immobilière assurément*, mais sans doute aussi la drogue, dans cette plaque tournante qu'est Miami. Son tueur à gages ne lui a laissé aucune chance. Cinq balles à travers la vitre de sa chambre à coucher. Les raisons de cette « exécution » restent inexpliquées. Les truands ont toujours une longue mémoire.

Au mois de février 1982, lors *d'un passage* en *France*, *Edgar* avait été entendu par les policiers de la brigade criminelle dans l'enquête sur l'assassinat, le 15 janvier, de Marcel Francisci à propos duquel, selon un rapport de la police marseillaise, il aurait proféré des menaces de mort. A cette époque, sortait le film d'Alexandre Arcady *le Grand Pardon*, largement inspiré de la « saga » du *clan Zemmour. Comme on lui de*mandait à cette occasion si une nouvelle guerre des gangs allait se « rallumer », Edgar déclarait : « *Vous savez, moi, j'ai assisté à beaucoup trop d'enterrements. Maintenant, je voudrais aller à des mariages.* »

MICHEL BOLE-RICHARD.

● *Quatre skieurs tués en Savoie.* — Les corps de quatre randonneurs, disparus dans le massif des Arves (Savoie), ont été retrouvés, le 11 avril, ensevelis sous la neige près du col de la Croix-de-Fer. Tous originaires de la région parisienne, Yves Brunet, vingt-quatre ans, Sylviane Brunet, vingt et un ans, Na*thalie Picinbono, vingt-quatre* ans, et Claire Trorel, vingt et un ans, ont été emportés par une avalanche. Cet accident porte à trente le nombre des personnes victimes d'avalanches *au cours de l'hiver 1982-1983.* — *(Corresp.)*

ÉDUCATION

LES CONGRÈS DES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

« Statu quo », unification et troisième voie

Après une relative discrétion pendant la campagne des élections municipales, la question scolaire est revenue à l'ordre du jour, la semaine dernière, à l'occasion de la réunion simultanée des congrès nationaux des trois principaux syndicats de l'enseignement privé. En attendant les conclusions du groupe de travail mis en place par M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, après de refus d'ouverture de négociations par les responsables de l'enseignement catholique, les syndicats ont précisé leurs positions sur l'avenir des relations entre les enseignements privé et public.

A Caen, le congrès du Syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC-C.F.T.C.), hostile à toute intégration a été marqué par une très grande fermeté à l'égard du gouvernement. A Marseille, la Fédération de l'enseignement privé (FEP-C.F.D.T.) a durci, au contraire, sa position en faveur d'une unification du système éducatif. A cette occasion, une quinzaine de militants (sur trois cent vingt délégués) ont décidé de faire scission et ont rejoint un syndicat créé par la FEN pour les accueillir (*le Monde* du 12 mars). Enfin, à Bordeaux, presque trois cents congressistes du Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique (SPELC) ont rappelé leur volonté d'ouvrir « *une troisième voie* » et d'engager le dialogue avec le gouvernement.

La simultanéité de ces trois rassemblements a remis en mémoire la diversité de l'enseignement privé. Si la revendication de la FEP-C.F.D.T. en faveur de l'intégration était connue, l'attitude des adversaires du projet gouvernemental apparaît mieux dans toutes ses nuances. M. Claude Tardy, réélu président du SNEC, parle de « *projet liberticide* » qui doit mobiliser contre lui tous les moyens. En revanche, le SPELC, conforté par le ton modéré de M. Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, venu participer à ses travaux, a proposé des « *structures rénovées permettant une plus grande association des secteurs public et privé* », dès lors que seraient sauvegardés les principes essentiels de la liberté d'enseignement.

Les nuances sur la tactique se sont manifestées plus vivement encore chez les parents d'élèves. M. Xavier Lorian-Prévost, l'un des vice-présidents de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), avait choisi la tribune du SNEC à Caen pour annoncer un grand rassemblement national à Paris le 12 juin. Certains directeurs diocésains ont déjà demandé aux écoles de leurs départements de ne prévoir aucune kermesse à cette date. Le président de l'UNAPEL démentait aussitôt la « *rumeur* » en précisant que rien n'était décidé.

• LA FEP-C.F.D.T. : des « négociations sérieuses » doivent « s'ouvrir dès maintenant »

De notre correspondant régional

Marseille. – Les responsables de la FEP-C.F.D.T. s'attendaient depuis plusieurs mois à une offensive des partisans de l'« union syndicale ». Mais ils ont été surpris du moment choisi par ceux-ci pour faire éclater leur bombe. Dès le premier jour du congrès, à l'occasion du rapport d'activité, les délégués venus du Maine-et-Loire ont affirmé que « *la seule démarche réaliste* » de nature « *à favoriser et à accélérer l'ouverture et la conclusion des négociations* » consistait, pour les personnels de l'enseignement privé, « *à unir leurs forces à l'intérieur de la FEN, organisation majoritaire et unitaire de l'éducation nationale* ».

La fronde avait pris naissance au sein de l'union régionale des pays de Loire – en particulier des syndicats du Maine-et-Loire et de la Mayenne – avec le renfort de quelques militants de la Vendée et de la région Alsace. Le rapport d'activité était cependant approuvé à une confortable majorité de 72 %. La plupart des délégués « dissidents » quittaient alors la séance.

Parallèlement à l'annonce officielle de la création du SNUDEP (1), la FEP publiait, de son côté, un communiqué dans lequel elle dénonçait les déclarations faites « *par une poignée de militants aventuristes* ». « *Cette entreprise de débauchage*, ajoute-t-elle, *relève de l'irresponsabilité et de la diversion politique. Elle risque de favoriser le découragement et la désaffection de toute forme d'action syndicale.* » Les responsables de la fédération se déclaraient toutefois « *sereins* » en affirmant *qu'« il n'y aurait pas d'hémorragie* » dans les rangs de leur organisation. Ils reconnaissaient néanmoins que *l'« O.P.A. de la FEN* » n'aurait pas été possible si le gouvernement n'avait pas suscité par son attitude attentiste la plus grande impatience et l'irritation des personnels laïcs de l'enseignement privé.

C'est pourquoi la FEP-C.F.D.T. a décidé de durcir ses positions à l'égard du gouvernement, mais aussi face aux responsables de l'enseignement catholique. Elle constate, dans une motion adoptée à une très large majorité par les congressistes, « *que le principe* convaincre sans contraindre *a montré ses limites* », et exige « *que s'ouvrent dès maintenant des négociations sérieuses afin d'aboutir à des décisions claires concernant les personnels, la carte scolaire et le statut des établissements publics (...)* » dans la perspective *d'une unification qui doit obligatoirement passer par l'intégration sur place de tous les personnels dans les corps existants de la fonction publique.*

Si des garanties précises n'étaient pas données rapidement en ce qui concerne l'emploi des maîtres du privé, la FEP envisage d'organiser avant les grandes vacances une journée d'action nationale. Même menace en direction des responsables de l'enseignement catholique, à qui est reproché leur « *refus de tout dialogue* ». Un « *solennel avertissement* » leur est adressé, qui se concrétisera le momment venu sous la forme d'un « *large pétition prenant le relais d'actions décentralisées dans les régions* », grèves du zèle ou grèves administratives

GUY PORTE.

(1) Syndicat national pour l'unification du service public d'enseignement et la défense des personnels de l'enseignement privé, dont le congrès consitutif aura lieu le 4 mai à Paris.

NANTES : forfait communal pour tous

Le conseil municipal de Nantes a décidé d'attribuer des crédits de fonctionnement (appelés « forfait communal ») aux huit écoles privées de la commune qui n'en bénéficiaient pas. La précédente municipalité dirigée par M. Alain Chenard, député socialiste de Loire-Atlantique, avait accepté le versement du forfait communal à trente écoles privées sous contrat d'association. Mais elle l'avait refusé à ces huit écoles, contestant pour ce qui les concerne « *un besoin scolaire reconnu* ».

Aux élections municipales de mars, la liste conduite par M. Chenard a été battue. Elle ne compte plus que treize élus sur soixante et un. Le nouveau maire, M. Michel Chauty, sénateur R.P.R., s'était engagé pendant la campagne électorale à subventionner les écoles privées.

Les crédits votés lundi 11 avril par le conseil municipal s'élèvent à 1 790 000 F pour 1 426 élèves.

• LE SNEC-C.F.T.C. : des moyens « adaptés » et non plus seulement « légaux » pour s'opposer au plan Savary

De notre correspondant

Caen. – Face au projet du plan Savary, « *projet liberticide* », le SNEC n'a eu de cesse de montrer durant trois jours qu'il est « *la seule force syndicale capable de maintenir la profession* », comme l'a déclaré M. Claude Tardy, président du syndicat. Pour cela, et avant de sortir un plan de riposte qu'il tient tout prêt, le syndicat de la C.F.T.C. a multiplié les avertissements ou les attaques. Ainsi, M. Jean Bornard, secrétaire général de la confédération, a-t-il affirmé sans ambages que « *dans les régimes totalitaires, un des premiers actes est de supprimer la liberté de l'enseignement* »... Une phrase-choc visiblement attendue par les délégués. Ceux-ci, d'ailleurs, ont montré à chaque occasion une égale aversion pour la politique gouvernementale ou la ligne suivie par la FEP-C.F.D.T., par exemple, qui n'a pas été épargnée. Quand ce ne fut pas une volonté d'aller plus loin encore. Ne vit-on pas à la tribune, sous les applaudissements unanimes, les délégués de la Somme, du Morbihan ou de la Loire-Atlantique demander « *de ne pas être plus légalistes que le pouvoir ne l'est lui-même* » et obtenir que le SNEC s'oppose par des moyens « *adaptés* » et non plus des moyens « *légaux* », comme il était écrit avant la discussion, au projet du ministre

La résolution finale du congrès de Caen adoptée à l'unanimité, si elle souligne « *cette fermeté que les personnels attendent de leurs représentants syndicaux* », prend appui sur la déclaration du 9 janvier du Comité national de l'enseignement catholique. Une déclaration qui est restée en filigrane des travaux de ce congrès pour bien rappeler, à ceux qui l'ont votée, leurs engagements. M. Claude Tardy n'a pas hésité à ce propos a mettre les points sur les « i ». Il a lancé : « *Si l'épiscopat lâchait l'enseignement catholique, on pourrait dire dans ce cas que l'épiscopat n'est plus catholique.* » Mgr Jean Badré, évêque de Bayeux-Lisieux, excusé, n'était pas là pour entendre l'avertissement. Pas plus que le père Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, présent au même moment à Bordeaux, où avait lieu le congrès du S.P.E.L.C., dont les positions, favorables au dialogue avec le gouvernement, ont été qualifiées à Caen de « *troisième voie, voie de garage* »...

Refusant de choisir « *entre la justice et la liberté* », comme d'autres entre la septicémie ou l'amputation, le SNEC-C.F.T.C. veut prôner l'indépendance, la solidarité et le réalisme au cours des deux prochaines années, durant lesquelles « *il faudra bien décider entre la mainmise de la puissance publique sur l'école ou le libre choix effectif* ». En attendant, le syndicat, qui voit dans cinq années d'application de la loi Guermeur « *un bilan nettement positif* », veut enrayer la mécanique « intégrationniste »

JACK AUGER.

REPRÉSENTATIVITÉ

La représentativité des organisations syndicales d'enseignants au sein de l'enseignement privé peut être évaluée par les résultats obtenus lors des plus récents scrutins aux élections professionnelles. Il s'agissait du renouvellement des commissions consultatives mixtes départementales pour le premier degré (écoles maternelles et élémentaires) et des commissions consultatives mixtes académiques pour le second degré (collèges et lycées). Le dernier scrutin a eu lieu pour les premières à l'automne 1982, et pour les secondes l'année précédente.

Dans les deux consultations, le SNEC-C.F.T.C. est arrivé en tête : 43,91 % des voix dans le premier degré, et 37,23 % dans le second degré. Il a progressé par rapport aux élections précédentes de 5,59 % (premier degré) et de 4,92 % (second degré). Le SPELC a reccueilli 31,72 % dans le premier degré (+ 0,15 %) et 23,75 % dans le second degré (– 1,90 %). La FEP-C.F.D.T. a conservé la deuxième place dans le secondaire (35,39 %), perdant tout de même 1,76 %, mais elle est en troisième position dans le primaire : 23,77 % (– 4,95 %).

• LE SPELC : accord pour un dialogue « constructif »

De notre correspondant

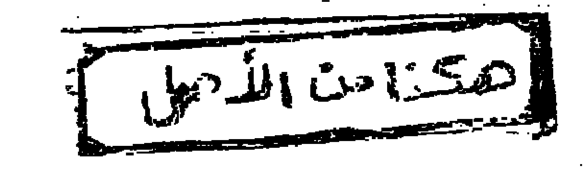
Bordeaux. – Face aux propositions gouvernementales d'un « *service public unifié et laïque de l'éducation nationale négocié sans spoliation ni monopole* », le SPELC a rappelé quelques préalables : d'une part, le libre choix des parents et la responsabilité de l'Etat sur la qualification du personnel, l'enseignement dispensé ou l'utilisation des fonds versés ; d'autre part, la garantie de l'authenticité de l'éducation chrétienne, le développement de l'enseignement catholique et la sécurité de l'emploi des personnels non enseignants. Ce sont pour le SPELC les conditions essentielles de la contribution de l'école catholique à une tâche qui ne serait pas parallèle au service public mais spécifique à l'intérieur de celui-ci.

Le SPELC s'est déclaré prêt à un dialogue « *constructif* » qui suppose des « *éclaircissements* » sur les propositions de M. Alain Savary : s'agit-il d'une unification ou d'une uniformisation ? S'agit-il d'une véritable idée de tolérance ou « *d'une idéologie totalitaire, matérialiste, refusant l'expression des communautés religieuses ou idéologiques à l'école* ».

« *En effet*, précise le rapport d'orientation adopté par le SPELC, *la notion actuelle de laïcité paraît fluctuante selon que l'on interroge tel universitaire, tel responsable syndical ou politique ou la Constitution française.* » Et, ajoute-t-il, « *un service national pluraliste est la seule solution durable* ».

Tous points qui pourraient donner lieu, s'ils étaient résolus, à des « *propositions constructives et correctes qui ne remettraient pas en cause les principes essentiels mais permettraient d'assurer une meilleure sécurité d'emploi et de favoriser des passages éventuels du secteur public au privé et réciproquement* ».

PIERRE CHERRUAU.



Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

HISTOIRES DE MÉTÉORITES

ALHA 81.005 et les autres...

Une météorite pierreuse achondrite (voir encadré) de 38 grammes, trouvée en 1981 en Antarctique et baptisée ALHA 81.005 est presque sûrement un petit morceau de Lune qui est tombé sur la Terre. Tous les spécialistes sont d'accord sur ce point. En revanche, une autre météorite – une shergottite – de près de 8 kilogrammes, trouvée elle aussi en Antarctique, suscite des discussions passionnées. Vient-elle de la planète Mars ?

Et, si oui, en serait-il de même des trois autres shergottites, de trois nakhlites et de l'unique chassignite découvertes dans le monde ? L'identification quasi certaine de la météorite lunaire et les problèmes que posent les autres découvertes ont été parmi les sujets évoqués du 14 au 18 mars à Houston (Texas), lors de la quatorzième conférence sur la Lune et les planètes, et du 28 au 31 mars à Strasbourg, au cours de la deuxième réunion de l'Union européenne des géosciences.

DEPUIS 1969, six mille fragments de météorites de types variés ont été découverts dans quelques régions privilégiées de la surface de la calotte *polaire antarctique par des équipes* japonaises et américaines. Certes, il est impossible de savoir combien de météorites représentent ces six mille fragments. Mais avant de trouver les météorites antarctiques, on ne connaissait guère, pour le reste du monde, que deux mille météorites, dont chaque exemplaire s'est souvent fragmenté lors de sa chute en quelques dizaines, ou parfois plusieurs centaines, de fragments (cent mille pour la chondrite de Pultusk, tombée en Pologne le 30 janvier 1868).

La plupart des météorites pierreuses sont âgées de 4,6 milliards d'années. Elles sont donc contemporaines de la formation du système solaire et apportent des informations précieuses sur les origines de ce système. En outre, leur grand âge prouve qu'elles sont nées de corps célestes parents assez petits pour se refroidir en quelques dizaines de millions d'années. Cela renforce l'hypothèse selon laquelle la plupart des météorites sont des fragments d'*astéroïdes* (plus de dix mille petites planètes dont les plus grosses ont un diamètre de 650 kilomètres), qu'une collision a « extraites ».

L'âge des météorites pierreuses – comme celui des laves terrestres – *se détermine par des rapports isotopiques*, notamment rapport argon 40/potassium 40. Le potassium 40, radioactif, se désintègre en argon 40, qui est un gaz. Tant que le potassium 40 et son produit de filiation, l'argon 40, sont dans un magma fondu, l'argon 40 gazeux peut s'échapper. Lorsque le magma est assez froid pour que les minéraux qu'il contient cristallisent, l'argon 40 est « piégé ». Pour connaître le moment de cette cristallisation, il suffit de déterminer le rapport argon 40/potassium 40. Plus le rapport est grand, plus la cristallisation est ancienne.

L'effet des protons venant du rayonnement cosmique galactique (R.C.G.) qui frappent sans cesse le sol des planètes dépourvues d'atmosphère dense et la surface des météorites voyageant *dans* l'espace apporte lui aussi des informations chronométriques. Les protons peuvent arracher trois nucléons aux noyaux de magnésium 24 et transformer ceux-ci en néon 21. Ce processus est *appelé spallation*. Mais, si énergiques soient-ils, les protons du R.C.G. ne peuvent pénétrer au-delà de 2 ou 3 mètres sous la surface qu'ils frappent.

Collisions

Par référence à des noyaux radioactifs d'autres éléments produits eux aussi par les protons du R.C.G. (par exemple le sodium 22, dont la période est de 2,6 ans), le taux de production du néon 21 par spallation peut être estimé et permet alors de connaître le temps pendant lequel une météorite a voyagé dans l'espace avant sa chute sur la Terre.

L'âge de cristallisation d'ALHA 81.005 n'est pas encore connu. Mais on sait que cette météorite a *été* exposée au R.C.G. pendant une centaine de *millions* d'années. Cette longue exposition est exceptionnelle pour une météorite pierreuse. La plupart d'entre elles sont nées d'une collision entre corps célestes à l'intérieur desquels elles étaient protégées du R.C.G. Elles ont été exposées au R.C.G. seulement après leur extraction du corps parental, c'est-à-dire pendant un temps variant en général de cent mille ans à soixante millions d'années. Dans le cas d'ALHA 81.005, on explique cette longue exposition au R.C.G. par le fait que le conglomérat superficiel du sol lunaire (le « régolithe ») est sans cesse bouleversé par des impacts de météorites, et qu'à certains moments la future ALHA 81.005 s'est retrouvée en surface, ou suffisamment proche de la surface de la Lune, pour être soumise à l'irradiation du R.C.G.

Les constituants d'ALHA 81.005 sont des minéraux très semblables à ceux des roches lunaires, cimentés en « brèche » comme le sont les roches lunaires. Les rapports oxygène 18/oxygène 16 et oxygène 17/oxygène/16, mesurés dans l'ALHA 81.005 et dans les roches lunaires sont identiques, comme le sont, entre autres, les rapports oxyde ferreux/oxyde manganeux et potassium/lanthane.

Toutes les *études* possibles n'ont pas encore été faites pour ALHA 81.005. Mais en l'état actuel des recherches, il est presque certain que cette *météorite*, unique à ce jour, est bien un morceau de Lune.

Reste à expliquer comment ce morceau s'est détaché de notre satellite pour venir tomber sur la Terre. On sait que d'innombrables météorites, dont certaines étaient énormes, ont percuté la surface de la Lune. Mais ALHA 81.005 ne porte pas la trace d'un choc violent au point de l'avoir fait fondre. Cette contradiction s'*explique* : *des calculs* ont en effet montré que des petits fragments (de quelques centimètres à quelques mètres de diamètre) peuvent, *sans être très choqués*, gicler d'une zone étroite située à la périphérie d'un cratère d'impact.

Des espèces rares

Le cas de deux autres météorites trouvées en 1977 et 1979 sur la calotte glaciaire de l'Antarctique est beaucoup moins clair. Elles appartiennent à l'espèce rare des shergottites. Deux autres spécimens de shergottites avaient été découverts avant les trouvailles de l'Antarctique : un en Inde (à Shergotty) en 1865, un au Nigéria en 1962. Les quatre shergottites sont vieilles de 1,3 milliard d'années. C'est peu pour des achondrites. C'est pourquoi on a *été amené à les rapprocher d'autres* achondrites qui ont un âge voisin : trois nakhlites, qui ont de 1,23 à 1,33 milliard d'années, et l'unique *chassignite connue, qui a 1,20 milliard* d'années.

Mais les shergottites portent la *trace d'un choc subi il y a 200 millions* d'années, assez violent pour libérer tout l'argon 40 piégé lors de la cristallisation et pour former de petites inclusions vitreuses dans lesquelles l'argon 40 a été aussitôt repiégé. Au contraire, ni les nakhlites ni la chassignite ne gardent le « souvenir » d'un choc violent.

Autres détails qui compliquent les choses : le R.C.G. a frappé les shergottites indienne et nigériane pendant 2 millions d'années, les shergottites antarctiques respectivement pendant 7 millions et moins de 1 million d'années, les nakhlites et la chassignite pendant *10 millions* d'années. Tous ces temps d'exposition sont vraiment courts pour une *lave* qui *se serait cristallisée* sur Mars il y a 1,3 milliard d'années. En outre, selon certains calculs, le trajet *Mars-la Terre prendrait 100 millions* d'années. Enfin, les shergottites, les nakhlites et la chassignite présentent *des différences minéralogiques* et chimiques notables.

On peut aussi *faire* remarquer *que* l'oxyde *ferrique*, abondant sur Mars, est absent des shergottites, des nakhlites et de la chassignite, qui contiennent en revanche de l'oxyde ferreux (on ne sait pas si l'oxyde ferreux est présent sur Mars). De même le soufre et le chlore existent sur Mars, mais pas dans ces trois types de météorites.

Chauffage et corrections

A la conférence de Houston, en mars, fut faite une communication impromptue pour laquelle aucun résumé écrit ne fut distribué. D'après les auteurs, les docteurs Robert O. Pepin et Richard Becker, le rapport azote 15/azote 14 mesuré *dans les gaz piégés dans* les inclusions de verre extraites de la deuxième shergottite antarctique et celui de l'atmosphère de Mars mesuré par les sondes américaines Viking montrent le même excès d'azote 15 lorsqu'on compare l'un et l'autre à l'azote terrestre.

Pour parvenir à leur résultat, MM. Pepin et Becker ont chauffé ces inclusions, d'abord à 600 °C, puis à 800 °C, enfin à 1 170 °C. Ils ont fait ensuite intervenir deux facteurs de correction, liés, l'un, à la spallation, l'autre au rapport argon 40/azote 14 piégés dans le verre, qui ont eu pour résultat de multiplier par 6 la valeur du rapport déterminé à 1 170 °C et ainsi d'obtenir une valeur très proche de celle de l'atmosphère martienne.

D'où peuvent venir les shergottites, les nakhlites et la chassignite ? La réponse n'est pas facile à donner. La jeunesse relative de ces météo*rites s'expliquerait plus facilement* par un corps parental gros comme Mars. Mais cette hypothèse suppose que l'objet extrait du corps parental par le choc subi il y a deux cents millions d'années ait eu au moins une dizaine de mètres de diamètre. Sans un diamètre de cet ordre, le cœur de l'objet n'aurait pu être protégé par son « blindage » externe des effets du R.C.G., ni pendant le long séjour sur Mars, ni pendant le voyage dans l'espace. Le « blindage » aurait disparu sous l'*effet* de plusieurs collisions subies par l'objet entre moins dix et moins un million *d'années. Il reste aussi à expliquer* comment des météorites, différant par leur composition, pourraient venir d'un objet unique extrait lors d'une seule collision (celle d'il y a deux cents millions d'années).

La succession des événements n'est pas plus facile à expliquer si on suppose que les shergottites, les nakhlites et la chassignite, pourtant chimiquement et minéralogiquement différentes, sont issues d'un petit corps parental. Il faudrait que celui-ci, refroidi et cristallisé depuis 4,6 milliards d'années, ait subi d'abord un choc tel que ses roches, alors fondues et homogénéisées, aient recristallisé il y a 1,3 milliard d'années. Ensuite, il a deux cents *millions d'années*, un deuxième choc aurait libéré une partie de l'argon piégé depuis 1,1 milliard d'années, *le repiégeant aussitôt dans les inclusions* de verre formées lors de la deuxième collision. Mais aucun des *deux scénarios* n'est *satisfaisant*...

YVONNE REBEYROL.

Pierreuses, ferreuses ou intermédiaires

SELON leur composition, les *météorites se répartissent* en trois grandes catégories :

● *Les météorites pierreuses*, ou aérolithes, assez voisines des roches basiques qui constituent *l'essentiel de la croûte océanique* de la Terre et certaines laves, sont de beaucoup les plus nom*breuses (93 % des chutes* connues). 90 % des météorites pierreuses sont des chondrites car elles contiennent des « chondres », petites sphères de silicates. Les 10 % restant, qui n'ont pas de chondre, sont dites achondrites. Parmi ces dernières figurent les shergottites, les *nakhlites et la chassignite.*

● Les météorites ferreuses, ou sidérites, faites principalement de fer et de nickel, sont beaucoup plus rares (5 % des chutes connues). Cette composition est probablement assez voisine de celle du noyau de la Terre.

● Les météorites intermédiaires, ou lithosidérites, sont faites pour moitié de fer et de nickel et pour moitié d'une fraction pierreuse. Elles ne représentent que 2 % des chutes connues.

Pourquoi dans l'Antarctique ?

TOUTES les météorites de l'Antarctique ont été trouvées reposant sur la glace vive dans une zone où l'écoulement de la calotte glaciaire est bloquée par un relief rocheux *suffisamment haut pour* émerger de la masse de glace.

Sur cette glace immobile, les vents très violents font disparaître la neige et le névé qui recouvrent partout ailleurs la calotte glaciaire et même la glace superficielle. On suppose donc que certaines météorites, tombées un peu partout sur le continent antarctique au cours du dernier million d'années, se sont enfoncées peu à peu dans la neige puis le névé puis la glace, qu'elles ont suivi le lent écoulement de la calotte jusqu'à ces régions où le fluage est impossible. Poussées par l'écoulement *inexorable* de l'ensemble de la calotte glaciaire, les couches internes de glace *plus ou moins ancienne* remontent et les météorites enfouies se retrouvent en surface.

En tout cas, c'est le repérage systématique des surfaces de glace vive immobile qui a permis de découvrir *la* plupart des zones riches en météorites.

Sur la glace de l'Antarctique, où les températures sont très inférieures à 0 °C, les météorites subiraient peu l'action de l'eau et celle des éléments contenus dans les sols des autres continents. On les retrouve donc presque *intactes, alors que* partout ailleurs dans le monde une météorite dont la *chute n'a pas été répérée a de très fortes chances* de disparaître.

DÉCOUVERTE D'UNE CENTAINE DE SQUELETTES A HERCULANUM

Dans la boue pétrifiée l'instant figé de la mort

PENDANT deux siècles, depuis le commencement des fouilles à Herculanum, on a pensé que les habitants de cette petite cité, résidence préférée de la société patricienne de Rome, comme en *témoignent ses somptueuses* villas décorées de marbres polychromes et de peintures murales, avaient réussi à échapper à l'éruption du Vésuve qui, en 79 de notre ère, ensevelit la ville sous plusieurs mètres de dépôts pyroclastiques (*des débris de* cendres et de ponces volcaniques) ou de boues faites du mélange *des produits pyroclastiques* et d'eau. Pyroclastites et boues ayant dévalé du volcan comme un torrent furieux puis s'étant cimentées ultérieurement.

On n'avait, en effet, découvert que trois victimes : trois *hommes* dont deux se trouvaient dans les thermes, et on en avait déduit *que c'étaient sans doute les* seuls à n'avoir pu échapper aux coulées.

Les *récentes* découvertes d'une centaine de squelettes, pour certains parfaitement conservés, sont pour les archéologues et les historiens d'une immense richesse (1). D'une part, elles conduisent à réviser la thèse selon laquelle *la ville* avait été totalement évacuée ; en outre, et surtout peut-être, ces restes humains sont des témoignages d'une grande valeur sur la vie à l'époque romaine.

Jusqu'à présent, en effet, c'étaient essentiellement les livres, les peintures murales, les objets de *la vie quotidienne* ou les armes qui racontaient l'histoire. Désormais, à Herculanum, qui est déjà l'un des centres archéologiques les plus riches de la Campanie, ce sont aussi des ossements qui « parlent ».

L'originalité et la richesse d'Herculanum tiennent au fait que la cité a été ensevelie par des *coulées* qui se sont solidifiées, pétrifiées, pourrait-on dire, conservant, comme « sous vide », nombre d'objets, de tissus, les rideaux des thermes par exemple, de meubles en bois et jusqu'à des documents. Cette « sépulture » de pierre n'existe pas à Pompéi : plus éloignée du Vésuve, la ville fut trahie par *un vent d'ouest qui* la *recouvrit* de six mètres de cendres, asphyxiant ceux qui avaient espéré que le vent tournerait. Sous cette couche de cendres, tout (objets de bois et ossements) est devenu poussière. Ce n'est pas le cas à Herculanum, où les coulées de boues « pétrifiées » ont maintenu un degré d'humidité constant *tout en isolant* les objets et les squelettes.

Sur la plage

*C'*est en 1979 que *l'équipe* d'archéologues dirigée par le professeur Maggi, directeur des *fouilles à Herculanum, a* commencé à creuser verticalement les quelque vingt mètres de boue « pétrifiée » pour arriver jusqu'à l'endroit où se trouvait le niveau de la mer en 79 (l'éruption a été accompagnée d'une élévation de la terre ferme et le rivage a avancé de plus d'un demi-kilomètre).

En creusant, on *a dégagé la* partie de la cité qui donnait directement sur la plage : là, venaient battre les flots, à quelques mètres au pied des terrasses et des thermes construits un peu au-dessus de la mer.

De part et d'autre d'un escalier descendant à la mer se trouvent des niches voûtées qui servaient vraisemblablement à ranger des bateaux. C'est la partie gauche (lorsqu'on descend *l'escalier conduisant à la* « plage ») qui a été dégagée : au total six niches, à l'extrémité desquelles se trouvent les somptueux thermes dits « suburbains », dont les fenêtres ouvraient sur la mer, offrant le spectacle de la baie de Naples.

Dans ces niches, et près d'elles, ont été découverts les squelettes : ayant dévalé *l'escalier* qui menait à la mer pour fuir la coulée de boue descendant du *Vésuve, les habitants avaient* cherché refuge sous ces niches solides en attendant peut-être de pouvoir gagner le large.

Jusqu'à présent ont été étudiés trente-six squelettes (vingt hommes, six femmes et dix enfants) par l'anthropologue américaine Sara Biesel, de la National Geographic Society, à laquelle le professeur Maggi a *fait appel* pour l'aider dans l'analyse et la récupération des squelettes.

L'un des squelettes les mieux conservés est celui d'un soldat : il a, semble-t-il, été surpris, soulevé et précipité sur la plage par le front de la coulée alors qu'il se trouvait sur les dernières marches de l'escalier. *« C'était un homme laid, avec un gros nez. Robuste avec une forte musculature*, explique Mme Biesel. *Il devait avoir dans les trente-sept ans et montait beaucoup à cheval. Il lui manque cinq dents, perdues sans doute au cours de combats. L'un de ses fémurs porte en outre la trace d'une blessure. »* Il avait sur lui un *ceinturon* avec une *plaque* de bronze et une bourse en étoffe contenant des pièces d'or à l'effigie de Néron. A côté de lui se trouvaient les ossements d'une femme, portant deux bagues. Plus loin, un squelette féminin a les os si fracturés qu'on pense que la femme a été précipitée du haut d'une terrasse.

L'analyse de ces ossements, des objets qui les entourent, des tissus qui parfois les couvrent *encore partiellement, est* très instructive du point de vue historique : les différences sociales *sont notamment indiquées* par l'état des dentitions, les conditions de vie (*sédentaire, guerrier*, etc.), par la robustesse des os, mais aussi par la qualité de la *nourriture* (on *a retrouvé* des morceaux de pain, des coquilles d'œuf, des gousses d'ail, des morceaux d'oignons, etc.).

Peut-être encore plus émouvant que cette quotidienneté restituée par la pierre qui l'a emprisonnée deux mille ans, est le drame de la mort, figé dans l'instant où il survint. Dans deux niches, *les squelettes n'ont* pas été bougés : on les a simplement dégagés de leur gangue de pierre mais ils restent, pour partie, prisonniers en elle.

Au début, on ne voit qu'un enchevêtrement d'ossements et de crânes qui ont l'air d'avoir été portés par une vague minérale. Puis, peu à peu, se dessinent les corps, *avec la véhémence d'une* sorte de Guernica surgi de la matière, fixés pour toujours dans leur dernier mouvement : enfants blottis entre les bras des adultes ; ultimes gestes de protection d'un être envers un autre, le premier couvrant le second de son corps ; mâchoires ouvertes dans un cri silencieux suspendu *dans la stupeur de la mort ou* cherchant une bouffée d'air alors que les gaz asphyxiant pénètrent les poumons ; mais aussi impassibilité de certains, assis, adossés au mur de la niche, comme résignés. Certains semblent « nager » *dans la* boue ; un cheval, amené là par son propriétaire dont il était peut-être toute la *fortune*, tente de sortir la tête pour respirer.

La scène la plus dramatique a été découverte sur ce qui était la plage : une jeune femme à genoux, les poignets au sol, protégeant de son corps un petit enfant de six mois. Selon Mme Biesel, la jeune femme ne pouvait être la mère de l'enfant (les os de son bassin témoignent qu'elle n'avait jamais procréé). Elle devait avoir quinze ans et sa dentition en mauvais état laisse penser qu'il s'agissait d'une servante. L'enfant, en revanche, porte au cou une épingle en or *qui devait fermer ses langes. La* dernière étreinte de la jeune femme et du bébé a été rompue : leurs ossements sont rangés dans deux casiers séparés dans le laboratoire d'Herculanum.

Selon Mme Biesel, lorsque les ossements auront été analysés, les squelettes seront reconstitués dans leur position d'origine *et la* gangue de boue reproduite en plastique. Le professeur Maggi, en revanche, souhaiterait conserver les scènes telles qu'on les a découvertes avec leur charge de réalisme dramatique. Avec des savants venus de toute *l'Italie, il cherche comment* conserver les squelettes là où ils ont été retrouvés, en bouleversant le moins possible les scènes que la pierre a conservées pendant plus de deux mille ans.

PHILIPPE PONS.

(1) Ces récentes découvertes ne *sont pas encore visibles par le public.*

RETRAITEMENT ET DÉCHETS RADIOACTIFS

Faut-il détruire les actinides ?

Que faire des déchets radioactifs produits par l'industrie nucléaire et, pour une moindre mesure, par les laboratoires d'analyse, les hôpitaux, les universités et l'industrie traditionnelle ? La question est toujours d'actualité non pas tant en raison des volumes de matière à traiter qu'à cause de leur origine. Leur présence, comme leur accumulation progressive — du fait notamment du développement du programme électronucléaire français — ne permettent pas aujourd'hui d'éviter le débat. Même si les pouvoirs publics se sont, jusqu'à maintenant, efforcés de calmer les esprits sur ce point en repoussant notamment le projet de création d'un site de stockage de déchets radioactifs sur la commune de Saint-Priest-la-Prugne (Haute-Loire), les voici désormais face à leurs responsabilités sur les choix qu'il convient de faire.

Le rapport Castaing, rendu public en décembre, et celui rédigé par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), qu'examinera dans une huitaine de jours le Conseil supérieur de sûreté nucléaire (C.S.S.N.), devraient les aider sur ce point.

QUARANTE mille mètres cubes en 1985. A la fin du siècle la quantité cumulée de déchets conditionnés depuis le début de l'ère nucléaire occupera un volume d'environ 850 000 mètres cubes de matière.

L'essentiel, 800 000 mètres cubes, sera constitué de déchets contenant des radioéléments à moyenne et courte durée de vie — moins de trente ans — émettant des rayonnements bêta et gamma, et qui proviennent pour leur grande majorité des centrales nucléaires, des hôpitaux, des laboratoires de recherche et des usines du cycle du combustible (enrichissement, fabrication et retraitement). Le reste se partagera entre 45 000 mètres cubes de déchets contenant des quantités significatives de radioéléments à période longue, émettant des rayonnements alpha, et provenant des usines travaillant dans le cycle du combustible, et 3 000 mètres cubes de produits à très forte radioactivité issus du retraitement des combustibles irradiés dans les centrales nucléaires.

Si les spécialistes s'accordent pratiquement à admettre que, pour les déchets de type bêta et gamma, on maîtrise actuellement toutes les étapes de la gestion de ces produits, ils reconnaissent volontiers que des travaux de recherche et de développement complémentaires sont nécessaires sur les deux autres types de déchets, notamment en ce qui concerne leur stockage définitif. C'est d'ailleurs l'un des points que le groupe de travail de la commission Castaing a soulevés dans le rapport qu'elle a rendu public à la fin de l'année dernière (*le Monde* du 25 décembre), et dans lequel étaient proposées des améliorations à apporter à la gestion des combustibles irradiés, notamment en ce qui concerne certains radioéléments que l'on regroupe sous le nom d'actinides.

Parmi les déchets produits dans le cycle du combustible des réacteurs en service ou en projet, il apparaît, en effet, un certain nombre d'isotopes de la famille des actinides — neptunium, américium, curium — dont la décroissance radioactive, c'est-à-dire la baisse d'activité, se fait par émission de rayonnement alpha, et ce de façon lente. Cette dernière particularité conduit naturellement à s'interroger sur le devenir à très long terme de ces déchets.

Que l'on en juge : la demi-vie du neptunium, c'est-à-dire le temps qu'il est nécessaire d'attendre pour que son activité diminue de moitié, est de deux millions d'années. Celle du plutonium de vingt-cinq mille ans et celle enfin de l'américium de quatre cent cinquante ans. Quelles que soient les proportions du mélange que l'on a à stocker, on se retrouve toujours avec quelque chose qui sera actif longtemps. Certes, il est facile de se protéger de l'irradiation que peut produire une exposition au rayonnement alpha. Mais, contrairement aux rayons gamma par exemple, l'énergie des rayonnements alpha est dissipée dans un faible volume, ce qui, du strict point de vue de la contamination, est particulièrement gênant.

Que faire dans ces conditions ? Mieux séparer les actinides, disent les membres de la commission Castaing, rejoints en cela par les spécialistes, qui nuancent le jugement en arguant des problèmes techniques qu'il reste encore à résoudre.

Ces idées ont conduit depuis plusieurs années les experts de tous les pays dotés d'une industrie nucléaire à s'interroger sur les moyens à employer. Il est toujours possible, même si dans ce domaine la totale fiabilité du système de transport employé reste à démontrer, de satelliser ces déchets autour du Soleil grâce à une fusée. Certains échecs de lancements avec des charges utiles autrement inertes, tant aux États-Unis que de ce côté-ci de l'Atlantique, inclinent à la prudence et excluent toute tentative avant quelques années.

Une autre voie, plus raisonnable, consisterait à pratiquer un stockage d'attente de ces produits dans, par exemple, des pots de verre d'un type particulier, en attendant que des solutions astucieuses soient découvertes et mises au point. Une telle option, toujours possible, a cependant l'inconvénient de son inélégance technique et celui aussi, moralement plus gênant, d'une décharge du problème sur les générations à venir. Il y a enfin les possibilités offertes par une « incinération » pure et simple de ces actinides dans des réacteurs à eau légère, comme ceux qui équipent les centrales nucléaires d'E.D.F., ou dans des réacteurs à neutrons rapides comme Super-Phénix.

Une chimie délicate

En fait le terme d'incinération est impropre et, du point de vue strict du physicien, il conviendrait plutôt de parler de transmutation neutronique. Sous ce terme se cache tout simplement une utilisation des neutrons thermiques, pour ce qui concerne les centrales à eau légère, et rapides, pour ce qui a trait aux réacteurs surgénérateurs de type Super-Phénix, à des fins autres que la production d'électricité.

La transmutation neutronique est intéressante, car elle permet de faire, en principe, disparaître des isotopes radioactifs de longue période ou de toxicité élevée en les transformant en noyaux atomiques *stables ou en noyaux radioactifs* de plus courte période ou de toxicité plus faible. Deux processus peuvent alors intervenir :

— Ou les neutrons donnent lieu avec les actinides à des opérations de fission.

— Ou il y a phénomène de capture, et le noyau alors formé peut donner naissance à un nouvel actinide de plus courte période. Il peut également donner, et c'est là un point à examiner avec une attention particulière, un actinide qui redonne par décroissance radioactive du neptunium.

Pour toutes ces raisons, il apparaît donc plus intéressant de favoriser les processus de fission, de préférence au processus de capture, à cette nuance près, cependant, qu'une trop grande consommation de neutrons pour cette opération peut pénaliser économiquement le fonctionnement d'un réacteur à eau légère. Un surenrichissement du combustible pourrait cependant permettre de tourner cette difficulté, qui ne se pose pas avec les réacteurs à neutrons rapides.

Pour le moment, les recherches ne sont pas aussi avancées qu'on le souhaiterait et, même si quelques expériences ont été faites à petite échelle en laboratoire, on travaille encore sur des scénarios. Ainsi envisage-t-on, si la séparation des actinides — et c'est toute une partie du problème — est effective dans les usines de retraitement des combustibles irradiés, de fabriquer à partir des matières recueillies des « crayons spécialisés », c'est-à-dire des aiguilles de neptunium ou d'un mélange de neptunium et d'américium qu'on laisserait sous irradiation pendant cinq à dix ans dans un réacteur à eau légère ou à neutrons rapides. Mais il est également possible de récupérer le neptunium, l'américium et le curium pour les mélanger à des combustibles brûlés par les réacteurs à neutrons rapides.

De tels scénarios supposent toutefois que, dans les usines de retraitement des combustibles irradiés de La Hague, la séparation des actinides et leur extraction à partir des produits de fission dans lesquels ils sont contenus soient possibles. S'il est vrai que La Hague, sur l'atelier « Haute activité oxyde » (H.A.O.) de l'usine actuelle, on peut « sortir » directement 95 % du neptunium (1) avec l'uranium et le plutonium extraits des combustibles irradiés, il n'en va pas de même pour l'américium et le curium. En effet, la chimie du neptunium est bien connue et s'apparente à celle du plutonium, ce qui a permis de produire en France une dizaine de kilogrammes de cet élément. Le procédé est loin de pouvoir donner lieu rapidement à une éventuelle industrialisation.

Pour les deux autres actinides, les problèmes posés sont beaucoup plus complexes, car, même si l'on produit en France de l'américium et du curium, on ne connaît pas actuellement de méthode permettant d'extraire ces produits sans extraire en même temps des terres rares. Aussi s'efforce-t-on de développer une chimie qui permettrait d'aboutir.

Encore faudra-t-il, une fois ces progrès accomplis, que soient démontrées la faisabilité industrielle et la rentabilité économique d'une extraction et d'une incinération des actinides, et que soient maintenues les normes de toxicité du neptunium. Il n'est en effet pas exclu, après leurs relèvements d'un facteur important par la Commission internationale de protection radiologique (C.I.P.R.), qu'elles puissent être, d'ici à la fin de l'année, revues en baisse. Même dans cette hypothèse, cela signifiera-t-il qu'il faut abandonner toute recherche pour se débarrasser des actinides ? Certainement pas.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Dans l'état actuel de ce que l'on peut imaginer du fonctionnement des futures usines de retraitement de La Hague (UP-2 800 et UP-3), on estime que ce pourcentage pourrait être d'environ 60 % sur ces installations.

L'ENJEU DE LA VILLETTE

Point de vue

Un musée ne se construit pas comme un bateau

par Françoise BALIBAR (*), Pierre LÉNA (*) et Michel FRYBOURG (**)

DE profondes mutations sociales ont accompagné les grandes étapes du savoir scientifique et technique : la roue, la charrue, la mesure du temps, de l'espace, le machinisme... Et toujours se rencontre ce même défi : comment chacun, partant de son niveau initial d'expérience et de connaissance, pourra-t-il s'approprier ce savoir nouveau ?

Aujourd'hui, l'enjeu est multiplié par de redoutables implications économiques. Possesseur d'un savoir morcelé, soumis aux mutations rapides qu'impose la guerre économique, chacun est confronté à cette difficile et nécessaire appropriation.

Créer, à côté de l'école qui veut assurer les bases de ce savoir, à côté des médias qui, à coups de projecteurs, l'actualisent ou le bousculent, à côté du métier qui parfois le fige et rarement l'enrichit, un lieu différent où ce savoir s'échange, s'ébauche même en pratique, se formule en interrogations, s'explicite en rencontres, voilà la grande ambition qui sous-tend le projet du Musée des sciences, des techniques et de l'industrie de La Villette ; réalisation formidable, jamais encore tentée à pareil coût, ni à semblable échelle, qui ouvrira en 1985.

L'entreprise de La Villette est, à n'en pas douter, sans égale. Mais c'est bien là que gît toute la difficulté. Car cette entreprise est, par là même, sans précédent, sans modèle de réalisation préalable auquel se référer pour savoir ce qui « marche » et ce qui ne « marche » pas. Ceux qui ont la charge de la réalisation du futur musée travaillent en fait « sans filet », en acrobates. Il est impossible de raisonner comme si l'on savait à l'avance faire un tel musée, et personne ne peut, en la matière, s'improviser spécialiste.

Pourtant, le musée ne part pas de zéro : traduction et transmission de ces savoirs s'essaient sous mille formes dans notre société. Hormis *les lieux* où s'exercent *les pédagogues* que nous essayons d'être, un réseau serré d'actions et de recherches existe en France : clubs scientifiques de tous ordres, éco-musées, amateurs organisés d'informatique, de solaire, d'archéologie ou d'astronomie sont légion. Soutenus par des animateurs bénévoles, souvent enseignants, objets depuis peu d'une certaine sollicitude des municipalités, les éléments de ce réseau ont l'originalité et la force de n'être pas seulement parisiens. Ils forment un lieu très largement démultiplié d'expérimentation sociale et de création de pédagogies nouvelles. La grande leçon de ces actions est que, avec la motivation, beaucoup devient possible en matière d'éducation scientifique et technique. Le projet personnel, le « faites-le-vous-même », composez votre menu diététique, mettez au point une stratégie de jeu... est le retournement qui transforme en acteur le consommateur de spectacle, l'étudiant passif en amateur acharné à vaincre les résistances de la matière brute.

C'est — nous semble-t-il — à la mobilisation générale de toute cette expérience éparse dans le pays qu'il convient d'œuvrer de façon urgente. La réussite du projet de La Villette est à ce prix. Ou bien l'équipe chargée de la réalisation du musée saura s'assurer le concours de ceux qui, depuis des années, travaillent dans la même direction, ou bien elle échouera dans ses ambitions.

Le fait est, cependant, qu'en l'état actuel des choses cette mobilisation s'avère difficile. La Villette est — il faut bien le dire — ressentie par tous ces pionniers de la divulgation des connaissances scientifiques, travaillent en général avec des moyens financiers réduits, comme un projet centralisateur (et parisien) qui leur ôte l'argent dont ils verraient si bien une autre utilisation possible. Pourtant, il est impensable que ces mêmes pionniers ne se sentent pas concernés par les objectifs de La Villette, objectifs qui rejoignent, sur le fond, les leurs : intégrer la culture scientifique à la culture tout court, assurer à chaque citoyen les moyens intellectuels lui permettant d'oser penser par lui-même et, de plus, considérer certains problèmes comme des affaires de spécialistes. La réalisation de ces objectifs, encore une fois, ne peut être l'œuvre d'une équipe isolée. Pour répondre au défi formidable posé par les objectifs de La Villette, rien de ce qui a été inventé ou testé ne doit être négligé, même si cela doit prendre du temps.

Même si cela doit prendre du temps également, on ne saurait simultanément se passer d'expérimentation dans l'élaboration du musée. Ce musée des sciences doit être réalisé, selon les modalités mêmes du travail scientifique, c'est-à-dire en expérimentant.

Faire participer le public

Un musée ne se construit pas comme un bateau, et il n'est pas nécessaire d'attendre que tout soit achevé pour procéder au lancement et convier les autorités à sabler le champagne. Au contraire, il importe que ceux à qui le musée est destiné (ce que l'on désigne du nom vague de « public ») voient le musée s'élaborer sous leurs yeux, qu'ils soient amenés à participer à ce travail d'élaboration par leurs réactions, leurs critiques, leurs incompréhensions.

Un seul exemple permettra de mesurer l'importance qu'il convient d'attacher à cette expérimentation. Interrogeant, il y a déjà deux ans, des étudiants et des adolescents sur ce que devrait être selon eux le futur musée, leur premier commentaire fut : *« Qu'on ne s'ennuie pas ! Et que les textes soient compréhensibles ! »*

Si la question du langage du musée venait si spontanément à l'esprit de nos interlocuteurs, c'est bien parce que les mots de la science et de la technique forment barrage. Mots de la rigueur et du spécialiste, ils tolèrent mal l'approximatif. Le vocabulaire ambiant, tout imprégné qu'il soit de lasers et de digital, de circuits intégrés et de robotique, de patrimoine génétique et de « big bang », n'est pas approprié réellement par la grande masse de nos concitoyens, ceux-là mêmes que le projet veut drainer vers La Villette, à raison de plusieurs millions de visiteurs chaque année.

Le concepteur d'une exposition scientifique est par sa position même constamment guetté par un danger : une lecture à contresens par ceux qui ne se sont pas encore approprié les codes sémantiques et logiques que d'autres, par métier, manipulent avec aisance. Les murs du musée, demain, auront-ils une parole intelligible ? A ce grand risque, un grand remède : l'évaluation incessante, l'évolution des présentations, l'aménagement du message.

Pour être réussis, les 30 000 mètres carrés d'exposition permanente de La Villette doivent être un grand corps vivant, en constant effort d'adaptation à ces visiteurs aux millions de visages divers. Certes, rien de tout cela n'est facile à concilier ni avec des budgets d'investissement nécessairement figés dans le temps, ni avec des calendriers liés à des contraintes d'architecture ou de bâtiment. Mais il s'agit pourtant d'une contradiction inéluctable qui, reconnue et assumée, peut devenir d'une fécondité extrême. Le musée de La Villette contribuera alors à l'immense effort de formation des jeunes et des moins jeunes auquel est ardemment convié le pays.

(*) Professeurs à Paris-VII.
(**) Ingénieur général des Ponts et Chaussées.

En toute logique

ADENT

Problème n° 241

ADENT est l'un des rares mots de la langue française dont les lettres sont ordonnées alphabétiquement.

Imaginons un mot de cinq lettres différentes, tirées successivement d'un alphabet de vingt-six lettres.

Quelle est la probabilité pour que les lettres respectent l'ordre alphabétique ?

(Solution dans « le Monde des sciences et des techniques » du 27 avril.)

Solution du problème n° 240

Un nombre est connu qui répond à la question :

$$2^5 . 9^2 = 2592$$

Mais il résulte plus d'une exploration inspirée que d'un calcul. Peut-on faire mieux et aboutir à une ou plusieurs solutions systématiques ?

PIERRE BERLOQUIN.



Le Monde

régions

Le droit au transport : une idée qui fait son chemin

« On a laissé aller les choses, on a observé la politique du chien crevé au fil de l'eau ». On ne pouvait attendre beaucoup d'aménité de M. Charles Fiterman dans son jugement de la politique suivie par ses prédécesseurs à l'égard des transports régionaux et locaux. Mais en l'occurrence, la sévérité du ministre est tout à fait fondée. Des gouvernements qui ont laissé fermer 6 000 kilomètres de lignes ferroviaires secondaires en vingt ans et qui ont maintenu à un niveau dérisoire les aides aux collectivités locales pour l'organisation et la gestion de leurs transports collectifs (15 millions de francs par an, en moyenne, entre 1974 et 1981) ont grandement concouru au déclin et à la désertification de bien des régions.

Quel dynamisme pouvait-on, dans ces conditions, attendre de ces dernières, par ailleurs financièrement écrasées par un lourd fardeau d'investissements routiers ? Comment s'étonner que sur la trentaine de schémas régionaux et départementaux élaborés entre 1977 et 1981 – ce qui n'est déjà pas beaucoup – la plupart soient demeurés dans les cartons, faute de moyens pour les appliquer ?

Pourtant, là où ces schémas furent mis en œuvre ils ont largement prouvé leur utilité : celui du Nord-Pas-de-Calais, premier du genre, a complètement métamorphosé les conditions de déplacement dans la région grâce à une modernisation du matériel et une adaptation des services ; celui d'Eure-et-Loir a entraîné une sensible réactivation des liaisons routières par autocars, grâce notamment au service Trans-Beauce ; celui de Midi-Pyrénées a multiplié les liaisons ferroviaires et routières sur les axes les plus fréquentés et imaginé pour les zones rurales à faible densité de population un système original de desserte « à la demande » par des minibus.

Mais combien, parmi les 25 millions de personnes concernées par les transports régionaux et locaux – dont plus du tiers ne peuvent compter sur aucun véhicule individuel, – en sont-elles encore réduites, pour se déplacer, à emprunter des trains rares et inconfortables, des autocars lents et bringuebalants, des taxis coûteux, ou encore à compter sur le bon vouloir de voisins motorisés ? La moindre démarche administrative, le trajet pour se rendre au travail, la plus banale visite familiale deviennent ainsi autant d'épuisantes expéditions pour des gens qui sont déjà souvent défavorisés économiquement et socialement. Vivre et travailler au pays se paie alors très cher.

Sans attendre la mise en œuvre de la loi d'orientation des transports intérieurs, qui reconnaît à chaque Français un « droit au transport », les pouvoirs publics ont, depuis deux ans, consenti des efforts importants pour aider les régions à développer leurs moyens de déplacement collectifs. M. Charles Fiterman a déjà averti *que le « droit au transport » ne ferait jamais* fleurir une gare dans chaque hameau ou un aérodrome dans tout chef-lieu de canton. Mais entre la gabegie et le dénuement, le gouvernement *s'est promis de trouver une juste mesure.*

D'abord, par un effort budgétaire : aux 15 millions de francs primitivement inscrits au budget de 1982 s'est ajoutée une aide conjoncturelle de 60 millions de francs au transport interurbain. Cette année, 95 millions ont été attribués aux entreprises et aux collectivités locales pour développer *les transports collectifs non urbains*, en particulier par le maintien et le développement des lignes régulières, le lancement d'expériences de desserte des zones peu denses (busphone, *taxis collectifs...), la modernisation du parc roulant*, la promotion et l'aménagement des systèmes de transport (horaires, confort...), et l'encouragement à mettre en œuvre des schémas de transport.

La seule acquisition de matériel nouveau est un problème criant quand on sait que l'âge moyen des cinquante mille autocars en service en France dépasse dix ans. Aussi, à côté des crédits budgétaires, des facilités ont été accordées aux entreprises de transport de voyageurs pour renouveler leur parc. Les entreprises qui ont signé une convention de transport avec une collectivité locale ont accès, sous la garantie de cette dernière, à des prêts de la Caisse d'aide à l'équipement des *collectivités locales* (CAECL), à des taux réduits (11,25 % sur sept à dix ans). Par ailleurs, toutes les P.M.E. de transport de voyageurs se voient reconnaître plus largement le droit à des *prêts participatifs, tant pour renforcer leur structure* financière que pour investir. En 1983, l'enveloppe des prêts participatifs d'Etat atteint 1 milliard de francs, le double de celle de 1981.

Au-delà d'une action financière immédiate, le ministre des transports veut faire porter son action sur les structures des transports régionaux et locaux qu'il juge trop empiriques et trop lâches pour répondre à l'esprit d'un véritable service public. La loi d'orientation des transports intérieurs fixe un nouveau cadre institutionnel à cette activité : ses articles 29 et 30 donnent compétence aux départements et aux régions pour l'organisation des services réguliers non urbains et ils instituent un système de conventionnement généralisé pour régler les rapports et préciser les responsabilités réciproques de l'autorité organisatrice et des entreprises publiques ou privées exploitantes. Les conventions étant toutes à durée déterminée, les rentes de situation, souvent préjudiciables à l'usager, pourraient bien disparaître. Transporteurs, mais aussi collectivités locales, sont condamnés à la qualité.

JAMES SARAZIN.

Les Beaucerons ont leur « Corail de la route »

De notre correspondant

Orléans. – Contrairement à ce qu'on pourrait penser, il existe des transporteurs heureux. M. Lagrange, directeur des Courriers beaucerons, est de ceux-là depuis le lancement, il y a trois ans, du Trans-Beauce, *qui assure* la liaison exprès Dreux-Chartres-Orléans (107 kilomètres) et dont le succès, depuis lors, ne se dément pas.

Les Beaucerons se sont en effet pris de passion pour le Trans-Beauce, leur « train Corail de la route ». Au départ, l'initiative est régionale. En 1977, le schéma des transports qui est adopté par les élus du Centre prévoit une liaison rapide *Orléans-Chartres-Dreux. Il s'agit de* désenclaver l'Eure-et-Loir, de pouvoir relier facilement ses deux principales villes avec la capitale régionale. Or, entre *Chartres* et *Orléans*, il existe une coupure : il n'y a pas de ligne S.N.C.F., et l'autocar tortillard qui assure la liaison met près de deux heures pour boucler *les 70 kilo*mètres séparant les deux villes.

Le projet prend vraiment corps en *décembre 1980*, lorsque le conseil général d'Eure-et-Loir adopte à son tour un schéma départemental des transports. Avec un triple objectif : améliorer l'offre des transports, rénover leur image et créer de nouveaux liens juridiques entre les transporteurs et les collectivités. Deux contrats sont signés : l'un avec les Courriers beaucerons, qui assurent 95 % du trafic de voyageurs dans le département, l'autre avec un G.I.E. regroupant les Courriers beaucerons et la TREC, un transporteur orléanais, pour l'exploitation du Trans-Beauce.

Trois mois après seulement, le 16 février 1981, le Trans-Beauce transporte ses premiers voyageurs. *« Un record absolu de rapidité dans la préparation de l'opération »*, souligne M. Cordelet, ingénieur de la D.D.E., aujourd'hui à la retraite. En six mois, le succès est assuré.

Aujourd'hui, le Trans-Beauce, à raison de huit liaisons quotidiennes Chartres-Dreux *et* deux Orléans-Chartres, transporte en moyenne dix mille voyageurs par mois : des étudiants qui se rendent à l'université d'Orléans, des personnes qui travaillent entre Chartres et Dreux. Financièrement, *le bilan est appréciable* : au mois de janvier dernier, le taux de couverture de la ligne a atteint 92 %.

Mais le succès du Trans-Beauce va bien au-delà : le trafic de l'ensemble des lignes départementales gérées par les Courriers beaucerons marque en effet une très nette progression pour les premiers mois de 1983, autour de 15 % selon M. Lagrange. *« Le Trans-Beauce a joué un rôle de locomotive, il redore le blason de l'autocar,* affirme-t-il. *Mon seul souci, à présent, c'est la surcharge : comment ne pas être heureux dans ces conditions ? En ce moment, on ferme plutôt qu'on ouvre des lignes. Pour la plupart des transporteurs, la question est surtout de savoir comment « boire le bouillon » le moins vite possible. »*

Comme une starlette

Les raisons de cet engouement ? D'abord le choix, pour assurer la liaison, de deux véhicules grand tourisme Renault équipés des aménagements les plus modernes : toilettes, sonorisation, spots de lecture, etc. Ensuite un effort exceptionnel de promotion. *« On a essayé de « vendre » un transport »*, affirme M. Cordelet : campagne de présentation des bus sur les marchés, publication d'un journal, distribution massive des horaires, articles dans la presse locale se sont succédé. *« On a fait des* press-book *comme pour les starlettes,* explique encore M. Cordelet ; *nous avons voulu donner du car une autre idée. »*

« Les expériences de valorisation du car sont rares, indique pour sa part M. Villeneuve, du service régional de l'équipement à Orléans. *On peut changer cette image un peu sordide du car qui ne transporte que des « captifs » à faible revenu, et des transporteurs qui travaillent à l'économie. »*

Reste la question du déficit, le revers de la médaille. La part de financement de la région s'est élevée, depuis trois ans, à 1,7 million de francs, mais va s'amenuisant. Les prévisionnistes estiment qu'en 1983 le Trans-Beauce coûtera à la collectivité (État, région et département) autour de 500 000 francs. Le trou à boucher pour l'ensemble des lignes départementales concernées par le schéma est estimé, toujours en 1983, à plus de 3,5 millions de francs, dont plus de deux millions de francs à la seule charge du département. *« Pour certains élus,* commente M. Alcover, conseiller général d'Authon-sur-Perche, *c'est un investissement. Pour d'autres, c'est onéreux. Pour la plupart en tout cas, c'est une nécessité. »*

RÉGIS GUYOTAT.

En Maine-et-Loire

DES AUTOCARS DANS LE BOCAGE

En cinq ans, quarante lignes régulières rurales ont été fermées dans le Maine-et-Loire. Dans ce département où près de la moitié de la population – soit trois cent mille personnes – vit en zone rurale, ces dispositions ont été ressenties comme un grave préjudice, au point d'émouvoir le conseil général.

Le schéma de transports collectifs du département a donc mis l'accent sur une politique de réhabilitation des liaisons interurbaines. De cette volonté est né le réseau Melbus. Sous l'égide du conseil général, les transporteurs départementaux se sont groupés en une association unique qui exploite vingt-trois lignes, desservant cinq cent cinquante points d'arrêt avec cent trois véhicules. En année pleine, Melbus pourrait transporter deux millions huit cent mille voyageurs.

Les élus et les transporteurs se sont tout spécialement attachés à coordonner l'activité des divers services et à en améliorer le confort, notamment par un renouvellement du parc des véhicules. Pour l'avenir, le conseil général entend favoriser la promotion du réseau *« en mettant en place des outils performants pour augmenter sa rentabilité et son dynamisme »*.

Des bus à la demande pour les écarts ariégeois

De notre correspondant

Toulouse. – En plein massif ariégeois, le canton de Castillon-en-Couserans regroupe vingt-sept communes pour une population totale d'à peine quatre mille personnes. L'habitat est ici dispersé, – « sur les écarts », comme disent les gens du cru, – la population est singulièrement âgée, et les voies d'accès sont difficiles en dehors de trois vallées qui entaillent cette partie de la montagne ariégeoise.

Dans ce pays oublié par le développement économique, la vie est encore rythmée par les foires et les marchés à Saint-Girons, « la ville », la plus proche cité, qui draine chaque semaine les montagnards venus commercer ou faire quelques emplettes. Mais dans cette région où les hivers sont rudes et les liaisons parfois hasardeuses, sans parler de la sédentarité légendaire des Ariégeois, les transports en commun étaient rares et bien peu denses. Rentabilité oblige. *Quelque mille cinq cents* habitants des hameaux et des fermes isolées se voyaient contraints de faire plusieurs kilomètres à travers la montagne pour trouver un point d'arrêt de transports collectifs. Et la situation était franchement intolérable pour plus de sept cents d'entre eux qui ne possédaient aucun véhicule personnel. A l'heure des liaisons à grande vitesse et des dessertes de proximité, l'anachronisme en devenait criant, l'injustice flagrante.

Une réponse a été trouvée par les autorités locales : le transport en commun à la demande, sorte de synthèse entre le transport en commun classique et le simple taxi : des minicars circulent à jours fixes, sans trajet préétabli, l'usager déterminant leur parcours sur simple appel téléphonique. Le véhicule le plus proche du demandeur va chercher celui-ci au point de prise en charge voisin de l'endroit d'où il appelle – le réseau comporte cinquante-deux points à travers le canton – et il le conduit à un autre point, à proximité de sa destination finale, en prenant éventuellement quelques autres clients sur sa route.

Pour la mise en place de ce service, les vingt-six communes du canton se sont regroupées au sein d'un Syndicat intercommunal à vocation multiple (Sivom), qui a passé contrat avec un transporteur privé. Bien entendu, le système, testé pour la première fois en 1980, ne pouvait être que déficitaire dans sa phase de lancement. Les communes, le département et l'Etat l'ont donc pris en charge financièrement. Plus de deux ans et demi après, le réseau semble fonctionner à la plus grande satisfaction des usagers. Plus de mille sept cents déplacements ont été enregistrés au cours des neuf derniers mois sur le réseau.

Certes, le déficit d'exploitation reste encore important, en raison du nombre de kilomètres parcourus et des tarifs très bas pratiqués sur ces services. Mais, pour 1983, la participation de la région, de l'Etat et du département devrait réduire la part communale à 5,80 francs par habitant. Le prix à payer pour un service public de qualité à destination d'une population qu'on ne parvient toujours pas à maintenir sur place. Pour cette vieille Ariégeoise, l'utilité du bus à la demande ne fait aucun doute : *« Ces cars vont nous aider à rester au pays, sinon nous étions obligés de partir à l'hospice »*, dit-elle.

GÉRARD VALLES.

Midi-Pyrénées : 75 services nouveaux

C'est « en situation » – dans le train Toulouse-Figeac – que le conseil régional de Midi-Pyrénées avait choisi, dernièrement, de présenter son schéma régional de transports collectifs, fruit de près de six années d'études et de travaux. C'est en effet en 1977 qu'en a commencé l'ébauche.

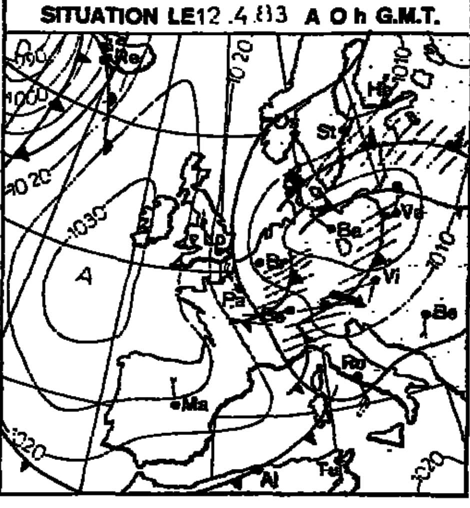
La chose n'a pas été prise à la légère : plus de trente mille personnes et trois mille maires ont été consultés en trois ans, la synthèse de toutes ces opinions débouchant sur un « scénario du possible » et sur des propositions adoptées par le conseil régional les 5 et 6 février 1981.

Le schéma avait un double objectif : favoriser les déplacements régionaux à grande distance et greffer sur les lignes essentielles existantes tout un système de rabattement. Dans ce cadre ont été créés trente-trois services ferroviaires et quarante-deux services routiers nouveaux. La complémentarité entre la route et le rail devient une réalité : ainsi la ligne d'autocars Auch (Gers)-Montauban (Tarn-et-Garonne), qui vient d'être réactivée, offre des correspondances pratiques avec le Capitole, et ses tarifs sont alignés sur ceux de la S.N.C.F. C'est ausi en application du schéma que plusieurs départements ont mis en place des transports collectifs à la demande, solution originale, pratique et économique aux problèmes de déplacement en zone rurale. Le conseil régional se montre ainsi résolument volontariste : *« Nous ne disons pas : « nous allons faire » ; nous faisons puis nous montrons »*, expliquent les élus. – G. V.

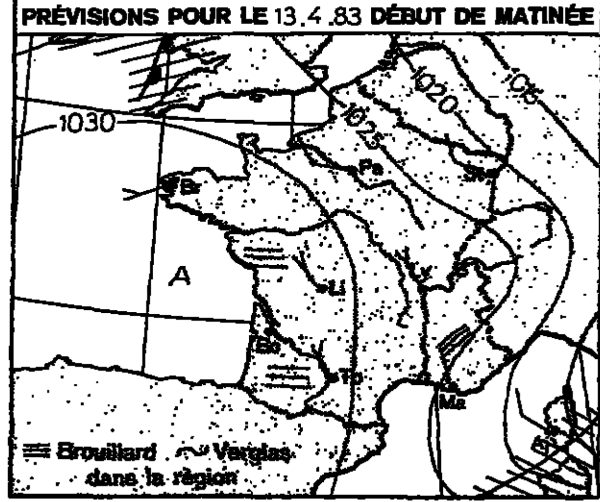
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12.4.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 13.4.83 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le mardi 12 avril à 0 heure et le mercredi 13 avril à minuit.

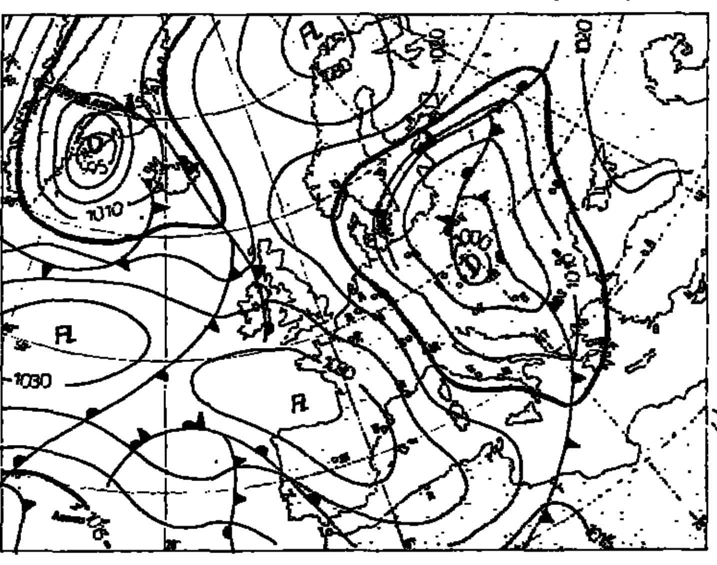
Une nouvelle perturbation abordera la France, dans un flux de secteur nord-ouest, maintenant ainsi un temps médiocre et frais sur les régions septentrionales.

Mercredi, des éclaircies se développeront en toutes régions dans la matinée ; cependant, il y aura des brouillards *par endroits dans les vallées du Sud-*Ouest et encore quelques averses des Vosges à la Savoie (neige au-dessus de 500 à 800 mètres). Les régions méditerranéennes bénéficieront d'un temps très ensoleillé mais avec du vent fort de secteur nord. Dans l'après-midi, le temps sera passagèrement couvert et pluvieux *sur les régions situées* au nord de la Loire. En revanche, des Pyrénées au Jura, aux Alpes et aux régions méditerranéennes, il fera beau et les températures deviendront agréables. Le mistral s'atténuera en fin de journée.

La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, le 12 avril, à 14 heures, de 1 018 millibars, soit 763,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 avril ; le second le minimum de la nuit du 11 au 12 avril) :

PRÉVISIONS POUR LE 13 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



Ajaccio, 23 et 10 degrés ; Biarritz, 12 et 7 ; Bordeaux, 12 et 5 ; Bourges, 11 et 4 ; Brest, 9 et 4 ; Caen, 8 et 4 ; Cherbourg, 7 et 4 ; Clermont-Ferrand, 12 et 3 ; Dijon, 11 et 4 ; Grenoble, 17 et 4 ; Lille, 11 et 4 ; Lyon, 16 et 5 ; Marseille-Marignane, 19 et 8 ; Nancy, 11 et 4 ; Nantes, 11 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 17 *et 11 ; Paris-Le Bourget, 12 et 4 ;* Pau, 13 et 5 ; Perpignan, 17 et 9 ; Rennes, 9 et 2 ; Strasbourg, 17 et 6 ; Tours, 11 et 3 ; Toulouse, 13 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 13 degrés ; Amsterdam, 10 et 4 ; Athènes, 22 et 12 ; Berlin, 17 et 7 ; Bonn, 11 et 5 ; Bruxelles, 12 et 4 ; Le Caire, 24 et 12 ; îles Canaries, 30 et 19 ; Copenhague, 6 et 3 ; Dakar, 31 et 19 ; Djerba, 31 et 15 ; Genève, 16 et 4 ; Jérusalem, 14 et 7 ; Lisbonne, 19 et 10 ; Londres, 7 et 1 ; Luxembourg, 8 et 6 ; Madrid, 19 et 2 ; Moscou, 9 et 4 ; Nairobi, 29 et 12 ; New-York, 15 et 6 ; Palma-de-Majorque, 25 et 4 ; Rome, 20 et 15 ; Stockholm, 9 et −2 ; Tozeur, 33 et 19 ; Tunis, 33 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 11 et mardi 12 avril :

DES ARRÊTÉS

● Fixant le taux de la taxe parafiscale sur certains produits pétroliers instituée par le décret du 8 avril 1983 :

● Modifiant un précédent arrêté relatif aux conditions de remboursement des prêts aidés par l'État pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété.

PARIS EN VISITES

JEUDI 14 AVRIL

« Musée de Cluny », 14 heures, 6, place Paul-Painlevé, Mme Vermeersch.

« Hôtel de Sens », 14 h 45, 1, rue du Figuier (Mme Pennec) (Caisse nationale des Monuments historiques).

« Les Burgondes », 15 heures, 19, rue de Vaugirard, Mme Angot.

« *Musée Intercoiffure* », *15 h 30*, 11, rue Jean-Goujon (L'art pour tous).

« Maison de Balzac », 15 heures, 47, rue Raymonard, Mme Ferrand.

« Pigalle », 14 h 30, métro Blanche (Paris pittoresque et insolite).

« L'Hôtel-Dieu », 14 h 30, entrée *parvis Notre-Dame (Paris autrefois).*

« L'UNESCO et film sur Hue », 14 h 45, place Fontenoy (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

19 heures, 62, rue Madame « Les *Romano-Africains, loisirs et habitations* » (Arcus).

20 heures, 68, rue de la Folie-Méricourt, E. Cohen : « La pensée du professeur Leibovitch » (Centre juif d'art et de culture).

20 heures, 9 *bis*, rue Auguste-Barbier, R. Arnaut : « Thérapeutiques psychiatriques africaines » (CEERP).

20 h 30, 21 *bis*, rue Notre-Dame-des-Victoires, Cl. Thibaut : « La Russie d'Elisabeth et de Catherine : Saint-Pétersbourg et les palais impériaux » (projections).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3426

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II									
III									■
IV			■			■			
V		■							
VI					■				
VII						■		■	
VIII			■						
IX						■			■
X		■				■			
XI	■			■					

HORIZONTALEMENT

I. Mieux vaut celle qui fait s'entendre les hommes que celle qui fait parler la poudre. — II. Les muets ne peuvent l'être, mais des gestes muets le sont souvent. — III. Mamelle dont on tire le lait. — IV. Premier cardinal de France. Dans le plaisir comme dans les loisirs. Avec l'air du Beau Danube Bleu, un Prussien y prit une belle danse. — V. Une telle femme ne peut prétendre à une situation intéressante. — VI. L'audition de l'une peut faire oublier l'autre. Parmi les essences qui produisent de l'huile. — VII. Difficile à mener à bien quand on manque de forces. — VIII. Privatif. Prend un air inspiré en se penchant sur la solution. — IX. Le théâtre de Polymnie. Négation. — X. Grand temple où *chacun prêche pour sa paroisse.* Sec et souvent pétillant. — XI. Unité de temps et de poids. Valent d'autant plus qu'on les creuse davantage et pourtant, creuses elles ne valent rien.

VERTICALEMENT

1. Son candidat gagne souvent beaucoup de voix grâce à la voie des tournées. — 2. C'est souvent reculer pour mieux sauter. Façon de tourner quand ça marche. — 3. Avant, quand il est précédé d'un « plus ». Noble dans un pays de basses extractions. Ambassadeur de charme. — 4. Son cours est suivi par une amazone naissante. — 5. A parfois envie d'envoyer au diable les anges qu'elle a pour mission de protéger. Il n'est pas toujours facile de le tromper. — 6. Seconde nature chez les *Britanniques. Façon peu discrète de* taper dans la caisse. — 7. Couvre de fleurs ou d'invectives. — 8. Comparatif. Devise de la papauté. — 9. Une des devises de Rome. — 10. Chose vendue par celui qu'on achète. Cité sous-marine.

Solution du problème n° 3425

Horizontalement

I. Animateur. — II. Satariste. — III. Süe. — IV. Esméralda. — V. Ré. Ne. Arc. — VI. Marc. Aval. — VII. Eborgnage. — VIII. Nouer. Gus. — IX. TNT. Idée. — X. Edesse. Us. — XI. Se. Tertre.

Verticalement

1. Assermentés. — 2. Nauséabonde. — 3. Item. Route. — 4. Mi. Encre. St. — 5. Arbre. Grise. — 6. Ti. An. Der. — 7. Esclavage. — 8. Ut. Dragueur. — 9. Renacles. Se.

GUY BROUTY.

LA LOTERIE INSTANTANÉE

Un nouveau jeu de hasard pourrait faire son apparition en France au début de l'année prochaine : il s'agit de la loterie instantanée.

M. Eugène Rumilly, président national de la confédération des débitants de tabac, a donné des précisions à ce propos le 11 avril à Toulouse.

Le principe du jeu consiste à faire coïncider des chiffres sur un billet de loterie à deux volets, en faisant concilier la partie gauche et la partie droite. La moitié gauche comprendra un cache qu'il suffira de gratter pour voir apparaître un chiffre. Si ce chiffre correspond au numéro de la partie droite, le joueur aura gagné.

CARNET

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

François APLOGAN-DJIBODÉ,
administrateur
de la France d'outre-mer (E.R.),
administrateur de société,
ancien ministre,

survenu le 8 avril 1983, dans sa soixante-sixième année, à l'hôpital Saint-Joseph, à Paris-14e.

La levée du corps, suivie d'une messe sur place, aura lieu à l'amphithéâtre de l'hôpital, 5, rue Pierre-Larousse, Paris-14e, le jeudi 14 avril 1983, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu au Bénin.

De la part de :
Mme François Aplogan-Djibodé, née Lucie Ohin, *son épouse,*
M. et Mme René Agnamey et leurs enfants,
M. et Mme Bertin d'Almeida et leurs enfants,
M. et Mme Banga Amoakon et leur fils,
ses enfants et petits-enfants,
Florent, Sylvie, Edwige, Annie, Patrick, Yannick, ses enfants,
La famille Aplogan-Djibodé,
La famille Ohin,
Les familles alliées, amies,
Et tous ses amis.

46, boulevard J.-F. Kennedy,
94000 Créteil.

— On nous prie d'annoncer le décès de

François APLOGAN-DJIBODÉ,
administrateur
de la France d'outre-mer (E.R.),
administrateur de société,
ancien ministre,

survenu le 8 avril 1983, dans sa soixante-sixième année, à l'hôpital Saint-Joseph, à Paris-14e.

La levée du corps, suivie d'une messe sur place, aura lieu à l'amphithéâtre de l'hôpital, 5, rue Pierre-Larousse, Paris-14e, le jeudi 14 avril 1983, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu au Bénin.

De la part du :
Président-directeur général du conseil d'administration,
Et du personnel de la société SETIMEG.

188, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 Neuilly-sur-Seine.

[Né le 4 octobre 1916 à Allada, au Bénin, François Aplogan-Djibodé était diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer de l'avenue de l'Observatoire. Directeur des finances (1957-1958), il fut secrétaire d'État, puis ministre des finances dans le gouvernement béninois (juin 1959-novembre 1960). Nommé commissaire général au plan en septembre 1963, puis ministre délégué au plan en janvier 1964, il fut ministre de l'économie et des finances du 27 septembre au 1er décembre 1965, date du deuxième coup d'État militaire du général Christophe Soglo. Depuis 1967, François Aplogan-Djibodé s'était fixé en France.]

— Rennes. Bugueles. Nice. Nouméa. Dakar.

Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Louis BONNEVILLE,
née Béatrix Le Bitoux,

survenu à Rennes, le 1er avril 1983, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Penvenan, le 5 avril 1983.

— Mme Pierre Brosse, son épouse,
M. et Mme Philippe Brosse,
M. et Mme Philippe Letessier, ses enfants,
Caroline et Manuel Brosse,
Eric, Lionel, Emmanuelle, Frédéric Letessier, ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BROSSE,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le 9 avril 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 13 avril 1983, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, où l'on se réunira.

1, rue des Dardanelles, 75017 Paris.

— *Mme* René Brugnon, son épouse,
M. et Mme Marcel Morenne et leurs enfants,
M. Jacky Brugnon et sa fille,
Les docteurs Solange et Jean-Claude Brugnon et leur fille,
Toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. René BRUGNON,

survenu brutalement en son domicile, le 7 avril 1983, dans sa soixante-dix-septième année.

— Le comte Crotti de Costigliole,
Mme Lenoir et ses enfants,
M. et Mme Mercier-Riondel et leurs enfants,
M. et Mme Dominique Crotti de Costigliole et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

la comtesse
CROTTI de COSTIGLIOLE,
née Fossat,

survenu le 2 avril, à son domicile parisien, 5 avenue de la Porte de Villiers.

La cérémonie funèbre a eu lieu en l'église Sainte-Odile, dans la plus stricte intimité.

— L'Institut d'études germaniques,
Et le personnel de l'université de Paris-X, Nanterre,
ont le regret de faire part du décès de

M. Camille DEMANGE,
professeur agrégé d'allemand,
puis maître-assistant,

survenu le 2 avril 1983.

Ils présentent à la famille de M. Demange l'expression de leurs sentiments attristés.

[Né le 27 septembre 1923 à Mulhouse, C. Demange a successivement enseigné en qualité de professeur agrégé d'allemand dans les lycées de Vienne (Autriche), Nancy, Metz et Paris, avant d'être nommé, depuis le 1er octobre 1965, maître-assistant à l'université Paris-X.]

— Mme Pierre de Ridder,

Mlle Frédérique de Ridder et sa mère,

M. et Mme Frédéric Veiss,
Mme François Guiard,
ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Maurice de RIDDER,
née Marthe Guiard,

survenu le 9 avril 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 14 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, Paris-16e.

Il ne sera pas reçu de condoléances à l'issue de la messe.
Cet avis tient lieu de faire-part.

17, quai de Bourbon, 75004 Paris,
13, rue Friant, 75014 Paris.

— Mgr l'archevêque d'Albi,
Les membres de sa famille,
Ses nombreux amis, et en particulier « Les amis des avents »,
font part du retour à Dieu de

M. le chanoine André FABRE,
pionnier de l'œcuménisme,

endormi dans le Seigneur, le 5 avril 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ses obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Michel de Gaillac, le 6 avril 1983.

— Mme Henri Genevey,
M. et Mme Rémi Genevey,
Mlle Anne Genevey,
M. et Mme Alain Jouanjus,
font part du rappel à Dieu de

M. Henri GENEVEY,
ancien élève de l'École polytechnique,
ingénieur en chef
des Ponts et Chaussées,

dans sa cinquante-troisième année, le 9 avril 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 13 avril, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, suivie de l'*inhumation à Grasse (Alpes-*Maritimes).

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons au profit de la chapelle Saussure pourront être adressés à la paroisse Sainte-Marie des Batignolles *(C.C.P. 969-34 U, Paris).*

— Le professeur et Mme J.-L. Greffe,
Le docteur et Mme B. Greffe,
M. et Mme G. Kœnig,
Le professeur et Mme X. Greffe,
M. et Mme J.-P. Greffe,
Ses enfants,
Ses seize petits-enfants,
M. et Mme E. Goulon,
Le professeur et Mme M. Goulon,
Mme J. Greffe,
et leurs enfants et petits-enfants,
Ses frères, belles-sœurs et neveux,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Robert GREFFE,
née Marie-Claire Goulon,

survenu le samedi 9 avril 1983.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Saint-François-Xavier, à Paris-7e, le jeudi 14 avril 1983, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.
131, avenue de Suffren, 75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Dorothy GREIF-VALSECCHI,

survenu accidentellement le 26 mars 1983.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 14 avril, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris.



— M. Georges HACHE,
ingénieur E.S.P.C.I.,
est décédé le 6 avril 1983, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

De la part de :
Mme Georges Hache,
M. et Mme Jean Dedenis,
M. et Mme Michel Dedenis et leur fille.

Les obsèques ont eu lieu le 8 avril, au cimetière d'Avallon, dans la plus stricte intimité.

9, rue Basse-du-Rempart,
89200 Avallon.

— Mme Léon Hayat,
M. et Mme Victor Hayat et leurs enfants,
M. et Mme Roger Hayat et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Hayat et leurs enfants,
Mme Marie Azria,
Leurs parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon HAYAT,
ancien fondé de pouvoir
à la Banque de Tunisie.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Bagneux (division 106), mercredi 13 avril, à 16 h 30.

— Mme Marcel Le Maux,
Le docteur et Mme Jean-Louis Bader et leurs enfants,
M. et Mme Claude Le Maux et leurs enfants,
Mlle Jeanne Le Maux,
M. et Mme Pierre Le Maux et leurs enfants,
Les familles Philippot, Le Maux, Priat, Bader, Favarel et Julé,
ont la douleur de faire part du décès du

général de brigade de gendarmerie
Marcel LE MAUX,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre du Mérite,

survenu à Paris, au Val-de-Grâce, le 9 avril 1983.

Le défunt ayant fait don de son corps à la Faculté de médecine, il n'y a pas eu d'obsèques.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jean Le Voëdec,
Nicolas, Anne, Antoine, ses enfants,
Mme Amédée Le Voëdec, sa mère,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Jean LE VOËDEC,

survenu le 28 mars 1983, dans sa cinquante-deuxième année.

Les obsèques et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu le 31 mars, dans l'intimité.

60480 Guignecourt-Froissy.

Jacques NATHAN,
agrégé de l'Université,
ancien maître-assistant
à la Sorbonne nouvelle,
est mort le 7 avril 1983, dans sa soixante-quinzième année.

De la part de :
Mme Jacques Nathan, née Herman,
Mlle Muriel Nathan,
Et de toute la famille.

— Mme Marcel Parant, son épouse,
M. et Mme Pascal Payet,
Philippe et Laurent,
M. et Mme Jacques Simoneau,
Christophe, Pierre et Claire,
M. et Mme Thierry Parant,
ses enfants et petits-enfants,
Le docteur Claude Theuveny,
son beau-frère,
Ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès du

Docteur Marcel PARANT,

stomatologiste honoraire
des Hôpitaux de Paris,
professeur honoraire
au Collège de médecine,

survenu le 11 avril 1983.

Une messe sera célébrée en l'église de Noisy-le-Roi, Yvelines,
le mercredi 13 avril, à 15 h 45.

L'inhumation aura lieu à L'Herbaudière-Noirmoutier, en Vendée, le jeudi 14 avril 1983, à 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Alain Alcan, président-directeur général,
Le conseil d'administration,
et les collaborateurs de la SAFIC ALCAN et Cie,
ont la douleur de faire part du décès brutal, le 8 avril 1983, de

M. Gilbert PICARD,
directeur du personnel,
vice-président
du tribunal des prud'hommes
des Hauts-de-Seine.

Les obsèques auront lieu le jeudi 14 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Symphorien de Versailles.

Anniversaires

— Le 13 avril 1975 disparaissait

Jean-Louis BENSOUSSAN.

Pensez à lui.

Messes anniversaires

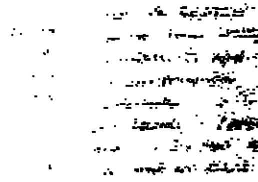
— Il y a dix ans déjà, le 12 avril 1973,
Roger MILLOT
disparaissait.

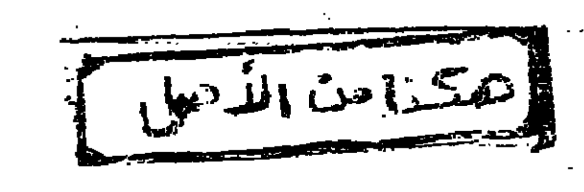
Une messe du souvenir sera célébrée le lundi 18 avril 1983, à 12 heures, en l'église de la Madeleine, à Paris, par monsieur le *chanoine* Thorel, *curé de* l'église de la Madeleine.

On associera à sa mémoire celle de son épouse,

Hélène,
décédée le 18 janvier 1976.

Tous ses amis sont invités à participer à cette célébration ou à s'unir d'intention.





Le Monde

culture

CINÉMA

BERLIN AU FESTIVAL DE VALENCE

Cinéma propagande

(Suite de la première page.)

Evidemment, tandis que le reporter et sa femme à peine mariés se séparent pour aller vers leur travail respectif, la jeune Bavaroise renonce à sa carrière pour seconder l'homme qu'elle aime.

A l'époque, ce choix ne participe pas spécialement de la mystique nazie. La France, par exemple, n'a pas attendu Pétain pour glorifier le rôle effacé de fée du logis. Le retour de la fille prodigue déçue par ses velléités d'indépendance est un ressort dramatique largement utilisé dans la comédie de mœurs de l'entre-deux-guerres.

Le passé n'a pas forcément les grâces languides de la nostalgie. Les films anciens, surtout quand ils sont conçus pour l'efficacité immédiate, nous replongent dans des schémas de pensée que l'on a peut-être réussi à écarter, mais que, bon gré mal gré, on a connus, subis. Ils ont le mérite de rappeler de quoi on est faits. Et en même temps, parfois, la distance décentre et accuse l'émotion. Ainsi, l'insistance de Liebeneier à promener sa caméra dans Berlin était sans doute une affaire affective, sûrement une question de mode, une manière de propagande touristico-patriotique. C'est devenu un autre voyage dans une ville, Berlin d'avant les ruines, disparue.

Berlin-symbole. Dans *Hitlerjunger Quex*, de Hans Steinhoff (1933), le chef de section de la jeunesse hitlérienne, pour convaincre le vieux communiste (2) que la patrie passe avant l'internationale des travailleurs, le catéchise : *« Tu aimes Berlin ? Où est Berlin ? Dans la grande Allemagne... »* En fait, les genoux ronds des garçons en short sont le grand attrait de ce film banalement didactique.

Les Deux Rois ou la Jeunesse de Frédéric le Grand (1935) du même réalisateur, est beaucoup plus prenant (3). La mise en valeur de la morale prussienne passe par l'affrontement père-fils, par la confrontation de deux comédiens : Emil Jannings et surtout Werner Hinz, dont le jeu précis, démonstratif, à la fois intense et froid, rappelle bizarrement celui des enfants de Brecht au Berliner Ensemble ou au Deutsches Theater, à l'Est.

Le film devrait-il ressortir ? Ses qualités traversent la surface d'époque et il est trouble, vraiment. La brutalité du vieux roi, qui impose à sa famille la lecture de la Bible, qui oblige le prince à assister à la décapitation de son ami et complice, apparaît aujourd'hui terrible. Son amour excessif pour les soldats (il les appelle *« mes enfants bleus »* et va les retrouver avant de mourir) est traité avec un respect ironique.

De même, l'homosexualité du jeune Frédéric, joueur, ami des arts et des romans français. Son mariage avec une princesse *« intelligente, qui préfère les jeux de la politique à ceux de Vénus »*, dit un courtisan, paraît juste une concession désinvolte, à peine hypocrite, à l'exercice du pouvoir. L'adhésion finale à l'idéologie paternelle n'est pas convaincante.

En définitive, la rigueur de *Deux Rois* est peut-être plus nocive que les gros sabots de *Hitlerjunger Quex*. Cependant, à la projection, une enseignante se demandait si, malgré certains ridicules, ses élèves ne risqueraient pas d'être atteints par les images quasi familiales d'ordre et de propreté des nazis, opposées au laisser aller du prolétariat aviné, et si leur anticommunisme (primaire) ne serait pas conforté.

Risque-t-on de conforter l'anti-américanisme (primaire) avec *Libération*, fresque soviétique de Youri Ozerov, imagerie historique platement grandiose en cinq parties (on en a vu les deux dernière) qui raconte la marche sur Berlin, afin de sauver les alliés pendant que les Américains se font massacrer dans les Ardennes. Bien que l'ensemble ait été tourné entre 1969 et 1971, Staline y est le père, sage, prévoyant, porteur de toutes les solutions. *« Nous avons traversé ensemble suffisamment d'épreuves pour nous entendre, dit-il à peu près à Roosevelt, mais que se passera-t-il quand nous ne serons plus là... »*

Les masques de l'amour

Comme toute propagande héroïque, *Libération* exalte le sacrifice. Le dernier épisode se termine par un catalogue des morts dans les différents pays en guerre. Là encore, l'imagerie n'est pas vraiment subtile : la France, c'est le Panthéon, la tour Eiffel et une pute en ciré sous un pont. L'Angleterre, des hippies crasseux à bracelets de cuir. Les Etats-Unis, des poliomyélitiques attendant de monter dans un Greyhound couvert d'autocollants American Express. La Yougoslavie, des enfants blonds joufflus. L'U.R.S.S., un colossal défilé sur la place Rouge... Mais, enfin, il paraît que *Libération* a été vu par des millions de spectateurs dans les pays de l'Est et dans certains d'Amérique latine, comme le Nicaragua.

Les cinéastes berlinois contemporains fuient la propagande. S'il s'en trouve dans leurs films, ils n'en sont pas conscients et nous non plus. Ils ne forment pas « une école », ils témoignent de tendances, et toutes ou presque sont représentées à Valence avec Fassbinder et aussi Helma Sanders et Ulrike Ottinger, avec Frank Ripploh (*Taxi zum Klo*) Lothar Lambert, et aussi Thomas Brasch venu présenter *les Anges de fer* — ou les débuts du partage — et *Domino* — chemin d'une fracture dans la personnalité d'une comédienne. Berlin, symbole de la schizophrénie.

Berlin-légende. Il y a celle, sulfureuse et toquarde, après quoi court Danièle Dubroux dans *Sœur Anne ne vois-tu rien venir ?*, court métrage qui fait partie d'un ensemble réalisé par trois Françaises et trois Allemandes : *les Filles héréditaires*. On y voit Romy Haag, transexuelle fameuse, et son metteur en scène préféré, Robert van Ackeren, qui, dans *Harlis*, manipule en maître les clichés et les codes du kitsch, pour dire, avec autant de rudesse que de rigueur et d'élégance, l'impitoyable vide des masques de l'amour...

Berlin des bas-fonds, dont Bob Fosse, avec sa géniale roublardise, rassemble les composantes dans *Cabaret*, projeté en séance de minuit. Il y avait foule pour se repaître encore du sourire secret de Joël Grey, des cuisses blanches de Liza Minnelli, de sa guiche gominée, du chant de l'enfant blond devant le lac bleu... Mythe de la nuit violée par les justiciers aux biceps pâles encerclés de croix gammées. Plus que toute autre capitale, Berlin, Salomé aux sept voiles, danse avec ses légendes. Et, en définitive, la peinture la plus forte des pièges de l'art et de la propagande, c'est Ivan Szabo qui la fait, avec son *Mephisto*.

COLETTE GODARD.

(2) Joué par Heinrich George, interprète célèbre — avant 1933 — de l'ouvrier, de l'homme de gauche, une sorte de Gabin des premiers temps.

(3) Thea von Harbou est, avec Rolf Lauckner, l'auteur du scénario.

Huit oscars pour « Gandhi »

- **Meryl Streep : meilleure actrice**
- **Mickey Rooney : hors concours**

Le cinquante-cinquième oscar du meilleur film a été attribué à *Gandhi*, dont le metteur en scène, Richard Attenborough, a reçu l'oscar du meilleur réalisateur. Celui du meilleur acteur a été attribué à Ben Kingsley, du meilleur scénario original à John Briley. *Gandhi* a également reçu des oscars pour les prises de vues, le montage, la direction artistique des décors, les costumes.

Meryl Streep *(le Choix de Sophie)* a obtenu l'oscar de la meilleure actrice. Celui du second rôle féminin est revenu à Jessica Lange pour *Tootsie*, celui du second rôle masculin à Louis Gossett Jr. pour *Officier et gentleman*, également primé pour la meilleure chanson originale.

Volver a empazar (Espagne) a reçu l'oscar du meilleur film étranger. *Missing* celui du meilleur scénario adapté. *Victor, Victoria*, celui de la meilleure adaptation musicale.

E. T. de Steven Spielberg a reçu les oscars de la meilleure prise de son, de la meilleure musique originale, des effets spéciaux pour le son, des effets spéciaux pour l'image.

Les autres oscars sont celui du maquillage *(Quest of Fire)*, du documentaire *(Just Another Missing Kid)*, du court métrage documentaire *(If you love this Planet)*, du court métrage *(a Shocking Accident)*, du court métrage animation *(Tango)*.

L'oscar pour la carrière cinématographique, qui avait été attribué l'an dernier à Barbara Stanwick, a été décerné à Mickey Rooney.

MUSIQUE

LES RENCONTRES D'ARC-ET-SENANS

Les signes d'une réalité vivante

« Ne savez-vous pas que souvent une idée peu importante par elle-même, fût-elle bizarre, contient le germe d'une excellente conception ? » Cette phrase de Claude-Nicolas Ledoux, reproduite sur un mur des Salines d'Arc-et-Senans, ne pourrait-elle s'appliquer à l'idée pour le moins « bizarre » qu'eut en 1981 un jeune pianiste élève de Dominique Merlet et de Claudio Arrau ? A vingt-sept ans, détestant les concours, aimant l'amitié, Cyril Huvé rêvait de la musique comme trait d'union entre les hommes et non comme une sorte de savoir dispensé orgueilleusement.

Il imagine de convier ses amis instrumentistes à se rassembler dans ce lieu austère que sont les Salines, et, plus chimérique encore, d'appeler le public et le « non-public » de la région à venir découvrir cette musique en train de se faire.

Une cinquantaine d'instrumentistes de haute valeur (1) logés sur place ont déchiffré et travaillé pendant dix jours à Pâques les partitions les plus diverses, en des « donnes » renouvelées qui les mélangeaient toujours avec de nouveaux collègues.

Dans le pavillon principal (la « maison du directeur ») on les découvrait à l'œuvre derrière les vitres : les visiteurs de la région, curieux, mélomanes, classes d'enfants, entraient pleins de recueillement pour voir naître et prendre racine dans le groupe un quintette de Mozart, une *Kammermusik* de Hindemith ou le septuor de Saint-Saëns, qui s'affinaient peu à peu comme un violon entre les mains d'un luthier de Mirecourt. La musique ne leur semblait plus alors un objet parfait tombé d'une autre planète, mais une longue recherche en commun du sens.

D'autres, amateurs, pouvaient aussi s'initier à la musique d'ensemble en se jetant eux-mêmes dans le « grand bain » grâce au talent et à l'enthousiasme inlassable de François Michel, un musicien et musicologue (auteur, en particulier, de la grande encyclopédie Fasquelle) qui les accompagnait et les confortait au piano, déchiffrant sans trêve avec eux trios, quatuors, voire symphonies.

Belles brassées

Le soir, deux cents à trois cents personnes se retrouvaient au pavillon des Tonneliers pour entendre en concert les œuvres sorties du laboratoire des répétitions, à peine dégagées de leur gangue ou déjà resplendissantes comme les statues d'or de l'atelier de Cellini. Avec parfois des surprises comme le 7 avril, ce prologue où, en guise de sérénade, l'excellent quintette de cuivres Jean-Baptiste Arban fit pleuvoir de la tribune sur le public massé dans l'atrium les savoureuses *Marches pour rater la vitoire* de Mauricio Kagel.

Les retransmissions de France-Musique ont témoigné des « orgies » auxquelles se sont livrés les instrumentistes rassemblés à Arc-et-Senans ; il serait bien impossible de les détailler. Bornons-nous à quelques remarques. Les œuvres à effectifs nombreux *(Octuor* de Schubert, *Quintettes à cordes* de Mozart, *Sextuor* de Brahms) ont montré combien il était difficile à des musiciens n'ayant pas l'habitude de jouer ensemble d'atteindre (en si peu de temps) une parfaite homogénéité sonore : difficile aussi, cette conception communautaire en l'absence d'un chef de file désigné. Cela a amené d'ailleurs quelques situations conflictuelles bien normales (l'*Octuor* de Schubert n'a été sauvé, que par l'autorité de Michel Portal).

A contrario, des formations plus réduites marquées par des personnalités affirmées, ont donné d'excellentes interprétations, tels le *Quatuor pour basson et cordes* de Devienne avec un bassoniste allemand d'un rayonnement extraordinaire, Klaus Thuneman, *la Musique de la mort rouge*, prodigieux poème symphonique d'André Caplet sur le conte d'Edgar Poë, où le quatuor à cordes était électrisé par la harpe flamboyante et fantasmatique de Frédérique Cambreling, le très curieux *Capriccio*, de Janacek, opposant le piano aux délicates couleurs d'Alain Planès à un magnifique septuor à vent fonçant dans la nature comme un troupeau de bisons ou encore la *Sonate pour deux pianos et percussions*, de Bartok, réunissant quatre forts tempéraments (Ivaldi, Planès, Drouet, Sylvestre).

Mais la palme revenait à des groupes constitués, comme « Cercle » de Drouet, Coquillat et Sylvestre, aussi merveilleux percussionnistes que grands mimes, pour leurs exécutions parfaites de *Guetteurs de sons* et de *Corps à corps*, d'Aperghis, ainsi que de *Dressur*, de Kagel.

Toutefois, autant que ces belles brassées de musique, qui, même encore inachevées, témoignaient d'un amour et d'un enthousiasme exceptionnels, ce qui faisait plaisir c'était de voir la création d'un véritable public, très composite et cependant vite connaisseur, qui réagissait avec la promptitude et l'intelligence de celui de Royan aux belles années. Pour toute la région de Franche-Comté et au-delà, les Rencontres d'Arc-et-Senans auront sans doute de fructueuses retombées.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Tels Michel Portal, Maurice Bourgue, Gérard Caussé, Alain Meunier, Sylvie Gazeau, Jean Mouillère, l'ancien altiste du quatuor Alban-Berg, et le premier violon du Quatuor de Tokyo, un merveilleux violoncelliste finlandais, Seppo Kimanen, et bien d'autres.

VARIÉTÉS

Succès du Printemps de Bourges

Le septième Printemps de Bourges (*le Monde* du 6 avril) a reçu le 9 avril, pour la première fois, la visite d'un ministre de la culture. La présence de M. Jack Lang a été l'occasion d'évoquer plusieurs projets, notamment l'implantation d'une maison de l'image à Bourges, pour des productions audiovisuelles axées sur des variétés en liaison avec le Printemps. Un atelier de création graphique pourrait également être installé dans le chef-lieu du Cher en liaison avec l'école des beaux-arts de cette ville et les trois cent cinquante imprimeurs de la région.

En ce qui concerne le festival, M. Jack Lang a précisé que l'aide du ministère — près de 800 000 F en 1983, contre environ 20 000 F en 1980 — serait maintenue dans l'avenir « *en raison de la qualité des programmes et du succès populaire du Printemps* ». la fréquentation a en effet augmenté de 12 % cette année.

PHOTO

LA MORT DE LISETTE MODEL

Rencontres

La photographe américaine Lisette Model vient de mourir à New-York. Elle était âgée de soixante-dix-sept ans.

Lisette Model était venue à Arles en 1978, invitée par les Rencontres internationales de la photographie. Elle était seule, têtue, taiseuse, c'était une dame petite, aux cheveux blancs en rouleaux, aux yeux difficilement atteignables derrière des verres épais. Elle s'éclipsait des foules, filait en douce pour faire des pas libres.

Mais elle ne voyait pas très bien la marche du caniveau, et elle, si secrète, si mystérieuse, à la personne qui lui tendait son bras pour l'aider à descendre, elle était bien capable de raconter sa vie en deux ou trois confidences, et, parce qu'elle avait senti qu'on l'avait reconnue, de lancer deux ou trois fortes vérités sur la photographie, à partir du moment où il n'y avait pas d'appareil pour les capturer et qu'elles s'évaporeraient dans le ciel bleu.

Elle aurait pu, comme ça, dire très vite : je suis née à Vienne en 1906 et j'ai commencé par la musique ; j'ai été l'élève de Schönberg, et puis je suis venue à Paris, et j'ai épousé un peintre. J'ai travaillé avec les pinceaux, mais le Rollei était plus fidèle à ma main. Elle parlait bien le français, d'une voix douce et basse, pleine de sonorités adverses : sa mère était française, son père austro-italien.

Elle ne voyait pas bien le caniveau, mais dès qu'on lui mettait une photo sous les yeux, à condition qu'elle ne l'ait pas prise elle-même trente ans plus tôt, ses yeux cavalaient et sa bouche suivait : on aurait dit qu'elle avait fait régler ses lunettes pour pouvoir voir du 18 X 24 mat ou brillant. Elle disait très précisément ce qu'elle pensait et surtout posait des questions pour débusquer l'insincérité, la vacuité d'une démarche, pour se documenter sur le plaisir qu'une image pouvait lui donner.

Elle n'était pas méchante. Elle avait simplement décidé qu'un compliment faux et pratique faisait plus de mal qu'une giboulée, qu'un signal d'alarme. Elle avait l'habitude : depuis 1950, elle enseignait à la School for Social Research de New-York. Elle avait eu pour élèves Diane Arbus, Rosalind Salomon, Larry Fink. Surtout Diane Arbus, dont l'œuvre semblait se dérouler et se systématiser en abysses à partir des quelques images de base de son professeur. Ces images, en effet, étaient rares, peu nombreuses, brutales et plus proches de la sensation que du recensement tératologique entrepris par Diane Arbus.

Les « monstres » de Lisette Model étaient d'abord des êtres humains et non des statues de cire ou des bombyx fascinants. Ils avaient un nom : c'était telle chanteuse de bouge, telle femme obèse, d'abord anonymes, et le lieu et la date de leur rencontre accompagnaient la photo. Quand ils se projetaient le soir, lointains, sur l'écran blanc, la mémoire de Lisette Model devenait butée et parcimonieuse. Tout avait été si simple : cette femme-là qui se baignait sur la plage de Coney-Island en 1942, elle était très grosse, oui, et alors ? Elle se roulait dans les vagues, elle était heureuse. Lisette Model s'est mise à la photographier et elle était encore plus heureuse. La femme a continué à jouer pour elle dans les vagues, avant de devenir sa plus célèbre photographie, et sans un mot, cette femme était devenue son amie.

HERVÉ GUIBERT.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE MARGUERITE GAVEAU 20 h 15 Rens. 7, rue Jean-Goujon 359-41-27 (p.e. Mondial Musique	« LES COULEURS DANS L'HARMONIE » 5 séances publiques d'interprétation pianistique par MAGDA TAGLIAFERRO 12/4 – 19/4 – 30/4 3/5 – 10/5
THÉATRE OPÉRA-COMIQUE SALLE FAVART Jeudi 14 avril à 18 h 30 (P.e. Valmalète)	Marielle NORDMANN harpe HAENDEL, MENDELSSOHN ALBENIZ, FAURE VILLA-LOBOS
THÉATRE OPÉRA-COMIQUE Salle FAVART Jeudi 14 avril à 20 h 30 (p.e. Valmalète)	CONCERT AUTOUR de l'ALTO Bruno PASQUIER MOZART, SCHUMANN HINDEMITH, DEBUSSY
THÉATRE OPÉRA-COMIQUE Salle FAVART Jeudi 14 AVRIL à 22 h 30	MARTIN SAINT-PIERRE Percussions D'AMÉRIQUE LATINE
Egl. St-Germain-des-Prés JEUDI 14 Egl. St-Séverin MARDI 19 AVRIL à 21 h Loc. FNAC, CROUS Lib. Gibert (disques) Rens. 251-69-11 (p.e. Werner)	BACH Suite n° 3 3e Brandebourgeois Cantate n° 36 A. ZAEPFFEL, haute-contre G. BOULANGER, trompette ORCHESTRE PARIS SORBONNE dir. : Jacques GRIMBERT
THÉATRE de PARIS Samedi 18 h « Sous les lustres » le 16 avril Rens. 280-09-30 (p.e. Mondial Musique	Lauréats de la FONDATION MENUHIN CATHERINE JOLY, BACH – SCHUMANN FRANCK – LITZ
SALLE GAVEAU Samedi 16 avril à 17 h (p.e. Werner)	Amis Musique de Chambre PROGR. MUS. FRANCE-CULTURE P. DEL VESCOVO, cor G. POULET, violon M. DALBERTO, piano Brahms, Poulenc Strauss, Debussy
Salle CORTOT 78, r. Cardinet Samedi 16 avril à 20 h 30 (Werner p.e. Musicaglotz)	« Le jardin de Musique » Mélodies et Lieder par ROGER SOYER au piano Jean-Louis SOYER (Rens. 793-53-33)
Église des Billettes Dimanche 17 avril à 17 h (p.e. Kiesgen)	Quat. CASTAGNIERI Quatuor à cordes sur instruments anciens MOZART : « La chasse » HAYDN : L'Alouette - Les Quintes
Salle GAVEAU Lundi 18 avril à 20 h 30 (p.e. Valmalete Musicaglotz) Loc. ouv.	J.-M. Fournier Productions BRAHMS Anne-Sophie MUTTER Alexis WEISSENBERG
Théâtre des CH-ÉLYSÉES Mardi 19 avril à 20 h 30 (Dandelot – Musicaglotz	1re apparition en France du Pianiste Ivo POGORELICH Haydn, Ravel, Prokofiev
Église St-ROCH Mardi 19 avril à 21 h Loc. : Église 22, r. St-Roch et 3 FNAC (p.e. Werner)	J.-S. BACH Cantate n° 1 CIMAROSA REQUIEM Chœurs de la Plérade Orch. « Jeune Philharmonique » dir. : Charles Sinbaz
Théâtre des CH-ÉLYSÉES Mercredi 20 avril à 20 h 30 (p.e. Valmalete)	ORCH. et CHŒURS DU THÉATRE NATIONAL DE L'OPÉRA CHŒUR du VITRAIL MAHLER IIIe SYMPHONIE Dir. : Marek JANOWSKI Sol. : Hanna SCHWARZ
SORBONNE GRAND-AMPHI Jeudi 21 AVRIL à 20 h 45 Loc. : FNAC, CROUS Lib. Gibert (disques) Rens. 251-69-11 (p.e. Werner)	Pour la 1re fois à Paris UNIQUE CONCERT CHŒUR MIRCE ACEV (Skopje – Macédoine) TRADITION VOCALE YOUGOSLAVE
Salle PLEYEL Mardi 26 avril, à 20 h 30 Valmalete. Loc. ouv.	ORCHESTRE BORDEAUX-AQUITAINE Dir. : Roberto BENZI Sol. : François-Joël THIOLLIER BARTOK, SCHUBERT, DVORAK

CONCERTS Radio France

ORCH. NAT. DE FRANCE en coproduction avec le FESTIVAL DE SAINT-DENIS	
BASILIQUE DE SAINT-DENIS Mercredi 13 avril 20 h 30	Dir. Lorin MAAZEL Caspar RICHTER A. Bernard, B. Brewer W. Gröenroos Chœurs et Maîtrise de RADIO FRANCE BRITTEN : WAR REQUIEM
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE	
Grand Auditorium Jeudi 14 avril 20 h 30	dir. : Yves PRIN Pascal Devoyon, piano S. GORLI – SAINT-SAËNS H. DUTILLEUX
MUSIQUE DE CHAMBRE	
THÉATRE DU RANELAGH Jeudi 14 avril 20 h 30	G. JOY, J. ROBIN, pianos D. Fodoreanu, violoncelle BACH - BIZET - CHABRIER SAINT-SAËNS - J. RIVIER
MUSIQUE AU PRÉSENT	
CENTRE CULTUREL DE BOULOGNE Samedi 16 avril 16 h 30	DUSAPIN – BERIO BROWN – PABLO N. Oxombre, J. C. Gayot J. Gottlieb Ensemble instrumental du NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE Dir. : Gilbert AMY
MUSIQUE DE CHAMBRE	
Grand Auditorium Lundi 18 avril 20 h 30	Raphaël Oleg, violon Gérald ROBBINS, piano MOZART – JANACEK DEBUSSY – BEETHOVEN
ORCH. NAT. DE FRANCE	
Salle Pleyel Mardi 19 avril 20 h 30	Dir. : Ch. von DOHNANYI M. Crocqueney, hautbois KODALY – IBERT BRUCKNER
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE	
Grand Auditorium Mardi 19 avril 20 h 30	Dir. : Alexandre MYRAT Yuri Baschmet, alto MESTRAL – WALTON BERLIOZ
PRESTIGE DE LA MUSIQUE	
Salle Pleyel Jeudi 21 avril 20 h 30	MENDELSSOHN – PROKOFIEV Olivier Charlier, violon ORCHESTRE PHILHARMONIQUE de MONTE-CARLO Dir. : Lawrence FOSTER
FRANCE MUSIQUE Journée Chopin	
THÉATRE DU RANELAGH Samedi 23 avril 17 heures	Y. CHIFFOLEAU, M. LEVINAS D. WAYENBERG Chopin – A. Franchomme
Grand Auditorium 20 h 30	ORCH. NAT. DE FRANCE Dir. : Hubert SOUDANT John Ogdon, piano LISZT – CHOPIN – ONSLOW

loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE PARADIS PERDU - Fondation Deutsch de la Meurthe (258-47-55), 20 h 30.
CHRISTIAN JOLIBOIS - Théâtre d'Edgar (320-85-11), 22 h 30.
LE PARADIS A L'AMIABLE - Lucernaire (544-57-34), 22 h 15.
FALSCH - Chaillot (727-81-15), 20h30.
TONIK BLUES - Lucernaire (544-57-34), 21 heures.
ENRENDIRA - T.E.P. (797-96-06), 20 h 30.
L'ENTOURLOUPE - Nouveautés (770-52-76), (20 h 30).
SIX HEURES AU PLUS TARD - Saint-Georges (878-63-47), 21 heures.
LA MÉNAGERIE DE VERRE - Maison d'Asie (Cité universitaire), 21 heures.
AMPHITRYON - Comédie Française (296-10-20), 20 h 30.
JOURNAL INTIME - ARC (723-61-27), 20 h 30.
LE ROUGE AUX LÈVRES - T.E.P. (décentralisé) (797-96-06), 21 heures.
LES LIAISONS DANGEREUSES - Conservatoire (246-12-91), 20 h 30.
LES SABLES MOUVANTS - Petit Odéon (325-70-32), 18 h 30.
LES JOYEUSES COMMÈRES DE WINDSOR - Carré Silvia Montfort (531-28-34), 20 h 30.
OUTRAGE AUX BONNES MŒURS - Arts Hébertot (387-23-23), 21 heures.
LE GARDIEN - Boulogne, T.B.B. (603-60-44), 20 h 30.
LE CHEMIN VERS LA MORT - Kiron (373-50-25), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Erzsebet/Paillasse.
CHAILLOT (727-81-15), Théâtre Gémier, 20 h 30 : l'Ordinaire.
ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Victor ou les enfants du pouvoir.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) London Festival Ballet : 20 h 30 : La Sylphide.
THEATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 45 : le Maître et Marguerite ; à 18 h 30 : G.R.C.O.P. + K., Armitage Kagd.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42), 20 h 30 : les Jours de Khiyam.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), 20 h 30 : les Bonnes.
ATHÉNÉE (742-67-27), 19 h : la Dédicace.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : Frankie et Johnnie.
BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : la Cerisaie.
BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 : En sourdine les sardines.
CARTOUCHERIE, Aquarium (374-99-61), 20 h 30 h. : Histoires de famille. – Epée de bois (808-39-74), 20 h 30 : la Mort travestie.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 18 h 30 : Si Guitry m'était chanté.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 12 avril

CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 : Mohican dance.
ÉDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : Joyeuses Pâques.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Azaïs.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : Hôtel Babel ; 22 h : le Faucon mal fait.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
ESSAION (278-46-42), 20 h 30 : la Manekine.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes ; II. 22 h : S. Joly.
GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?
GYMNASE (246-79-79), 21 h : G. Bedos.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon : 21 h 30 : Théâtre d'ombres.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34) I. 18 h 30 : les Enfants du silence : 22 h 15 : Archéologie ; II. 18 h 30 : Yes, peut-être ; 20 h 30 : la Noce – Petite salle 18 h 30 : Om-Saad.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : la Dixième de Beethoven.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : L'avantage d'être constant.
MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Tu as les bras trop courts pour boxer avec Dieu.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : l'Homme qui rit.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Sol, je m'égalomane à moi-même.
RANELAGH (288-64-44), 20 h 30 : Phèdre.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : le Fauteuil à bascule.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Lettres de guerre ; 22 h : les Emigrés.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.
THEATRE DU LYS (327-88-61), 19 h : Descends Durand, on sait qu't'es là ; 20 h 30 : l'Antichambre ; 22 h 30 : le Discours de l'Indien.
THEATRE DE PARIS (280-09-30) I. 20 h 30 : Peines de cœur d'une chatte anglaise. II. 20 h 30 : Boris Hybner et gag.
THÉATRE 18 (226-47-47), 22 h : le Paradis sur terre.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80) – Petite Salle 20 h 30 : les Exilés.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : les Femmes d'un homme.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) 20 h 30 : Vous descendez à la prochaine ? ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51) 19 h 30 : Service non compris.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 21 h 30 : De la fantaisie dans l'orangeade ; 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le berceau du gamin.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) 20 h 15 : M. Lagueyrie : Rouleur ; 22 h 15 : Tragédie au radar.
LE FANAL (233-91-17) 20 h : Attendons la fanfare.
LA GAGEURE (367-62-45) 20 h 30 : Ce n'est pas si grave une femme ; 22 h : Paroles d'hommes.
LES LUCIOLES (526-51-64) 19 h 30 : Si j'aurais su ; 20 h 45 : Mieux vaut star que jamais ; 22 h 15 : A. Gould.
LE PETIT CASINO (278-36-50) 21 h : Essayez, c'est pas sorcière ; 22 h 30 : Guide des convenances 1919.
POINT-VIRGULE (278-67-03) 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Elle voit des géants partout.
SENTIER DES HALLES (236-37-27) 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 21 h 30 : A poil ; 18 h 30 et 22 h 45 : Autant en emporte le banc.
LE TINTAMARRE (887-33-82) 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; 22 h 30 : Triboulet.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) 18 h 30 : J'ai peur chéri ; 20 h 30 : Si Marilyn... ; 21 h 30 : Soirées bourgeoises ; 22 h 30 : S. Baucara.
VIEILLE GRILLE (707-60-93) 20 h 30 : M. Musseau.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60) 20 h 45 : Bilima, danses rituelles d'Afrique.
CISP (343-19-01) 20 h 45 : A. Dreyfus.
FORGE (371-71-89) 20 h 30 : International Dance Connection.
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06) 20 h 30 : Derrière la maison ; les ombres.
THÉATRE 18 (226-47-47) 20 h : Groupe Kaléidanse : Les Quais de la nuit.

Le music-hall

A. DEJAZET (887-97-34) 20 h 30 : G. Langoureau.
BOBINO (322-74-84) 20 h 45 : Lluis Llach.
GYMNASE (246-79-79) voir Théâtres.
MARIGNY (256-04-41) 21 h : Thierry Le Luron.
OLYMPIA (742-25-49) 21 h : Bill Deraime.
PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03) 20 h 30 : Dancin'.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 21 h : Holiday on ice.
THÉATRE DU JARDIN (745-23-72) 20 h 45 : J. Douai.
THÉATRE DE PARIS (280-09-30) 18 h 30 : Toulai. – Foyer, 18 h 30 : J. Farreyrol, P. Dupuis, M. Robinne.
THÉATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53) 20 h 30 : Envoyez la musique.
TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (260-44-41) 21 h 30 : T. Gubitsch, O. Cedo.

Les concerts

LUCERNAIRE, 20 h 30 : A.-M. Alberg, L. Schneider, C. Galy, G. Maret, P. Bianconi, D. Parrain (Brahms, Schumann, Kremer).
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Orchestre de Paris, I. Perlman, V. Ashkenazy (Brahms).
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : A. Brendel (Beethoven).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-Cl. Pennetier (Haydn, Janacek, Schoenberg).
PORTE DE LA SUISSE, 20 h 30 : P. Marietan.
ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 21 h : Orchestre Ad Artem de Paris, dir. D. Fanal (Bach, Vivaldi, Mozart).
RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : Quatuor à cordes de Paris (Takemitsu, Webern, Huber).
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS, 20 h 30 : K. Laretei (Schubert).
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : V. McLelland (Visée, Bach, Sor...).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05) 21 h 30 : F. Guin, B. Vasseur.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Carnaval Combo.
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Amara, V. Adriensens, Fubu.
FORUM (297-53-39), 21 h : O. Johnson, R. Shannon Jackson.
HIPPODROME DE PARIS (205-25-68), 20 h 30 : Miles Davis.
MUTUALITÉ (329-12-99), 21 h : Culture Club.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Zayeb, Salsa-Y Control.
PALACE (246-10-87), 20 h 30 : M. Wilson.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Tania Maria.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Royal Tencopators.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : M.-A. Martin, L. Gianez, A. Jean-Marie, J. Bardy, J.-Cl. Jouy.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Luter.
SUNSET (261-46-60), 23 h : D. Locwood.

En région parisienne

CACHAN, C.C.C. (665-66-12) 20 h 45 : Diable d'homme.
CHOISY, Th. P.-Eluard (890-89-79) à 20 h 30 : Lady Macbeth au village.
IVRY, Théâtre (670-15-71) à 20 h 30 : Virage.
LE KREMLIN-BICETRE, Hôpital (rens. : 271-51-00), 20 h 45 : Climats tempérés.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81) 20 h 30 : Combat de nègre et de chiens.
LE VÉSINET, CAL (976-32-75) 21 h : la Cocktail Party.

SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

19 h, Panorama du cinéma australien 1919/1982 : His Royal Highness, de F.W. Thring ; 21 h : Atomic Cafe, de P. Rafferty, J. Loader, K. Rafferty (avant-première).

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Calypso, 17e (380-30-11).

ALL BY MYSELF (A., v.o.) : Saint-Séverin, (H. spéc.), 5e (354-50-91).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54)

L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont Ambassade, 6e (359-19-08).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois (H. spéc.), 15e (554-46-85).

BANZAI (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (828-42-27) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) ;

LA BARQUE EST PLEINE (Suisse-All., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

BERLIN HARLEM (All.) (**) (v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA BOUM No 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Montparnasse, 8e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Cinoche, 6e (633-10-82).

DANTON (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) - V.f : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34).

LE DEMON DANS L'ILE (Fr.) (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots. - A., v. ang.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-30-19) - V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'ÉCRAN MAGIQUE (It., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; v.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Bretagne, 6e (222-57-97).

LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

FUCKING CITY (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

GANDHI (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) - V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HYSTERICAL (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

L'IMPÉRATIF (Angl., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysée Lincoln, 8e (359-36-14) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

MONSIGNORE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Arcades, 2e (233-54-58) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A, v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA PETITE BANDE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PROSTITUTE (Ang., v.o.) (**) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

RAMBO (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LES SACRIFIÉS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Delta, 10e (878-02-18).

SANS RETOUR (*) (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

SANS SOLEIL (Fr.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SI ELLE DIT OUI... JE NE DIS PAS NON (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) - V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL ? (You., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

TOOTSIE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

TYGRA, LA GLACE ET LE FEU (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

UN DIMANCHE DE FLIC, (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (421-77-99).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Les Images, 18e (522-47-94).

YOL (Turc, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LES FILMS NOUVEAUX

BEYROUTH LA RENCONTRE, film libano-tunisien de Borhane Alaouie ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic 14e (542-67-42)

COUP DE FOUDRE, film français de Diane Kurys : Gaumont-Halles 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumond-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01)

LE DERNIER COMBAT, film français de Luc Besson : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

EFFRACTION, film français de Daniel Duval, : U.G.C. Opéra 9e (261-50-32) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 2e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99)

L'INDIC, film français de Serge Leroy : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e, (329-90-10) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 19e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)

MERRY GO ROUND, film français de Jacques Rivette : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

REVIENS JIMMY DEAN, REVIENS, film américain de Robert Altman, v.o. : St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11)

Les grandes reprises

AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

ALLEZ COUCHER AILLEURS ! (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

ALLEMAGNE MÈRE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62).

LE BAISER DU TUEUR (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LA BÊTE (Fr.) (**) : Rotonde, 6e (633-08-22).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

CINQ ET LA PEAU (v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

DEEP END (Ang., vo.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; V.F. Arcades, 2e (233-54-58) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

FITZCARRALDO (All., v.o.) : Lucernaire, 6e ((544-57-34).

FLASH GORDON (Ang.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LE FLEUVE SAUVAGE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

FRANKENSTEIN JR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

IMAGES (v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) Napoléon, 17e (380-41-46).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : (1re partie), (2e partie), Grand, Pavois, 15e (554-46-85).

KEY LARGO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).

MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MÉLODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Escurial, 13e (707-78-04).

PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

PINOCCHIO (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Mistral, 14e (539-52-43; Magic, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

PORTIER DE NUIT (It.,vo.) (**) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (V.f.) Arcades, 2e (233-54-58).

RUELLES DU MALHEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND (Ang., v.o.) : Logos, 5e (354-26-42).

SUNSET BOULEVARD (Boulevard du crépuscule) (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).

TEX AVERY FOLLIES, Rialto, 19e (607-87-61).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LE VIOLENT (A.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50).

Les festivals

MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Une nuit à l'opéra.

HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action-Lafayette, 9e (878-80-50) : la Femme à abattre.

MARLON BRANDO (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) : 18 h. : la Comtesse de Hongkong ; 16 h : Viva Zapata ; 22 h 20 (v.f.) : Queimada ; 14 h et 20 h 10 : Un tramway nommé désir.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : la Péniche des arts, 16e (527-77-55).

FILMS D'AMOUR (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : le Cri.

IIe FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA JUIF : Acacias, 17e (764-97-83) : 20 h 45 : le Préféré.

SÉLECTION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE FEMMES (v.o.) : Republic-Cinémas (805-51-33) : 20 h et 22 h : Madame, vous n'avez rien ; Elles soulèvent des montagnes.

HOMMAGE A ARLETTY-CARNÉ-PRÉVERT : Ranelagh, 16e (288-64-44), en alternance : les Visiteurs du soir ; les Enfants du paradis ; Le jour se lève ; les Portes de la nuit.

DUSTIN HOFFMAN (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) 20 h 30 : Alfredo, Alfredo ; 22 h 30 : John and Mary.

ALAN J. PAKULA (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) : 16 h 10 : le Souffle de la tempête ; 18 h 30 : Une femme d'affaires.

INGMAR BERGMAN (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11) : 16 h 15 : la Source ; 18 h 15 : l'Heure du loup ; 20 h 15 : Cris et Chuchotements ; 22 h 15 : Une passion.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18e (606-36-07) : Antonieta.

FRED ASTAIRE (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Roberta.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h.

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32) 18 h 20.

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.

LA FÉLINE (A., v.o.) (*) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 15 h 40.

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-19-68), 12 h et 24 h.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Rivoli-Beaubourg 4e (272-63-32), 16 h.

LE MÉPRIS (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

MISSING (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 30.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 15 h 45.

NETWORK (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 15 h 45.

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 10.

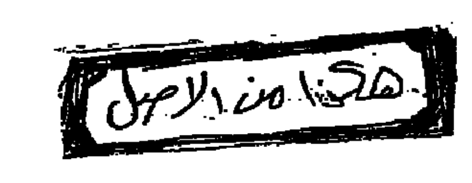
PROVIDENCE (Angl., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

REDS (Ang., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 21 h.

LES SACRIFIÉS (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h 10.

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 14 h, 23 h 35 et 0 h 20.



COMMUNICATION

Lu

DEUX ÉCRIVAINS ROUMAINS TRAQUÉS

Barbouzes et littérature

Il y a des auteurs qui rapportent l'événement et d'autres qui le transfigurent en le recréant. Une même affaire d'État, avec agents secrets et enlèvement, survenue l'été dernier, est ainsi à l'origine de deux livres : un récit témoignage de Paul Goma et une satire sous forme de sotie de Virgil Tanase.

Récapitulons : excédé par les critiques féroces de ces deux écrivains roumains vivant à Paris, le dictateur de leur pays décide de les liquider. Les services secrets français, informés par un transfuge chargé de la besogne, préviennent les victimes du projet. Pour flouer l'inspirateur de la tuerie, un attentat manqué est organisé contre Goma à Paris. Tanase, lui, est enlevé et mis à l'abri, le temps nécessaire à l'informateur de faire passer à l'Ouest son frère resté en Roumanie. C'est la partie visible de l'iceberg. Le reste, nous l'ignorerons, sans doute, à jamais. Les rescapés de cette histoire rocambolesque ont réagi en l'écrivant chacun avec son tempérament, chacun avec son talent : Goma nous livre un conte de faits, Tanase tout au plaisir de son texte, une féerie.

Nous sommes saisis d'angoisse et de peur à la lecture de la confession de Goma, auteur épié et traqué jusqu'à recevoir à son domicile un faux livre bourré de vrais explosifs. C'est dire l'importance que certains roitelets, à souveraineté souvent limitée, accordent à l'impact du verbe imprimé. En effet, depuis 1978, date de son arrivée en France, le conteur n'a pas cessé de dénoncer courageusement l'arbitraire et la gabegie qui font loi dans son pays. Mais comment ne pas s'étonner des réserves formulées par Goma sur son compatriote et confrère ?

Pour Virgil Tanase, installé à Paris depuis 1977 (il est aussi auteur dramatique (1) et il écrit directement en français), l'événement est l'occasion d'exercer sa faconde et sa verve polémique. Ce n'est pas le témoin mais l'écrivain qui nous ravit. Se réclamant du Balzac des Contes drolatiques, *Tanase transforme sa mésaventure en opéra bouffe, tragédie et fête foraine à la fois. Entre une flânerie à Paris et une promenade au carnaval de Venise, il nous fait prendre le train à grande vitesse qui croise des lopins de terre transformés en radeaux sur les mers incertaines où rôdent les pirates et les « grands protecteurs ».*

Une satire à la Gogol

Dans ce monde onirique où la satire à la Gogol fait bon ménage avec la poésie, les espions changent d'employeur selon leur droit syndical le plus strict, des fées évanescentes entrent dans la fonction publique comme en religion, un prince ivre-mort écrase les passants, la lumière bretonne se mêle à celle du Levant et le souverain mégalomane d'un pays danubien se trouve tout nu à côté de la reine qui a perdu sa culotte elle aussi . « Le talent, *écrit Tanase,* n'obéit pas aux impératifs sociaux et son destin échappe au contrôle des institutions et des usagers. »

Bien sûr, le grand public pourrait exprimer sur l'« affaire » quelque perplexité. Les autorités de Bucarest seraient-elles maladroites à ce point pour se compromettre dans une action absurde, l'assassinat de deux écrivains ? Comment se fait-il que le transfuge se promène dans la ville sans qu'on l'ait « suicidé » plusieurs fois ? L'émission « Droit de réponse », à laquelle participaient, samedi soir, Paul Goma et Virgil Tanase, n'a pas tout à fait répondu à ces interrogations. Mais, comme le disait avec pertinence Pavel Tigrid, journaliste et écrivain tchèque en exil, c'est aux peuples empêchés de parler que ce droit de réponse devrait revenir.

EDGAR REICHMANN

(1) *Le Paradis à l'amiable*, mis en scène par l'auteur, se joue actuellement au Forum Lucernaire.

(*) Paul Goma : *Chassé croisé*, récit traduit du roumain par Alain Paruit, Hachette, littérature générale, 255 pages, 64,48 ; Virgil Tanase : *C'est mon affaire*, sotie, Flammarion, 182 pages, 45 F.

« France-Soir » à la merci de M. Robert Hersant

***France-Soir* disparaîtra-t-il avant l'été ? Ou ne sera-t-il plus que la trompeuse jaquette d'un journal « normalisé » selon les goûts et les critères de M. Robert Hersant, à la manière de *l'Aurore* ? Telle est bien la menace que le propriétaire du *Figaro* a laissé planer avant de s'installer, rue Réaumur, sur la passerelle d'un navire qu'il affirme être en détresse.**

Cela change de ce qu'il déclarait en septembre 1976 pour justifier, auprès du personnel du *Figaro*, le rapprochement avec *France-Soir*, dont il venait de racheter la moitié du capital à Paul Winkler. « *Il n'était pas possible de laisser disparaître* France-Soir, écrivait-il dans une lettre d'information adressée aux personnels du *Figaro* et de la Sirlo (imprimerie du *Figaro*), *abandonné à son sort par son précédent éditeur* (1). France-Soir, *qui conserve la plus forte diffusion des quotidiens de la région parisienne, peut constituer avec* le Figaro *un ensemble techniquement et commercialement équilibré. C'est la solution intelligente. Cette évidence fait oublier le tapage intéressé mené par* le Monde, le Nouvel Observateur *et* Libération. *En dépit des efforts méritoires de ces confrères,* France-Soir *reparaît* (2). *Le temps permettra de consolider ce fragile édifice.* »

Malheureusement, entre 1976 et 1982, les ventes de *France-Soir* tombent de 520 000 exemplaires par jour à 430 000 (3), et le déficit, qui était d'environ 30 millions de francs en 1977, passe à 60 millions en 1979 pour atteindre 93 millions en 1982. Si l'on tient compte de ce que, dès le départ, la gestion du quotidien avait été « verrouillée » par M. Jacques Hersant (fils de M. Robert Hersant), voilà qui pourrait faire sérieusement douter de la réputation d'« intendant miracle » que la légende accorde à M. Robert Hersant dans le secteur de la presse.

Déficit grave, catastrophique même, du moins si le chiffre avancé par le Springer français est vrai. Ce dont certains doutent rue Réaumur. En effet, personne dans l'appareil administratif de *France-Soir* n'est en mesure d'infirmer ou de confirmer ce chiffre. C'est là une des caractéristiques essentielles de la « crise » de *France-Soir :* depuis avril 1977, en effet, M. Robert Hersant, sous couvert d'économie et de rationalité, a absorbé progressivement les services comptables et de vente du quotidien de la rue Réaumur dans ceux du *Figaro*.

Entré en négociation, au printemps 1982, pour le rachat éventuel de *France-Soir*, M. Max Théret raconte que les experts commis par lui pour dresser un état du journal ont eu toutes les peines du monde à obtenir des documents fiables sur les ventes du journal et les effectifs de la rédaction. De même observe-t-on que les petites annonces, dans leur grande majorité, transitent par des sociétés que M. Robert Hersant contrôle. En outre, depuis mars 1977, *France-Soir* emprunte le réseau fac-similé du *Figaro* pour sa diffusion en province, et le banc de rotatives Goss qui tirait le journal rue Réaumur a été vendu en 1982, « livrant » ainsi *France-Soir* à la merci de l'imprimerie de la Plaine-Saint-Denis, où M. Robert Hersant facture les coûts de fabrication à son gré. Si l'on ajoute — comme l'a fait *Libération* (du 8 avril) en téléphonant au cabinet Bourdais — que « *l'immeuble* [de *France-Soir*] *a été acheté par son propriétaire en décembre 1982 et qu'il est remis à la vente maintenant* » (estimation : 172 millions de francs), on admettra que le prestigieux quotidien de Pierre Lazareff vit, désormais, sous un régime de liberté très conditionnelle.

En plein mystère

Dans un tract diffusé lundi 11 avril, les sections syndicales C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O. du journal évoquent une série de « mystères » coïncidant avec l'arrivée de M. Robert Hersant à la direction de *France-Soir*. Les syndicats se demandent comment il se peut que le compte rendu de la réunion extraordinaire du comité d'entreprise (le 25 mars) soit signé par M. Robert Hersant « président », alors que celui-ci s'est présenté ce jour-là « *en demandant au comité d'entreprise l'autorisation d'y participer* ». De plus, les syndicats s'interrogent sur la mise en vente de l'immeuble, « *acheté en 1976 pour 4 milliards de centimes, confié d'abord à la filiale Immobilière-Réaumur, et revendu dès la première échéance due à la FEP* ». Enfin, ils demandent pourquoi l'« ours » (4) du journal ne change pas, alors que « *Robert Hersant assume tous les pouvoirs bien au-delà de ce que pouvait Jacques Hersant* ». Précisons que M. Jacques Hersant est toujours mentionné dans *France-Soir* comme directeur de la publication, alors que son père l'a envoyé en mission aux États-Unis pour étudier le développement de *France-Amérique*, journal acquis en 1982 par M. Robert Hersant.

L'ordonnance du 26 août 1944 — pour infraction de laquelle M. Robert Hersant est inculpé depuis 1978 — déclare en effet : « *Art. Ier. — Sous quelque forme qu'elle soit exploitée, toute publication périodique doit faire connaître au public les noms et qualités de ceux qui ont la direction de droit ou de fait.* »

Le 28 février, M. Pierre Mauroy avait fermement condamné les « *conditions illégales* » dans lesquelles la C.G.T. avait pris le pouvoir à *l'Union* de Reims, événement sur lequel les journaux de M. Hersant, *le Figaro* en tête, avaient crié à la « soviétisation ». Le sacro-saint droit de propriété, exercé par M. Hersant à *France-Soir* par banques interposées, serait-il, lui, au-dessus des lois ? Par la voix du premier ministre, le gouvernement s'est engagé à réviser cette année le système des aides à la presse, premier volet d'une réforme de l'entreprise de presse. L'affaire de *France-Soir* confère au sujet un caractère d'urgence.

CLAUDE DURIEUX.

(1) France Édition et Publication (FEP), filiale d'Hachette.

(2) Après la grève de onze jours observée par la rédaction de *France-Soir*.

(3) Dernier O.J.D. portant sur 1981. La diffusion payante, en 1983, est inférieure à 400 000 exemplaires.

(4) Emplacement (obligatoire dans chaque journal) où se trouvent les renseignements administratifs concernant la publication, et notamment le nom de son directeur.

Mardi 12 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Musique : Faust.
Réal. : P. Cavassilias.
Festival de Nervi en 1982. Les batailles perdues d'avance de Faust contre l'érosion du temps et la mort. Chorégraphie de J. Russillo. A partir de Faust symphonie *et* Totem danse *de F. Liszt et une partition originale de Steve Lacy. Avec J. Russillo, D. Agesilas, E. Demaye, N. Yoshida.*

22 h 15 Mémoire : portrait d'un taoïste honoraire.
Prod. I.N.A. Réal. A. Joubert.
Joseph Needham, scientifique anglais, passionné de technologies chinoises, évoque ses rencontres avec Tchiang Kaï-chek, Chou En-lai et Mao Tsé-toung...

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 40 Film : La guerre des polices.
Film français R. Davis (1979), avec C. Brasseur, M. Jobert, C. Rich, J.-F. Stevenin, F. Périer.
Le chef de la brigade territoriale et le chef de la brigade anti-gang se détestent. Au lieu de coopérer, ils deviennent rivaux dans les opérations de police. Film bien fabriqué, sacrifiant à la mode « anti-flic ». Action, violence, numéros d'acteurs qui font de l'effet. Marlène Jobert a un rôle sacrifié dans cet univers d'hommes.

22 h Mardi cinéma,
de P. Tchernia.
Avec J.-C. Brialy et J. Birkin.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : l'Associé.
Film français de R. Gainville (1979), avec M. Serrault, C. Auger, C. Alric, J. Magre, M. Carrière, B. Haller.
Un conseiller financier, végétant dans la médiocrité, connaît une éclatante réussite lorsqu'il s'invente un associé anglais dont il passe pour être l'exécutant. Extraordinaire composition de Michel Serrault dans une comédie satirique sur l'argent.

22 h 5 Journal.

22 h 23 Une minute pour une image.

22 h 25 Prélude à la nuit.
Concerto pour clarinette et orchestre, de Copland.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues : Développement et tiers-monde, avec J.-P. Cot et J.-L. Buchet.

22 h 30, Nuits magnétiques : family life.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 28 janvier 1983 au Grand Auditorium de Radio-France) : « Polonaise en fa dièse majeur », « Barcarolle en fa dièse majeur », « Sonate n° 3 », de Chopin : par V. Perlemuter, piano. « Mythes pour violon et piano », de Szymanowsky, par C. Bogdanas, violon et J.F. Heisser, piano. « Trio pour piano, violon et violoncelle », de Chopin ; par C. Bogdanas, violon, J.-F. Heisser, piano, D. Fodoreanu, violoncelle.

22 h 30, Fréquence de nuit : ruines et néons Berlin ! 23 h 30, Jazz-club.

Mercredi 13 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain.
13 h 50 Mer-cre-dis-moi-tout.
15 h 50 Les pieds au mur.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
19 h 55 Tirage de la Loterie.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Les mercredis de l'information : le marché de la peur.
(Lire « A voir » ci-contre.)

21 h 40 Musique : Wagner, Stravinski.
Réal. : J. Hennin.
L'Orchestre de Paris, dir. Z. Mehta, interprète : « Rienzi » (ouverture), de Wagner, et « le Sacre du printemps », de Stravinski.

22 h 45 Balle de match.
Magazine mensuel du tennis.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 30 Stade 2 midi.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h 5 Les carnets de l'aventure.
Alain Bombard, naufragé volontaire.
14 h 30 Dessins animés.
15 h 5 Récré A 2.

17 h 10 Platine 45.
Avec Donald Fagen, Marianne Faithfull, Patrick Verbeke, Toto, Laurent Voulzy...

17 h 45 Terre des bêtes.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.

20 h 35 Téléfilm : La Veuve rouge.
De J. Curtelin, réal. E. Molinaro (première partie). Adaptation de « Mme Steinheil ou la connaissance du président », d'Armand Lanoux.
La veuve rouge (elle a existé), c'est une dame du monde, secrète, calculatrice et dangereuse pour qui s'aventure dans ses bras. Accusée du meurtre de ses parents, elle saura se défendre... Un bon téléfilm soutenu par des dialogues vifs et ironiques.

22 h 10 Magazine : Les jours de notre vie.
L'enfant épileptique.
Les manifestations, les traitements et les facteurs psychologiques de l'épilepsie.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h En direct de l'Assemblée nationale.
18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : Tintin.
20 h Les jeux.
20 h 35 Variétés : Cadence 3.
Autour de Nana Mouskouri.
21 h 35 Journal.
21 h 55 Divertissement : Si Marey m'était conté
...ou le mouvement qui déplace les lignes, réal. M. Gérard, avec B. Lajarrige et P. Dudan.
Chansons, ballets, poésies pour rire et s'envoler...
22 h 48 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
22 h 50 Prélude à la nuit.
« *Sonate pour contrebasse et piano* », de Hindemith, par J.-L. Bassuel et E. Rosenfeld.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : la presse helvétique de langue française ; la vie des mots.
8 h, Les chemins de la connaissance : histoires de verre ; à 8 h 32, armée et société.
8 h 50, Échec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : rencontre auteur-lecteurs à la bibliothèque de l'Heure joyeuse (Paris), avec T. de Molenes.
11 h 2, La musique prend la parole : Mozart (« les Noces de Figaro »).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, A la mémoire du compositeur Claude Vivier (et à 17 h 32 et 20 h).
14 h, Sons : à Athènes.
14 h 5, Un livre, des voix : « Loïca », de D. Letessier.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : les chantiers pour les jeunes.
15 h 2, Les après-midi de France-Culture : nature autrefois, nature aujourd'hui ; 16 h, Science à l'infinitif ; 17 h, Raison d'être.
18 h 30, Feuilleton : La certaine France de mon grand-père.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : « Fluctuat nec mergitur », ou la dérive des continents.
22 h 30, Nuits magnétiques : family life.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques pittoresques et légères : œuvres de Minotauros, Pourcel, Aimable et Lassagne.
6 h 30, Musiques du matin : œuvres de Marcello, Ysaye.
7 h 5, Concert : œuvres de Lully, Couperin, par la Grande Ecurie et la Chambre du roy.
7 h 45, Le journal de musique.
8 h 10, Concert : œuvres de Fauré, Ravel, par l'Orchestre du Capitole de Toulouse : dir. M. Plasson.
9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : Poulenc ; œuvres de Poulenc, Stravinski.
12 h, Avis de recherche : œuvres de Villa-Lobos, Gismonti.
12 h 35, Jazz : Tout Duke.
13 h, Musique légère : œuvres de Bonneau.
13 h 30, Jeunes solistes : œuvres de Haendel, Haydn, Quitter, Britten, par M. Shopland, chant.
14 h 4, Microcosmos.
17 h 5, L'histoire de la musique.
18 h, Jazz : où jouent-ils ?
18 h 30, Studio-Concert (en direct du Théâtre du Ranelagh) : œuvres de Marais, Atterberg, Milhaud, Schumann.
19 h 35, L'imprévu : le miroir de l'actualité musicale.
20 h 5, Les chants de la terre.
20 h 30, Concert (en direct de la Basilique de Saint-Denis) : « War Requiem » de Britten, par l'Orchestre national de France et les chœurs et maîtrise de Radio-France ; dir. L. Maazel et K. Richter ; sol. A. Bernard, soprano ; B. Brewer, ténor ; W. Groenroos, baryton.
22 h 30, Fréquence de nuit : Ruines et néons, Berlin !

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 12 AVRIL

— *M. Roland Carraz*, secrétaire d'État au tourisme, est invité à l'émission « Horizons », à 18 h 40, sur Radio-Express, 100,85 MHz, Paris.

MERCREDI 13 AVRIL

— *M. François Guillaume*, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, est invité à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 30.

— *M. Alain Peyrefitte*, ancien garde des sceaux, député (R.P.R.) de la Seine-et-Marne, est reçu à l'émission « Cosmos », à 17 h 30, sur Radio-Fréquence-Montparnasse, 89 MHz, Paris.

A voir

Paris c'est Chicago

Enfin, je ne rêve pas ? Si les crimes de sang restent à peu près stationnaires, la petite délinquance, elle, est en augmentation constante. Pas seulement depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, certes. Sous l'ancien règne, la courbe était déjà largement ascendante. Regardez autour de vous. Chacun de nous peut citer dix exemples de sacs à main arrachés, d'appartements cambriolés, de bandes de jeunes « s'amusant » à bousculer les passants.

Alors, pourquoi insinuer le contraire ? Pourquoi aller contre l'évidence ? Pourquoi nous faire passer pour des couards, des fous, des persécutés ? Ce sera le cas mercredi sur TF 1 (« le Marché de la peur »), à l'occasion d'un plaidoyer contre l'autodéfense, contre le racisme, contre la xénophobie rampante toujours prête à sauter sur le premier prétexte venu pour redresser la tête et cracher son venin. Cà relève des meilleurs sentiments, et j'y souscrirais d'enthousiasme, si la fin pouvait justifier des moyens trop grossiers pour être efficaces.

Vous verrez, leitmotiv de l'émission, attablé autour d'une toile cirée entre une mémé édentée et une bobonne obtuse, un Français moyen en liquette, à qui il ne manque que les charentaises et le béret, aligner comme des boulettes de mie de pain, à l'instigation sournoise du journaliste, des clichés du genre « Paris, c'est Chicago ». Ça rime à quoi ? A tourner en ridicule une impression grandissante d'insécurité ? Alors, c'est raté. Seule une petite élite de grands privilégiés peu enclins à prendre le métro ou à marcher à pied sera à même de saisir cette ironie, à mes yeux déplacée.

Autres personnes interviewées : des propriétaires de pavillons mis sens dessus dessous; des patrons de bar justiciers et des vat-en-guerre armés jusqu'aux dents pour défendre leur tiroir-caisse.

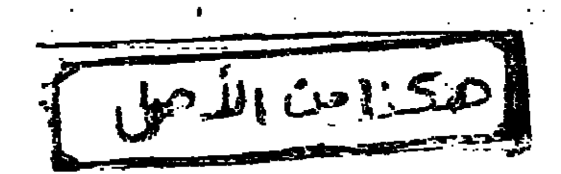
Ces gens-là, ce n'est pas en leur faisant de la morale — « Vous trouvez normal de punir de mort un simple vol ? », *— ce n'est pas en les montrant du doigt qu'on les désignera à la colère méprisante du gros du troupeau, lui-même monté à bloc et de plus en plus nerveux. Il s'agit d'une situation grave, explosive, à manier avec précaution, une situation reposant, c'est vrai, sur un énorme malentendu.*

En 1980, en effet, 85 % des crimes et des délits ont été commis par des Français, pas par des immigrés. Même s'il y a proportionnellement plus de délinquants parmi ces derniers (1). Ce démenti percutant, précis, aux craintes sournoises de la population, on ne vous le donnera pas à l'écran. Pour faire cesser la peur, il ne suffit pas de la tourner en dérision. Il faut la raisonner et lui opposer des faits concrets.

Faute de quoi, elle se doublera d'une indignation, encore plus dangereuse si possible. Et puis, au lieu de chercher éternellement des excuses aux Maghrébins, qui n'y sont pour rien ou pas grand-chose, il serait quand même temps de s'interroger sur les raisons qui poussent nos propres gosses sur cette pente fatale de la facilité, de la paresse, bref, de la criminalité... et de l'irresponsabilité.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Voir *le Monde* du 23 mars.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39 85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Société Les Emaux de Briare, filiale d'un groupe français de 10.000 personnes recherche, pour la zone Méditerranée- Moyen-Orient son

Attaché de direction export

Dépendant du Responsable de zone Moyen-Orient, vous animerez un réseau d'agents implantés dans l'ensemble des pays de cette région et y développerez les ventes. Vous assurerez les visites aux principaux prescripteurs (bâtiment principalement), participerez à la formation des agents de vente et suivrez la *concurrence.*

Agé de 25 - 30 ans, vous aurez acquis 3 à 5 ans d'expérience de vente à l'étranger, si possible au Moyen-Orient. Vous posséderez une excellente connaissance de la langue anglaise. Vos déplacements seront très fréquents.

Nous vous offrons des perspectives d'évolution intéressantes dans notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + prétentions aux Emaux de Briare sous réf. E 31, 14 bis rue Daru, 75008 Paris.

média-system

GENERALE SUCRIERE



4 Milliards de F de CA, 10 Etablissements

responsable des affaires sociales

Le Responsable des Affaires Sociales de notre Etablissement de NASSANDRES (EURE) rejoint notre équipe au Siège. Nous recherchons son successeur. Il prendra en charge la totalité de la fonction Personnel et devra pouvoir épauler efficacement le Directeur d'Etablissement dans l'animation des hommes et les négociations avec les partenaires sociaux.

La politique de développement social et de communication qui est la nôtre exige :

UN HOMME DE PERSONNEL DE LA NOUVELLE GENERATION

De tels hommes sont rares.

Notre exigence première est : une forte personnalité déjà habituée à encadrer, animer des équipes, convaincre - une ouverture d'esprit, une compréhension des besoins du personnel - l'aptitude à imaginer des solutions.

Si vous vous reconnaissez dans ce portrait et que vous avez déjà l'expérience de la fonction Personnel, c'est bien.

Mais nous acceptons l'idée, si vous êtes **DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES**, de vous aider à prendre cette fonction si vous correspondez à l'un des profils suivants :

- Patron d'un service de production ou d'une PME,
- Ingénieur conscient de l'enrichissement que cette fonction apportera à sa carrière,
- Juriste désireux d'avoir un rôle plus opérationnel et plus près du terrain.

Nous attachons beaucoup d'importance à de tels postes ; la rémunération ne saura être inférieure a 220.000 F et tiendra largement compte de votre expérience antérieure.

Cette recherche sera traitée en toute discrétion par notre Conseil à qui vous voudrez bien adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 2210-M

a et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

SYNTEC — CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Important Groupe Agro-alimentaire
1300 personnes, siège proximité Compiègne (Oise), recherche son

directeur des relations sociales

Mission :
Le D.R.S., directement rattaché au Directeur Général, assistera les Directeurs et les Chefs d'unité dans les domaines suivants :
- gestion de tous les problèmes liés à l'évolution actuelle de la législation sociale ;
- application et respect du Droit du Travail ;
- harmonisation de la politique du personnel *dans les différents établissements ;*
- recrutement et promotion (Cadres et Agents de Maîtrise) ;
- formation, etc.

Il prendra en charge le développement et les orientations de la politique sociale du Groupe (information, participation de l'encadrement, rémunération, etc.).

Profil :
- Age minimum 35 ans avec expérience d'au moins 5 ans dans des fonctions similaires.
- Formation supérieure Écoles de Commerce, Sciences-Politiques ou équivalent, avec complément juridique.

Adresser Curriculum-Vitae détaillé avec souhaits de rémunération et photo si possible, sous réfer. 162, à L.P.A. - Jacques Genevay, 11, square Jasmin, 75016 Paris.

P.R.B.

PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT PRODUITS INDUSTRIELS

filiale de distribution groupe industriel international, recherche

DIRECTEUR
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET DU DÉVELOPPEMENT D'UNE LIGNE DE PRODUITS A HAUTE VALEUR-AJOUTÉE

Action France et export. Anglais et allemand indispensables
Rémunération 220.000 Frs. environ, suivant expérience.
Poste à PARIS
Formation supérieure et expérience Marketing industriel
Age 30 ans environ.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo S/Nº T 039580 M à RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

Constructeur biens d'équipement industriels secteur mécanique
Objectifs de développement ambitieux et moyens financiers adaptés.

Directeur industriel

300.000 F +

Outre l'animation et le contrôle de l'activité de deux unités industrielles Lyon et Région Parisienne, il prendra plus particulièrement en charge :
- l'organisation de la production, planning, ordonnancement...
- la mise en place d'une gestion de production informatisée.
- la définition et l'application d'une politique d'achats.

Nous souhaitons rencontrer des hommes de forte personnalité, formation Ingénieur A.M. ou équivalent, justifiant d'une expérience similaire acquise de préférence dans des fonctions de Chef d'unité et dans le secteur mécanique.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous référence 350 A, par
claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15

Directeur Général d'un important organisme de formation permanente, (C.A. : 80 millions), couvrant l'ensemble du territoire (13 implantations), je recherche pour compléter l'équipe restreinte de Direction Générale :

directeur administratif et financier

Il sera pleinement responsable de l'ensemble des domaines suivants :
- Budget et Contrôle de Gestion,
- Finances et trésorerie,
- Comptabilité Générale et Analytique,
- Administration du Personnel et Gestion des Effectifs
- Affaires Juridiques et Administratives,
- Informatique,
- Secrétariat du Conseil d'Administration.

Il disposera d'une équipe de 10 personnes réparties en 3 Services, travaillera en liaison permanente avec nos échelons régionaux (nombreux déplacements en Province).

Outre son large champ d'action propre, il participera en tant que membre de l'équipe de Direction à l'élaboration des différents aspects de la politique de l'organisme.

Vos diplômes et votre expérience antérieure devront montrer votre capacité à réussir dans ce poste.

L'organisme étant actuellement dans une phase stratégique combinant assainissement de la gestion et redéploiement, vous devrez faire preuve d'une forte volonté de participer à une réussite collective et d'une grande implication comme en exige une responsabilité de ce niveau.

La compétence professionnelle éprouvée et le sens de ses responsabilités devront s'harmoniser avec un esprit d'équipe indispensable. Une pointe d'humour ne sera certainement pas un obstacle pour réussir à ce poste.

Envoyer votre candidature: C.V., + lettre manuscrite + Prétentions, à Madame LECOMPTE-LIEGOIS, 17 avenue de Tourville, 75017 PARIS, sous réf. 66782

CONTESSE

Société spécialisée dans la télécommunication et ses dérivés recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour assurer son développement.
La société est intégrée à un groupe industriel et commercial important.
Son futur Directeur Général sera responsable de la réalisation des objectifs d'expansion de la société.
Il sera également son gestionnaire.
Il devra posséder une expérience professionnelle de plusieurs années acquise soit dans la même branche d'activité, soit dans le secteur de la distribution.
Il aura également l'expérience de la création et de l'animation de réseaux de vente.

Le poste est à pourvoir en région parisienne.

La rémunération est attrayante et sera fonction de la réussite dans ce poste.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, salaire actuel + photo s/nº T 039.550 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2ᵉ.

DIRECTEUR GENERAL

Laiterie COTE D'IVOIRE

Une société française, spécialisée dans la technique et la technologie laitières, et qui met son «savoir faire» (études, financements, réalisations...) au service de pays étrangers, recherche UN DIRECTEUR GENERAL pour l'une de ses filiales, implantée en Afrique Occidentale, et qui produit du lait de consommation reconstitué et des yaourts. Il sera entièrement responsable de la gestion administrative, financière (comptabilité), technique, commerciale et humaine de cette société. Il sera particulièrement chargé d'accroître le potentiel industriel de l'usine et de définir et appliquer une politique marketing et commerciale (publicité, PLV, animation des ventes,...) afin de doubler la production. Il entretiendra personnellement les meilleurs relations possibles avec les autorités et les administrations locales. Il définira, animera et coordonnera les activités de plusieurs dizaines de personnes dont trois expatriés. Il devra assurer le développement de nouveaux produits. Le candidat retenu, de formation supérieure, possèdera une dizaine d'années d'expérience, acquise dans l'industrie laitière ou agro-alimentaire dans une fonction de direction. L'expérience de l'expatriation en Afrique serait particulièrement appréciée.

Ecrire sous référence 582/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

+ 250.000

Société de Services (200 personnes) Filiale Groupe International recherche :

Directeur Général

Ce poste conviendrait à un candidat âgé au minimum de 35 ans, de formation commerciale supérieure, justifiant une expérience réussie de responsabilité hiérarchique et de la gestion commerciale, en particulier du Marketing Firmes.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 14256 sur enveloppe à : JEAN RÉGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui tr.

J.R.P.

SOCIÉTÉ DE GRANDS MAGASINS

recherche

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

pour un de ses magasins de la Périphérie Parisienne.

Homme de terrain efficace, rigoureux dans sa gestion, il optimise les résultats du magasin dont il a la responsabilité en motivant et animant son équipe vers la réalisation et le dépassement des objectifs fixés.

Il a 35 ans, une formation supérieure, une expérience de direction dans la distribution ou dans une entreprise commerciale.

Si vous pensez être le candidat que nous recherchons, nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV et photo) à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS sous référence 32571 M.

HAVAS CONTACT

FOYER JEUNES TRAVAILLEURS MIXTES PARIS (150 lits) recherche

DIRECTEUR ADJOINT
(H. ou F.)

Formation requise.
Adresser C.V. - photo à RÉGIE-PRESSE nº 039.417 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

IMPORTANTE FROMAGERIE
VOSGES
(C.A. 400 M.F.)
recrute un

DIRECTEUR FINANCIER

orienté vers gestion et organisation
Tél. au (8) 335-42-63 ou écrire sous réf. P. 300
CLAUDE BLIQUE
B.P. 3097, 54013 NANCY CEDEX.

Directeur de Production

Notre Unité de Production souhaite rencontrer un Ingénieur CNAM,... possédant de solides qualités en matière d'organisation, d'animation des hommes, pour assurer la Direction d'une usine de 150 personnes, située dans le Centre de la France.

Il devra en particulier :
améliorer l'organisation, la productivité, l'information économique de chaque atelier,
veiller à la qualité des produits
mener les études nécessaires à la définition des plans d'investissement.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'envoyer lettre manuscrite, et C.V. sous référence 83103 M à Madame Béatrice GALIEVSKY qui traite confidentiellement cette recherche

centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

COGEMA

recherche pour ses activités de prospection minière à l'étranger un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

pour lui confier la mise en œuvre et la maintenance d'équipements et de matériels de mesure. ainsi que la responsabilité des travaux d'instrumentation sur ses chantiers (Afrique. Amérique du Sud. Australie).

Le candidat de formation ingénieur électronicien (ISEN. ISEP...) débutant ou ayant une première expérience si possible dans le domaine des microprocesseurs. est un homme de terrain. possédant. outre la méthode et la rigueur généralement demandées aux ingénieurs, des qualités d'animation et d'intégration dans une équipe.

A une rémunération motivante s'ajoutent les avantages habituels liés à l'expatriation.

Merci d'envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. 339/83 à



IS CONSEIL
34. cours Gouffé
13286 Marseille Cédex 6.

IS CONSEIL *PARIS- LYON- MARSEILLE*

Deputy Tax Manager

LONDON **£16/18,000**

US multinational clients in the oil sector seek a qualified Accountant, aged 26/30, capable of *further rapid* advancement into senior financial or tax management in the UK or overseas.

Training and motivating a small staff, the post-holder will assist the Tax Manager with regard to both corporate compliance and planning work in the context of the Company's extensive African operations. Liaison and advice form a large part of the role and will require the person appointed to travel extensively in Africa.

Some exposure to international tax planning gained in either the profession or industry is essential, as are sound inter-personal skills and developed analytical abilities. Some facility in French is desirable.

Please telephone or write briefly for a personal history form, quoting ref. LG 464, to John Constable, Regional Director.



Management Personnel
Recruitment Selection & Search
67/68 New Bond Street, London W1Y 9DF
Telephone: 01 408 1612

SINGAPOUR

Société de commerce internat. française recherche dans le cadre de son *développement*

Cadre export

Ing. ou Sup de Co., ou E.S.C.A.E...
- Poste permanent à SINGAPOUR.
- *Parfaite connaissance de l'anglais exigée.*
- Exp. du com. international *souhaitée.*

Adresser candidature à : Centrale des Marchés Extérieurs. Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie. Limousin-Poitou-Charentes
15, pl. Jourdan, 87038 Limoges cedex, tél. (55) 33-31-99. Att. : Mme GUERIN.

Entreprise Ouest Allemande spécialisée dans la fabrication d'appareils et la construction d'installations pour la production et la distribution d'électricité

recherche pour la
Direction de sa succursale en
TUNISIE
(fabrication et distribution)

UN INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN

- Connaissance Allemand indispensable.

Adresser lettre de candidature avec C.V., prétentions et dossier complet sous réf. 57987 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX (qui transmettra)

Groupe international d'ingénieurs conseils
recherche

Economiste des transports confirmé

appelé à prendre au Maroc la direction d'une mission pluridisciplinaire consistant à coordonner des études multisectorielles (sécurité, tarification, approche du secteur professionnel, analyse des besoins en main d'œuvre et en formation...).

Basé à Rabat pour 2 ans environ. Logement et voiture fournis.

Après ces premières fonctions, d'autres opportunités seront offertes, en Afrique et en Asie, dans le cadre des contrats avec des gouvernements ou des organismes internationaux. Le poste est à pourvoir très rapidement.

Merci d'écrire avec C.V. et prétentions, sous référence 1 826 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

Groupe industriel international recherche pour sa filiale située en REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

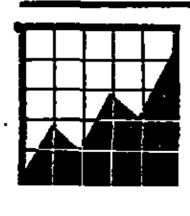
UN CHEF COMPTABLE

pour prendre en charge la comptabilité, l'administration et le contrôle de gestion de la filiale.

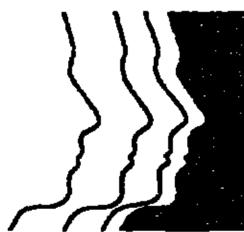
Ce poste conviendrait à un candidat de niveau DECS ou équivalent ayant acquis une expérience de plusieurs années dans un poste similaire en Afrique.

Ce contrat sera assorti de tous les avantages liés à l'expatriation.

Adresser lettre candidature, CV et prétentions s/réf. 7329 à :
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra



DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales



HEMPEL PEINTURES MARINE FRANCE

Associé à un groupe multinational, nous fabriquons et distribuons des peintures marines et industrielles (notre C.A. = 60 millions de francs).

Vous serez responsable de l'ensemble de la fonction administrative et financière et dirigerez une équipe de 12 personnes.

Votre première tâche sera d'informatiser notre gestion.

Membre à part entière du comité de direction, vous participerez à toutes les décisions concernant l'avenir de la société.

Parlant bien sûr l'anglais sans difficulté et disposant d'une excellente formation comptable et financière, vous avez une première expérience de la fonction dans une PMI informatisée.

Votre lieu de travail sera situé à **20 km au Sud de Beauvais** et à 50 minutes de Paris en voiture.

Merci d'écrire sous la référence 205156 M à :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

BKC

La Direction des Relations Sociales
d'un important Groupe de Distribution
(9000 personnes)
recherche

un attaché de direction HF assistance - magasins

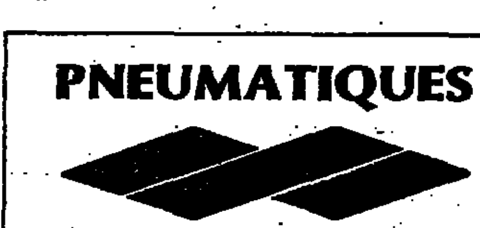
Vous devrez :
- justifier d'une excellente formation juridique de base,
- avoir assuré avec succes, pendant 2 ans environ, dans la distribution de préférence, des **Responsabilités Opérationnelles**, dans tous les domaines de la ***Fonction Personnel,***
- être capable, avec l'aide de vos collaborateurs, de conseiller nos Chefs d'Etablissements (magasins, entrepôts...) en matière de **Droit du Travail,**
- avoir le sens pratique ainsi que celui de la communication.

Par votre compétence et votre disponibilité, vous accéderez rapidement au poste de Chef du Service, dont vous assurerez la responsabilité globale.
Lieu de travail : PARIS 9ème

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 4223 à
rscg carrières 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS

emplois régionaux

PNEUMATIQUES



proposent des possibilités de carrière à de jeunes

TECHNICIENS MÉTHODES/ORGANISATION
(niveau Bac + 2)

- Destinés aux **Etudes de fabrication**, organisation des postes de travail, mise au point et amélioration des modes opératoires.
- Ces missions permettront d'évoluer à moyen terme vers d'autres activités d'Etudes (fabrication, techniques...) ou vers des fonctions de production.
- *Lieu de travail : TOUL, TROYES.*

Veuillez adresser votre candidature et C.V. à :
PNEUMATIQUES KLÉBER
Service Ingénieurs et Cadres
B.P. 1072,
54520 LAXOU.



RECAPET S.A.
Nous sommes une société de salaisons/conserves
(220 pers. 180 MF CA) située dans les Pyrénées-Atlantiques
Nous recherchons le spécialiste qui sera notre

Directeur administratif et comptable

Il prendra en charge :
- la comptabilité générale et analytique,
- la trésorerie,
- le contrôle de gestion,
- les problèmes juridiques,
- les problèmes sociaux.

Ce poste conviendra à un candidat de 35 ans environ, de formation supérieure + DECS ayant une expérience de quelques années en milieu industriel.
Son potentiel et sa personnalité lui permettront d'évoluer à terme au sein du groupe agro alimentaire auquel appartient cette société.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 353 RT à

SCOTI 33, rue de Miromesnil
75008 Paris.
Discrétion assurée.

média-system

DIRECTEUR UNITE INDUSTRIELLE

FORMEUROP-LAVAUZELLE est une imprimerie du Groupe HACHETTE spécialisée dans l'impression en continu (chèques bancaires, billets S.N.C.F. ou d'avion, documents administratifs...).

Pour faire face au développement de notre secteur impression en continu (100 millions de CA - 175 personnes, sur 3 unités), nous recherchons un **Ingénieur grande école** (IDN, ENSL...) 33 ans au minimum, ayant une bonne expérience de la production de séries unitaires et désireux d'élargir le cadre technique de son action pour prendre en charge l'ensemble d'une unité sous tous ses aspects : animation du personnel, gestion, organisation, amélioration de la production, conception et lancement de nouveaux produits...

Basé à LIMOGES, ce poste permettra une évolution dans notre secteur impression en continu ou dans la branche industrielle du Groupe.

Voulez-vous écrire (C.V + salaire actuel) sous la référence 120 à notre Service Gestion des Cadres 12, rue François 1er 75008 Paris.



média-system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour son établissement de

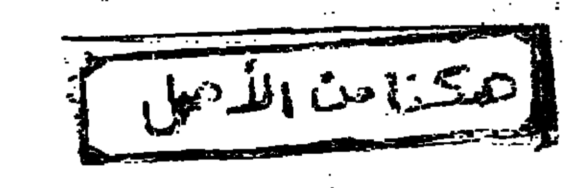
NANCY

CADRE RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Libre rapidement, rattaché au Directeur Régional dans le cadre d'une structure decentralisée, le poste comprend les responsabilités suivantes :

- gestion clientèle (facturation, règlement, relances) ;
- gestion stocks (produits et emballages) ;
- exploitation d'un mini-ordinateur ;
- analyste budgétaire (élaboration et suivi) ;
- études de rentabilité ;
- administration et gestion locale du personnel ;
- autorité hiérarchique sur personnel administratif (10 personnes) ;
- formation gestion des entreprises ;
- niveau D.E.C.S.

Envoyer C.V., références, photo, prétentions no 67.141. Contesse Publicité, 20, avenue Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TEMAT

PREMIER FABRICANT EUROPEEN DE TELEPHONES

1600 personnes en BRETAGNE SUD, réparties en plusieurs établissements, un CA ayant triplé en 3 ans. Nous renforçons notre potentiel ELECTRONIQUE à la Direction de Production et créons le poste de

INGENIEUR GESTION DE PRODUCTION INFORMATISEE

Intégré au service approvisionnements et stocks, il gérera les approvisionnements relatifs aux produits nouveaux et aux évolutions de produits en cours de fabrication, en liaison avec le service étude et le service achats.

Ce poste peut intéresser un **INGENIEUR ELECTRONICIEN DEBUTANT** attiré par les **PROBLEMES DE PRODUCTION.** Il aura si possible une formation complémentaire type IAE ou CESMA . . .

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée en indiquant la référence **JD 167** à **TEMAT** Direction du Personnel
10, rue Jean Jaurès — 29000 QUIMPER





FAFRANCE ANNONCES

FAMICREDIT

établissement financier spécialisé dans le crédit à la consommation, filiale d'un groupe bancaire privé international recherche pour sa division crédit

Créditman
de haut niveau

pour pourvoir un poste axé principalement sur:
- l'étude des risques liés aux emprunteurs,
- la mise au point des processus opérationnels de décision de crédit,
- la formation du personnel pour tout ce qui concerne le processus et la qualité des décisions de crédit.

Ce poste suppose une connaissance approfondie des techniques statistiques, de grandes qualités de synthèse, l'habitude de travailler sur des supports informatiques, le sens de la pédagogie et de la communication.

Le candidat retenu aura donc une formation de niveau supérieur, quelques années d'expérience dans la profession et une pratique courante de l'anglais. Ce poste est à pourvoir à Dijon. Il peut s'agir d'une étape vers une évolution ultérieure intéressante au sein de la société ou du groupe.

média-system

Adresser candidature manuscrite, CV, photo et prétentions à Franck de Bucy - Service du Personnel, BP 449, 21000 Dijon.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



• URSS
• Asie du Sud-Est

Dans le cadre du développement de ses activités phytosanitaires, **ROUSSEL UCLAF** recrute 2 **ingénieurs agronomes.**

Intégrés au **Département d'Expérimentation en Cultures et de Développement Agronomique à l'Etranger**, leur mission comportera les trois aspects suivants :
- coordonner sur le plan technique les actions de mise au point de développement des produits de Santé Végétale jusqu'à l'homologation,
- assurer l'appui technique aux ventes,
- veiller à la cohérence de la communication scientifique à l'intérieur et à l'extérieur.

Pour ces **postes clés**, *nous souhaitons rencontrer des candidats possédant :*
- de bonnes connaissances en agronomie et lutte phytosanitaire,
- une expérience en matière d'expérimentation (travaux d'analyse, de synthèse),
- des qualités d'organisation et de méthode ainsi que des capacités d'adaptation et de travail en équipe,
- le goût des contacts et le sens de l'initiative.

Basé à Paris, le **poste pour l'URSS** implique une **parfaite connaissance du russe** lu, parlé, écrit. L'allemand et/ou l'anglais est souhaité.

Basé à Singapour, le poste pour l'Asie du Sud-Est (Singapour, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Birmanie, Viêt-Nam) nécessite une **parfaite maîtrise de l'anglais.**

Pour ces deux postes, les très nombreux déplacements sur la zone impliquent une grande disponibilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. M/12 à **Maryse DEBOCK - ROUSSEL UCLAF -** Service de Gestion des Cadres - 35 bd des Invalides - B.P. 120007 - 75007 PARIS.

MEDIA PA

ROUSSEL UCLAF

Mobil

Mobil Oil Française, une des plus importantes filiales du 3e groupe industriel mondial, possède en propre deux raffineries, l'une dans l'Hérault, l'autre en Seine-Maritime; cette dernière est *spécialisée dans la fabrication des lubrifiants.* Pour en assurer la meilleure valorisation, Mobil souhaite rencontrer des

JEUNES INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES
DE HAUT NIVEAU (X, Central, Mines, Arts et Métiers)

Au départ, une période de formation: elle comporte à court terme la prise effective de responsabilités dans des activités de base du raffinage, **avec séjours possibles en Europe ou aux USA.** Anglais indispensable.



Ensuite, des ouvertures variées sur des *carrières plus importantes soit en* raffinerie soit dans des activités diversifiées, au Siège Social ou à l'étranger. **Très larges possibilités d'évolution dans des fonctions polyvalentes.**

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 65928 à MOBIL OIL FRANÇAISE. Service Central Recrutement. Tour Septentrion - 92081 Paris La Défense Cedex 09.

Mobil. Avancez avec nous.

Promodès

JEUNES DIPLOMÉS SI VOUS ENVISAGEZ UNE CARRIERE DANS UN GROUPE EN PLEINE EXPANSION

1er grossiste multidistributeur en Europe, 19 175 personnes, recherche pour sa Branche **PROMOGROS,** Commerce de gros et de détail, réalisant 45 % du CA du groupe **JEUNES DIPLÔMÉS** BAC + 3 ou BAC + 4, *de formation gestion commerciale* - ESC *et leur propose de devenir* **CADRE DE LA DISTRIBUTION.**

Après une période de formation rémunérée, ils seront titularisés dans l'un *des secteurs d'activités suivants:* Commerce, Administration, Personnel, Gestion, Comptabilité, Logistique, Marketing.

Une promotion rapide est certaine pour les cadres de valeur:
— *si vous* êtes disponible ou mobile géographiquement;
— si vous possédez un tempérament affirmé;
— si vous avez un goût marqué pour les tâches concrètes et variées nécessitant initiative et sens des responsabilités;
— si vous êtes dégagé des obligations militaires.

Si vous êtes intéressé, envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 02M4 à M. Charles LECLERC, Direction du Personnel PROMOGROS, BP 17, 14120 MONDEVILLE.
Réponse garantie.

HAVAS CONTACT



TURBOMECA
MOTORISTE AERONAUTIQUE
recrute pour son établissement de **TARNOS** (Bayonne) 1500 personnes

2 JEUNES INGENIEURS AM, INSA...

GESTION DE PRODUCTION Réf. 2602

Ce poste, nouveau dans sa conception, s'inscrit dans la mise en place d'une organisation plus performante de notre activité REPARATION avec l'objectif de simplifier les circuits administratifs. Nous vous confierons d'abord, l'animation du Service Planning et Documentation Technique (une dizaine de personnes) afin de rendre notre système *informatisé le plus opérationnel possible. Progressivement* vos tâches d'analyse et de gestion vont s'étendre. En collaboration avec le Responsable Informatique et les intéressés, vous mènerez des études visant à améliorer notre gestion, en particulier des approvisionnements et du magasin.

Une formation à la gestion, type IAE, ainsi qu'une première expérience en entreprise sont souhaitables. Mais, si vous êtes débutant, c'est votre capacité de dialogue qui donnera à votre compétence et à votre rigueur, l'efficacité recherchée. Après ? Nous trouverons à satisfaire votre goût des responsabilités.

METHODES EN FABRICATION Réf. 2603

Notre établissement exerce également, une activité PRODUCTION. Le service METHODES est rattaché fonctionnellement au service central de BORDES, près de PAU. Compte tenu des contraintes aéronautiques, nos technologies sont exigeantes : robots, centres d'usinage à commande numérique ... Avec une équipe de techniciens vous aurez à gérer, modifier et élaborer des gammes complètes de fabrication. Vous concourrez par des analyses de temps à l'amélioration de nos coûts. Animateur du service Programmations en commande numérique, vous étudierez de nouveaux investissements en équipements et outillages.

Une expérience de 2 à 4 ans dans un service Méthodes-Production de moyennes séries de pièces mécaniques de précision nous paraît indispensable. Votre créativité et votre personnalité vous assureront une place intéressante dans notre Société.

Pour ces deux postes, merci d'envoyer, en indiquant la référence choisie, lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à **OCS** notre Conseil qui procèdera aux premiers entretiens à Bordeaux et à Paris.



1, rue Guillaume BROCHON BP 37, 33024 BORDEAUX Cédex
91, *rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS*

INGENIEUR ETUDES
E.S.E. - I.N.P.G.
I.S.E.N. - I.N.S.A. ...
Option Télécom ou Electronique

Travaillant au sein de l'équipe Organisation à St-Etienne, il sera chargé des questions de communication dans le Groupe, de la gestion des réseaux privés et des relations avec les PTT.
Agé de 30 ans environ et, si possible, confirmé dans sa spécialité par une première expérience chez un constructeur, il sera avant tout un homme de contact et un négociateur.
Son dossier réf. L 653 sera étudié confidentiellement à partir d'un C.V. précis et détaillé, de documents manuscrits et d'une photo, par le :
Département Recrutement CASINO, BP 306, 42008 Saint-Etienne Cédex.

média-system

Il y a plus d'un avenir au

Casino



En vue de la réorientation qualitative de l'activité du service,
LE CREDIT AGRICOLE DE ROUEN
recherche

le chef du service des affaires internationales

Ce cadre de haut niveau devra être capable d'assurer l'intégralité des objectifs de développement fixés par la politique d'entreprise dans son domaine d'activités, (le ratio de couverture des charges de fonctionnement par les produits financiers, constituera le critère majeur d'appréciation du titulaire du poste).

En outre, le candidat devra posséder de solides connaissances en matière d'analyses financières lui permettant d'apprécier la situation des entreprises, de son marché et de formuler un diagnostic sur la qualité du risque et de perspectives de développement.

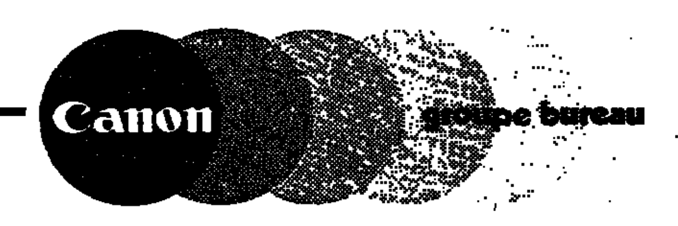
Une expérience de la fonction, dans une banque ou société de commerce international et une bonne maîtrise de la réglementation et des financements d'opération d'import/ *export sont obligatoires. Secondé par un* Adjoint, il aura à gérer de façon dynamique une équipe composée actuellement de 8 personnes et apportera sa contribution à la mécanisation des opérations de change tiré prévue pour 1984. La pratique de l'anglais et/ou l'allemand et/ou l'espagnol est indispensable.

A travers les responsabilités qui lui seront confiées, ce poste permettra à un candidat motivé et imaginatif de se réaliser pleinement.

Merci d'adresser votre candidature, C.V., photo et prétentions aux Relations Sociales et Humaines du Crédit Agricole Mutuel de Haute-Normandie 3027 76041 ROUEN Cédex



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Recherche pour ses Unités Opérationnelles Régionales de : Bordeaux, Lyon, Lille, Marseille, Nantes, Paris, Rouen, Strasbourg et Toulouse des :

Assistants de promotion

qui assureront le lancement en Unité du Télécopieur.
Sous la responsabilité du Directeur d'Unité Opérationnelle, *leur rôle sera de faire vendre les forces commerciales* directe et indirecte

L'expérience d'une fonction Technique dans la bureautique est souhaitable :
Merci d'adresser vos candidatures (CV + lettre manuscrite *+ photo) à Michelle VEYSSIERE.*

Assistance Générale de la Direction Copieur.
CANON FRANCE 93154 LE BLANC MESNIL CEDEX.

média-system

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE
C.A. 2 Milliards F. - 5000 Personnes - N°1 de sa profession
recherche pour son principal établissement industriel

jeune diplômé

SUP DE CO ou équivalent *(option finance - comptabilité)*

Rattaché directement au Chef du Service Coût, vous serez chargé de l'élaboration, de la mise en place et de l'exploitation de systèmes comptables et financiers destinés à l'amélioration des performances de l'usine.

Vous devez faire preuve de réelles capacités d'analyse et de synthèse, et d'une excellente aptitude aux relations humaines.

La dimension du groupe permet de larges perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Le lieu de travail est situé en bord de Loire, à 150 km au sud de Paris.

Ecrire, sous réf. 7124/A à : A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS *(qui transmettra)*

---

csee
5300 personnes dont 620 cadres

INGENIEURS ENTREPRENEURS ELECTRICITE

ETUDES, DEVIS, EXECUTION ET SUIVI D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ET CHANTIERS

Les réalisations à mener à terme touchent pour l'essentiel à la Distribution électricité (réseau, postes sources HT - THT), aux Automatismes industriels, aux Equipement tertiaires, aux Installations spécialisées (centrales électrogènes, ensembles de gestion de trafic aérien) et à l'Ingéniérie de centre de télécommunications militaires.

La diversité des postes à pouvoir permet d'intégrer DES PRATICIENS et DES DEBUTANTS, aux tempéraments à prédominance meneur d'hommes, gestionnaire, commercial, technique, et de formation type ESE, ENSAM, ENSI, ESME, ESIEE, EEMI ou cadres promus.

PARIS, AUBAGNE, BORDEAUX, MARSEILLE, METZ, REIMS, ROUEN, TOULOUSE, ALGER

COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES Direction du Personnel
Service Emploi et Developpement des Cadres, 17, place Etienne Pernet 75015 Paris

---



elf aquitaine

recherche pour son Département
ASSISTANCE INFORMATIQUE AUX FILIALES ÉTRANGÈRES

ANALYSTES PROGRAMMEURS DE GESTION

Connaissant parfaitement le GAP II et IBM 34.
Les candidats devront posséder un DUT Informatique de Gestion (ou diplôme équivalent) et avoir une expérience de quelques années d'informatique de gestion.
Déplacements à l'étranger fréquents.
Affectation possible en expatriation.

Écrire avec CV photo et prétentions sous n° 66 766 à SNEAP DC Recrutement
26, avenue des Lilas - Tour 1204 64018 PAU Cedex.

Fonction Personnel: prenez le bon départ.

De formation supérieure (Sciences Humaines, Sciences Po, Sciences Eco, Droit, etc.), vous avez choisi de vous orienter vers la Fonction Personnel. Un début d'expérience ou des stages longs vous y ont déjà préparé.
La Branche Grand Public propose 2 postes dans la **Région Lyonnaise**, l'un à dominante Ressources Humaines, l'autre tourné vers la Gestion Administrative.

Ressources Humaines

Au sein d'un établissement de 1600 personnes, sous la responsabilité du Chef du Personnel, vous gérerez une unité de 600 personnes sur le plan effectif, recrutement, formation, salaires, qualifications, conseil à la hiérarchie en matière sociale...
réf. 50216 M

Gestion Administrative

Au sein du Service du Personnel d'un établissement de 1200 personnes vous prendrez en charge, en liaison avec le Chef du Personnel, l'ensemble de la gestion administrative : paie, déclarations, contacts *avec les organismes (retraites, mutuelles...)* et tableaux de bord.
réf. 50219 M

Ces deux postes sont des bases indispensables qui vous permettront, si vous êtes très évolutifs et si vous avez une forte personnalité, d'évoluer en quelques années sur des fonctions de Chef du Personnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à la Direction du Personnel et des Relations Sociales
THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC - 74, rue du Surmelin - 75020 PARIS.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

HAVAS CONTACT

POSTE DANS

- Calcul et adaptation de machines électriques tournantes (alternateur) ;
- Définition des machines selon cahier des charges ;
- Assistance technique au réseau commercial ;
- Possibilité d'intervention en clientèle pour mise en route... ;
- Anglais lu et parlé indisp.

Débutant ou 3 à 5 a. d'exp.
Niveau B.T.S.
Ecr. s/n° 8.009 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

La Ville de Strasbourg recrute par voie de concours les enseignants suivants :

- Un professeur de communication visuelle dans le second cycle (option arts graphiques) ;
- *Un professeur plasticien à* prédominance couleur 16 heures pour le premier cycle pouvant intervenir en second cycle ;
- Un professeur de communication visuelle, photographe.

Ces concours auront lieu au courant du mois de mai 1983 à l'Ecole des Arts Décoratifs, 1, rue de l'Académie à Strasbourg. Date limite de dépôt des candidatures : 2 mai 1983.

Pour tous renseignements, prière de s'adresser dès que possible au Service des affaires culturelles, Centre administratif, 1, place de l'Etoile, B.P. 1049/1050 F, 67070 STRASBOURG CEDEX. Tél. 84-90-90, poste 3339.

La Ville de Nantes recrute selon la procédure contractuelle UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION ET MÉTHODES

Le titulaire de ce poste sera chargé de prop. et d'animer la mise en place des systèmes d'informations néc. aux serv. techniques municipaux (systèmes de localisation, topographie, bureautique, circuits d'informations, archivages...).

Les cand., accompagnées d'un c.v. dét. et des prétentions salariales, sont à adresser à M. le sénateur maire, hôtel de ville, 44036 NANTES CEDEX. Elles sont reçues jusqu'au 30 avril 1983, dernier délai.

Tous renseignements complémentaires concernant le poste dont il s'agit peuvent être obtenus auprès du bureau du Personnel de la Mairie. Tél. : (16-40) 20-94-72.

PARLEMENTAIRE AYANT MANDAT LOCAL cherche

COLLABORATEUR

Adr. candidat. et c.v. à A.E.D., B.P. 194, 38005 *Grenoble.*

LA MAIRIE DE POITIERS

(VIENNE) recrute par voie de concours sur titres et sur épreuve pour L'ÉCOLE RÉGIONALE DES BEAUX-ARTS.

Un professeur d'arts plastiques à temps complet.

Il sera chargé de l'approche scientifique des arts plastiques et pourra intervenir en cellule *audio-visuelle (vidéo). Les inscriptions seront reçues jusqu'au* 10 mai 1983 dernier délai.

Renseignements et dépôt des candidatures à la MAIRIE DE POITIERS service du Personnel, 86021 POITIERS CEDEX. Tél. : (16-49) 88-82-77, poste 1381 ou 1361.

JEUNE INGÉNIEUR

Futur Responsable Opérationnel

Notre Direction Administrative et Industrielle (2500 personnes) dispose de moyens importants qui permettent de traiter jusqu'à 150.000 colis par jour.

L'équipe que vous intégrerez a pour mission de mettre à disposition des responsables opérationnels, les contrôles et les outils nécessaires à l'**amélioration de la productivité, de la qualité et des conditions de travail.** Vous y prendrez plus particulièrement la responsabilité des moyens informatiques et des systèmes de gestion interne. Cette mission vous permettra de découvrir en profondeur notre entreprise et d'affirmer vos qualités personnelles d'animateur et d'organisateur. Elle vous amènera tout naturellement à prendre la responsabilité opérationnelle d'un des secteurs pour lequel vous aurez à travailler.

Nous souhaitons intégrer un jeune ingénieur (débutant ou première expérience) passionné pai l'utilisation des techniques de pointe et la mise en place de nouvelles formes de management en milieu industriel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 83.14.12 à Bernard DESTREBECQ - La Redoute Catalogue - Direction des Affaires Sociales - 57, rue de Blanchemaille - 59100 ROUBAIX.

La Redoute

HAVAS CONTACT

Ingénieur assurance produits logiciels

Notre division transports et télécommunications connait un développement rapide de ses activités dans le domaine des réseaux et *des systèmes : péage, paiement électronique, simulateurs de trafic,* **terminaux de réservation...**
Nous recherchons, pour son service qualité-fiabilité, un ingénieur électronicien disposant d'une expérience de cinq ans environ, dont au moins un an aura été consacré au développement de logiciels. Nous lui donnerons l'opportunité d'élargir son expérience, en coordonnant les travaux d'assurance qualité sur des produits du type paiement électronique (sur lesquels nous avons atteint une des toutes premières places).
Il sera aussi l'initiateur de méthodes générales permettant d'assurer *la qualité des logiciels développés.*
(Référence 3520)

Ingénieur méthodes technologies électroniques

Notre Division Composants d'Automatismes développe actuellement son département Commande Electronique (produits destinés *aux automatismes industriels).*
Elle crée un nouveau poste d'ingénieur méthodes, à qui elle confiera la responsabilité complète de produits, y compris la phase d'industrialisation. Intégré à une équipe « projets », il sera partie prenante dès la conception.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un ingénieur ayant une première expérience des technologies micro-électroniques, dont notamment les technologies hybrides.
(Référence A 20)

Poste à pourvoir à Valence



Envoyer votre dossier de candidature à la Direction du Personnel, Crouzet S.A., 26027 Valence Cédex.
Les entretiens auront lieu à Valence. Frais de déplacement remboursés.

---

laboratoire lachartre

hégor Vicks Rogé Cavaillès Clearasil Hydrelle

recherche

JEUNE INGENIEUR AUTOMATICIEN (ENSI, ENSAM...)

Pour **SERVICE ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS**, possédant des connaissances d'informatique, *ayant une première expérience dans l'industrie.*

Il rapportera au Chef de Service et participera d'une manière active à l'organisation de l'ENTRETIEN et à la conception de nouvelles installations.

L'emploi est à pourvoir à BLOIS.

Ecrire au Service du Personnel - 126, avenue de Vendôme - 41008 BLOIS cedex

---

La filiale régionale (plus de 1000 personnes), d'un groupe très important œuvrant sur le plan international dans le domaine du Bâtiment, recherche, pour son siège en Provence

L'HOMME DU SOCIAL

attaché au Secrétariat Général

De formation supérieure, il a une expérience de plus de 3 ans à un poste équivalent dans une grande entreprise, plutôt dans le Bâtiment

- *il est le Conseil, social et juridique, des chefs d'unités d'exploitation (une dizaine, à management décentralisé).*
- *il prépare, organise et anime les différentes commissions de représentation et de dialogue, où des qualités humaines, professionnelles et la maîtrise du droit social actualisé sont indispensables.*
- *il gère et organise les actions de formation à tous les niveaux.*

Merci d'adresser un C.V., avec photo et une lettre présentant vos actions dans ce domaine, sous la réf. 083, à notre Conseil, qui garantit une **discrétion totale.**

a.m.s sélection
5, avenue Foch 13004 MARSEILLE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

PONT-A-MOUSSON S.A.

Division Canalisation Bâtiment
pour sa fonderie Haute-Marne (300 personnes)

Chef du Personnel et Sécurité

170.000 F+

*30 ans, doté d'une formation d'**INGENIEUR (A.M - ECAM - ICAM ou équivalent)*** vous avez une première expérience professionnelle d'encadrement en production, entretien travaux neufs, sécurité, ou dans la fonction personnel.

Ce contact avec le terrain et les hommes a aiguisé vos motivations pour le métier des relations humaines.

Nous recherchons le **CHEF DU PERSONNEL ET DE LA SECURITE** dont la mission sera de favoriser le maintien d'un bon climat social en assurant, la mise en valeur et le développement des techniques modernes de gestion de personnel et de communication définies dans le cadre de la société. Il conseille le Directeur d'usine et les opérationnels au plan social et droit du travail. Il prend part aux négociations avec tous les partenaires sociaux (DP - CE - CHS etc). Il participe à la politique de rémunération, de classification, de plan de formation, de recrutement personnel ETAM et en assure le suivi. **Il développe une politique visant à promouvoir l'esprit sécurité** (respect des règles, des normes, application des consignes, prévention accidents et amélioration conditions de travail).

Merci d'envoyer votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous référence 4880 PM à notre conseil
58, av. de Wagram 75017 PARIS.
8, rue de la Tirelire 51054 REIMS CEDEX.



MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

s'adressant à
une clientèle de revendeurs
offre des possibilités de carrière à de

JEUNES COMMERCIAUX

– **si vous avez un niveau BTS, IUT et une attirance pour la vente, de préférence confirmés par un stage ou une première expérience, nous vous confierons, après un stage rémunéré alliant théorie et pratique, la responsabilité d'un district de vente (un à deux départements).**

– nous vous offrons :
- *Un statut cadre ;*
- La prise en charge de tous les frais professionnels ;
- Un environnement humain, technique et commercial structuré et formateur :

– districts à pourvoir :
- Mayenne - Maine-et-Loire ;
- Deux-Sèvres - Vendée ;
- Indre-et-Loire - Vienne ;
- Jura - Doubs - Territoire de Belfort ;
- Aisne - Somme ;
- Aisne - Oise ;

(résidence sur le secteur).

Veuillez adresser votre candidature avec C.V. et prétentions sous n° 260.198 M, *REGIE-PRESSE* 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

Grande Entreprise Française recherche :

Fiscaliste

METROPOLE LILLOISE

Diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience a fait de vous un spécialiste de haut niveau.

De par l'étendue de vos connaissances théoriques, votre esprit pratique et concret, **vous savez prendre position** et faire adopter des solutions adéquates en matière d'impôt.

Vos compétences techniques vous permettent de traiter avec la même aisance les questions *générales* (I.S., Enregistrement, T.V.A., etc...), les *opérations ponctuelles importantes* (fusions, restructurations, apports partiels d'actifs, etc...) ainsi que les problèmes posés par les relations internationales.

Vous avez le souci permanent de réactualiser vos connaissances en matière de fiscalité et de jurisprudence.

Vous êtes attaché à une Direction, mais vos qualités humaines et professionnelles devraient vous permettre d'évoluer vers la création d'un service indépendant.

Votre rémunération est à la hauteur de vos compétences.

RC RATIO CONSEILS
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) S. Réf. 403 RC
7, bis square Morisson 59000 LILLE

---

chocolat POULAIN

Nous nous développons...

Une marque renommée, des produits de qualité, un outil industriel performant. Nous avons des objectifs ambitieux, pour les atteindre, nous souhaitons renforcer notre équipe Marketing et accueillir un

Chef de produit junior

Basé à notre siège social à Blois, il participera à l'élaboration et à la réalisation de notre plan Marketing.
Il sera chargé plus particulièrement :
- de l'étude de l'évolution des lignes de produits en liaison avec la distribution, la force de vente, la fabrication et le conditionnement, les conseils extérieurs,
- du suivi des opérations promotionnelles et de publicité.

Vous avez été formé dans une ESC (ou équivalent), vous avez 1 à 2 ans d'expérience du métier et une bonne connaissance de la distribution moderne des produits de grande consommation, venez nous rejoindre.

Nous vous invitons à envoyer votre candidature (lettre + CV en indiquant vos prétentions), sous réf. 23 M 063, à notre conseil, CPA, 69 rue de Monceau 75008 Paris.

CPA — MEMBRE DE SYNTEC

média-system

---

directeur adjoint

CHARGE DES FONCTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

CENTRE FRANCE

L'entreprise orientée principalement sur le négoce et la distribution de produits agro-alimentaires — C.A. 300 millions de F, 140 personnes — est en cours de redressement avec l'appui d'un Cabinet de Conseil réputé.

Le Dirigeant recruté prend en charge les services administratifs et comptables, propose et met en place les budgets, les méthodes de contrôle de gestion, les applications informatiques (IBM 34) et assure les relations avec les organismes financiers.

Homme d'expérience et d'autorité, *appréciant les relations directes de* style PME, il a la carrure pour développer la fonction.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé *sous réf. 8479-M à I.C.A., 3 rue d'Haute*ville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Jeune Ingénieur, si vous passiez par l'informatique La Redoute ?

Non seulement vous aurez la possibilité de mettre en place de nouveaux projets dans un secteur de pointe (IBM 3081 - 3033 - 3032 - 4341, réseau 1100 terminaux, applications télétel, réponse vocale, télépaiement...)

Mais vous vous donnerez aussi les moyens de vous réaliser dans une entreprise où l'efficacité n'exclut pas la qualité de vie (travail en *équipe, formation complète, mobilité* dans les structures évolutives...)

Merci d'adresser votre candidature sous *référence 83.44.15 à Bernard* DESTREBECQ, 57 rue de Blanchemaille 59100 ROUBAIX.

La Redoute
POUR BIEN VIVRE SON MÉTIER

Pour un jeune ESCAE, Droit, Sciences Eco... LES RELATIONS HUMAINES.

Si la politique sociale de l'entreprise vous passionne, vous aurez beaucoup à faire. Intégré au sein du Service Relations Humaines, vous trouverez une équipe jeune prête à vous accueillir et à vous former progressivement à toutes les missions incombant à une D.R.H. : recrutement, formation, information puis, relations avec les partenaires sociaux, etc...

1100 personnes, filiale d'un groupe réputé à vocation internationale, nous sommes implantés dans une très agréable ville normande, à 1H 30 de Paris. Si vous êtes jeune diplômé débutant ou nanti d'une première expérience, vous pourrez faire carrière avec nous ou choisir d'évoluer dans le groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 4409 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

BANQUE PRIVÉE

Dans le cadre du développement de son réseau commercial

recrute

• UN ANIMATEUR
POUR CLIENTÈLE PRIVÉE A LYON

Chargé de :
- **l'élaboration de l'action commerciale en collaboration avec le Directeur local.**
- **diriger et coordonner l'action d'une équipe de conseillers répartis sur plusieurs agences.**
- **développer un portefeuille de clientèle personnel.**

Expérience similaire dans la fonction indispensable.

• RESPONSABLES
DE BUREAU A MONTPELLIER ET A TOULON

Chargés de :
- **animer l'équipe du bureau**
- **entretenir et développer le fonds de commerce.**

Les candidats devront avoir une bonne connaissance de la gestion de la Clientèle Privée.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous n° T 039526 M Régie Presse. 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

---

nardeux

P.M.I. ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE HAUTE RENOMMEE
- TOURAINE -
recrute :

INGENIEUR ETUDES DEVELOPPEMENT

HF

Dans le cadre de notre croissance, nous renforçons les laboratoires d'études de nos 2 départements
RADIOPROTECTION et TELECOMMUNICATIONS
et recherchons de jeunes ingénieurs diplômés.

Vous aurez en responsabilité l'étude et la mise au point
- soit de matériels existants à modifier
- soit de PROTOTYPES

en collaboration avec des organismes de recherche nationaux et internationaux.

Vous êtes un jeune ingénieur ayant une première expérience professionnelle et un excellent électronicien.
Vous connaissez la mécanique et avez l'esprit ouvert à la physique nucléaire.

Vous savez allier à vos connaissances techniques un esprit pratique curieux et inventif et êtes prêt à vous intégrer à une équipe dynamique et passionnée.

Envoyer C.V. + photo + lettre candidature manuscrite à :
Service Relations Humaines avec mention « Confidentiel »
NARDEUX S.A.
« Vallée du Parc » - BP 249 37602 LOCHES Cédex.

UN 3e CYCLE PRATIQUE

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou bac + 4), Casino vous propose de débuter dans un secteur économique clé : la grande distribution et de découvrir rapidement la pratique des responsabilités commerciales et humaines attachées à la gestion d'un rayon en grande surface (calcul des marges, gestion des stocks, réalisation des objectifs définis avec la direction, formation et animation d'une équipe que vous saurez motiver).

Si vous êtes énergique et compétent, vous ferez de cette expérience *une étape* importante vers des responsabilités croissantes. Vous pourrez alors prendre en connaissance de cause les orientations - direction d'unité ou responsabilité en services centraux - qui correspondent à vos ambitions et aux besoins du groupe. Avec ses 20 000 collaborateurs, ses 21 hypermarchés, ses 76 supermarchés et ses nombreuses filiales en pleine expansion (Caf'Casino Restaurant, Quick fast food, Somabri...), le groupe Casino a plus d'un avenir à vous offrir.

Pour mieux apprécier ces perspectives, merci d'écrire, sous réf. MO 2, à Casino, Département Recrutement, BP 306, 42008 Saint-Etienne.



donne de l'avenir à votre diplôme.

REGION ALPES

Importante Société Industrielle
recherche

LE CONTROLEUR DE GESTION DE SES ACTIVITES COMMERCIALES

En particulier de ses filiales commerciales internationales.

Le poste convient à un candidat :
- Agé de 35 ans environ.
- Diplômé d'une grande Ecole.
- Ayant plusieurs années d'expérience.
- Parlant couramment l'Anglais, et si possible l'Allemand ou l'Espagnol.

Après quelques années dans ce poste, en fonction des aptitudes et de la formation du candidat, évolution possible vers d'autres secteurs de l'entreprise, par exemple :
- Responsabilité commerciale en France ou à l'étranger.
- Contrôle central de gestion.
- Responsabilité industrielle.

Ecrire avec CV, prétentions et photo s/réf. 3396 à **PIERRE LICHAU S.A.** - 12 rue Président Carnot 69002 Lyon qui transmettra.



Un des leaders de la transformation des matières plastiques recherche pour ses usines de LANGRES (60 km de Dijon).

Contrôleur de gestion

diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs avec une formation complémentaire de gestion et au moins 3 années d'expérience en milieu industriel, le goût des *contacts humains et une bonne disponibilité.*

Rattaché(e) au Directeur des usines, il ou elle sera en liaison avec le contrôle de gestion de la société.

***Ayant avec son équipe la responsabilité de la comptabilité analytique et du* contrôle budgétaire, il ou elle étudiera avec les responsables de la production et de l'administration la réduction des prix de revient.**

***Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions* sous la référence 721 M à M. Vanègue, Plastic Omnium, 3 rue du Parc, 92305 Levallois-Perret.**



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE
FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE FINANCIER DU SECTEUR PUBLIC
recherche pour sa Direction Régionale de la proche banlieue nord.

cadre financier

Diplomé d'enseignement supérieur IEP, Sup. de Co ou équivalent, *complété si* possible par un diplôme comptable du type DECS.
Il sera responsable de l'animation d'une équipe et sera chargé de l'administration financière, de la trésorerie et de la tenue de la comptabilité des Sociétés Immobilières dont il aura la charge.
Il est demandé une première expérience professionnelle dans les secteurs financiers et *comptables.*
Nous pouvons offrir une évolution de carrière intéressante au sein du Groupe à un candidat de valeur.
Nous vous invitons à adresser C.V., *lettre manuscrite, photo et prétentions* sous réf. 3704 à

**Lion Publicité
2, rue des Dardanelles
75017 Paris**
qui transmettra.

La défense du Patrimoine
La sécurité de l'Epargne
La valorisation de la Retraite

autant de préoccupations auxquelles notre société, filiale d'un grand Groupe privé Français, apporte des réponses efficaces.

Si ces thèmes vous intéressent
et si vous désirez exercer votre activité sur les régions :

**ALSACE - LORRAINE
NORD - PAS-DE-CALAIS**

une opportunité exceptionnelle s'offre à vous

Si vous êtes :
âgés (ées) de 24 ans au moins — jeunes diplômés (ées) ou autodidactes — fortement attirés (ées) par une activité commerciale — désireux (es) d'affirmer : caractère — personnalité — ambition.

Nous vous garantissons :
Formation — intégration — rémunération et promotion à la hauteur des qualités exigées de nos futurs attachés commerciaux.

Ecrire 1ère lettre
(avec C.V., photo (retournée) date de disponibilité)

Alsace - Lorraine
M. Gilbert DANGEL
Direction Régionale T.E.V.
90, avenue Jean-Jaurès
NEUDORF
67000 STRASBOURG

Nord - Pas de Calais
M. Roger GOUNOD
T.E.V.
Direction Régionale
30, rue Molinel
59000 LILLE

Entreprise importante dans l'Electronique et les Télécommunications, concevant et réalisant des équipements sophistiqués dans les techniques de pointe, souhaite rencontrer des

ingénieurs

afin de pourvoir un poste dans son département

**DEVELOPPEMENT
INDUSTRIALISATION
ESSAIS**
pour la partie Réseaux

- Elaboration de prototypes d'identification,
- Conception du dossier de réalisation industrielle et études techniques des modifications à introduire,
- Responsabilité de conduire le programme d'industrialisation jusqu'à la remise au client en coordonnant toutes les actions et en relation étroite avec le Commercial, les Achats, la Qualité, la Logistique,
- *Responsabilité d'une plate-forme d'essais,* de la mise en place des moyens et de l'exécution des programmes de qualification du matériel de systèmes automatiques d'essais.

Ingénieurs ayant acquis une bonne formation en Electronique, débutants ou mieux, quelques années d'expérience industrielle.

Nationalité française.

Localisation proche banlieue Ouest de Paris.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous réf. 8580-M à Mamrégies qui transmettra.

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

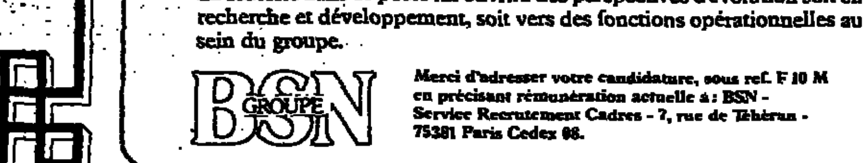
Dans le cadre du contrat de Solidarité
IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
Banlieue Sud de Paris
recherche

PHARMACIEN

ayant un D.E.A. de pharmaco-technie industrielle pour prendre en charge le Service Conditionnement (65 personnes)
Le candidat retenu devra justifier d'une expérience du conditionnement pharmaceutique de 4 à 5 ans.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 65429 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

Chef du Service Biotechnologie

Le marché de l'agro-alimentaire sera à la fin du siècle le principal champ *d'application de la biotechnologie.* C'est pourquoi BSN, 1er Groupe agro-alimentaire français, concentre depuis plusieurs années ses efforts de recherche et développe de nouvelles technologies. Trois centres de recherche spécialisés par types de produits emploient 200 personnes. Pour les boissons, le centre situé près de Nancy dispose de moyens techniques importants et réunit une équipe de spécialistes (fermentation, process, biochimie, biotechnologie, génétique). Il travaille en relation étroite avec les différentes sociétés de la Branche Boissons, tant en France qu'à l'étranger : définition de sujets de recherche, transferts de résultats technologiques, conseil.
Nous recherchons le Chef du Service Biotechnologie de ce Centre. Il assistera le Directeur du Centre dans l'élaboration des plans de recherche. Il animera et coordonnera une équipe d'une quinzaine de personnes, dont il suivra les travaux : étude de nouveaux procédés, de nouveaux *produits et de nouvelles technologies* ; *optimisation des procédés* existants ; test de nouvelles variétés de matières premières.
Cet ingénieur aura acquis de solides connaissances en génie chimique et en automatisme. 4 ans d'expérience industrielle en production et/ou développement lui auront permis d'exercer des responsabilités techniques, *budgétaires et humaines.*
La réussite dans ce poste lui ouvrira des perspectives d'évolution soit en recherche et développement, soit vers des fonctions opérationnelles au sein du groupe.



Merci d'adresser votre candidature, sous ref. F 10 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

MATRA ESPACE

renforce le Département Mécanique et Structure implanté au CHESNAY (proximité de Versailles) et recherche :

Jeunes Ingénieurs Mécaniciens

ENSI - ENSAM - CESTI - INSA
pour exercer l'une des fonctions suivantes :
- synthèse de projet c'est-à-dire la coordination des affaires.
- bureau d'études.
- calcul de structures.
- méthodes.

Ces postes peuvent convenir à des Ingénieurs débutants à 2 ans d'expérience.



Adresser CV, *rémunération* souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1077 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT - QUENTIN – YVELINES CEDEX

MATRA

recherche

Ingénieur Qualité

Intégré au groupe projet, il assiste le chef de projet et est responsable de la politique qualité de systèmes aéronautiques et assure les interfaces avec les clients.
Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation grandes écoles ESE, SUP AERO... possédant une expérience d'environ 3 ans dans le développement et la réalisation de systèmes faisant appel à des technologies avancées.
C'est un homme de synthèse, il a des qualités personnelles d'organisation, d'autonomie et est naturellement porté vers le travail en équipe.
L'anglais est indispensable.



Adresser CV, *rémunération souhaitée et photo en* indiquant la référence SM 1079 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY – 3 avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN – YVELINES CEDEX



1,6 MILLIARD DE CHIFFRE D'AFFAIRE
Le développement de nos activités conduit notre Direction Financière à recruter

3 JEUNES CADRES FINANCIERS

Si vous êtes diplômés d'HEC, ESSEC, SUP DE CO, parlant couramment anglais et que vous désirez :
— *voir tous les aspects de la fonction finances.*
— animer une équipe.
— saisir les occasions qui se présenteront en France (ou à l'étranger) afin d'évoluer rapidement.

nous vous offrons des postes au sein du Département CONTROLE DE GESTION et du Département TRESORERIE.

Deux de ces postes requièrent une *première expérience*
- *en trésorerie :*
  — gestion francs et devises,
  — gestion en date de valeur,
  — trésorerie zéro.
- *en contrôle de gestion :*
  — budget,
  — plan,
  — prévision,
  — reporting.

Le *troisième* convient à un *débutant*

Envoyez C.V. et prétentions aux **CAFES JACQUES VABRE**
Département du Personnel Z.I. des Petites Haies
5, rue Charles Martigny 94701 MAISONS ALFORT

Auditeur Interne chez le n° 1 français de l'Alimentaire

Vous êtes maintenant depuis 2 à 3 ans dans un Cabinet d'audit. Vous avez *acquis une formation supérieure commerciale ou de gestion, que vous* avez de préférence complétée par un DECS.

Vous souhaitez maintenant valoriser et enrichir votre expérience dans une entreprise qui vous permettra d'évoluer à 2-3 ans vers le contrôle de gestion, la finance...

LE GROUPE BSN (39 000 personnes, 22 Md de F de CA, dont 25 % *réalisés à l'étranger, plus de 80 sociétés*) *vous propose de rejoindre* son équipe d'audit interne au sein de la Direction Générale des Affaires Financières.

Vous prendrez en charge de façon autonome des missions complètes d'audit dans les différentes sociétés du Groupe, tant en France qu'à l'étranger. Ces missions concernent non seulement l'audit comptable mais aussi, et pour 60 % de l'activité, l'audit opérationnel des grandes fonctions de l'entreprise.

Les nombreux déplacements de courte durée permettent généralement un retour sur Paris chaque fin de semaine.
De réelles perspectives d'évolution vous seront ouvertes en France ou à l'étranger.
La connaissance de l'Allemand ou de l'Espagnol serait appréciée.

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M 25 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Teheran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

MATRA VELIZY

recherche pour la Division Administrative et Gestion de la Branche Espace :

Cadre Financier-Comptable

de formation HEC - ESSEC - SUP de CO

Sa mission :
Participer à la mise en place d'un nouveau système comptable, *en suivre* l'évolution et la maintenance.
Assurer la cohérence et le lien entre les problèmes comptables, financiers et de gestion pour la Société ou dans le cadre de prises de participation.
Prendre en charge les problèmes financiers pour des financements internes et de montage de contrats exports.

Sa compétence :
Ce poste nécessite une compétence comptable et financière acquise par une expérience de 3 à 5 ans et des qualités personnelles de relation et de rigueur.
Anglais courant. **Réf. A**

Ingénieur Analyste Fonctionnel

Sa responsabilité :
Il participe au sein d'une équipe organisation/informatique à l'élaboration et à la mise en place du nouveau système de gestion.
Il réalise les analyses fonctionnelles, conçoit les nouveaux systèmes et contrôle sous l'aspect fonctionnel le développement des applications informatiques.
Il assiste les utilisateurs dans l'analyse des besoins et la mise en place du système (procédures - formation ...).

Son profil :
Une expérience de 2-3 ans orientée sur l'organisation/la gestion et les applications informatiques serait souhaitée.
Anglais courant. **Réf. B**



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous N° NK 1077 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN YVELINES CEDEX

**ÉTABLISSEMENT BANCAIRE
DE TOUT PREMIER PLAN
RECHERCHE, POUR RENFORCER
UNE EQUIPE AU SEIN DE
SA DIRECTION DU PERSONNEL**

JURISTE DROIT SOCIAL

Diplômé d'études supérieures (licence ou maîtrise minimum) son expérience professionnelle des relations avec les partenaires sociaux (quelques années) lui permettra de seconder le responsable des Relations Sociales au niveau d'un Etablissement parisien.

Ce poste ouvrira à un candidat de bon niveau des perspectives d'avenir dans une entreprise de grandes dimensions

Merci d'adresser un dossier de candidature + prétentions, sous référence 75986 LM, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra

HAVAS CONTACT

INFORMATIQUE ET INGÉNIERIE

La Division INFORMATIQUE ET INGÉNIERIE de CAP SOGETI LOGICIEL – première société française de prestations intellectuelles en informatique – intervient essentiellement dans la conception et la réalisation de grands projets "clé en main".

Sa participation croissante aux plus importantes réalisations technologiques actuelles la conduit à recruter des

INGÉNIEURS INFORMATICIENS
— expérimentés —

désireux d'**acquérir ou approfondir** des compétences en

- **Architecture de réseaux et protocoles,**
- **Automatismes – contrôle de processus,**
- **Applications temps réel sur minis ou microprocesseurs,**
- **Logiciel de base.**

Leur évolution à moyen terme est assurée par le développement rapide de nos activités sur des projets novateurs et motivants.

La croissance du groupe CAP GEMINI SOGETI en France et aux U.S.A. leur ouvrira par la suite de larges perspectives de carrière.



Un dossier de candidature est à adresser à Robert NOELL
CAP SOGETI LOGICIEL
5, rue Louis Lejeune 92128 Montrouge Cedex.

HAVAS CONTACT



Responsable Informatique

Nous sommes un important groupe de sociétés d'ingénierie en télécommunication et informatique.
Dans le cadre de notre développement, nous créons le poste Responsable Informatique.

Cet ingénieur expérimenté doit être un informaticien et un organisateur. Il aura la charge des études préalables en liaison avec les services utilisateurs, de l'animation d'importants projets en liaison avec des Sociétés extérieures, de la mise en place du réseau informatique et du système d'information, *de l'interface avec le Centre de calcul (DPS8).*

Pour mener à bien ses responsabilités, outre de la technicité, de la rigueur, il lui faut avoir un sens profond de la négociation et des relations humaines.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence 83806 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche

centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

INGÉNIERIE

coordonner les appros, une fonction stratégique... pour un ingénieur chef de projet



L'un des Leaders de l'Ingénierie en France et à l'Étranger, cherche pour son département Approvisionnements, à Paris ou à Lyon, un responsable de la coordination des Approvisionnements par Projet.
Il a pour mission essentielle, pour chaque proposition ou contrat, d'assurer le bon ordonnancement de la chaine Approvisionnements. Il coordonne l'action des acheteurs et des relanceurs, et travaille, dans l'équipe du projet, en étroite liaison avec le contrôle qualité, les transports et le service transit. Il est appelé à travailler sur des contrats à l'exportation, avec des associés étrangers, et à traiter des marchés de plusieurs millions de dollars. Il supervise, selon les projets, quelques dizaines de collaborateurs. Il est bien sûr à l'aise dans un contexte informatisé.
Ingénieur CENTRALE, AM ou diplômé d'une grande école commerciale, il a acquis une bonne expérience dans l'ingénierie, le BTP ou l'industrie mécanique.
Il parle couramment l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 287 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris



membre de syntec

HAVAS CONTACT

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE
La place privilégiée que nous occupons sur le marché nous conduit à créer les postes d'

INGENIEURS D'AFFAIRES

De formation supérieure, il ont 6 à 8 ans d'expérience dans le domaine des mini-ordinateurs et des terminaux intelligents.
Ils vont prendre en charge, la gestion d'une ou plusieurs affaires sur les plans technique et budgétaire.
Une bonne connaissance en téléinformatique, gestion transactionnelle et bureautique est indispensable.
Un des postes concerne les affaires export. Anglais-allemand obligatoires pour le poste export.
Merci d'adresser votre candidature complète sous réf. 4397 à l'agence *DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS*, qui transmettra.

Dessein

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE
La place privilégiée que nous occupons sur le marché nous conduit à créer le poste de

Chef de Services Affaires

De formation supérieure, il a à son acquis une dizaine d'années d'expérience dans le domaine des mini-ordinateurs et des terminaux intelligents.
Il va, dans nos structures, prendre en charge un service d'une dizaine d'ingénieurs et sera en outre responsable sur les plans technique et budgétaire de plusieurs secteurs de clientèle.
Une très bonne connaissance en téléinformatique, gestion transactionnelle et bureautique ainsi qu'une expérience de management sont nécessaires.
Merci d'adresser votre candidature complète sous réf. 4407 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence 75009 PARIS, qui transmettra.

etap

4,rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

FORMATION ORGANISATION
Jeune ingénieur ECP, Mines, AM... réalisateur et innovateur
référence PF 506 AM



dans le cadre de sa politique sociale avancée, d'une réelle gestion prévisionnelle des Ressources Humaines et du développement des initiatives de progrès, offre une situation intéressante et d'avenir au sein d'une de ses principales filiales.

Ce jeune ingénieur de fort potentiel ECP, Mines, AM, ENSIA... ou formation supérieure équivalente, travaillera dans une perspective "Développement des Organisations" et des Ressources Humaines :

- *il pilotera les actions de progrès sur le terrain et prendra en charge l'ensemble de la formation,*
- *il participera à la conception et animera des actions novatrices et performantes sur le terrain.*

Ces fonctions impliquent une première expérience opérationelle de 3 à 5 ans acquise en milieu industriel impliquant de préférence une activité FORMATION-ORGANISATION et ANIMATION DE GROUPE.
La réussite à ce poste favorisera de larges perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe.
Poste à Paris.

Chef de service achats approvisionnements
référence NX 491 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RENOMMÉ recherche le **Responsable des Achats et Approvisionnements** d'un de ses départements qui réalise des biens d'équipement.

Ce poste conviendrait à un candidat, de formation supérieure, ayant un bon potentiel d'évolution, désireux de valoriser une première expérience des achats de produits industriels (secteur métallurgique) et d'avoir des responsabilités personnalisées et complètes, en collaboration directe avec le Directeur du Département.
La réussite dans ce poste implique des qualités de négociateur, de gestionnaire et d'animateur.

Poste ville 100 km de Paris. **Rémunération : 200 000 F**

Jeune ingénieur informatique industrielle et scientifique
référence KA 502 AM

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL (2 000 personnes) ville Sud-Ouest, souhaite intégrer **Jeune Ingénieur grande école** à son service d'informatique industrielle et scientifique ayant en charge l'étude et la réalisation de simulateurs.

Responsable dans un premier temps du développement d'applications en temps réel, il se verra confier progressivement la maîtrise complète d'affaires depuis la définition du cahier des charges, en liaison avec le client, jusqu'à la mise en service du matériel. Ce poste implique le goût de la réflexion théorique alliée à des qualités personnelles de contact, esprit d'équipe, de dynamisme. La pratique de l'anglais et des connaissances en analyse numérique seraient appréciées.

Pour ce poste, écrire en précisant la référence, à *Madame* SANTA-MARIA, ETAP, 11, rue Calvé, 33000 BORDEAUX.

Cadre financier bon potentiel
référence PZ 493 AM

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS fortement exportateur (CA **800 millions – exportation supérieure à 50 %**) recherche un **Cadre Financier.**

Rattaché au Directeur Financier, sa mission comprendra deux volets :

- montages financiers en liaison étroite avec les ingénieurs de ventes,
- gestion quotidienne de la trésorerie en francs et devises.

Ce poste évolutif conviendrait à un candidat HEC, ESSEC, ESC, SC. PO... désireux d'avoir un rôle personnalisé et de valoriser une première expérience réussie de 3 à 5 ans, acquise soit dans un établissement financier, soit dans une entreprise exportant des biens d'équipement.
Il aura une bonne connaissance des liaisons avec les organismes du type COFACE, DRE..., des qualités de dynamisme, l'esprit "commerçant" et ingénieux.
Poste à Paris.

Responsable du développement technique
référence MW 490 CM

UNE FIRME FRANÇAISE (120 millions de CA), liée à un grand **groupe européen** leader dans le domaine des équipements pour les matériels roulants (véhicules industriels et ferroviaires), recherche un **Ingénieur de Conception confirmé.**

Ce poste rattaché à la Direction Générale implique :

- l'animation d'un service avant-projets et prototypes (10 ingénieurs et techniciens),
- le choix et le développement de nouvelles technologies,
- les liaisons techniques avec la profession (homologation, réglementation...)

L'évolution des techniques et des marchés dans ce domaine nécessite un esprit innovateur allié à une expérience solide dans la conception et le développement d'équipements de moyenne série (tôlerie, mécanique, soudage).
Une bonne pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Lieu de travail : Paris.
Rémunération motivante de l'ordre de 250 000 F/an

Responsable de la communication
référence OE 505 AM

Chef de produit
référence MC 504 AM

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, filiale d'un grand **groupe leader dans son domaine : prestations de services pour les municipalités et transports pour le grand public,** étoffe les structures de son département du Marketing et recherche :

- **Un Responsable de la Communication.** Il sera chargé de la publicité, des relations publiques, de la formation, des campagnes promotionnelles.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation grande école de commerce ou école équivalente, ayant 3 à 5 ans d'expérience similaire, témoignant de solides qualités d'organisation, de contact et de dynamisme.

- **Un Chef de Produit.** En collaboration avec les services études de marchés et communication, il sera chargé de développer un groupe d'activités de la société grâce à :
  - une connaissance approfondie et suivie des services proposés,
  - la proposition d'actions de développement : promotions, modifications des services, formation du personnel... et à la mesure de leur efficacité.

Il participera à l'élaboration de la stratégie globale de la société et travaillera sur objectifs précis.

Ces deux postes ouvrent de larges perspectives dans le groupe.
Postes à Lille.
Écrire en précisant la référence.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



4,rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Jeune directeur du développement commercial

référence IS 486 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, N° 1 DANS SON DOMAINE (prestations de services) **CA 400 millions de francs, 60 implantations sur tout le territoire, crée le poste de Directeur du Développement commercial, rattaché à la Direction Générale.**

Homme de réflexion, il participera à l'élaboration de la politique et de la stratégie commerciale, analysera les marchés, concevra des méthodes de vente adaptées. **Opérationnel,** il confrontera ses conceptions avec les réalités et il contribuera à l'efficacité du réseau de ventes.
Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école, ayant de bonnes connaissances financières et environ 5 ans d'expérience Marketing ou Ventes dans le domaine des matériels ou des services destinés à une clientèle variée, industrielle. La réussite dans ce poste devra permettre à un candidat de fort potentiel d'assumer ensuite l'intégralité de la fonction commerciale et de faire partie de l'équipe de Direction Générale de la Société.

Poste à Paris. *Ordre de grandeur de rémunération :* **300 000 F +**

Juriste d'affaires haut niveau

référence HR 485 CM

PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE, *implantation internationale,* **nombreuses marques de notoriété mondiale (CA 7 milliards),** offre au sein de sa holding un poste de **Juriste d'Affaires.**

Le titulaire du poste devra disposer :
- d'une solide formation juridique supérieure Maîtrise Droit des Affaires – Droit International,
- d'un bon niveau de compétence Droit Commercial France et étranger, Marques et Brevets,
- *une expérience de 6 ans environ acquise dans un grand groupe ou cabinet international* et une bonne connaissance de l'anglais.

Rémunération motivante en fonction des compétences et du potentiel d'évolution.
Poste à Paris.

Ingénieur de sélection

référence UE 497 AM

Ingénieur technico-commercial

référence VF 498 AM

Tézier *400 personnes, siège à Valence, est une filiale de* **LIMAGRAIN, un groupe à dimension internationale et premier semencier européen.**

TÉZIER intensifie le développement de la recherche, de la production et de la commercialisation des graines potagères et florales en France et à l'étranger et offre des postes intéressants et évolutifs à des **Jeunes Ingénieurs de formation agronome ou horticole.**

- **Un poste d'Ingénieur de sélection graines potagères** est à pourvoir **au sein de l'Institut de Recherche TÉZIER à Valence** (70 personnes dont 18 ingénieurs). *Il s'adresse à un candidat fortement motivé par la recherche,* disposant si possible d'une formation complémentaire dans l'amélioration des plantes ou la génétique, ainsi que d'une première expérience de la sélection. Il se verra confier la création et la mise au point de variétés avec l'aide d'un technicien et pourra participer, par son action personnelle, au développement de l'entreprise.

- **Un poste d'Ingénieur Technico-Commercial** est à pourvoir au **sein du service exportation. Rattaché au Chef de zone Afrique,** sa mission impliquera :
  - d'assurer l'expérimentation des variétés nouvelles en liaison étroite avec la recherche. Il aura notamment à animer et à contrôler une station expérimentale en Afrique du Nord,
  - de participer à la définition de la gamme de produits adaptés à chaque pays en liaison avec les commerciaux et la recherche,
  - *d'assurer la promotion des produits auprès des organismes publics et des clients.*

Ce poste, **basé à Valence,** comporte de nombreux déplacements. Il s'adresse à un candidat dynamique, motivé par l'exportation, *ayant le goût des contacts et du développement d'activités nouvelles.* Une première expérience technique ou commerciale serait appréciée.
Connaissance anglais souhaitée.
Écrire en précisant la référence.

Ingénieurs de progrès industriel

référence BY 492 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RENOMMÉ, fortement *exportateur* **(50 % du CA), 3 usines,** réalisant des investissements importants, pour maintenir et développer sa compétitivité, recherche des **Ingénieurs** pour participer à l'étude et à la réalisation de projets importants : automatisation de machines et *de lignes de fabrications, implantations et extensions d'usines,* modernisation des manutentions...

Chaque ingénieur sera polyvalent et travaillera pour l'ensemble des projets propres à un secteur de fabrication, en étroite collaboration avec les autres, afin que chacun puisse apporter une contribution personnelle à l'ensemble.
Nous recherchons des candidats ayant une formation et/ou une expérience dans au moins un des domaines suivants :
- automatisations, asservissements,
- *implantation d'ateliers,*
- *manutentions, amenées et évacuations automatiques de pièces.*

Larges perspectives d'évolution ultérieure de carrière dans le groupe.
Les postes sont à pourvoir à Soissons et à Arles.

Futur directeur technique

référence LB 503 AM

Chef de produit marché France et exportation

référence JT 487 AM

PME PERFORMANTE ET DYNAMIQUE, réalisant des équipements **dans le domaine des basses températures, destinés à des secteurs variés : médical, industriel, agronomique,** renforce son équipe de direction et offre deux postes :

- **Futur Directeur Technique.** Ce poste conviendrait à un ingénieur (formation complémentaire IFFI appréciée) ayant quelques années d'expérience dans les techniques du froid. En position d'adjoint au départ, il se familiarisera avec la société *afin de pouvoir assurer la direction technique :* études – essais – développement – production.

- **Chef de Produit Marché France et Exportation.** Il s'agit de prendre en charge le secteur médical, sur le plan marketing et ventes : études de marchés – *élaboration des produits* – développement commercial.
Ce poste conviendrait à un candidat ESC ou équivalent, ayant environ 3 ans d'expérience professionnelle, de préférence dans le secteur médical.

Ces deux postes intéressent des candidats désireux de participer pleinement à la vie et au développement d'une entreprise.

Lieu de travail : Ozoir-la-Ferrière (77).

Écrire en précisant la référence.

etap — 4,rue Massenet 75016 Paris







renforcez notre marketing...

C'est une nécessité dans une entreprise qui comme l'Union de Brasseries est le challenger du marché de la bière et fait un lancement important de produits tous les deux ans (Panach, 33 Extra Dry, Tuborg, et en 1983 : 33 Extra Light).

C'est un chef de produits senior (3 à 4 ans d'expérience) souhaitant accéder à un poste de chef de groupe, et un chef de produits junior (1 à 2 ans d'expérience) que nous recherchons. Formés *au marketing «grande conso» ils cherchent une société dynamique où prendre des responsabilités.*

Nous offrons l'esprit d'équipe, des développements et des lancements à réaliser, de belles marques, de beaux budgets. Cela vous intéresse ? Alors vite, envoyez votre CV à SIRCA sous réf. 233 895M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC



TYMSHARE NETWORK SYSTEMS CONSULTING (TNSC)
Filiale de Tymshare, leader mondial dans le domaine des réseaux de transmission de données, constructeur du réseau TYMNET
recherche des

Ingénieurs logiciel

ayant acquis une expérience des applications de téléinformatique, au niveau système chez un constructeur d'ordinateurs, de terminaux ou de processeurs frontaux, dans une SSCI ou chez un utilisateur.
La connaissance de procédures de transmission est appréciée.
Anglais courant souhaitable.

TNSC offre :
- Une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, des réseaux à valeur ajoutée et de la télématique.
- Une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilités.
- Une rémunération attractive.
- Des possibilités réelles de carrière dans un secteur en pleine expansion.
- Des déplacements de courte durée en Europe et aux USA (Californie).

Envoyer C.V. détaillé photo et rémunération actuelle sous référence 4035M à
TNSC, 210 bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD - Tél. 771-91-15

Publival

---

l'innovation technique



COMPAGNIE GENERALE
DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

Centraux téléphoniques, péritéléphonie, télématique, réseau et commutation à large bande, la vocation de la CGCT est de concevoir, produire et installer des matériels et réseaux de télécommunication dans le monde entier. Pour participer à notre expansion, nous recrutons



INGENIEURS GRANDES ECOLES

AM, ECP, ESE, ENST, ENSEEIHT, ENSERG, ENSTA
pour participer à ses études nouvelles dans les domaines de la télématique, la téléphonie numérique et la vidéo communication.

ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en matériels à base de microprocesseurs, circuits de télévision ou transmission sur fibre optique. référence IE

ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes de télécommunication (téléphonie, transmission de données). référence IL

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération, en précisant la référence, à CGCT, Direction du Personnel, 251 rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15.

Réaliser un grand système de gestion de projets industriels

TEMPS REEL - BASES DE DONNEES

Deux analystes programmeurs

Formation DUT Informatique. Vous avez environ deux ans d'expérience, vous approfondirez votre formation en temps réel.
Vous serez intégrés à une équipe expérimentale et deviendrez à terme responsables de nouvelles applications.

Une expérience IBM - CICS est un atout.
Votre rémunération tiendra compte de votre expérience.
Lieu de travail : proche banlieue Sud.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra, sous réf. 3728.

média-system



Vous recherchez un poste en contact avec la clientèle au sein d'une équipe

UNE GRANDE BANQUE
vous invite

à rejoindre son réseau d'agences de PARIS et de la RÉGION PARISIENNE.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite avec C.V. et photo sous réf. 58548 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Votre progression de carrière chez V.A.G. France

Société de distribution et de commercialisation. VAG France prolonge la réussite du groupe VAG, 4ème constructeur d'automobile.
Entreprise française à part entière. VAG France c'est un : • un réseau de 366 concessionnaires et autant d'agents qui emploient 10.000 personnes. • 913 collaborateurs soit un triplement des effectifs en 10 ans. • un doublement des ventes en 5 ans. • un esprit d'entreprise qui favorise la progression par la responsabilisation.

Formation supérieure comptable + expérience informatique.
votre double compétence vous permettra de devenir notre :

Analyste fonction audit

Dans le but d'assurer le développement de nos systèmes comptables informatiques, vous serez chargé, en étroite liaison avec le Directeur de la division finances, • de l'audit comptable et de l'organisation, afin de réaliser un diagnostic général et la mise en place des procédures et de leur suivi, • de l'établissement d'un cahier des charges informatique.
D'un point de vue opérationnel, cela vous conduira à : • analyser toutes les opérations comptables de la division finances et leurs liens entre les différents services dans la procédure comptable, • étudier les différentes chaînes informatiques : maintien du système, développement des applications existantes ou création d'applications nouvelles.
Votre formation supérieure comptable (DECS, maîtrise de gestion...) complétée par une connaissance de l'utilisation des techniques informatiques (matériel, logiciel, télétransmissions), vous permettront d'être l'homme charnière entre la division finances et les services informatiques.
Des bases en allemand seraient un atout supplémentaire.

E.S.C. ou équivalent.

d'abord Assistant conseil en gestion

Au sein de notre département conseil de gestion, vous analysez les rapports mensuels d'activité provenant des concessions, vous contrôlez l'information reçue, établissez des résultats statistiques par zone et par région (ventes, après-vente, pièces).

Elément charnière entre le siège et le terrain, vous participez à l'élaboration des rapports d'évaluation de la santé financière de nos clients (analyse commerciale et financière, préconisation).

L'évolution rapide, pour un jeune ESC vers une fonction de conseiller de gestion itinérant, vous amène à effectuer quelques déplacements en province. La connaissance de l'allemand est souhaitée.

Ingénieurs ESME, ENI, ESTACA...
Débutant ou avec une première expérience, vous êtes attiré par l'automobile et êtes capable de lier une relation d'aide et de conseil avec des patrons de P.M.E.
Nous vous proposons de devenir

Conseillers techniques

Dans ce cadre, vous prendrez en charge une région où vous animerez le réseau VAG d'agents pour :
- promouvoir la politique après-vente,
- développer l'organisation et la gestion d'atelier,
- préconiser et faire appliquer les méthodes de réparation,
- participer à la formation du personnel d'atelier,
- promouvoir l'accueil clientèle,
- traiter la garantie.

Un véhicule de service est fourni pour les déplacements.

media-system

Pour tous ces postes, votre réussite s'accompagnera d'une évolution de carrière motivante à l'intérieur d'une entreprise qui consacre 3 % de sa masse salariale à la formation et qui privilégie la promotion interne.
Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant le poste choisi (CV, photo et prétentions) à la Direction du Personnel et des Relations Sociales, VAG France, BP 62, 02600 Villers-Cotterets.

V·A·G Audi VW

V.A.G. France

Information téléphonée

Votre 1ère expérience de la vente nous intéresse !

BAC + 2

Vous êtes de **jeunes commerciaux** et vous souhaitez :
- élargir vos connaissances,
- étoffer votre expérience,
- améliorer votre rémunération.

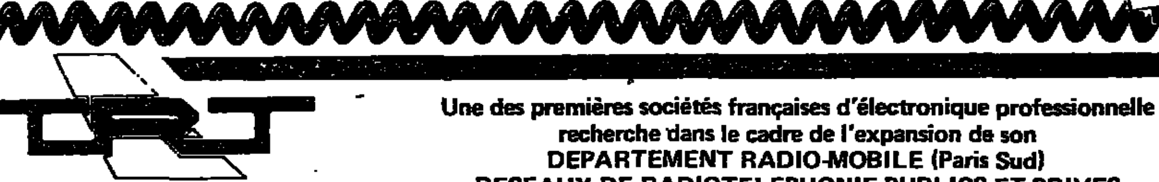
Notre société, **leader dans le domaine du crédit et du leasing** auprès des petites et moyennes entreprises, vous propose :
- de compléter votre formation économique et commerciale par la connaissance approfondie de nos produits et techniques,
- de vous mettre en contact avec tous les secteurs clés de la vie économique française,
- d'envisager de réelles possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Une **réunion d'information** pourra compléter à très brève échéance les premiers renseignements que vous pourrez obtenir en téléphonant du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h en précisant la référence 142.

Vous pouvez également adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence LM/2472 à **ALLO-CARRIERES** 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.



MEDIA BA



TRT

Une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle recherche dans le cadre de l'expansion de son
DEPARTEMENT RADIO-MOBILE (Paris Sud)
— RESEAUX DE RADIOTELEPHONIE PUBLICS ET PRIVES

ingénieur commercial France

De formation électronique (option radiocommunication appréciée), le candidat aura acquis une bonne connaissance des procédures d'achats des administrations (préparation des budgets, appels d'offres, marchés).
Pour :
— participer à la stratégie commerciale,
— prospecter de nouveaux marchés,
— répondre aux appels d'offres des consultations,
— négocier les contrats et prendre la responsabilité commerciale de leur exécution.

ingénieur Produits-Projets

De formation identique, il participera à la définition de la politique «produits» et à la planification des besoins industriels.
Il apportera son concours aux ingénieurs commerciaux sur les plans techniques et logistiques.

Adresser C.V. et prétentions en précisant le poste choisi à TRT 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON.



Ingénieurs d'affaires... Pourquoi pas la chimie ?

D'autant plus que nous sommes l'une des plus grandes sociétés chimiques mondiales. En Europe nous employons 12 000 personnes et nous y avons réalisé en 1982 un C.A. de 3,3 milliards de dollars dans la chimie, la pharmacie et le phytosanitaire.

Diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, de Commerce ou titulaires d'un DEA Scientifique, vous avez, de préférence, une expérience de 2 à 3 ans des relations commerciales à haut niveau au cours de laquelle vous avez développé votre aptitude à communiquer et à convaincre.

Volontaires et ambitieux, vous voulez maintenant prendre de véritables responsabilités commerciales. Ces responsabilités nous allons vous les confier comme nous les avons confiées hier à nos **ACTUELS MANAGERS.** Ils ont fait preuve de leurs capacités sur le terrain avant d'accéder à des fonctions de Direction Régionale, de Marketing, de Relations Humaines, de Logistique d'Achats ou de Production.

Bien sûr, vous devrez, comme eux, accepter la compétition et la mobilité.

La parfaite connaissance de l'anglais, compte tenu, entre autres, de notre gestion internationale, est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous réf. IA/M
DOW CHEMICAL FRANCE
Département des Relations Humaines -
Route des Crêtes - Parc de Sophia Antipolis - 06561 VALBONNE Cédex.

DOW

MSL international
17, rue La Rochefoucauld 75009 PARIS
206, rue Vendôme 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

Ingénieur système IMS — *Paris*

Nous sommes un des premiers groupes industriels français, notre renommée est internationale et nous exportons dans le monde entier. Nous vous offrons la possibilité de poursuivre votre carrière au sein de notre département informatique. Vous serez responsable de nos systèmes IMS dont vous assurerez le bon fonctionnement en leur état actuel et suivant leur évolution, vous gèrerez leurs bibliothèques et améliorerez leurs performances. Vous aurez, d'autre part, à assister par vos conseils le personnel informatique développant des applications sous IMS. Vous êtes ingénieur, option informatique ou de formation MIAGE, en tout début de trentaine, et justifiez de quelques années d'expérience, au moins deux comme ingénieur système IMS, puis en développant des applications sous IMS. Nous désirons que vous occupiez cette fonction quelques années, vous permettant par votre réussite d'assurer votre avenir au sein de notre groupe. Ecrire à Yves Blanchon à Paris - Réf. M 9363.

Discrétion totale assurée.

cordis.

Marketing services manager

Nous sommes un groupe américain de réputation internationale, fabriquant et distribuant dans le monde entier des produits de haute technologie médicale.

Notre Siège international pour l'Europe est installé dans la banlieue Sud de Paris.

Nous cherchons un professionnel dont la mission sera de concevoir, d'adapter, de diffuser les aides à la vente destinées à la force de vente européenne (publications, audio-visuels, matériels de démonstration) et d'assurer notre participation aux congrès européens. Il faut savoir encadrer une équipe et utiliser l'apport et la créativité des services extérieurs.

Cette responsabilité convient à un cadre offrant plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire acquise de préférence dans un environnement médical ou électronique.

Langues de travail : anglais-français.

Merci d'adresser C.V. + prétentions à notre Conseil, sous la référence DO/2.

MEDIA BA



INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS
Paris Nantes
MEMBRE DE SYNTEC

Notre client est une société française de tout premier plan, où la politique de personnel est une politique de carrière.

Pour le Siège à Paris, qui gère le personnel France et celui détaché dans les filiales de par le monde, nous recherchons deux spécialistes de haut niveau :

1 Responsable de la gestion prévisionnelle du personnel

Il aura à participer à la conception et à la mise en place de la politique de carrière ; il cherchera et proposera des « outils » de gestion. Il sera ouvert à l'informatique, largement utilisée à la Direction du Personnel.

Ce poste convient à un homme intéressé par la gestion des expatriés. Il peut avoir acquis une expérience dans un poste opérationnel ou fonctionnel (réf. VE/1).

1 Responsable études de rémunération

Au sein de la même direction, cet homme aura à assimiler et à mettre en pratique les différents systèmes modernes susceptibles d'améliorer notre gestion salariale : comparaisons avec le « marché », progressions à envisager, incidences sur la motivation, etc. Il travaille en collaboration avec les autres spécialistes à la Direction du Personnel. Pour cette fonction, il faut avoir une approche à la fois qualitative et quantitative (réf. VE/2).

Le Groupe jouit d'une réputation d'excellence. Il permet un développement personnel très valorisant. Le critère de choix sera bien sûr votre expérience mais aussi votre imagination et votre créativité. L'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser C.V. + prétentions, en précisant la référence choisie, à notre *Conseil.*

MEDIA BA



INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS
Paris Nantes
MEMBRE DE SYNTEC

La SEP Maître d'Œuvre des 3 étages d'ARIANE recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

A.M., ENSMA, ENSCM Besançon, ENSH Grenoble...

attiré par le développement et les études technologiques de matériels asservis, il sera chargé du suivi :

– des travaux d'études relatifs à l'amélioration d'un moteur pneumatique pour les 1er, 2e étage ;
– à l'amélioration des composants hydrauliques, oléopneumatiques et électriques pour le 3e étage ;
– des travaux liés à la détermination de la fiabilité opérationnelle des matériels.

Ce poste s'adresse à des mécaniciens ayant de solides connaissances en hydraulique, mécanique des fluides, théorie des asservissements et résistance des matériaux.

Anglais courant indispensable.

Merci de nous faire parvenir votre CV avec photo, salaire actuel et prétentions sous réf. 892, SEP, Service du Personnel, BP 802, 27207 VERNON.

SEP

HAVAS CONTACT

MATRA ELECTRONIQUE

COMPIEGNE, filiale du groupe MATRA chargée des fabrications électroniques militaires de série (400 personnes - 200 MF de CA) recherche

Ingénieur de Production

Niveau requis — Expérience.

Ingénieur PRODUIT ayant la connaissance d'équipements électroniques (type aéronautique) sous les aspects fonctionnels et technologiques et de bonnes notions d'électromécanique.

Expérience de 2 à 3 ans minimum en bureau d'études, méthodes, industrialisation ou fabrication.

Définition du poste.

Dépendant hiérarchiquement du Responsable des Méthodes, il a pour mission d'assurer la coordination de l'ensemble des actions techniques nécessaires au bon déroulement de la fabrication des produits série.

Cette synthèse produit s'exercera essentiellement dans les domaines techniques et technologiques et viendra donc en appui des différents responsables industriels de la Société (méthodes, fabrication, approvisionnement, assurance qualité, etc. . .). Son rôle relationnel devra lui permettre d'être l'élément liaison privilégié avec les bureaux d'études, les centres d'intégration finale etc. . . de la Société MATRA.



Adresser CV, lettre manuscrite et photo sous référence MEL - INF Service du Personnel — B.P. N° 2 — 60610 - LA CROIX SAINT-OUEN

LE CREDIT NATIONAL

Important organisme spécialisé dans le FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES recherche pour son *Département des Études*

1 INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE + FORMATION ÉCONOMIQUE

Débutant ou possédant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle

Il lui sera confié des études approfondies — de caractère économique, statistique, financier — sur les entreprises, en utilisant notamment les travaux de la Centrale des bilans.

Après quelques années, il pourra devenir Cadre financier — à Paris ou en Province — chargé de l'analyse des demandes de prêts à long terme des entreprises clientes.

Il est ainsi offert :
• un travail intéressant et évolutif ;
• une rémunération et des perspectives de carrière attrayantes.

Prière d'envoyer lettre manuscrite et CV avec photo au CRÉDIT NATIONAL Service du Personnel et des Relations Sociales - 45, rue Saint-Dominique 75700 PARIS.

Moët-Hennessy

recherche pour son nouveau

DIRECTEUR GÉNÉRAL SECRÉTAIRE ASSISTANTE Bilingue

Le groupe MOET-HENNESSY (5.900 personnes - CA consolidé 4 milliards de francs dont 75 % à l'étranger) développe ses activités dans des secteurs diversifiés : champagne et vins - cognac et spiritueux - parfums et produits de beauté. Le nouveau Directeur Général de la holding (située avenue Hoche à Paris - 50 personnes environ) recherche sa Secrétaire Assistante.

La candidate recherchée, par sa maîtrise parfaite des différents aspects de la fonction de secrétaire, son efficacité souple et polyvalente, ses qualités humaines, son intelligence et son ouverture d'esprit, est apte à se situer à un niveau de collaboration élevé. Elle est capable d'appréhender et préparer les dossiers les plus divers et d'assurer une coordination efficace avec les interlocuteurs de la Direction Générale. **Elle parle l'anglais** d'une façon absolument courante et pratique la **sténo-anglaise**. Elle possède déjà l'expérience d'un Secrétariat de Direction.

Merci d'envoyer votre dossier complet (précisant un numéro de téléphone et votre rémunération actuelle) à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, réf. 75965 LM, qui transmettra. Nous le traiterons de façon rigoureusement confidentielle.

HAVAS CONTACT

PALL

EN FRANCE
EN EUROPE
DANS LE MONDE

UNE REUSSITE QUI NE SE DEMENT PAS

Fortune, The Economist et d'autres analystes financiers, classent le groupe international PALL (C.A. 200 millions de $) parmi les sociétés de pointe tant pour la croissance que la rentabilité (l'action de Pall Corporation est la meilleure sur 10 ans pour le rendement dans le classement 1982 de Fortune).

Nos clients et nos concurrents nous considèrent comme étant le Leader sur le marché de la filtration fine, tant pour la technologie que pour le service. Nous couvrons tous les domaines industriels où la filtration est nécessaire : chimie, pharmacie, électronique, hydraulique, pneumatique, aéronautique, biomédical, etc...

En Europe, la dimension du groupe PALL (C.A. 500 millions de F.) avec ses usines du marché commun, offre de remarquables opportunités de carrière et une structure où chacun reste concerné par toutes les activités de l'Entreprise.

Notre développement en France nous conduit à créer les fonctions décrites ci-dessous. Nous souhaitons les confier à des professionnels désireux de voir leur réussite se concrétiser rapidement.

Envoyez nous votre C.V. manuscrit en précisant la référence de la fonction qui vous intéresse. Nous prendrons rendez-vous pour parler de vous et de nous. Vous ferez ainsi connaissance avec les locaux modernes de notre siège.

Direction générale de
PALL FRANCE S.A.
BP 146
78102 - SAINT GERMAIN EN LAYE Cedex.

VENTES

CHEF DES VENTES
Réf. 100

Pour assurer la direction d'une équipe d'ingénieurs de ventes couvrant toute la France dans le domaine pharmaceutique, cosmétique, alimentaire, électronique. Ingénieur, expérience de direction d'équipe, *nombreux déplacements. Anglais* indispensable. Poste basé au siège.

CHEF DES VENTES
Réf. 101

Vente de sécheurs et filtres pour les réseaux d'air comprimé ou de gaz. Ingénieur mécanicien, expérience des matériels pneumatiques, expérience de l'*animation des ventes, anglais* indispensable. Poste basé au siège.

INGENIEUR DES VENTES EXPORT
Réf. 102

Sera chargé pour toutes les divisions de Pall France du développement des ventes en AFRIQUE FRANCOPHONE. *Ingénieur, expérience de la vente* d'équipements sur des marchés africains, anglais nécessaire , nombreux déplacements. Poste basé au siège.

2 *INGENIEURS DES VENTES*
Réf. 103

Vente de systèmes de filtration aux industries pharmaceutiques, *cosmétiques, alimentaires et* électroniques. Régions Paris/Normandie + Est. Jeunes ingénieurs biologistes, chimistes ou biochimistes. Expérience de vente produits industriels nécessaire.

INGENIEUR DES VENTES
Réf. 104

Vente de système de filtration aux industries chimiques, photographiques, bandes magnétiques, mécaniques. Ce jeune ingénieur de formation génie chimique aura la responsabilité d'un secteur géographique. Poste basé en *région parisienne. Première expérience* de produits industriels nécessaire.

INGENIEUR SEDENTAIRE
Réf. 105

Chargé de suivre les demandes *techniques des Ingénieurs de Ventes,* des clients, de la préparation des offres, de la réalisation technique des commandes. Formation génie chimique de préférence, anglais indispensable, *expérience industrielle nécessaire, poste* basé au siège.

INGENIEUR DES VENTES
Réf. 106

Chargé du développement des ventes des systèmes de filtration pour toutes applications oléo-hydrauliques. Région Nord/Normandie. Ingénieur mécanicien. *Première expérience de la vente et du* marché. Anglais apprécié.

INGENIEUR DES VENTES
Réf. 107

Filtres pour l'aéronautique. Région Parisienne - Ingénieur aimant la vente, large autonomie, esprit d'initiative et disponibilité. Expérience 3 à 5 ans *secteur aéronautique.* Anglais indispensable.

3 INGENIEURS DE VENTES BIOMEDICAUX
Réf. 108

Filtres de haute technologie pour le secteur hospitalier. Régions Est, Rhône-Alpes, Ouest. Niveau IUT de biologie *appliquée. Expérience de la vente dans* le domaine du matériel scientifique.

MARKETING

INGENIEUR MARKETING
Réf. 109

Adjoint au Directeur du Marketing division hydraulique. Sera responsable du marketing de secteurs importants de développement. Ingénieur hydraulicien. Expérience de marketing industriel souhaitée. Anglais indispensable.

SERVICES ET LABORATOIRES SCIENTIFIQUES

RESPONSABLE DES SERVICES ET LABORATOIRES
Réf. 110

Chargé de la gestion du laboratoire et de l'équipe et responsable des essais de filtration dans les industries pharmaceutiques, cosmétiques et alimentaires. Ingénieur biochimiste. *Expérience de laboratoire. Nombreux* déplacements. Anglais indispensable.

INGENIEUR GENIE CHIMIQUE OU BIOCHIMIQUE
Réf. 111

Responsable des essais de filtration dans l'industrie chimique. Expérience de production ou de laboratoire nécessaire. *Anglais indispensable.*

HYDRAULICIEN
Réf. 112

Chargé de réaliser sur site des mesures sur des fluides hydrauliques, la mise en route de système de purification. Ingénieur ou technicien supérieur, connaissance chimie des lubrifiants *appréciée, déplacements fréquents,* anglais souhaité.

Jeune ingénieur système dans une informatique qui bouge

Dans le cadre de notre plan informatique, nous sommes en train d'opérer une déconcentration des moyens vers nos établissements de province. Au siège parisien comme dans ces établissements de la SNPE (Société Nationale des Poudres et Explosifs), on entre dans l'ère du transactionnel. A relativement court terme va se poser un problème de choix de système central. Une informatique qui a acquis son droit de cité et qui, c'est sûr, bouge.

Ce sont autant de problèmes posés à l'équipe qui a en charge le système central. A elle d'adapter le logiciel constructeur à l'équipement de l'entreprise et d'étudier l'implantation des nouveaux logiciels proposés. A elle de promouvoir les améliorations d'emploi des matériels et des logiciels. A elle aussi - et c'est important - d'assister et de former le personnel technique de l'informatique. Nous souhaitons que cette fonction système soit vécue avec une vision très exploitation de l'ordinateur.

Au total, de quoi intéresser le jeune ingénieur ayant une première expérience système, même courte, sur gros ordinateur et qui veut s'intégrer dans une organisation informatique de plus grande envergure. Une formation de niveau ingénieur ou *maîtrise d'informatique*, la *pratique du cobol* et *d'un assembleur*, de l'*aisance en anglais technique* nous paraissent nécessaires. La connaissance de l'UNIVAC 1100 serait un plus. Sachez aussi que notre équipe exploitation est vraiment une équipe qui sait se serrer les coudes. Si vous êtes intéressé(e) de la rejoindre, à Paris, sans tarder une lettre aux consultants de SIRCA sous référence 752 893 M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES
SECTEUR RAFFINAGE

- Sup - Elec ou équivalent
- Centrale, A.M. ou équivalent

Volonté d'entreprendre et désir de réussir sont vos principaux atouts ; concrétisez vos aspirations en rejoignant un Groupe Pétrolier de dimension internationale, disposé à optimiser votre potentiel.

Nous vous offrirons des opportunités de carrière vous permettant d'accéder à des postes de responsabilité.

La préférence sera donnée à de jeunes Ingénieurs issus de Grandes Ecoles, possédant une spécialisation en Informatique ou en Technique.

Tous ces cadres de fort tempérament seront imaginatifs, persévérants, mobiles et disponibles.

Si la perspective d'une carrière solide, évolutive, ouverte sur le monde et les techniques de pointe vous motivent, nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence 66.790, à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, chargé de nous transmettre votre candidature.

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

JEUNE ingénieur pour engineering international

SIÈGE PARIS

Notre Société — Filiale d'un GROUPE MULTINATIONAL — construit et assiste techniquement des Usines dans les pays en voie de développement. Le Directeur du Département d'ÉTUDES et RÉALISATIONS recherche un jeune INGÉNIEUR.

Il sera très étroitement associé aux études de conception générale, à la définition et à la sélection de l'ensemble des équipements industriels (énergies, installations thermiques, fluides, génie civil, automatismes...)
Il devra également au cours de brefs séjours sur les sites à l'étranger, suivre la réalisation des projets et ultérieurement coordonner l'ensemble des travaux.

Ce poste, de conception et de contacts, conviendrait à un jeune INGÉNIEUR A & M ou équivalent, DÉBUTANT ou possédant 2 à 3 ans d'expérience industrielle.
La pratique de l'ANGLAIS sera un atout important, celle de l'Allemand très appréciée.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2638 M à preciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



(CA: 170 MF; 1027 chambres) recherche son

directeur de l'hébergement

En tant que Membre du Comité de Direction, il sera associé à la gestion générale de l'Hôtel et sera plus particulièrement chargé des résultats d'exploitation de son secteur représentant un CA supérieur à 100 MF. Il bénéficiera de l'appui d'équipes très professionnelles comptant environ 200 personnes et de la mise en place d'un système d'information très performant (EECO). Son action sera étroitement liée à celle de la Direction des Ventes de l'Hôtel.

Ce poste conviendrait à un DIRECTEUR d'une UNITÉ de 200 chambres par exemple, possédant une très forte expérience de l'HÔTELLERIE INTERNATIONALE, parlant couramment 2 langues (dont impérativement L'ANGLAIS) et désireux de faire l'apprentissage des nouvelles méthodes de gestion hôtelières dans le cadre d'une grande chaîne française à vocation internationale.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2636 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

directeur financier

France et International

GRENOBLE 350 000 F

Une importante société française de CONSTRUCTIONS MECANIQUES réalisant une grande part de ses activités (800 millions environ par an) à l'étranger, — filiale d'un très important groupe industriel privé — recherche son directeur financier.

Sa mission portera sur l'ensemble des fonctions Finances et Gestion; il supervisera les services de comptabilité et contrôle de gestion, et prendra personnellement en charge le secteur des FINANCES INTERNATIONALES (Financements et suivi de contrats très importants, contrôle des filiales étrangères, relations avec les licenciés...), en liaison étroite avec la direction financière du groupe et ses services spécialisés, basés à Paris.

Ce poste à caractère opérationnel et impliquant une grande mobilité, conviendrait à HEC, ESSEC, IEP, ou équivalent, 40 ans, ayant une expérience approfondie de la fonction acquise dans le cadre de sociétés industrielles largement exportatrices.

Anglais courant indispensable.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2632 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

INFORMATICIENS INGENIEURS UNIVERSITAIRES

EXPERIMENTES OU DEBUTANTS

Venez rejoindre nos équipes

answare

vous propose

de participer à des développements de logiciels pour des projets industriels de pointe en temps réel sur MINI ou MICRO.
Evolution assurée dans le cadre de notre expansion.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et délai de disponibilité sous réf U1/24 à Yolande Villars.
ANSWARE 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.

THOMSON-CSF

SNECMA

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION

Être, à l'intérieur d'un groupe industriel, Conseil en Recrutement et gestion des Cadres.

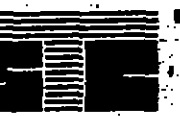
Le DÉPARTEMENT ENCADREMENT de la SNECMA gère un effectif de 2500 personnes. A l'intérieur de ce département, un service est particulièrement chargé d'essayer d'assurer le RECRUTEMENT DES JEUNES INGÉNIEURS ET CADRES et de suivre la gestion des Carrières. Cette équipe souhaite accueillir un nouveau collaborateur.

Sa mission le conduira à être l'interlocuteur des directions opérationnelles, à étudier avec elles leurs besoins en ressources humaines et à leur proposer des solutions dans le respect d'une politique de recrutement très exigeante liée au très haut niveau de technologie de la Société. Il participera à toutes les activités extérieures du service notamment aux relations avec les GRANDES ÉCOLES D'INGÉNIEURS.

Ce poste conviendrait à un DIPLÔMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, ayant une formation SCIENTIFIQUE, ÉCONOMIQUE, SCIENCES HUMAINES... intéressé par les problèmes de relations humaines en milieu industriel, ayant quelques années d'expérience dans ce domaine, et souhaitant acquérir, dans une fonction proche des instances de décisions, une ouverture qui permettant d'évoluer vers d'autres aspects de la fonction personnel.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2637 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



LEADER MONDIAL DU PÉRIPHÉRIQUE D'ORDINATEUR

recrute
pour son siège social de BUC (78)

SON TRÉSORIER

- qui assurera la gestion des concours bancaires à court terme.
- suivra la trésorerie (suivi, équilibrage interbancaire).
- élaborera un système de gestion prévisionnelle de cette trésorerie.
- développera des outils informatiques pour gérer en temps réel.
- conduira son action sous la responsabilité du Chef du Service Financier.

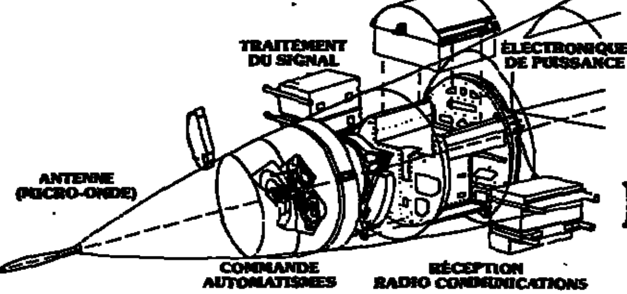
Pour s'intégrer à notre équipe, nous lui demandons :
- une formation DUT finances (ou équivalent).
- deux ans d'expérience minimum en gestion de trésorerie dans une PME.
- d'être familiarisé à l'utilisation d'un système informatique dans la gestion d'une trésorerie.

L'aptitude à l'encadrement et l'anglais seront des atouts facultatifs supplémentaires.

Les candidatures contiendront une lettre manuscrite, un C.V. et une photographie dont l'analyse sera confiée

à Didier VANDAMME.
STORAGE TECHNOLOGY CORPORATION S.A.
ZI - 41, rue Fourny - 78530 BUC

bleu



THOMSON-CSF INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS

Département RCM de THOMSON-CSF, nous concevons et réalisons des Radars et des équipements de Contre Mesure aéroportés.
Un secteur en forte expansion. l'électronique de pointe, où de très importants moyens de recherche et développement permettent à RCM d'occuper une place de premier plan.
Nous proposons à de jeunes ingénieurs des responsabilités à la fois évolutives et variées dans les activités suivantes :

SYSTÈMES RADARS

- DÉFINITION et INTÉGRATION de SOUS SYSTÈMES.
Harmonisation avec l'ensemble des équipements aéroportés - Maîtrise d'œuvre Radars.
- ÉTUDES THÉORIQUES DE PROJETS.
Prospectives, modélisation, simulations.
- DÉFINITION-RÉALISATION D'ESSAIS au sol et en vol.

ÉLECTRONICIENS ÉTUDES

- TRAITEMENT DU SIGNAL.
Matériel logiciel, algorithmes.
- PROPAGATION, RÉCEPTION, RADIO, COMMUNICATIONS.
- MICRO-ONDES.
Formation assurée pour scientifiques de haut niveau.
- ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE.
- CONCEPTION DE CIRCUITS RAPIDES.

Une ou plusieurs de ces activités correspondent à vos compétences.
Nous vous proposons de rejoindre nos équipes au sein d'une grande entreprise pratiquant une activitée industrielle sophistiquée avec une très grande rigueur technique.

THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM
Service du Personnel - 68, avenue Pierre Brossolette
92242 MALAKOFF CEDEX.



HAVAS CONTACT

serete ingénierie

Nous sommes avec nos filiales l'un des premiers groupes français d'ingénierie. Nous offrons à nos clients l'ensemble des services leur permettant de définir et de réaliser leurs équipements dans les meilleures conditions tant en France qu'à l'étranger (chimie, offshore, bâtiment, *industries de transformation, techniques avancées...). Compte tenu de l'évolution de* nos structures, nous recherchons le

RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Vous possédez une solide formation comptable (BTS par exemple) et vous avez acquis au moins 5 ans d'expérience dans une entreprise suffisamment importante pour vous avoir donné une bonne pratique de la consolidation des comptes de plusieurs sociétés ou de filiales étrangères, en plus des travaux comptables classiques. Sous l'autorité du chef des services comptables et avec votre équipe (5 personnes) vous aurez la responsabilité de l'exactitude comptable de nos sociétés : maison-mère et filiales d'importance diverse. Votre mission sera globale : bilans, comptes d'exploitation, déclarations fiscales et sociales, comptabilité fournisseurs, paye... Ce poste peut être évolutif pour un candidat de valeur.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à *Jean-Loup Parichon sous réf. 6594 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une* future collaboration.



Plan Champs

Vers le contrôle de gestion Ecole de commerce et/ou D.E.C.S. + première expérience

FLONIC, Société Industrielle du Groupe Schlumberger, 3200 personnes, présente dans 17 établissements en France et à l'Etranger, recherche pour son établissement de COLOMBES un :

Jeune Diplômé de l'enseignement supérieur

qui aura fait ses preuves en comptabilité générale et montré au cours d'une première expérience ses talents d'animateur et d'organisateur. Il a une bonne maîtrise de l'anglais et une expérience de l'outil informatique.
Il *prendra* progressivement en charge la tenue de la comptabilité générale, l'établissement des bilans, les déclarations fiscales et sociales et les prévisions financières.
La rémunération est motivante et les perspectives d'évolution sont réelles au sein de notre groupe international.

Adresser dossier de candidature, photo et prétentions sous la *référence* S 285, à Rémy Maldant, FLONIC SCHLUMBERGER, 12 Place des Etats-Unis 92541 Montrouge Cédex.

FLONIC
Schlumberger

Groupe multinational renommé dans le domaine des composants mécaniques de précision recherche pour Siège Social (CLAMART)

RESPONSABLE TRESORERIE

A la tête d'une équipe de 7 personnes, il assure :
- la gestion centralisée de la trésorerie de la Société et de ses filiales (10),
- la tenue des comptes de banque et du portefeuille d'effets,
- les prévisions de trésorerie et décisions de crédit.

Formation licence Sciences-Éco. ou équivalent, solide expérience dans fonction similaire indispensable.
Anglais souhaité.
Disponible rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et *prétentions sous référence* 4100 à

Emplois et Entreprises

Assistant de gestion

Une mission très active, en prise directe sur la vie commerciale, proposée par la filiale (300 personnes) d'un grand de l'Electroménager et de l'Electronique Grand Public.
Destinée à un candidat de préférence titulaire d'une maîtrise de Gestion ou d'un diplôme Ecole Sup. de Commerce et ayant une expérience (2 ans minimum) au sein d'un service gestion.

Avec de solides moyens (une équipe jeune de 4 personnes et un matériel traitement de texte TTX 85), il aura à intervenir sur : le suivi des prix d'achat des coûts de transport et de stockage, des marges, ainsi que sur les applications de la réglementation des prix, les calculs prévisionnels des marges. Il aura la responsabilité *de l'édition des tarifs, du plan annuel, des résultats etc...*

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, il dialogue avec les *directeurs commerciaux* et les services comptables ; de bonnes connaissances de base en comptabilité sont, de ce fait, souhaitables.
Ce poste, susceptible d'une évolution intéressante dans le Groupe, est basé au siège de l'entreprise (Paris 17ème). Position Cadre.

Merci d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 83256 à

Selecom 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs et techniciens, développez des activités de pointe !

SINTRA ALCATEL poursuit son expansion dans les domaines de la TELE-INFORMATIQUE, de l'ELECTRONIQUE, du TRAITEMENT DU SIGNAL... pour les secteurs civil et militaire et recherche des ingénieurs et des techniciens pour la région parisienne.

Ingénieurs commerciaux

Pour les domaines civil et militaire France et export.
De formation grande école d'ingénieurs, ils possèderont une expérience et une bonne pratique de l'anglais (réf. LM/01).

Ingénieurs logiciels

Pour les secteurs télématique ou radiocommunication, visualisation...
De formation grande école ou université, ils devront posséder une expérience et, pour certains postes, la connaissance de l'anglais. Ils se verront confier des postes de CHEFS DE PROJET ou de CHEFS DE GROUPE dans les domaines du traitement de texte, du logiciel et des systèmes (réf. LM/02).

Ingénieurs logiciels

De formation grande école ou université, ils seront débutants ou possèderont une première expérience
Ils interviendront dans les domaines programmation temps réel, microprocesseurs, traitement de texte (réf. LM/03).

Ingénieurs informaticiens

De formation grande école ou équivalent, ils possèderont une expérience de 3 à 5 ans.
Ils interviendront dans les systèmes ou dans les études (réf. LM/04).

Ingénieurs et techniciens électroniciens

Pour le Service Qualité.
De formation supérieure + expérience de 3 à 5 ans minimum, ils interviendront dans les domaines études et matériels (réf. LM/05).

Ingénieurs et techniciens électroniciens

Pour le Service Notices.
De formation supérieure, ces collaborateurs confirmés possèderont des connaissances en micro-informatique, microprocesseurs et circuits imprimés et, si possible, la connaissance de l'anglais écrit (réf. LM/06).

Techniciens électroniciens

Pour études et réalisation dans les domaines télématique, radiocommunication et systèmes industriels.
De formation BTS, DUT ou équivalent, ils possèderont une expérience de 1 à 10 ans (réf. LM/07).

Chef atelier maquette proto

Il possèdera une expérience de quelques années (en particulier en câblage) et l'aptitude au commandement.
Il assurera les relations inter-usines, fournisseurs et les achats (réf. LM/08).

Responsable gestion de production

Pour le domaine des systèmes militaires de traitement et visualisation.
Diplômé en informatique, il possèdera une expérience en gestion de production et la connaissance des matériels et progiciels utilisés. (Des stages de formation de courte durée en province sont à prévoir.) (réf. LM/09).

Adjoint chef de service visualisation/télématique

De formation ESE, ENST ou équivalent, cet ingénieur confirmé possèdera de bonnes connaissances en micro et mini-informatique et obligatoirement la pratique de l'anglais.
Il se verra confier des responsabilités industrielles (réf. /LM/10).

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste à

SINTRA ALCATEL Secrétariat Général
26, rue Malakoff 92600 ASNIERES

SINTRA Alcatel

MEDIA PA

Gilson International

« Grand » Mondial de la manipulation d'échantillons liquides (M.E.L.) :
— Une gamme actuelle à faire vivre.
— Des produits nouveaux à définir.
— De l'original à promouvoir.

Le marché du matériel de laboratoire est porteur.
Si vous avez une première expérience dans un service MARKETING,
Si vous maîtrisez la langue anglaise, vous êtes notre

Chef De Produits M.E.L.

Ecrivez donc à Vincent OBERTHUR
GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta 95400 VILLIERS-LE-BEL

CADRE FONCIER CONFIRMÉ

Pour important groupe de promotion immobilière dont le siège est à Paris.
Ce collaborateur de haut niveau, homme de terrain, sera chargé, en collaboration avec la Direction du développement et de la recherche foncière en région parisienne et sur *les marchés porteurs régionaux.*
Le candidat aura acquis une expérience d'au moins cinq années dans ce secteur d'activité en permettant de maîtriser tous les aspects de la fonction.

Envoyer C.V. + photo à Madame Mounier
73, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris.



recherche un

adjoint au chef du personnel

de son usine de Thourotte (près de Compiègne)

Ce cadre de fort potentiel travaillera en particulier sur les prévisions en matière de vie sociale de cet établissement de 1 500 personnes. Il devra prendre en charge notamment la gestion prévisionnelle des carrières, le développement de la communication et de l'expression.

Les candidats sont diplômés de l'enseignement supérieur et ont une formation complémentaire en gestion du personnel. Une expérience de quelques années de la fonction personnel serait appréciée.

Envoyer CV manuscrit et prétentions à

SAINT-GOBAIN VITRAGE - Direction du Personnel
Les Miroirs - Cedex 27 - 92096 Paris la Défense

Filiale Important Groupe Français d'Assurances – Paris-La Défense

analystes analystes-programmeurs

- Formation supérieure scientifique ou gestion.
- Solides connaissances en informatique.
- Première expérience souhaitée.
- Formation complémentaire assurée, (Assembleur, IMS/DL1, TSO).
- Puissante configuration (4 IBM 3081 et 1300 terminaux).
- Travail varié et évolutif en petites équipes.

Nous vous remercions d'adresser lettre, C.V. et prétentions sous la référence M 217 à :

GIE, Direction du Personnel
Tour Franklin, 92081 Paris La Défense Cedex 11.

Discrétion assurée.

GIE
GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

IMPORTANTE BANQUE ETRANGERE
recherche

CADRE JURIDIQUE

pour sa Direction Juridique et Contentieux à Paris

Une expérience de plusieurs années comme rédacteur dans des SERVICES JURIDIQUES BANCAIRES est obligatoire.

Les candidats voudront bien adresser lettre manuscrite, CV et photo à

OCBF,
66, rue de la Chaussée d'Antin
75009 PARIS sous réf. 1700M

services vous assiste dans le recrutement

Importante société de distribution
(située dans la banlieue Sud de Paris)
recherche pour sa Direction Informatique un

Analyste Programmeur

expérimenté (minimum 3 ans)

- Capable de réaliser l'analyse et la programmation de projets (COBOL BASIC).
- d'adapter les projets aux OS de base
  - d'en connaître le déroulement
  - d'en assurer la diffusion et la maintenance

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4224 à rscg carrières 48, rue Saint-Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



1er FABRICANT FRANCAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28500 PERSONNES – C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS

recherche pour développer son potentiel humain

JEUNES INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

INGENIEUR GESTION

Equipements industriels SOMA (SAINT ETIENNE-42)

Après une première expérience industrielle où vous avez développé à côté de votre acquis technique vos connaissances en gestion (expérience ou formation économique), vous serez au sein du service contrôle de gestion de cette Société (2000 personnes), responsable de l'établissement et du suivi des prix de revient et de la rentabilité des affaires commerciales. Vos fonctions vous feront participer activement à l'établissement du budget. Réf. 49708/1/M

INGENIEUR METHODES CENTRALES

Eclairage CIBIE (BOBIGNY-93)

Vous avez acquis une première expérience industrielle de 4-5 ans. Nous vous proposons d'intégrer un service d'une trentaine de personnes, et en liaison avec le B.E., les laboratoires et la production, d'assurer le développement indidustriel de Technologies nouvelles : transformation des métaux en feuille, traitement de surface, injection de matières plastiques, ... et d'animer une équipe de 3 techniciens. Cette fonction implique de fréquents déplacements de courte durée dans les établissements situés en France et à l'étranger et une bonne connaissance de l'anglais. Réf. 49708/2/M

INGENIEUR DE VENTE EXPORT

Vous avez une expérience de vente de produits techniques ou en études / essais mécaniques. Vous pratiquez couramment l'allemand et êtes disponible pour des déplacements assez fréquents en Europe. Vous serez responsable des négociations techniques et commerciales auprès de constructeurs étrangers : vous assurerez les arelations avec le client, de la définition du cahier des charges à l'homologation des prototypes et à la négociation du contrat, dont vous suivrez l'exécution. Réf. 49708/3/M

INGENIEUR QUALITE CLIENTS ETRANGERS

Debutant à 2 ans d'expérience vous serez chargé au sein du service qualité client de l'établissement de Bobigny d'assurer les relations «qualité» entre nos clients étrangers (G.B., R.F.A., Suède, Italie, ...) et les services études, méthodes, contrôle, fabrication de l'usine. Ce poste nécessite une bonne maîtrise de l'anglais et implique des déplacements fréquents à l'étranger. Réf. 49708/4/M

INGENIEUR ORGANISATION GESTION DE PRODUCTION

Au sein du service organisation vous serez responsable du développement du traitement automatisé des affaires concernant la gestion de production : gestion des commandes clients et des stocks, ordonnancement .... En liaison avec les services concernés, vous aurez à établir le cahier des charges informatique et à assurer le démarrage des applications. Réf. 49708/5/M

INGENIEUR ETUDES D'INSTALLATION

Matériaux de Friction VALEO (CONDE SUR NOIREAU-14)

Débutant vous intégrerez les services techniques de cette importante unité de production en grande série et, en liaison avec le B.E, les Achats et la Fabrication, vous concevrez et mettrez en oeuvre les matériels d'installation de fabrication permettant d'obtenir de meilleures conditions techniques, humaines et économiques de production. Réf. 49708/6/M

INGENIEUR GESTION

Ingénieur, vous avez une formation complémentaire en gestion. Au sein du Département assurant la gestion de cet important établissement de production, vous acquerrez une expérience opérationnelle du contrôle de gestion de production de grande série en prenant, après formation, la responsabilité des prix de cession : définition des normes standard, établissement des prix, suivi et contrôle. Pour cela, vous collaborerez étroitement avec les différents services de production et le département Achats. Réf. 49708/7/M

INGENIEURS CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

Equipements Thermiques VALEO (NOGENT-le-ROTROU-28)
Direction Informatique VALEO (Paris 17ème)

Ingénieur, vous avez des connaissances de base en informatique ou en gestion. Nous vous proposons de débuter votre carrière au sein de nos équipes d'Ingénieurs chargés pour les différentes fonctions de l'entreprise de projets d'organisation mettant en oeuvre des solutions informatisées. Après formation, vous mènerez des projets complets, de l'analyse des besoins avec les services utilisateurs à la mise en place des systèmes en passant par la conduite des équipes de réalisation informatique. Réf. 49708/8/M

A partir de ces fonctions, notre gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités de carrière diversifiées dans le groupe

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à VALEO Service Recrutement I. & C. – 43, rue Bayen – 75017 PARIS – en n'oubliant pas la référence du poste

---

Jeune chef de publicité

Une activité commerciale dans la presse

Un marché très « porteur »

Vous rejoignez, à Paris, le Groupe **TESTS**, numéro un de la presse informatique.

Vous développez la vente d'espaces publicitaires auprès des agences de publicité, des constructeurs, des distributeurs et des S.S.C.I. pour une revue hebdomadaire d'une grande notoriété : 01 INFORMATIQUE.

Agé de 25 ans minimum, vous bénéficiez, de préférence, d'une première expérience professionnelle.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/3864, à *Nicole* DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

CARTOGRAPHE

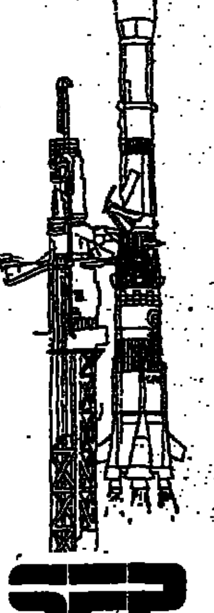
Adjoint Chef Service Illustrations

Voyez ! ! à Paris

Notre service des illustrations, conçoit, prépare et livre chaque année près de 1500 cartes et graphismes, aux équipes du groupe chargées de l'édition de livres scolaires et para-scolaires.
Conseiller auteurs et éditeurs, concevoir les documents et surveiller leur préparation, choisir et contrôler les sous-traitants, animer les 5 personnes de votre service, telle sera votre mission.

MAITRE en GEOGRAPHIE ou HISTOIRE + DESS CARTOGRAPHIE, vous nous apporterez vos 5 ans d'expérience et vos connaissances en cartographie automatique par ordinateur.
Notre Groupe n'en est pas à ses débuts... Nous progresserons ensemble mais écrivez-nous vite par l'intermédiaire de Média-System. 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 3505.





La SEP recherche pour son Établissement de VERNON

des INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(X, SUP AÉRO, MINES...) débutants ou confirmés.

Dans le cadre du renforcement de nos équipes, nous recherchons des Ingénieurs d'Études et Développement dans le domaine spatial (ARIANE et propulsion satellites, mécanismes embarqués).

Ces postes requièrent une formation de haut niveau dans une ou plusieurs disciplines tel que : mécanique des fluides, dynamique, mécanique, automatisme...

Merci d'adresser CV détaillé, photo, prétentions sous réf. 1000 M à SEP, Service du Personnel, B.P. 802, 27207 VERNON.

SEP — HAVAS CONTACT

Chambre Syndicale de la Compagnie des Agents de Change – *Notre direction des relations extérieures et du développement souhaite recruter un jeune cadre en tant que*

ATTACHÉ D'INFORMATION

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Éco + DESS marketing financier, ESCP, Sciences Po Eco Fi, CELSA...). Vous êtes à la recherche d'un emploi après avoir acquis une première expérience professionnelle dans le service études d'une grande entreprise ou dans un organisme d'études (notamment dans le cadre d'un stage de longue durée ou d'un contrat à durée déterminée). Intégré dans notre équipe, vous assurerez la gestion de notre bureau d'accueil et vous participerez à sa promotion ; d'autre part, vous exploiterez les études destinées à la préparation de notre stratégie de communication. Vous bénéficierez dans ce contexte d'un poste très formateur qui vous permettra d'envisager une évolution de carrière dans notre organisme.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez sous réf. 5690 M à Roland Gardeux ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11
MEMBRE DE SYNTEC

Assistance et coordination des directions administratives de nos filiales européennes 230 000 F +

Notre client est un des plus importants groupes mondiaux d'assurance. Il connaît depuis de longues années une forte croissance et un excellent niveau de résultats. Il recherche pour renforcer son siège européen un AUDITEUR ADMINISTRATIF INTERNATIONAL.

Rattaché directement au Régional Vice-Président Administration, il l'assistera dans la coordination et l'assistance auprès des Directions Administratives des différentes Compagnies Européennes, dans les domaines de l'organisation du travail, de l'analyse des activités, de l'étude des structures, des procédures, du traitement de l'information, etc.

Le candidat que nous recherchons aura nécessairement une excellente connaissance de la fonction administrative en général et des procédures en particulier. Ses connaissances engloberont également l'informatique et la bureautique en tant qu'utilisateur.

Agé de 30 ans minimum, il sera de formation supérieure commerciale et/ou juridique, bilingue français-anglais, il résidera à Paris où le poste est situé et sera amené à passer 40 % de son temps à l'étranger.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Enfin, nous souhaitons trouver un réel potentiel susceptible d'évoluer au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V. + prétentions) à Jean-Louis MUTTE sous référence 27512.

KM — Mutte, Kernevez & Ass. scm.
27, rue du Général-Foy, 75008 PARIS
Francfort-Londres-Paris-Zurich

ALSTHOM ATLANTIQUE

représente 38.000 personnes en France dans 35 établissements et a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs.

transformateurs condensateurs

Le plus grand constructeur sur le marché français — 1er exportateur français de transformateurs de puissance, réducteurs de mesures et transformateurs de distribution, en tête de la production française de condensateurs de puissance.

recherche pour son ÉTABLISSEMENT DE ST-OUEN (M°)

INGENIEUR D'ETUDES

MISSION :
étudier, préparer, réaliser les calculs techniques et économiques du matériel à concevoir et à fabriquer par le Département.

PROFIL :
Grandes Écoles.
Connaissances en électrotechnique.
Débutants acceptés.

INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT

MISSION :
Poste comportant des activités de prospection études, appels d'offres, rédaction de propositions techniques et commerciales, négociation des contrats.

PROFIL :
Diplôme d'Ingénieur.
Formation électrotechnique ou électromécanique.
Anglais indispensable.

Adresser CV et photo à ALSTHOM ATLANTIQUE Département ALSTHOM SAVOISIENNE, Service du Personnel, [illegible] 93404 ST-OUEN

THOMSON-CSF

DIVISION COMPOSANTS MICROONDE

Ce que nous faisons...

ÉTUDES, DÉVELOPPEMENT et PRODUCTION de COMPOSANTS PROFESSIONNELS HYPERFRÉQUENCE
en : Microélectronique
Circuits Intégrés AsGa
Diodes et transistors AsGa
Diodes Silicium
Dispositifs à Ferrites sur guides
Composants optiques

Ce que nous proposons...

Des embauches immédiates ; à court terme ; à moyen terme ; en région parisienne

pour des **INGÉNIEURS,** expérimentés ou débutants (Écoles ou Universités)
en : – Electronique Hyperfréquence
– Technologie des Matériaux
– Organisation de Production

pour des :

AGENTS TECHNIQUES

(Bac F2 - F5 - F10 - BTS - DUT)
en : – Mesures
– Technologie.

Si vous souhaitez...

Travailler dans une technique de pointe au sein d'une entreprise mondialement réputée dans une Division en pleine expansion.
Envoyez votre lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo à THOMSON-CSF / DCM Service du Personnel 29, Avenue Carnot 91300 MASSY

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

HAVAS CONTACT

LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES

(300 PERSONNES)
SITUÉ EN PROCHE BANLIEUE PARISIENNE
recherche

1°) S/Nº RÉFÉRENCE 8790 :

UN CHIRURGIEN DENTISTE

POUR ASSURER

- les contacts téléphoniques avec les praticiens en vue des informations et réclamations.
- la formation du réseau de vente.
- la mise au point des informations techniques relatives aux notices et conditionnement des produits de la Société.
- une participation à l'élaboration des formules des nouveaux produits.

l'activité à temps partiel peut être envisagée.

2°) S/Nº RÉFÉRENCE 8791 :

UN PHARMACIEN

POUR PRENDRE EN CHARGE

l'aspect législatif de la rédaction des informations techniques et la coordination de l'activité de l'atelier d'art graphique.
ANGLAIS INDISPENSABLE – ALLEMAND SOUHAITÉ.

3°) S/Nº RÉFÉRENCE 8792 :

UN PHARMACIEN

DÉPENDANT DU PHARMACIEN RESPONSABLE DE L'ÉTABLISSEMENT
– chargé de la mise en place et du suivi des bonnes pratiques de fabrication.
Une bonne connaissance des problèmes législatifs est souhaitée.

4°) S/Nº RÉFÉRENCE 8793 :

UN PHARMACIEN CHEF DE PRODUCTION

RESPONSABLE D'UN ATELIER (40 PERSONNES) DE FABRICATION ET DE CONDITIONNEMENT DE PRODUITS SPÉCIALISÉS EN PETITES SÉRIES

Expérience de l'organisation des postes de travail et de la coordination des activités d'un atelier indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions
sous Nº Référence respectif à PRAIRIAL
47, rue des Tournelles 75003 PARIS
qui transmettra

INGENIEURS D'AFFAIRES

Laurent Bouillet Ingénierie, spécialisé dans l'étude et la construction d'usines de récupération thermique recherche des collaborateurs pour son bureau d'études.

Sous l'autorité du directeur, leur mission sera de prendre en charge les projets et les soumissions depuis l'étude technique jusqu'au suivi des réalisations sous-traitées.

Ils participeront également au programme de recherche et à la fabrication de prototypes.

De formation grande école Arts et Métiers, IDN ou équivalent les candidats âgés de 28/30 ans auront une expérience de 4 à 5 ans de bureau d'engineering

L'évolution de leur fonction ne sera limitée que par leur compétence et leurs résultats.

bac

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) à BAC PERSONNEL
86, rue de Lille, 75007 PARIS



Ingénieur électricien export

Dans le cadre de son développement SOCOTEC EXPORT crée un poste d'INGENIEUR ELECTRICIEN basé à MONTIGNY LE BRETONNEUX.
Après une période de formation, cet ingénieur assurera principalement le contrôle technique des dossiers d'études relatifs à l'électricité - et ultérieurement à d'autres corps d'état - dans des projets de bâtiments importants.
JEUNE INGENIEUR diplômé IEG, INSA, ESME, AM... avec au moins 3 années d'expérience professionnelle, il maîtrise la conception d'installations électriques et de courants faibles dans le tertiaire (bureaux, établissements scolaires, hôtels, etc...) et connaît bien la réglementation dans ces domaines.
La maîtrise de l'anglais est indispensable et une expérience complémentaire dans les autres installations techniques du bâtiment serait vivement appréciée. Poste à pourvoir rapidement. Quelques déplacements à l'étranger de courte durée sont à prévoir.
Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature avec prétentions sous réf. 8311 à P. DEDIEU - SOCOTEC EXPORT - 1, avenue du Parc 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX

J'exerce une profession libérale dans une grande entreprise.

Ingénieur des Mines de Nancy, j'ai choisi IBM à la sortie de l'Ecole. Je me suis dit que l'informatique était un secteur plein de promesses et que, *si je choisissais de travailler dans ce domaine,* mieux valait être chez IBM.
Aujourd'hui, quelques années ont passé et je ne regrette pas ce choix. Tout a commencé par une bonne formation très diversifiée : gestion, économie, *technique, partagée entre mon agence* et le centre d'éducation.
Dans cette agence je suis donc devenue ingénieur technico-commercial. J'y ai trouvé une ambiance et des conditions de vie que l'on *n'imagine pas dans une multinationale.* Surtout une grande liberté dans l'organisation de mon travail dont je suis pleinement responsable. Et aussi des rapports simples et directs avec la hiérarchie. En fait, j'ai souvent l'impression *d'exercer une profession libérale, tout en bénéficiant* des avantages d'une grande entreprise.
Il y a le travail en équipe aussi, avec l'ingénieur commercial, au service des clients qui me sont confiés et que je connais bien. J'ai un rôle d'assistance, de formation, de conseil. Je définis avec eux ce qu'ils vont faire de leur système et comment ils vont le faire, je les aide au démarrage, puis j'assure le suivi.
Mon avenir ? Pour l'instant je suis très bien là où je suis, car je continue d'apprendre beaucoup de choses : c'est d'une grande variété intellectuelle.
Je pourrai, si je le désire, poursuivre dans cette *voie ou au contraire changer l'orientation de* ma carrière et me tourner vers le marketing, le labo ou le management. Tout est possible.
Bien sûr, aucune entreprise n'est parfaite, mais je pense quand même avoir fait un très bon choix.

Catherine CHEN
Mariée - 2 enfants
Ingénieur technico-commercial IBM



Comment devenir ingénieur technico-commercial IBM ?
Posséder une formation Grande Ecole d'ingénieurs ou de commerce, être débutant ou avoir une première expérience professionnelle.
Nous vous demandons aussi d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais. Des postes sont à pourvoir à Paris et en province.

J.P. Astor recevra avec intérêt votre candidature.
IBM France (réf. CM 04)
2, rue de Marengo - 75001 PARIS

IBM

Organisation et Publicité

HEWLETT-PACKARD poursuit son expansion et investit !

HEWLETT-PACKARD France, 2200 collaborateurs, 3ème exportateur français d'informatique *(24 bureaux de vente et 1 usine à Grenoble) poursuit sa croissance à un rythme rapide et soutenu.*
Notre direction des services généraux souhaite pour cette raison renforcer son équipe et recherche :

Blanc-Mesnil (93)

Directeur régional des services généraux

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur TP, AM ou équivalent (complétée si possible par une spécialisation en gestion) et vous possédez une expérience pratique de 5 à 10 ans environ dans ce domaine.
Vous prendrez la responsabilité directe des services généraux de notre unité du Blanc-Mesnil et assurerez la responsabilité *fonctionnelle des services généraux* de notre unité de Lyon.
A vous d'organiser leur gestion, leur animation et de prévoir les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement (locaux et *matériel*).
Votre compétence dans ce domaine vous permettra de participer à la construction d'un nouveau bâtiment.
La connaissance de la langue anglaise est indispensable.
réf. 041A

Orsay

Chef des services généraux

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire.
Responsable des groupes logistiques achats et télécommunications, votre rôle consistera à organiser puis à assurer le fonctionnement quotidien des équipes standard, télex, courrier ; logistique et achats.
Vous avez l'habitude de *gérer des groupes de travail d'une* dizaine de personnes et vous faites preuve d'une très grande disponibilité.
La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.
Dans notre entreprise dont la croissance est constante, rémunération et évolution sont de nature à motiver des candidats de valeur.
réf. 041 B

Les dossiers de candidatures comprenant une lettre manuscrite, un CV, une photo et prétentions sont à envoyer à Hélène Ducongé, Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 91947 Les Ulis Cédex, en précisant la référence du poste choisi.



HEWLETT PACKARD

média-system

BANQUE DE DEPOTS
FRANCAISE PRIVEE
CENTRE PARIS
recherche pour son Directeur Général



proche collaborateur

Le candidat aura, à ce titre, une fonction de liaison à l'intérieur de la Banque et des contacts avec une clientèle de haut niveau. Il devra être de formation supérieure, avoir 35 ans environ et se situer au niveau de la classe VII.

Une large expérience des techniques bancaires et une connaissance déjà éprouvée des relations avec les grandes entreprises seront nécessaires.

Les perspectives de carrière sont très ouvertes *dans le secteur «Exploitation de la Banque».*

Adresser C.V., photo et prét. sous réf. 1204 M à OCBF, 66, rue de la *Chaussée d'Antin 75009 PARIS.* Discrétion assurée.

services vous assiste dans le recrutement



THOMSON-BRANDT

BRANCHE BRANDT ARMEMENTS
recrute dès à présent pour sa DIRECTION DES ETUDES ET DU DÉVELOPPEMENT

INGÉNIEURS DIPLOMÉS (EES)

E.N.S.T.A., E.C.P., E.C.L., E.S.E., ENSERG, ENSAE, ENSAM, ENSMA, ESPIC

Débutants ou première expérience d'application, pour conception, essais, industrialisation dans des nouveaux programmes d'armements.

Diverses possibilités d'évolution de carrière.

Lieu de travail :
SAINT-DENIS (93) ou LA FERTE-SAINT-AUBIN (45)

Ecrire à Mme VENEAU, Service du personnel,
32, boulevard Ornano, 93204 SAINT-DENIS.

pétrole

LE CENTRE DE RECHERCHE
D'UNE SOCIETE LEADER
en pleine expansion
spécialisée dans la mesure sur forages pétroliers
recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS
de haut niveau

Ils seront responsables du développement de projets diversifiés et passionnants, faisant appel à des techniques de pointe dans le domaine des mesures physiques et du traitement de données.

TECHNICIENS ELECTRONICIENS
expérimentés

Ils assisteront des ingénieurs dans le cadre d'études et de mise au point de matériel électronique de mesure, destiné à des projets de grand avenir pour l'exploitation pétrolière.

Ces postes conviennent à des jeunes gens dynamiques, ayant quelques années d'expérience industrielle dans un domaine équivalent. La connaissance des microprocesseurs et la pratique de l'anglais seront appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V, photo
à M.C Crinon, S.243 V
50 Av. J.B Clement - 92100, Boulogne

CAMPENON BERNARD

— C.A. de 5, 6 Milliards de Francs en Travaux Publics, Génie Civil, Bâtiment, Ingénierie et routes.
— 40 % du chiffre d'affaires à l'exportation (COLOMBIE, MAROC, IRAK, EGYPTE, ALGERIE, AFRIQUE NOIRE, ASIE DU SUD-EST...).

Jeunes diplômés, entrez dans le vif du sujet.

Le vif du sujet, c'est à dire les ETUDES (notes de calcul, conception, réglements, plan, coordination).
— Les TRAVAUX bien sûr (contacts clients, installations de chantier, méthodes, coordination de sous-traitants, budgets).
— Mais aussi le développement COMMERCIAL (prospection, études de prix, appels d'offres).

Vous êtes ingénieur diplômé débutant (ou quelques années d'expérience) A.M., CENTRALE, E.S.T.P., I.D.N., I.N.S.A., H.E.I., P et C.... Chez nous, vous exercerez au moins trois ou quatre métiers différents au cours de votre carrière, homme d'études, responsable de travaux, négociateur, patron d'agence, de filiale, en FRANCE ou à l'ETRANGER.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo sous la référence 370 M
à l'attention de Gérard RENOTTE **CAMPENON BERNARD**
92/98, bd Victor Hugo 92115 CLICHY.

---

ingénieurs systèmes

Nous développons de longue date nos techniques dans les secteurs de l'Electronique de pointe et dans les Réseaux et Systèmes de Communication Sophistiqués.

L'élargissement de notre activité dans ce dernier domaine nous conduit à renforcer notre potentiel en INGENIEURS D'ETUDES.

- Techniques Temps Réel,
- Architecture matériel en bus à commande distribuée,
- Commutation de paquets,
- Utilisation de micro-processeurs,...

sont les terrains sur lesquels ils seront appelés à travailler. Ultérieurement, ils seront associés à la réalisation matérielle et logicielle des équipements et à leur mise en service.

Une expérience de quelques années, en particulier en commande distribuée, une grande motivation pour mener à bonne fin toutes les opérations sont vivement souhaitées.

Nationalité française.
Ces postes sont à pourvoir à Paris extra-muros et conviennent à des ingénieurs Grandes Ecoles d'Electronique.

Merci d'adresser votre C.V. sous réf. 8581-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. NEW YORK PARIS

REJOIGNEZ UNE EQUIPE DYNAMIQUE CHEZ UN GRAND CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE POUR CONCEVOIR ET REALISER UN LOGICIEL DE BASE

Votre domaine d'intervention : la gestion transactionnelle!
Votre mission : concevoir, réaliser, étendre les fonctionnalités, valider des services et des outils.
Une expérience de 3 à 4 ans en logiciel de base serait un bon tremplin pour rejoindre notre équipe «langages».
La connaissance de Pascal et d'un assembleur Micro est nécessaire, celle du COBOL est souhaitée.
Merci d'adresser votre candidature complète sous réf. 4405 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

MASSON RÉGIE

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ
(Homme ou femme)

pour :
— développer une récente **REVUE PHARMACEUTIQUE** en pleine expansion
— assurer le suivi et l'extension de la clientèle de **PÉRIODIQUES MÉDICAUX SPÉCIALISÉS** (radiologie, chirurgie, etc.)

Adresser lettre manuscrite, C.V photo et prétentions.
17, rue de Tournon, 75006 PARIS

Les Laboratoires pharmaceutiques
SMITH KLINE & FRENCH
et GREMY-LONGUET
recrutent **JEUNE DIPLOME** pour

CONTROLE FINANCIER USINE - H/F

à Limay - près Mantes - 78 -

POSTE : • Analyse financière de l'activité de production (Tableau de bord, recommandations) • Prévision des coûts standards de fabrication • Coordination entre les Services Financiers du Siège et de la Direction Usine • Etudes spécifiques (Investissements, audits, développements informatiques).

PROFIL : • Formation supérieure (Universitaire ou Ecole de Commerce) • Première expérience du milieu industriel et de la production • Connaissances indispensables en INFORMATIQUE et en ANGLAIS.

Notre établissement regroupe les avantages d'une structure de taille moyenne (120 personnes) tout en offrant des possibilités de progression au sein d'une Société internationale en expansion.

Ecrire à la Direction du Personnel ss réf. JB/GL
12, Place de la Défense Cedex 26
92090 PARIS LA DEFENSE.

---

adjoint du directeur du personnel

Important groupe de services, nous recherchons un véritable second pour encadrer 4 petites unités (paie, contrats, régimes sociaux, juridique) soit une dizaine de personnes environ.

Il sera également en contact permanent avec notre réseau d'agences province et Paris pour les problèmes de personnel.

De formation juridique, vous aurez une pratique du droit du travail et de la gestion administrative du personnel acquise en entreprise.

Merci d'adresser candidature détaillée, photo et rémunération actuelle sous réf. 041 à :

Scop 7
Conseil en Recrutement
2 avenue du Général Leclerc
75014 PARIS

---

la dimension d'un responsable d'études, dans le milieu de l'assurance

Une société d'assurances de dimension nationale dispose, à Paris, d'une informatique IBM/MVS à sa mesure, supportant un réseau de plusieurs centaines de terminaux.

Vous prenez la responsabilité d'un groupe d'études informatiques qui va se lancer dans de nouveaux développements et animez ainsi 20 chefs de projet, analystes et programmeurs.

Ingénieur de formation, vous avez acquis, de préférence dans le milieu de l'assurance, une sérieuse expérience de la conduite de grands projets DB/DC mis en oeuvre, si possible, sous IMS et fait vos preuves comme manager.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4335 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE IMMOBILIER DE 1er PLAN

recherche
pour mission spécifique (durée 6 mois à 1 an)

COMPTABLE 2e ÉCHELON EXPÉRIMENTÉ

Préférence sera donnée à candidat disponible et si possible ayant une bonne expérience de l'immobilier.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions à G.R.S.A.
12, rue Lord-Byron 75008 Paris.

Adjoint au directeur de la formation

Nous sommes un organisme important de formation dans le domaine juridique et Droit des Affaires.

Dans le cadre de notre fort développement, il vous faudra épauler notre Directeur sur l'ensemble de nos activités, c'est-à-dire la mise en place et la commercialisation de nos stages, la recherche de nouveaux intervenants et, d'une manière générale, le suivi du bon déroulement de nos programmes.

Vous êtes créatif, capable d'innover en matière de techniques de formation, vous êtes bien sûr bon pédagogue, mais vous possédez également un réel tempérament commercial.

Vous avez une solide formation juridique, vous faites la preuve d'une expérience similaire réussie en Entreprise ou en Cabinet et vous souhaitez maintenant progresser dans une Société de forte notoriété.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous référence 398/LM à notre Conseil.

Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

MEDIA PA

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL D'ORIGINE AMERICAINE
recherche

CHEF DE GROUPE DE PRODUITS

Sous la responsabilité directe du Président, il sera chargé de la gestion des produits existants et du lancement des nouveaux produits destinés à assurer l'expansion de la société.

Une expérience des biens de grande consommation est indispensable, de préférence dans le domaine des produits d'hygiène et/ou parfumerie.

Une parfaite maitrise de l'anglais est également indispensable.
Réelles possibilités d'évolution en fonction des résultats obtenus, poste à pourvoir à PARIS.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à :



CP FRANCE
à l'attention de Mr Cooke
146, Bd Malesherbes
75017 PARIS

CAMPENON BERNARD
C.A. 5,6 milliards de francs - 18.000 personnes

CONTROLEUR COMPTABLE — B.T.P. PARIS

VOUS AVEZ : un DECS ou le niveau, 3 ans minimum d'expérience dans un cabinet d'expertise comptable.

VOUS ETES : basé à Paris et disponible pour effectuer des missions à l'étranger qui représentent environ 6 mois de l'année.

VOUS ASSUREREZ : le contrôle de la régularité des opérations comptables de nos filiales.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Envoyez C.V., photo et rémunération actuelle sous la réf. 372 M à
Madame BERTRAND - CAMPENON BERNARD
92/98, boulevard Victor Hugo 92115 CLICHY.

Responsable entretien

Cette société, nationale, anime, gère et entretient un vaste ensemble de logements sociaux (300 établissements répartis sur le territoire).

Son Département Gestion Immobilière recherche un responsable d'entretien.
Sa tâche est d'importance : dans une structure particulièrement décentralisée, il doit définir une politique et une organisation (méthodes, procédures...), veiller à l'optimatisation de la gestion et de l'exploitation des équipements (thermiques pour l'essentiel), apporter conseil et assistance aux responsable régionaux.
Il est l'interlocuteur des organismes spécifiques.
Il conçoit et propose les innovations nécessaires à l'amélioration des systèmes.

Ce poste peut intéresser un jeune ingénieur (ICAM, INSA, IDN...) plus spécialement formé et expérimenté sur les problèmes thermiques.
Il est à pourvoir à Paris, mais suppose des déplacements en Province.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur candidature sous référence 1478M à

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

SWENSON® S.A.

leader dans l'évaporation et la cristallisation recherche dans le cadre du développement de ses activités

INGÉNIEUR DE PROJET

— cinq ans minimum expérience dans suivi de la réalisation d'ensembles clé en main destinés à la chimie minérale
— expérience ingénierie et/ou constructeurs gros ensembles appréciée
— anglais nécessaire

Veuillez envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : A. BLOCHET, SWENSON s.a., 22, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS.

GÉNÉRAL FOODS FRANCE
1700 personnes - 1 Milliard 3 de C.A.

AUDITEUR INTERNE

- *Vous avez complété votre DECS et un certificat supérieur d'expertise comptable par une expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet d'Audit International.*
- *Votre goût pour cette activité, votre facilité à communiquer en anglais comme en français, votre attrait à terme pour d'autres fonctions financières font de vous un candidat tout désigné.*

Si un salaire de départ de 160.000 F. annuel et d'excellentes perspectives de développement professionnel vous incitent à rejoindre la filiale d'un géant multinational installée à Rueil, votre CV, adressé à Philippe VAZ - G.F.F.
B.P. 309 - 92506 RUEIL MALMAISON CEDEX
nous permettra de nous rencontrer rapidement en toute discrétion.

COFAP

ATTACHE DE FORMATION

Une formation originale, vivante, une fonction tremplin

offerte par la holding

Printemps prisunic

à un

Jeune diplômé grande école ou à un universitaire

ayant de bonnes connaissances en comptabilité, gestion et informatique.

Ce poste vous permettra de vous familiariser avec notre Groupe, d'analyser notre approche logistique, d'étudier les divers fonctionnements de nos magasins, de notre centrale d'achat.

A partir de besoins définis, vous concevrez dans un esprit créatif et d'une façon autonome des stages de formation que vous animerez personnellement à tous les niveaux du Groupe sur toute la France.

Une expérience professionnelle d'un an ou deux est indispensable.

Adressez votre lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. AF 83 à la Direction Centrale des Relations Humaines du Groupe Printemps-Prisunic 61, Rue Caumartin - 75009 PARIS.

CHEF DE PROJET

PARIS

160 - 180 000 F — **Association de dirigeants d'entreprise**

Une association de dirigeants d'entreprise dont la mission est de valoriser le rôle de l'entreprise, de l'aider à s'adapter à l'évolution de son environnement et de promouvoir une société «ouverte» et qui constitue une force de proposition vis-à-vis du patronat, des pouvoirs publics, des partenaires sociaux et de l'opinion, recherche UN CHEF DE PROJET. En liaison avec le Délégué Général, il sera chargé d'enquêter sur l'évolution des idées relatives aux entreprises, sur les problèmes qu'elles rencontrent et les solutions qu'elles y apportent, ainsi que sur les innovations et expérimentations sociales en cours. Il proposera des thèmes d'études à des groupes de travail composés de dirigeants d'entreprise. Il aura, au sein de ces groupes, un rôle d'animation et de coordination. Il mettra en forme les propositions d'actions issues de leurs réflexions. Il rédigera des textes destinés à la presse spécialisée ou grand public. Il entretiendra des relations suivies avec les adhérents, les instances patronales, les pouvoirs publics et les partenaires sociaux. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure type HEC, ESSEC, Sciences PO, ... possèdera quelques années d'expérience en entreprise, de préférence dans une fonction «sociale». Il sera un excellent rédacteur et un bon animateur.
Ecrire sous référence 583/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 **PARIS.**
Discrétion assurée.

Une importante
Entreprise de travaux publics
largement présente dans le monde
recherche le

responsable de son service informatique

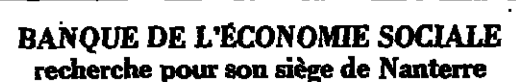
pour un chantier en **ALGERIE**

Cet informaticien programmeur aura acquis la maîtrise de l'utilisation d'un matériel de type HP 1000.

Il sera chargé de la gestion des utilisations de l'ordinateur, des corrections de programmes, de la programmation.

Son activité s'exercera dans les domaines de la paye, de la gestion des approvisionnements, du contrôle budgétaire, des éditions comptables et administratives. La connaissance de l'anglais est indispensable.
Le poste est à pourvoir dès à présent.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence **9917** à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra



BANQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
recherche pour son siège de Nanterre

CADRE expérimenté

- Diplôme d'études supérieures
- Ayant une connaissance approfondie des services :
  - portefeuilles effets France
  - étrangers (opérations bancaires)
  - titres
- Une expérience confirmée de 5 à 6 ans au niveau des opérations commerciales d'un service étranger.
- Le poste implique un travail en équipe, des contacts tant avec l'extérieur qu'avec les services du siège.

POSTE A POURVOIR TRES RAPIDEMENT

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N.2948 PUBLICITÉS RÉUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra



crée le poste

assistant chef de produits surgelés et restauration

Pour participer efficacement au développement rapide de BELIN *sur les marchés surgelés et restauration*, le candidat doit avoir une formation supérieure et une première expérience du Marketing de produits alimentaires.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Bertrand BIED CHARRETON - Biscuits BELIN B.P. 93 - 91003 EVRY Cedex

SOCIETE INDUSTRIELLE DANS SECTEUR ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE

Recherche pour son centre de PALAISEAU (91)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Quelques années d'expérience

pour étude de matériel et de Logiciel sur microprocesseur 8 et 16 bits dans les domaines suivants :
- Télécommande et télésignalisation
- Transmission de données
- Terminaux intelligents
- Electronique médicale

Ecrire avec C.V. à
SYSTELEC ZAE 4, rue Léon Blum
91120 PALAISEAU

INGENIEUR ENSI ou ESE débutant ou confirmé

recherché par un IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE MATERIEL FERROVIAIRE pour assurer les études électriques et la mise en service de métros et automotrices de banlieue et suivre ces contrats à l'exportation.

Anglais indispensable.
Déplacements à prévoir.

Adresser c.v., photo et prétentions sous réf. 2320 à Axial Publicité - 27, rue Taitbout - 75009 Paris, qui transmettra.

MARBEN INFORMATIQUE

recherche

pour développer ses nouvelles activités en :
- conseil en matériels et logiciels d'exploitation
- optimisation des performances et aide au diagnostic

5 (futurs) Ingénieurs Système

Pour être retenus, les candidats devront justifier de deux années minimum d'expérience en informatique. (Connaissances appréciées : Assembleur, MVS, IMS). **MARBEN** assure par sa démarche participative :
- *une formation complémentaire*
- une rémunération motivante
- de réelles possibilités d'évolution et de prises de responsabilités.

Ecrire à J. **DELERY - MARBEN INFORMATIQUE** 123, avenue de Villiers 75017 Paris

Levi Tournay

Entreprise en expansion sur 3 marchés : Chimie - Travaux Publics et Distribution (CA 420 M - 650 P)
désire intégrer à son siège d'Aubervilliers (93)

un jeune financier

- 117.000 F/an.
- Vous travaillerez dans une entreprise moyenne *avec une grande délégation de responsabilités.*
- Vous êtes diplômé d'une grande école de Commerce ou de l'Université.
- Vous serez responsable des opérations financières et vous participerez au reporting...
- Vous développerez sur informatique une comptabilité analytique.

Ecrivez-nous en envoyant votre CV avec lettre manuscrite et photo sous référence 7138/A à : AMP 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS *qui transmettra*

CICO

FILIALE FRANÇAISE D'UN GRAND GROUPE MULTINATIONAL
recherche

Chef comptable

(position cadre)
Formation DECS ou équivalent
Références quelques années en entreprise T.P.
- contrats de longue durée
Expérience de la comptabilité anglo-saxonne appréciée

Fonction :
- comptabilité générale
- déclaration fiscales - sociales
- reporting
- trésorerie

Lieu de travail : Bry sur Marne

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. et photo s/s réf. 66360 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION
recherche pour son service économique
UN (E) ÉCONOMISTE
De préférence spécialisé (e) dans le domaine de la concurrence et des prix
Il (elle) sera chargé (e) d'effectuer des enquêtes et des études tenant compte des exigences des consommateurs, destinées à être publiées dans les médias de l'institut.
Le (a) : candidat (e) retenu (e), titulaire au minimum d'un *D.E.S.S., d'un D.E.A. ou diplômé (e)* d'une grande école devra justifier d'au moins 5 années d'expérience professionnelle à ce niveau en matière économique.
Adresser C.V. à Mme DOS REIS
INC 80, rue Lecourbe 75732 PARIS Cedex 15

auditeur interne futur responsable financier

Le Groupe CREUSOT LOIRE étoffe son État Major et recherche un Auditeur confirmé, appelé à assurer, à terme, l'encadrement financier d'une de ses unités industrielles.

Responsable dans un premier temps de missions diversifiées de contrôle de procédures et de vérification des comptes, il se formera, au sein du service AUDIT, aux activités du Groupe et se familiarisera avec les méthodes et systèmes de gestion adaptés aux fabrications à cycle long dans des domaines techniques avancés (missions en France et à l'étranger impliquant une maîtrise de l'anglais).

Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un diplômé HEC, ESSEC, ESC, IEP, ayant acquis une expérience de la fonction au minimum pendant une durée de 3 années, soit dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon, soit dans les services similaires d'une grande entreprise et désireux d'élargir son horizon professionnel aux dimensions d'un Groupe d'envergure internationale.

Un dossier de candidature, mentionnant la rémunération actuelle ou souhaitée, est à adresser à *M. GOZLAN, Direction Financière CREUSOT LOIRE.* 15, rue Pasquier, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

CREUSOT-LOIRE

Un Juriste spécialiste du droit du travail

Nos effectifs actuels : 2000 personnes environ. Et nos structures sont en outre très décentralisées. Notre domaine, l'informatique, laisse présager des effectifs encore plus importants à terme compte tenu des perspectives du marché.

Notre Directeur du Personnel veut s'adjoindre les compétences d'un juriste de très bon niveau. Sa formation tout comme son expérience doivent le rendre immédiatement opérationnel. Il a en effet une bonne connaissance et compréhension du droit du travail, et notamment des nouvelles lois sociales. Age souhaité : 30 ans environ.

Poste opérationnel en banlieue sud (à 25 minutes du Chatelet par RER).

Merci d'adresser votre candidature complète sous référence 4404 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
à caractère industriel et commercial SUD DE PARIS
Spécialisé dans études et recherches relatives à l'environnement

recrute pour son **secteur activité "analyse instrumentale"**

INGÉNIEUR PHYSICO-CHIMISTE

(35 ans minimum)

ayant au *moins* 10 années d'expérience dans la pratique de l'analyse air (et si possible eau).

Il animera une équipe technique chargée de la mise au point et l'évaluation d'appareillages de contrôle et de mesure.

Sa forte personnalité le conduira à diriger des interventions du type mesures sur sites industriels.

Ecrire avec C.V., références et prétentions à :
IRCHA Service du Personnel
BP No 1 - 91710 VERT-LE-PETIT

bleu

BANQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
recherche
pour son département organisation et informatique (60 personnes), implantée à Nanterre-préfecture

un

CHEF DE PROJET

- Formation : diplôme d'ingénieur + 3 à 5 ans d'expérience informatique exigés.
- Mission : assurer la conduite de projets informatiques, de la conception à la mise en place et effectuer des missions d'organisation à haut niveau.
- Matériels : ordinateur CII-HB 66/40 + réseau de mini 6/43 et 53.

Envoyer C.V., photo, lettre *manuscrite et prétentions* à N. 2949 PUBLICITÉS RÉUNIES, 112 Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION RECRUTE POUR SON SIÈGE SOCIAL A LA DÉFENSE

UN TRÉSORIER

Ce cadre sera chargé du recouvrement, de la gestion des comptes bancaires, des relations avec les banques ainsi que du suivi des prévisions de trésorerie et des conditions appliquées par les établissements financiers (francs et devises).

Nous souhaitons rencontrer un(e) jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur, option finances-comptabilité, ayant 3 années d'expérience dans une fonction équivalente.

Responsable d'une équipe de 3 personnes, le ou la candidat(e) retenu(e) devra outre des qualités de rigueur et de précision posséder une bonne aptitude aux contacts et à la négociation.

La connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à SEP, Service du Personnel, 3, avenue du Général-de-Gaulle 92800 Puteaux.

SEP

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

HACHETTE FOX PRODUCTIONS

Hachette Fox Productions est une société, jeune, bientôt un an, spécialisée dans la production et la distribution de films français de long métrage.
Née de la volonté de 2 grands groupes de communication, elle recherche pour Paris son

Comptable HF

Celui-ci se verra confier l'intégralité de la comptabilité de la société manuellement d'abord, avec l'assistance d'un outil informatique ensuite : en outre, il aidera le directeur financier de la société dans certains travaux de gestion. Le poste s'adresse à un candidat ayant au moins 3 années d'expérience et titulaire *au minimum du probatoire ou, mieux du* DECS.
Au sein d'une structure légère, son enthousiasme et son esprit d'équipe lui seront aussi nécessaires que la polyvalence de ses compétences.
Si vous pensez avoir le profil exigé, écrivez à notre Service Gestion des Cadres, (CV + salaire actuel) sous référence 141 au 12 rue François 1er, 75008 Paris.



média system

csee

Centre d'Etudes d'ORSAY (91)

INGENIEURS LOGICIEL MINI et MICRO

Conception, réalisation, tests et mise en service de logiciel

Au sein d'une petite équipe de travail, les Ingénieurs appliqueront leurs connaissances des langages évolués (FORTRAN, PASCAL, PLM, PL16...) sur du materiel *Mini ou Micro et des moniteurs temps reel.*

INGENIEURS SYSTEMES MINI et MICRO

Analyse et exploitation de systèmes liés à des problèmes de sécurité

GENERALISTES issus de Grandes Ecoles, ces Ingénieurs prendront en charge tout ou partie de projets faisant appel à leurs connaissances en TELECOMMUNICATIONS, INFORMATIQUE (langages évolues, materiels), Théorie des Graphes, Probabilités, Statistiques.

INGENIEURS ETUDE ELECTRONIQUE

Etudes et mise au point d'équipements comportant des microprocesseurs

Au sein d'une petite équipe, de l'avant projet à la mise au point sur site, des jeunes Ingénieurs débutants pourront développer les techniques propres aux Calculateurs, à l'Electronique rapide, et aux Asservissements pour des utilisations militaires en particulier.
Formation ESE ou ENSI.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES
Service Emploi et Développement des Cadres 17 place Etienne Pernet 75015 Paris

ASSURANCES

Important Groupe français
recherche UN

CHARGE D'ETUDES STATISTIQUES pour le département «automobile»

Pour ce poste évolutif, situé à PARIS, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé en statistiques (Universitaire. ou ISUP ...) ayant si possible une première expérience de 2 à 3 ans.

Il sera chargé en utilisant d'importants moyens informatiques :
— de mener les analyses statistiques sur les résultats pour l'ensemble des produits du département automobile,
— de participer aux études tarifaires et à la mise au point technique des produits,
— de procéder à l'analyse de données statistiques du marché.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à No 67131 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Ingénieur ultra-sons

PIPELINE SERVICE (contrôles, assistance technique, prospection, interventions *dans pétrole, chimie, nucléaire et industries de pointe*) recrute pour son Service Recherche et Développement un **Ingénieur études applications** dans le *domaine des* **ultra-sons**, *activité en pleine expansion.*

Lieu de travail : **TRAPPES (78).**

Profil : Formation ingénieur et expérience technique en laboratoire en tant qu'utilisateur des méthodes CND ultra-sons en concepteur équipements.
Anglais nécessaire, expérience industrielle appréciée.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) à Guy PRUDENT - **PIPELINE SERVICE** *- Direction Emploi et Formation - 5, rue Chantecoq - 92808 PUTEAUX CEDEX.*

MEDIA PA

ETABLISSEMENT FINANCIER, spécialisé dans l'affacturage et leader sur son marché, recherche des

"CHARGES DE CLIENTELE" POUR SON DEPARTEMENT EXPLOITATION

Des qualités «D'ENTREPRENEUR», une JUSTE APPRECIATION des RISQUES CALCULES et une CAPACITE de DECISION RAPIDE sont indispensables pour réussir.

Diplômés de l'enseignement supérieur, notamment : HEC, ESSEC ou Ecole de Commerce, orientés vers les finances et la comptabilité, ils auront une expérience de 5 ans minimum dans la BANQUE, l'AUDIT, le CONTROLE DE GESTION ou la RESPONSABILITE DE LEUR PROPRE ENTREPRISE.

Animateurs d'une équipe de quelques personnes, ils auront à assurer avec eux la gestion des contrats conclus avec une clientèle de PME. Ils seront responsables à cet effet de proposer toute initiative de nature à garantir la sécurité des engagements contractuels et à assurer la bonne qualité des services rendus à la clientèle.

Les candidats retenus devront allier la rigueur du gestionnaire à la qualité du contact commercial.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Si vous répondez à ces critères, écrivez sous référence 83.032M en envoyant CV, photo et prétentions à

CAPIC 18 Rue Volney, 75002 Paris

ETAP S.A.R.L.

32, rue Pierre Curie - 91200 Athis-Mons

CONSTRUCTEUR INTERNATIONAL D'APPAREILS D'ÉCLAIRAGE
offre poste d'avenir à

COORDINATEUR DE VENTES HF

Il (elle) assurera du Bureau de Ventes d'ATHIS-MONS les responsabilités :
- de recueillir, évaluer et exploiter des renseignements concrets *sur le marché de l'éclairage ;*
- de suivre directement les dossiers d'affaires dans le cadre de l'action définie avec le Chef de Ventes et les représentants ;
- de se charger des relations téléphoniques avec la clientèle.

Ce poste conviendrait à un candidat homme ou femme, ayant une bonne formation de base (études commerciales supérieures) ou possédant une expérience *commerciale confirmée.*
De réelles perspectives d'avenir sont offertes à candidat(e) ayant le sens des responsabilités et des relations humaines.

Adresser C.V. détaillé et photo à l'adresse indiquée ci-dessus (mentionner un numéro de téléphone pour un *contact rapide).*

LA DIRECTION FINANCIERE D'UNE IMPORTANTE SOCIETE DE TRAVAUX PUBLICS
(C.A. 700 millions)
filiale d'un groupe international
recherche son

TRESORIER

de formation supérieure, ses connaissances *de la fonction trésorerie se sont* exercées de préférence en milieu bâtiment ou travaux publics.

Ce cadre sera chargé de la gestion et du contrôle des comptes bancaires, des relations avec les banques, du suivi des prévisions de trésorerie, des conditions appliquées par les établissements financiers. (France et étranger).

A terme, de réelles possibilités d'évolution sont offertes tant au plan société qu'à celui du groupe.

Poste à pouvoir en proche banlieue Ouest.

Envoyer C.V. en indiquant prétentions s/réf. 66483 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.
Les dossiers sont traités confidentiellement.

CABINET DE CONSEILS EN BREVETS D'INVENTIONS A PARIS

intervenant dans importantes opérations internationales d'aquisition et de défense de *la propriété industrielle pour clientèle* française et étrangère

recherche pour compléter équipe

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

connaissant déjà ou motivé par
L'INNOVATION et LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

- **Profil souhaité :**
- *Électricité* (électrotechnique, électronique) ou physique, culture technique.
- Capacités d'analyse et de synthèse.
- Aptitudes rédactionnelles et juridiques.
- Anglais (TB) - Allemand préférable.

Activités : Consultations et travaux variés pour la protection juridique d'innovations industrielles, contacts extérieurs, formation complémentaire possible.

Salaire prévu :
de 130.000 à 300.000 F.
Selon qualification, notamment en propriété industrielle, et expérience professionnelle.

Envoyer C.V. avec lettre manuscrite références et prétentions sous Réf. 55893 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

IMPORTANTE SOCIETE DE NEGOCE ET DISTRIBUTION DE MATIERES PREMIERES
PONT DE NEUILLY
recherche JEUNE

INGENIEUR OU TECHNICIEN

25/35 ans ayant expérience industrielle du caoutchouc pour vente et développement sur marché français élastomères spéciaux.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser CV, photo et prétentions ss No 67235 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

CLECIM, filiale du Groupe CREUSOT-LOIRE, effectuant 70 % de son CA à l'exportation et rassemblant 1800 personnes, spécialisée dans la réalisation d'équipements et d'unités complètes pour l'industrie de l'acier et de l'aluminium, recherche pour sa Direction Administrative et Financière :

UN JURISTE DE HAUT NIVEAU

Fonctions
- *Faire en sorte que* chaque acte de la Société soit le mieux adapté au droit applicable qu'il soit français ou étranger.
- Apprécier les risques encourus par la Société et déterminer la meilleure couverture (assurances, par ex.).
- Gérer les contentieux pouvant survenir à l'occasion des affaires.
- *Assister les commerçants pour la négociation, la rédaction* de contrats ou d'accords.

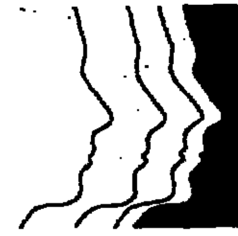
Profil
Agé de 35 à 40 ans, le candidat sera diplômé du 3e cycle en droit des affaires et parlera l'anglais couramment. Il aura acquis de l'expérience en droit des contrats internationaux, mais aussi en droit des sociétés et droit des assurances. Il sera motivé par les opérations de montage financiers à l'exportation.

Implantation
Le Siège social à COURBEVOIE avec des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

HAVAS CONTACT



Merci d'adresser les dossiers de candidature à l'attention de M. GRUAU, responsable de la Gestion des Cadres - CLECIM - 107, bd de la Mission-Marchand 92400 COURBEVOIE sous la réf. M/J



NORDON & Cie

Monsieur,

Votre formation d'ingénieur de haut niveau et la réussite de votre première expérience industrielle vous confortent dans votre décision de devenir un manager.
Nous sommes l'une des premières entreprises françaises de tuyauterie hautes pressions.
Notre réputation est mondiale. Nous employons plus de 1.800 collaborateurs, notre C.A. est en forte croissance et nos résultats sont largement positifs. Bénéficiant, en outre, de puissants moyens financiers (cotés à terme à la Bourse de Paris), nous préparons aujourd'hui notre proche avenir.
En venant nous rejoindre à Nancy vous serez d'abord

CHEF DE PROJETS.

Vous dirigerez le développement de groupes de produits.
Vous vous préparerez ainsi à assumer les responsabilités les plus larges.
BERNARD KRIEF CONSULTANTS est chargé de vous rencontrer dans un premier temps.
Ecrivez-leur sous la référence 210011 M à :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.



LEADER EN INFORMATIQUE RECHERCHE

ingénieurs commerciaux

PARIS & BORDEAUX

Pour commercialiser l'intégralité de sa gamme : terminaux - bureautique - petits ordinateurs de gestion et grands ensembles.
Les candidats - de formation universitaire ou équivalente - possèderont au moins 3 ans d'expérience réussie dans la vente *de produits similaires avec une bonne connaissance des* applications et du marché.
Cette offre s'adresse à des candidats dynamiques et accrocheurs qui bénéficieront d'un niveau de revenu élevé.
Complément de formation à l'entrée dans la société.
Bonnes notions d'anglais.

Adresser votre CV détaillé avec photo en indiquant la ville souhaitée, DIRECTION DU PERSONNEL, 3 rue Bellini, 92806 PUTEAUX - Discrétion assurée.

CREATION DE POSTE

IMPORTANTE SOCIETE DE DIFFUSION
implantée à **PARIS**
recherche, dans le cadre de l'extension des activités *de l'un de ses établissements situé en*
PROCHE BANLIEUE EST

JEUNE COLLABORATEUR

tourné vers l'AUDIT *avec vocation à devenir* l'ADJOINT DU RESPONSABLE DE L'ETABLISSEMENT, de formation type Ecole Supérieure de Commerce province, maîtrise de gestion, de sciences éco...

En tant qu'audit, il aura pour tâches immédiates :
— l'analyse *des informations en provenance de plusieurs sources,*
— la surveillance des procédures établies
— les liaisons avec les autres services
— des synthèses pour la Direction.

Il sera appelé par ailleurs à seconder progressivement le responsable de l'établissement.
Pour espérer réussir, le candidat sera tourné vers la gestion pratique de l'exploitation et l'audit opérationnel, doué d'un bon esprit de synthèse, capable de bien rédiger et présentera une personnalité suffisamment affirmée.
Le poste, basé en banlieue EST, s'adresse de préférence à un candidat âgé d'au moins 25 ans et disponible.
Le salaire sera fonction du candidat et assorti d'avantages sociaux propres aux grandes sociétés.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec CV et photo en indiquant rémunération ss No 67121 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.tr.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

adret électronique.

Société d'Electronique Professionnelle de haut Niveau Technique Très novatrice. A taille humaine - Leader sur son marché en FRANCE et fortement Exportatrice Etudie et Développe - sous contrats d'Etudes de longue durée - Des Matériels pour des Marchés en forte Expansion

recherche

DES INGENIEURS ETUDES ET RECHERCHES HF

dans les domaines suivants :
- TRAITEMENT du SIGNAL
- TECHNIQUES MICRO-PROCESSEURS (Hard, Soft, Visualisation)
- HYPERFREQUENCES
- ELECTRONIQUE ANALOGIQUE HF - VHF

débutants ou quelques années d'expérience.

UN INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Il aura une Formation ELECTRONIQUE et une bonne compétence Technique.
Il parlera couramment ANGLAIS et si possible une AUTRE LANGUE.
Il assurera l'ANIMATION du réseau de distribution, principalement en EUROPE + quelques voyages hors d'EUROPE.

Postes à pourvoir à TRAPPES (ligne Montparnasse/Versailles/Rambouillet - ligne C RER = 20 minutes).

Merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions à la Direction du Personnel - B.P. 33 - 78192 TRAPPES CEDEX

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL
cherche

JEUNE COLLABORATEUR (TRICE)

Droit + Ecole Supérieure (Commerce — Sciences Po — IAE) ayant une expérience de quelques années dans l'assurance (ou la Banque) pour participer aux travaux d'ordre économique et juridique et à toutes études intéressant la profession.

Écrire directement à Mme BERENGUER
3, rue Meyerbeer — 75009 PARIS.

INFORMATIS
recherche
INGÉNIEURS
Ayant 3 à 7 ans d'expérience du LOGICIEL dans les domaines :
TÉLÉPHONIE
RADIO-TÉLÉPHONE
LOGICIEL DE BASE
VM - VSAM - EXEC.
« PROCESS » TEMPS RÉEL
MITRA, SOLAR, PDP, SEL 32
26, r. Daubenton, 5e. 337-89-22.

AGENCE RÉASSURANCE
quartier OPÉRA, recherche
CHEF-COMPTABLE
Disponible début mai 1983, chargé de la tenue de la comptabilité générale et de l'établissement du bilan. Il animera une équipe de 3 personnes, il sera également responsable de la gestion des placements financiers (France et étranger), de l'accomplissement des formalités légales (Assemblées, Conseils d'administration) des relations comptables et financières à l'intérieur d'un groupe international important.
Il sera de préférence familiarisé avec l'outil informatique et possédera de bonnes connaissances en anglais. Nous demandons âge minimum 30 ans, niveau DECS.
Expérience de 2 à 3 ans poste similaire ou cabinet.
La rémunération annuelle de L'ORDRE DE 150.000 F sera fonction de l'expérience acquise.
Envoyer C.V. et photo à N° 28.880 Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

RADIALL
composants électroniques passifs
recherche
pour ses bureaux d'études
INGÉNIEUR DÉBUTANT
ou quelques années d'expér.
- Formation Micromécanique, électromécanique ou électrotechnique ;
- connaissances électroniques + BASIC ;
- anglais lu et écrit indispensable, parlé souhaité ;
- évolution intéressante pour candidat de valeur.

Envoyer C.V., 101, rue Philibert-Hoffmann, 93116 ROSNY-SOUS-BOIS.

VILLE DE ST-DENIS (93200)
recherche
RESPONSABLE SYSTÈME
Ayant :
- Formation supérieure.
- Connaissance matériel I.B.M. 370 sous DOS/V.S.
- Expérience D.B./D.C.

Pour :
- Maintenir et développer système actuel : S.G.B.D. TOTAL/7, moniteur SHADOW II, gérant 50 terminaux.
- Prévoir et mettre en place nouveau système (évolution probable 1984).

Salaire départ : 110.000 F brut/an ou plus suivant expérience.
Adresser candidature C.V. à : M. le Maire, Hôtel de Ville, Boîte Postale 269, 93205 Saint-Denis Cedex 1.

Nous sommes une Société française de première importance.
Nous recherchons quelques
PERSONNES DE CARACTÈRE
Capables, après un stage de formation, d'atteindre au bout de quelques mois un revenu mensuel de 8.000 à 10.000 F
Nous leur offrons :
- Une formation complète.
- Une activité prenante.
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire : « PEAU NEUVE »
Ecrire avec C.V. et photo N° 2.976 Publicités Réunies, 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS.
La préférence sera donnée à candidat ayant fait :
- SOIT de bonnes études.
- SOIT la preuve de leur personnalité.

ERIN
recherche
pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro ordinateurs)
DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
- Option : Informatique, automatique, électronique.
- Débutants à 3 ans d'expérience.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.
Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB, s/réf. 2.132, 27, rue Taitbout, 75009 PARIS, qui transmettra.

Sté Métro Marcel Sembat
recherche
TECHNICIEN VIDEO
Pour étude et installation de centres de production et de distribution.
Quelques années d'expérience indispensables.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo N° 14.510 M sur enveloppe à JEAN REGNIER PUBLICITÉ, 39, avenue de l'Arcade, 75008 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONSEIL
Agence de Publicité
recherche
Spécialiste méthode créativité pouvant assurer :
- animation.
- analyse.
- synthèse.

Env. C.V. et prétentions à HAVAS CONSEIL, 135, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-S/SEINE.

MALESHERBES 73
PARIS-8e - 522-06-96.
Rech. agent cial avec voiture. Pour locaux, usines, terrains.

PRESTATAIRE DE SERVICES
RÉGION PARISIENNE
cherche
H. F. ORCHESTRE
Pour conduire une importante opération d'aménagement sous ses divers aspects. Une expérience dans ce domaine est nécessaire.
Env. C.V. et prétentions sous le n° T 039.575 M. RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

STÉ VIDÉO PROFESSIONNELLE
(production, prestation serv.)
cherche
COMMERCIAL
pour démarche clientèle
Tél. 525-40-18.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
recrute pour sa station de recherche de MARNE-LA-VALLÉE
UN TECHNICIEN IUT ou BTS
Pour travailler dans les domaines expérimentaux relatifs aux techniques de construction des bâtiments
Connaissance et expérience en informatique souhaitées
Adr. C.V. et prétentions à : M. Gérard FLEURY - C.S.T.B. Centre de Recherche de MARNE-LA-VALLÉE. Sce. TSFD/1, B.P. 02, 77421 MARNE-LA-VALLÉE, Cedex 02.

DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
recrute
sur titre pour Service bâtiments départementaux
INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE
ayant compétences chauffage, ventilation, plomberie sanitaire, électricité.
Envoyer candidature et C.V. avant le 1er mai 1983.
Hôtel du Département
Dir. Personnel Départemental
Bureau de recrutement
avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRÉTEIL.
Tél. 207-25-00, postes 24-82 ou 24-05.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
extension internationale
recherche
pour ses services comptables
à PARIS
RESPONSABLE DE COMPTABILITÉ
Ayant toutes les connaissances et l'expérience requises pour assurer la tenue de la comptabilité de plusieurs départements géographiques et susceptible de pouvoir effectuer après 12 mois de collaboration à Paris quelques missions ponctuelles vers les pays d'Afrique noire francophone.
Le poste conviendrait à un candidat de niveau DECS ayant au min. 5 ans d'expérience dans cabinet. PME. Disponible rapidement.
Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé avec photo et prét. sous réf. 8.860 à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

CABINET CONSEIL JURIDIQUE
PARIS-15e recherche d'urgence
COLLABORATRICE
CONSEIL JURIDIQUE
Connaissances en matière de sociétés. Bonne présentation. Libre de suite.
Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1.567 à Télex P.A. Jonction, 34, bd Haussmann, 75009 PARIS qui transmettra.

VILLE DE ROISSY-EN-FRANCE
(cat. 5.000/10.000 h)
RECRUTE D'URG. SECRÉT. GÉNÉRAL
Formation universitaire et expérience communale indispensables
Logement fonction assuré
RÉDACTEUR
Diplômé de l'enseignement supérieur, pour seconder le secrétaire général, et encadrer notamment le service comptabilité
Adresser candidature et C.V. détaillé à M. le Maire 95500

VOUS ÊTES AMBITIEUX
VOUS VOULEZ RÉUSSIR
Nous vous offrons des
POSTES D'ENCADREMENT
véritable tremplin professionnel.
Dans une SOCIÉTÉ DE NÉO-RESTAURATION en expansion, avant la prise de fonctions, les candidats bénéficieront d'une formation rémunérée aux méthodes de travail de l'entreprise.
- Vous êtes capable d'animer et diriger une équipe ;
- vous avez plus de 23 ans ;
- la rigueur et le goût de l'organisation ;
- un tempérament dynamique et adaptable ;
- un niveau bac, DUT ou BTH.

Adressez-nous C.V. détaillé sous référence 3.401 M à PSYCHOREC, 88, François-Rolland, 94130 NOGENT-SUR-MARNE.

ÉLECTRONIQUE
Notre Société, leader mondial de l'enregistrement analogique et numérique, recherche pour son département INSTRUMENTATION -
TECHNICO-COMMERCIAUX
Au sein d'une équipe dynamique, ils auront pour mission d'assur. la vente d'instrument. magnétique et électronique.
Nous souhaitons rencontrer des vendeurs confirmés ayant l'expérience de ce type de matériel.
Nous étudierons également la candidature de techniciens de maintenance expérimentés dans ce domaine et désirant s'orienter vers la vente.
Pour ces postes basés à PARIS la connaissance de la langue anglaise serait appréciée.
Vous pouvez, soit téléphoner au 859-00-42, poste 43, soit envoyer votre C.V. (lettre manuscrite et prétentions) à Projets Publicité, 12, rue des Pyramides, 75001 qui fera suivre sous référence 43.004.

VILLE DE ROISSY-EN-FRANCE
(catégorie 5.000 à 10.000 hs).
RECRUTE D'URGENCE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Formation universitaire et expérience communale indispensables.
Logement de fonction assuré.
RÉDACTEUR
Diplômé de l'enseignement supérieur, pour seconder le secrétaire général, et encadrer notamment le service comptabilité.
Adresser candidature et C.V. détaillé à : M. le Maire, 95500 ROISSY-EN-FRANCE.

Revue spécialisée en micro-informatique
recherche
CHEF DE RUBRIQUE/RÉDACTEUR
Une bonne connaissance des micro-ordinateurs et de leurs langages de programmation est exigée, ainsi qu'une maîtrise parfaite de la langue française. Contacter Chantal TIMAR-SCHUBERT au 285-04-46.

CENTRE INTERNATIONAL D'ACCUEIL
Proche banlieue.
Tourisme Jeunes.
Tourisme Social.
Fonctionnement permanent recrute
UN (E) CHARGÉ (E) D'ANIMATION
Anglais courant indispensable.
Expérience souhaitée.
Horaires liés aux animations.
Envoyer C.V., photo et référ. sous le n° T 039.554 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

FIAT AUTO FRANCE
recherche un
CHEF COMPTABLE
DECS COMPLET
connaissant comptabilité informatisée.
Adr. C.V., photo et prétent. FIAT AUTO FRANCE 80/82, quai Michelet 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

HAVAS CONSEIL
Agence de Publicité
recherche
Chargé (e) ou Directeur (trice) Etude free-lance pouvant gérer une étude de manière autonome (2 à 5 ans d'expérience en agence souhaitée).
Envoyer C.V. et prétentions à HAVAS CONSEIL, Service du personnel, 135, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

L'APPEL MÉDICAL
N° 1 du travail temporaire paramédical recherche
PANSEUSES. A. ANESTHÉSISTES. SAGE-FEMMES.
Gardes 24 heures, Paris, banlieue.
Très haut salaire.
15, place de la Nation, 11e. Métro Nation.
TÉL. : 379-48-98.

DOO
116, Champs-Elysées
recrute pour
PARIS/BRETAGNE
Plusieurs
INGÉNIEURS LOGICIEL
Expérience appréciée : TÉLÉPHONIE
Salaire motivant.
Renseignements : Mlle BLIN 563-17-27, poste 256.

Clinique privée
Rueil-Malmaison
recherche
INFIRMIÈRES D.E.
2 week-ends sur 3 libres
Tél. : 749-49-41.

Ministère de la Défense
Centre d'essais en vol
recherche
TECHNICIENS
titulaire DUT ou BTS, informatique et électronique
INGÉNIEUR
débutant pour travaux de laboratoire (suivi technique, matériels nouveaux et métrologie)...
Adresser C.V. au Chef du Personnel Centre d'Essais en vol, base d'essais de BRÉTIGNY 91220 Brétigny-s-Orge.

ÉDITEUR CHERCHE
JNE CADRE A FORMER
Cultivé, actif et organisé
Ecrire avec photo
BOIS, 8, rue Varenne-7e.

ORGANISME FORMATION PROFESSIONNELLE
recherche
ANIMATEURS (TRICES)
stages
INFORMAT. et BUREAUTIQUE.
Env. C.V., prétent., photo à : LABEAU, 130, av. Victor-Hugo, 75116 PARIS.

---

epsilog GSI-ALCATEL/CGE

LOGICIEL TEMPS REEL
ET INDUSTRIEL

recherche en permanence pour ses activités en :
▶ transmission ▶ commande numérique ▶ traitement de signal ▶ automatisme ▶ traitement graphique.

INGENIEURS

Informaticiens confirmés et débutants désirant participer aux grands projets actuels dans une ambiance dynamique pour des industriels exigeants, utilisant notamment les matériels DEC, INTEL, MOTOROLA, SOLAR.
Françoise BRAZIER vous remercie de lui écrire à EPSILOG 29, rue des Pyramides 75001 Paris, ou de noter ce numéro d'appel : 296.33.03

La Direction Financière
d'un important Groupe Bancaire
renforce son
département clientèle institutionnelle
et recherche un
exploitant classe V

Du fait de son expérience antérieure, ce jeune cadre possède une bonne connaissance pratique du fonctionnement des économies et des marchés financiers (en particulier obligataires) et si possible une première approche de la clientèle institutionnelle au sens large.
Intéressantes perspectives d'évolution au sein de ce département en expansion.
Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 8794 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

Plain Champs

secrétaires — secrétaires

Société REMOISE, spécialisée dans la conception et la fabrication de biens d'équipement destinés au secteur agro-alimentaire, recherche sa

SECRETAIRE DE DIRECTION
120.000 F

Outre un secrétariat classique, elle secondera le Directeur Général dans la constitution et la gestion des dossiers administratifs, le compte-rendu de réunions.
Par ses qualités relationnelles elle favorisera la circulation de l'information dans l'entreprise.
Ce poste très complet s'adresse à une candidate de formation supérieure ayant déjà organisé un secrétariat de direction.
Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable, la pratique d'une deuxième langue (russe, allemand...) serait très appréciée.
Pour un premier contact, écrire avec C.V. détaillé sous réf. 345 M à Solange MONTEIL

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

VIFI NATHAN — Paris : Quartier latin.

Société d'édition de logiciels grand public de la librairie **FERNAND NATHAN** recherche pour son Directeur :

SECRETAIRE DE DIRECTION
parfaitement bilingue anglais.

Elle aura à prendre en charge et à organiser le secrétariat de cette jeune société en plein développement.
L'importance des contacts internationaux et des travaux rédactionnels rendent souhaitable la candidature d'une personne d'**origine anglaise** familiarisée avec le traitement de textes.
Rémunération de l'ordre de 100.000 F/an selon l'expérience.
Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé sous réf. 346 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail — 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines

Importante Société d'Engiénerie filiale de l'un des Premiers Groupes Industriels Français recherche la

SECRETAIRE
de son département Valorisation

Expérience requise de la vie d'entreprise.
Sténo, dactylo, anglais indispensables.
Outre le secrétariat classique participera avec efficacité à toute l'activité du département.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. **6085** à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

COMITÉ D'ENTREPRISE
Entreprise 450 salariés
recherche
SECRÉTAIRE EXPÉRIMENTÉE
Sténo (prise de réunions) dactylo pour mi-temps.
Horaires à débattre.
Expérience similaire souhaitée.
Envoyer C.V. et photo à Comité d'entreprise ADEF, 3, rue du Plâtre, 75004 PARIS.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION EXPORT
La Manufacture de CHATELLERAULT
recherche assistante responsable service export. Principale collaboratrice, aidée par une secrétaire, elle est responsable de tout le suivi commercial, prospection, commandes, facturation. Expérience identique et anglais obligatoires. Allemand apprécié. Possibilité évolution.
Pour information détaillée sur cette offre, veuillez envoyer C.V. et photo s/réf. 34.04-M à MLM CONSEIL 36, allées Jean-Jaurès, 31000 TOULOUSE. Tél. : (61) 62-73-66.

Association de logements de travailleurs migrants
recherche
pour son secrétariat général
SECRÉTAIRE BTS
même débutante
pour seconder la secrétaire de direction.
Candidate motivée, organisée et apte aux relations humaines. Salaire départ 5.500 F × 13,5.
Envoyer références et photo sous réf. 8605 M à ICA 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

représentations offres

LES EDITIONS
FLAMMARION
recherche

Le représentant de haut niveau

qui se verra confier la clientèle des grands libraires du secteur **NORD EST** de la **FRANCE**, à la suite du départ en retraite prochain de leur collaborateur actuel.
L'engagement aura lieu dès que possible, compté tenu de la période de formation interne.
Ce poste requiert une réelle culture générale acquise par les études ou par soi-même. Une expérience professionnelle réussie dans le milieu du Livre (Edition et/ou Librairie) est indispensable.
Le lieu de résidence idéal, sans être une obligation se situe à NANCY.

REMUNERATION-STATUT :

Réellement motivante (Fixe + intéressement) elle est déterminée en fonction de l'expérience, de la valeur du candidat, et des résultats obtenus.
STATUT V.R.P. EXCLUSIF. CADRE (C.I.P.C.)
Voiture personnelle obligatoire.

Adresser C.V. détaillé, photo (retournée) et prétentions à la Direction Commerciale FLAMMARION - BP 403 - 94152 RUNGIS Cédex.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

HALLES, 45 à 105 m²
A aménager : 272-40-19.

2e arrdt

BOURSE
2 Pièces 68 m². 6e étage asc. parking. Px 480.000 F Tél. : 320-04-11 après 20 h.

RUE D'ABOUKIR
beau studio caractère cft. 280.000. Tél. 763-44-30.

3e arrdt

MARAIS TOURNELLES
Dernier étage. Très beaux volumes à aménager. 90 et 150 m². Tél. : 272-40-19

100, RUE DE TURENNE : 2 P. tt cft, 6e asc., 320.000 F, mercredi 17-19 h, 550-34-00.

4e arrdt

BEAUBOURG-RAMBUTEAU
imm. 17e rénové, 3e ét., appt style anglais Marais, séj. 45 m² + chambre 21 m², cuis. américaine, salle de bains moderne, poutres apparentes, grande hauteur sous plafond, décoration élégante. 1.035.000 F.
NOTAIRE 501-54-30
LE MATIN.

MARAIS IMMEUBLE XVIIe. 85 m², 4 pièces, confort. POUTRES, CHARME. GARBI 567-22-88.

BD HENRI-IV (près)
DBLE LIV. + CH., entrée, cuisine, bains, w.-c., refait neuf, 4e s/rue ensoleillé, 550.000 F. 12, rue LESDIGUIÈRES. Mardi, mercredi : de 14 h à 18 h.

ILE SAINT-LOUIS
2 pces, s. de bs. cuis., calme, 735.000 F - 325-43-77.

QUAI DES CÉLESTINS
Studio tt cft. refait nf. calme. 390.000 F - 325-43-77.

5e arrdt

JARDIN DES PLANTES
(100 m.) studio cuisine bains 1er ét. asc. – Tél. 336-17-38.

6e arrdt

HAUTES-FEUILLES
IMMEUBLE XVIIe CLASSÉ
CARACTÈRE
EXCEPTIONNEL 90 m² env., sup. récept., 2 ch. SAINT-PIERRE 563-11-88.

5, rue de CHEVREUSE angle 127, bd Montparnasse imm. en cours réhabilitation. Pptaire vds studios, 2, 3 pces s/place, 12, 13, 14/18 h. 842-57-00.

LUXEMBOURG 6 PCES
170 m², ter. 354-42-70. Duplex, 2 entrées, asc., parking.

7e arrdt

CHAMBRE DÉPUTÉS
IMM. REC. GRAND STANDG 2-3 pces, 70 m², PARF. ÉTAT park., mercr. 14 h 30-17 h.
276, BD ST-GERMAIN.

PRÈS TOUR EIFFEL
bel immeuble pierre de T. DE STANDING
6-7 p. + 2 services
RÉNOVATION LUXUEUSE
PRIX 2.450.000 F.
s/place mercr. 13 (14-17 h). 9, AVENUE FRANCO-RUSSE.

SÈVRES-BABYLONNE
Superbe appt. standing réception + bur. + 2 chbres 180 m², aménagement de luxe. SERGE KAYSER 329-60-60.

8e arrdt

SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE
bel imm. pierre de taille, standing, 2e ét., récept., s. à manger, bur., 4 chbres, 2 s. de bns. possib. prof., 1.920.000 F.
NOTAIRE 501-54-30
LE MATIN.

8e, EUROPE
Immeuble ravalé séj. + 2 ch. 60 m², tout conft. 400.000 F KIJOXSON 522-13-09.

9e arrdt

RUE LENTONNET
Pierre de taille, asc., 5 P. 98 m² 4 P., 81 m², occupé. Téléphone : 380-75-20.

10e arrdt

GARE DU NORD bien placé, 2 P., 40 m², cft, imm. carac. 210.000. Cogéfim 347-67-07.

11e arrdt

FAIDHERBE Gd 2 p., 55 m² + terrasse 18 m², tt conft asc. park. 575.000 F- 373-84-59.

12e arrdt

RUE DE PICPUS
Angle Daumesnil, pptaire vd 5 P. tout confort, 5e asc. 91 m² + balc. occupé bail jusqu'en 85 – Tél. 500-54-00.

MONTGALLET beau 2 P., cft, pierre de T., bourgeois. Propriétaire 347-57-07.

13e arrdt

CARREF. PATAY imm. qualité BEAU 2 P., cuis. équip. W-C sal. bains, chauff., 215.000 F créd. 15,50% SOPIC 145, r. TOLBIAC-13e. T. 580-71-40.

TOLBIAC. Récent standing, 5 p., 112 m², balcon, parkg. soleil. 1.050.000 F, 535-56-92.

14e arrdt

MONTPARNASSE
neuf s/jard. reste 2 Pces + balc. 640.000 F-T : 225-32-25

BD BRUNE, 2 pièces, cuisine, salle de bains, tout cft, 48 m², 3e ét., ascens., bel imm. 1955. Prix 420.000 F, 627-78-52.

15e arrdt

AV. FÉLIX-FAURE/LOURMEL 10e ét., 3-4 p. parkg. balcons. Px 830.000 F. T. 577-96-85.

2' Métro BOUCICAUT
réc. calme très beau 2 p. cuis. équipée, bains, tennis, pos. park. 575.000-T. 577-74-38.

AV. FÉLIX-FAURE MÊME
Récent séj. + 3 chbres, cuis. équipée, bns + s. eau, cave, double balcon
PRIX EXCEPTIONNEL 895.000 F.
S/pl., les 12 et 13, de 14 à 19 h. 106, av. Félix-Faure possibilité park. 705-06-76.

15e PLAISANCE
Imm. réc., séj. + 3 chbres, tt cft. 95 m². park. 800.000 F. Tél. : 522-13-09.

16e arrdt

16e DS VOIE PRIVÉE
hôtel part. avec jardin 80 m² double living + cuis., 5 ch., bns, ss-sol + parking réservé. EXCLUSIVITÉ :
D. FÉAU 294-20-00.

AVENUE MOZART
55 m², rez-de-chaussée, living + chambre. Refait neuf. GARBI 567-22-88.

AV. INGRES, 42 m². 2 P., cft, imm. stand., balc., 4e, asc., 550.000 F. 522-05-96.

BOULEVARD SUCHET
162 m², grand standing, 4e ét. plein soleil, 2 chbres service rez-de-chaussée s/jard., box. 525-63-44.

ETOILE, poss. ccial, 2 pces, duplex, calme, soleil. 590.000. C.C.F.I. Tél. 227-96-84.

17e arrdt

RUE LEMERCIER
Dans imm. rénové, pptaire vd en rénovation, 3 Pièces 76 m² et 2 P. 46 m². – T. 500-54-00.

PLACE GOUBAUX
2 P., douches. A SAISIR 150.000 F. 387-71-55

PLACE IÉNA
Très beau 6 P., 230 m², séjour + 5 chambres, 2 bains, excel. distribution, lumière, soleil. Bureau 766-32-11 Domicile 720-65-19.

GUY MOQUET, petit 2 pièces kitchenette, w-c, salle de bains, exceptionnel 156.000 F. Immo Marcadet 252-01-82.

VILLIERS
2 pces entièrement refait tt cft, cuis. équipée, poutres
PX 189.000 F
Propriétaire : 294-11-33.

Pl. du Brésil. Réception, galerie, salon; s. à manger, 6 chbres, 2 chbres service, 450 m². Box 2 voitures. Poss. division. Mercredi 14 à 19 h. : 114, av. de Wagram. Tél. : 278-77-63.

18e arrdt

SQUARE CARPEAUX (près) 6e ét., asc., 4 p., 110 m², soleil, park., 800.000 F. 387-71-55.

Jules-Joffrin, rue du Poteau 2 pièces, entrée, cuisine, w-c. Prix 187.000 F. Immo Marcadet 252-01-82.

RUE ETEX. Très beau studio, confort, standing. 230.000 F - 763-44-30.

19e arrdt

CORENTIN-CARIOU. Vue sur Canal et parc, 2 p., balc., entrée, gde cuis., wc, dressing. Imm. briques. 210.000 F. crédit pos. M.J.A. 208-23-75.

78-Yvelines

LE MESNIL-LE-ROI
Résidence du Belloy, 124 m², très gd stand. jard. privatif jolie vue, box. T. : 525-63-44.

BOIS-D'ARCY CENTRE
Petite résidence près écoles et commerces, appt 4 pces, 73 m², 3e ét. sans asc., park. 395.000 F. Tél. 574-70-14.

92 Hauts-de-Seine

Métro PTE DE VERSAILLES-ISSY, 5 pces, conft, 100 m², balcon, asc. Exceptionnel. 699.000 F. Tél. : 577-96-85.

BOULOGNE, BEL IMM. 2 P. CUIS. DCHES. W.-C., CHFF. Px 205.000 F. 655-61-59.

NEUILLY-SABLONS
4e ét., 6 pces, 180 m², park. Bel. imm. cft. 2.000.000 F. Claude ACHARD 637-32-93.

BOURG-LA-REINE
r. Albert-Camus. Imm. réc. 3 p., asc., cft. Px 320.000 F « FAC » 337-69-59.

GARCHES
GOLF SAINT-CLOUD dans Résidence Neuve GD STAND. SÉJ. 2 CHBRES Cuisine, 2 bains, LOGGIA + TERRASSE, VERDURE 1.090.000 F T : 572-19-79

MEUDON
8, route des Gardes
VUE PANORAMIQUE
IMM. PIERRE DE TAILLE 2 ET 3 P. AVEC GD BALCON Livraison avril 83
PRÊT CONVENTIONNÉ
Appartement témoin, samedi, mardi, vendredi 14-18 h. Tél. : 507-15-98/200-23-20.

NEUILLY SAUSSAYE
Pptaire vend dans imm. ravalé 2 p. à rénover, 583-91-45.

Courbevoie-La Défense-RER 4 p., grand stdg. dble exposition, balcons. T. 788-49-95.

RÉPUBLIQUE 11e. Bel imm. ravalé neuf 3 p. entrée, cuis., bains, wc, 380.000 F crédit possible. M.J.A. 206-76-32.

NEUILLY ST-JAMES
5/6 P. Luxueux 150 m² + TERRASSE, 3e et dern. étage. Vue S/JARDINS, park. 2 voitures. Téléphone : 266-92-15.

BOULOGNE
2 pièces s/jard., grand stand. très clair, jolie vue, parking 525-63-44.

REZ-DE-JARDIN
NEUILLY, RUE P.-BORGHÈSE 140 m², 3/4 chbres, 2 park., jardin 130 m² Sud. EXCLUSIVITÉ SANTANDREA. Tél. : 260-67-36/66.

CENTRE COURBEVOIE
3 Pièces, 53 m², cave, box. 3e étage sans asc. 370.000.
PLEIN SOLEIL
Téléphone : 674-70-14.

Province

CHANTILLY
CALME ET VERDURE
6 pces + caves + parkings Px 700.000 F. EXCLUSIVITÉ :
D. FEAU 294-20-00.

HOSSEGOR BORDURE PLAGE Résidence Le Point d'Or STUDIO – 2 et 3 PIÈCES A part. de 199.000 F av/park. sur place (58) 43-78-53. SFGI-PARIS (1) T. 265-41-21.

DIEPPE FRONT MER
Petit imm. neuf, exceptionnel appt de 30 à 80 m² + terrasse Téléphone : (16-1) 366-11-10.

appartements achats

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet (15e), 566-00-75 rech. pour clients sérieux, 15e et 7e arrdt, appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine 75008 PARIS rech. URGENT APPART.
120 A 150 m²
ACHAT ou LOCATION 16e, 8e, 7e. - Tél. : 562-16-40

Recherche 2 à 4 p. Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire Tél. 873-20-67 même le soir.

JE RECH. pr ma clientèle APPTS de bonne qualité SUR VAL-DE-MARNE VENTE ASSURÉE DEMICHELI. 873-50-22.

MALESHERBES 73
522-05-96
Pr consulats ou ambassades rech. APPARTEMENTS
TTES SURFACES
Hôtels particuliers et bureaux.

locations non meublées offres

Paris

LOUEZ à un PARTICULIER Sans appréhension Sans intermédiaire OFFICE DES LOCATAIRES 8 ans d'expérience Téléphone : 296-58-10.

Région parisienne

GARENNE-COLOMBES
3 p., cuis., s. de bs, w-c séparés, tél., ascens. 2.650 F. charges comprises. IMMO 112. 805-84-38.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRE. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et Diplomates APPTS, HOTELS PARTIC. et BUREAUX
LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades – 281-10-20

maisons de campagne

90 km ECUBLE (28) RURALE + GRANGE, 850 m² CLOS. Prix 166.000 F. (37) 43-44-34 ou 387-71-55.

propriétés

ACHAT OU VENTE D'UNE PROPRIÉTÉ de CARACTÈRE 30 à 80 km de Paris OUEST – SUD – NORD ADRESSEZ-VOUS A UN SPÉCIALISTE A. DUSSAUSSOY NADEL – 742-92-12 5, rue Boudreau, 75009.

EN FORÊT DE FONTAINEBLEAU
PARTICULIER VEND
PROPRIÉTÉ DE GRAND STANDING CONDITIONS INTÉRESSANTES
Tél. : (3) 414-52-79 le soir

70 KM OUEST, NLE 12. CAUSE DÉPART ÉTRANGER. MOULIN S/L'EURE, aménagé avec goût, 7 pces, 5 s. de bs, etc., gd standg, vaste séjour, av. roue à aube, maison gard., 18.000 m² terrain, 1.400.000. **M.G.N.** FACE ÉGLISE Nogent-le-Roi (28210) (37) 43-44-34 OU 387-71-55.

Proche Montpellier, 20 km mer, villa, grand cft, 280 m², 5 chbres, 2 bains, 7.000 m², parc, bassin. 1.450.000 F. Tél. : A.G.B.M. (67) 71-29-35.

OFFICE NOTARIAL – 25800 LE VALDAHON (16-81) 56-22-25. A VENDRE à Chevigney-lès-Vercel, ancien presbytère rénové, 6 pièces, chff. centr., terrain 11 à 30 ca.

SAINT-MAUR
20' ETOILE, 5' R.E.R. Belle ppté s. terrain de 1.359 m², belle réception 5 chbres. Tél. : 283-31-99.

Vds 70, prox. **VOSGES,** propr. 1 ha., 34 a. bois, étang, 70 a., chalet + dépend.: eau, électr. 450.000 F. à débattre. Téléphone : 84/21-05-81.

domaines

78 HA dt 63 S.A.U. et 15 Bois avec 2 corps Ferme. FERMES FORÊTS – VIGNOBLES. AGRI-FRANCE – 28, rue Naples, 75008 Paris. – Tél. : 522-17-80.

hôtels particuliers

PIERRE BATON
recherche hôtel particulier INCONNU SUR LE MARCHÉ DE 5 A 15 CHAMBRES surface et prix indifférents (discrétion totale assurée).
TÉL. : 704-55-55.

maisons individuelles

Vends Perpignan, quartier Saint-Jacques, maison, libre immédiat., 6 pces, bon état, sans sanitaire. 250.000 F. Tél. (68) 54-39-42, urgent.

pavillons

JE RECH. pour ma clientèle MAISONS de bonne qualité SUR VAL-DE-MARNE. VENTE ASSURÉE. DEMICHELI, 873-50-22.

A AURILLAC Maison confortable 150 m², vue soleil, près du centre 850.000 F. Téléph. (71) 48-71-33.

villas

La Celle-Saint-Cloud. S/terr 1.370 m², magnif. villa 1976, habitable 160 m², dble liv., 4 ch., 4 bns, vaste garage, petit pavil. annexe 58 m² + terrasse, liv., chambre, cuisine, bains, à 4' gare. Px 2 millions, 245-25-33.

châteaux

35 KM PARIS-OUEST, 30' S.N.C.F. 15 pces + 2 pav. 14 ha. boisés, étang (poss. agrand. soc., loisir, hôtel autor.). RARE. 550-34-00 - 080-54-94, soir.

terrains

NICE CENTRAL
Terrain à bâtir, quartier République, avec permis. 68 logements, prêts conventionnés, 57 garages. Très gros rapport assuré. Prix 3.600.000 pour vente rapide. Tél. BESSI, 33, bd Général-Delfino, Nice. (93) 55-00-05.

viagers

5e CARDINAL-LEMOINE
Beau 3 P., bel imm. pierre 230.000 + 2.350 F. Occupé couple 71/73 ans. F. CRUZ 8, r. La Boétie 266-19-00.

Etude LODEL – 35, bd Voltaire, Paris-11e. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

Libre beau studio tout cft + park. Imm. récent près Mo Jules-Joffrin. 85.000 F + 2.550 F. F. Cruz : 266-19-00.

SAINT-DENIS BASILIQUE
IMMEUBLE LIBRE ET OCCUPÉ Tr. bon état, 11 appartements. BON RAPPORT. BOUQUET : 350.000 F + RENTE 287-37-88.

16e ARRDT AV. MOZART
Bel imm. pierre de t., appart. 5 pces + chbre service, occupé 1 tête 77 ans, 350.000 + rente 6.200. LODEL - 355-00-44.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Achats

Rech. urgt. 60 à 70 m², ccieux, dans le 9e exclusivement. Ecr. PUBLIALE GR, No 621, 27 fg-Montmartre, 75009 PARIS.

Ventes

ETOILE/FOCH EN S.A.
140 m² burx, standing, loués 225.000 F en juillet, 1.750.000 F - 522-05-96.

ENTREPRISE vend pour cause extension de son Siège Social
BUREAUX 153 m² SÈVRES CENTRE
PRIX TRÈS INTÉRESSANTS Facilités de transport. 15' direct Montparnasse. 25' Défense. 35' Saint-Lazare, 10' Pont-de-Sèvres. EN PLEIN CENTRE VILLE proximité administrations, banques, commerces. 7 bureaux modernes très agréables et clairs, bien distribués, lignes téléphone groupées + télex, portier électrique, 2 sanitaires, 2 entrées indépendantes, kitchenette équipée, moquette sol et murs, bonnes prestations intérieures. Nombreux rangements, bonne isolation phonique, parkings. Construction 1977. Libre immédiatement. Téléphone : 534-61-21. Bonne rentabilité pour investisseurs.

Locations

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 3 à 6 BURX
excellentes adresses ccIales.

66 CH-ÉLYSÉES
vous accueille
BUREAUX, MEUBLES
jour – semaine – mois
SALLES DE RÉUNION
Conférences – lunches
DOMICILIATION 600 F
Services – Secrétariat
Tél. : 562-66-00.

8, Rd-Point, CHAMPS-ÉLYSÉES entrée 2 bureaux + archives LOYER 40.000 F/PAR AN + possib. parking. 504-49-13.

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris 8e, 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services
CONSTITUTIONS STÉS,
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC, 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L. – R.C.-R.M. Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanence téléphonique
355-17-50.

VOTRE SIÈGE A PARIS de 150 à 350 F par mois CONSTITUTION DES STÉS G.E.I.C.A. – 296-41-12 + 56 bis, r. du Louvre. Paris-2e.

VOUS CHERCHEZ DES BUREAUX
300 m² ET PLUS
N'HÉSITEZ PAS APPELEZ
SARI 776-44-88.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F PAR MOIS 1 DOMICILIATION + SERV. SARL ARTISANS 296-38-74.

8e COLISÉE-ÉLYSÉES
SIÈGE DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F – 350 F par mois
A.F.C. 359-20-20

locaux commerciaux

Ventes

Part vend local ccial 90 m² au R.-de-C. sur rue calme + cave. Imm. stand., P. de T., Mo Nation, conviendrait à : Cabinet médical ou assimilé. Téléphone : 372-29-50.

15e PROPRIÉTAIRE vend murs loués 40.400 F net/an. Belle boutique 40 m² P.V. 350.000 F. Indexation annuelle. Tél. : h.-burx 294-91-16 et soir 862-32-29.

Emplacement de 8 m², à concéder à usage commercial en gare de CERGY-PRÉFECTURE. Renseignement : S.N.C.F. – Service du Domaine, Concessions Commerciales dans les bâtiments voyageurs, 5, rue de Florence, 75008 PARIS. Téléphone : 285-63-54.

PLACE LÉON-BLUM
local 100 m² ts usages, ttes ppté. 360.000 F. 763-44-30.

locaux industriels

Locations

VOUS CHERCHEZ DES ENTREPOTS
1.000 m² ET PLUS
N'HÉSITEZ PAS APPELEZ
SARI : 776-44-88.

fonds de commerce

Ventes

9e AGENCE DE VOYAGES MADELEINE, tr. gde boutique bur., tél., télex cse. de bail. 350.000 F. Tél. 282-15-03.

BD MONTPARNASSE
Cession fonds Librairie Papet. Journaux, petit loyer, 329-84-89.

boutiques

Ventes

SARI RECHERCHE
BOUTIQUES LUXUEUSES
20 m² ET PLUS
LOCATION, VENTE CESSION
776-44-88.

RUE DE LEVIS
Pptaire vend murs boutiques occupées URGENT 563-81-46.

Locations

8e-MALESHERBES
R.-de-C. 90 m², Vitrine 9 m. Magasin de sport. Location avec cession. SARI : 776-44-88.

formation professionnelle

Formation

Département Informatique

Analyste
durée 48 semaines dont 80 heures de travaux de groupe pour élaboration de dossiers d'analyse sur cas réel d'entreprise.
Niveau requis : BAC+2

Analyste Programmeur
basic+cobol
durée 24 mois dont 110 heures de travaux pratiques sur IBM 34. Méthode de formation alternant les travaux de groupe en centre informatique et des travaux préparatoires personnels.
Niveau requis : BAC

Educatel (1) 208.50.02 Établissement privé d'enseignement, 137 avenue Jean-Jaurès, 75019 PARIS

CONTROL SOFT
sélectionne 10 candidats Niveau BAC + 2 stages format. 3 MOIS ANALYSTE-PROGRAMMEUR Rens., R.-V. : 257-40-20.

Vous avez dit B.T.S. ? nous préparons au B.T.S. INFORMATIQUE écrivez-nous
CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118, r. de Crimée 75019 PARIS

enseignement

LA CALIFORNIE PEUT-ÊTRE... L'AMERICAN CENTER SUREMENT
261, bd Raspail, 74014 Paris
633-67-28
SESSION TRIMESTRIELLE
du 11 avril au 2 juillet.
- Méth. orale, conversations.
- Cours dans la journée et le soir (toute la semaine, samedi matin compris).
- Cours privés.
- Cours pour enfants de 8 à 10 ans.

PRÉPARATION AU T.O.E.F.L.

ANGLAIS SECOURS
Sessions intens. renouvelables.

travail à domicile

Secrétaire de direction frappe vos rapports, manuscrits, thèses ... 609-14-14

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

PARTICULIER VEND
R5 GTL 1980
traitée dinitrol, gris métal. 3 portes, 70.000 km, argus. Tél. h. de bur. : 288-62-79.

de 8 à 11 C.V.

PEUGEOT 604 COUPÉ injection. Intérieur cuir. Boîte autom. Jantes alu. Radio-cassettes. Téléphonez au : 822-21-13.

plus de 16 C.V.

JAGUAR 4,2 AUTOM.
Air condit., noir, 12.000 km, modèle 83 garantie usine 168.000 F. T. (6) 422-31-86.

villégiature

A louer, juin, juillet, août proche Toulon, mer, maison campagne équipée 6/7 personnes. Ecrire HAVAS TOULON 110 888.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM). 3, rue Montyon, 75429 PARIS CEDEX 09.

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplômes. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16), Boîte Postale 402 09 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE ADMINISTRATIF AUTODIDACTE (45 ans)
20 ans d'expérience en :
- Comptabilités (analyt., générale, auxiliaire).
- Administration générale.
- Direction et gestion de personnel.
- Informatique et bureautique.
- Techniques bancaires.
- Organisation et concepts.

Libre immédiatement.
Recherche poste à responsabilités Michel BOUTELOUP, ARBONNE-LA-FORET, 77630 BARBIZON. Tél. 066-47-30.

H. 35 ans. Sciences Po + M.B.A., 10 ans, exp. exportation et marketing produits de consommation anglais, allemand, espagnol, rech. poste de cadre exportation dans société ouverte sur l'étranger. Ecrire no 201.062, ORLET, 136, av. Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

J.H. 28 ans, trilingue anglais, arabe, expérience commerciale, ch. emploi service commercial ou bureau. Tél. : 737-45-26.

Docteur 3e cycle, chimie minérale, 49 ans, cherche poste laboratoire, enseignement ou industrie. Téléph. : 340-42-55.

J.H. 28., bac + 3 (com., droit, gestion) anglais, espagnol, exp. alim., distrib. En vue reprendre études recherche 30 h/sem. Etudierait toutes propositions. Ecr. s/no 1.120 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etudiant, 24 ans, en BTS commerce international 2e année, cherche place dans une entreprise à structure import-export. Disp. dès le 1er août 1983. Bac mention AB-BTSCI ou niveau (notes supérieures à 10). Sérieuse, dynamique, volontaire. Susceptible d'être intéressé par tt contrat (quelle que soit la durée et le lieu). Rémunération et affectation à débattre. Ecr. s/no 7.499 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE III
36 ans, trilingue allemand, anglais, espagnol (notions techniques).
11 a. exp. techn.-comm., ind. équipements et accessoire install. sous pression : 1 a stage
PRODUITS NOUVEAUX
(dépôt d'un brevet)
habit. contacts tous niveaux ; import, export ; homologations de fabrications ; SAV, Litiges, contentieux ; bonnes connaissance informatique.
Étud. toutes propositions de situation à responsabilité, nécess. initiative et autonom.
Ecr. s/no 1.117 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme 38 ans, sérieux, motivé, excellente présentation, expérience confirmée, recherche poste CHAUFFEUR DE DIRECTION déplacements Province, étranger acceptés. Ecrire sous le no 10.486 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

40 voyages d'affaires, 226.000 km de vol, 1.630 jours de séjours dans 15 pays.
DIRECTEUR DÉVEL.
FILIALE EXPORT REL. EXTÉRIEURES
Tunisien fort potentiel, 38 ans, résident français depuis 17 ans. Parfait trilingue angl., français, arabe, 12 ans d'exp. diversif. et réus. en P.M.I., aux U.S.A., FRANCE, M.-ORIENT, dont 3 en Arabie. Spécialisé et rompu à l'identification, développement marchés nouveaux, négociation, implantation, et direction filiales indust. légères et/ou antennes commerciales.
recherche
PATRON D'ENVERGURE
et situation en rapport avec plan carrière, valorisant mes atouts. De préférence en relation bilatérale avec Moyen-Orient et/ou Afrique du Nord base opérat. préférence U.S.A. Europe. Votre carte de visite me suffira pour 1er contact.
Tél. et propos. entrevue.
Ecrire sous le no T 039.515 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme 32 ans
10 ans d'expérience publicité, relations publiques bonnes connaissances marketing, 400 interventions à son actif en tant que Conseil. Homme de réflexion et d'action, grande disponibilité, cherche poste à responsabilités dans service communication d'une entreprise dynamique. Écrire sous No T 039518 M à RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

J.F. 32 ans, secrétaire, 12 ans expér. Très bonne présentation. Libre 30 mai 1983. Recherche poste stable auprès direction commerciale de préférence. Ecrire à Mme MANCHEZ 9, rue Richepanse, 75008 Paris.

PHOTOGRAPHE EXPÉRIMENTÉE Photographe de plateau ; création press-book ; portrait mariages, enfants ; prises de vue tableaux, objets d'art ; reproduction documents ; macrophoto, etc. Etudie toutes propositions en rapport, Paris, province. Tél. 371-72-65, hres de trav., sauf merc. matin.

J.F. 29 ans, lic. allemand, études en R.F.A., anc. professeur allemand, conn. techn. éco., ch. poste fixe, interprète, traducteur. Tél. 347-42-72.

HELP !!
J. F. 26 ans, DEUG droit. Anglais, allemand courants. Formation marketing, recherche poste assistant marketing junior ou relations publiques. Premier contrat, écrire à Projets, 12, rue des Pyramides, 75001 PARIS s/référ. 42989.

J.H. 27 A. MAITRISE DE CHIMIE DOM. POLYMÈRE-ORGANIQUE CH. EMPLOI FRANCE OU ÉTRANGER. ÉTUD. TOUTES PROPOS. ÉCR. M. SNOUSSI, 4, RUE PRALON, 34000 MONTPELLIER.

Jeune MARKETING-MANAGER Diplômé Ecole de Commerce allemande
actuellement directeur du marketing et de l'administration des ventes de la filiale d'un groupe allemand, trilingue allemand, anglais, expérience dans la distribution de produits techniques intermédiaires, esprit d'analyse, dynamique, doué pour les contacts
CHERCHE
nouvelle activité pour Sté française désireuse de créer antenne ou filiale en R.F.A., de préférence en Sarre, industrie ou Services.
Ecr. s/no 8.003 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. Fme, exp. secrétariat, relations publiques, affaires ccIales, très bonnes connaissances français, notions arabe, italien, anglais rech. emploi international, disponible de suite. Bonne présentation, possibilité suivre stage de formation. Ecrire sous le no T 039.562 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune homme 25 ans, maîtrise en droit + stage, recherche poste de professeur en Province (Normandie, Bretagne, ouest, ou sud-ouest). Tél. : (37) 81-07-14 après 18 h.

J.F. lic. ès-lettres 9 ans d'expérience administr., anglais, esp., all., cherche poste 3/4 temps. Ecrire sous le no T 039.328 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune Grecque, secrét., dactylo franç., angl., ayant expér. internat. rech. trav. hors des pays Européens. Écr. DORA PASSALIDIS, 24, rue Davaki Polichni Thessaloniki GRÈCE

Le Monde économie

AFFAIRES

« L'Etat n'entend pas se substituer au rôle des entreprises et des entrepreneurs » déclare M. Fabius

Après avoir flâné — ce sont ses propres termes — à travers les stands d'INOVA, manifestation organisée par le ministère de l'industrie et de la recherche pour favoriser l'innovation technologique, M. Fabius, dans son premier discours de responsable de l'industrie, s'est efforcé le 11 avril de définir le cadre de son action.

Comme pour se démarquer des critiques adressées à son prédécesseur, M. Chevènement, M. Fabius dit bien haut que *« l'Etat n'entend pas se substituer au rôle des entreprises et des entrepreneurs »*, qu'il *« n'a pas à se mêler de tout, ni à se substituer à tout. »* Et, comme pour confirmer ce libéralisme nouveau, il clame que *« les notions de risque, de rentabilité* [il n'ose pas encore dire de profit], *de compétitivité n'ont rien de honteux bien au contraire »*.

Fi donc de ces grandes entreprises trop souvent sur le devant de la scène depuis le début du septennat. L'avenir, ce sont surtout les petites et moyennes entreprises, d'où naîtront l'imagination, l'innovation, les créations d'emplois.

Pour les aides, le rôle essentiel de l'Etat doit être de préparer le terrain en misant sur la formation, en développant massivement l'effort de recherche, en cherchant à supprimer les handicaps, plutôt qu'à multiplier les aides en incitant les banques à financer la matière grise.

Comme pour ne pas déplaire, M. Fabius se refuse à entrer dans les débats qui ressurgissent périodiquement : *« La distinction entre secteurs de pointe et secteurs dits traditionnels n'est plus totalement pertinente »*, dit-il, de même qu'il avait affirmé récemment au *Nouvel Economiste* que *« l'opposition entre filières et créneaux »* était *« exagérée »*.

Et si, se souvenant qu'il est ministre d'un gouvernement de gauche, M. Fabius rappelle qu'il n'y a pas de progrès économique sans progrès social, il *« compense »* cette audace en affirmant qu'il faut éviter de charger le débat économique d'un *« fatras mythologique »*.

Rassurer les cadres et les dirigeants des entreprises, tel était l'objet de cette première sortie. On ne compte pas cependant les ministres de l'industrie qui, partis pleins de bonnes intentions, se sont englués dans le quotidien des sauvetages d'entreprises en difficulté ou des discussions avec le ministre des finances.

La faible mobilisation actuelle des hommes, l'absence de ressources de son ministère — malgré le rattachement à la rue de Grenelle de la riche direction générale des télécommunications — sont des handicaps qu'un simple discours ne saurait surmonter.

BRUNO DETHOMAS.

« L'entreprise, a affirmé M. Fabius, *a besoin de règles du jeu claires et stables. »* Il en a énuméré trois qui, a-t-il dit, *« ne changeront pas »*.

La première concerne les rapports entre l'Etat et les entreprises. *« L'Etat n'entend pas se substituer au rôle des entreprises et des entrepreneurs. »* Certes, il joue son rôle légitime en développant l'effort de recherche, la formation, *« en cherchant à supprimer les handicaps plutôt qu'à multiplier les aides »*, il a aussi un rôle direct d'impulsion industrielle (dans l'électronucléaire, l'aéronautique ou les télécommunications). *« Mais l'Etat n'a pas à se mêler de tout ni à se substituer à tout. »*

La deuxième règle du jeu concerne *« les rapports entre la dimension économique et la dimension sociale »*. Il ne peut y avoir, a souligné M. Fabius, de progrès économique durable sans recherche simultanée du progrès social. A l'inverse, a-t-il ajouté, les progrès sociaux seraient illusoires s'ils ne s'accompagnaient d'une bonne santé économique. D'où la nécessité de respecter la législation française du travail, mais aussi d' *« éviter de charger d'un fatras mythologique le débat économique »*.

La troisième règle du jeu concerne *« certaines valeurs qu'il convient de reconnaître et d'encourager »*. Eloge de la grande entreprise qui a ses mérites, mais surtout de l'entreprise moyenne et petite d'où viendront davantage *« création d'emplois, innovation, rythme de développement, aménagement régional »*. Eloge aussi d'un certain libéralisme : *« Les notions de risque, de rentabilité, de compétitivité, n'ont rien de honteux bien au contraire. »*

Quatre priorités pour l'innovation

Avant de définir ces règles, le ministre s'était efforcé de tracer les grandes lignes d'une politique favorable à l'innovation autour de quatre priorités :

1) La formation dont *« dépendra pour une large part notre capacité d'adaptation et de maîtrise des technologies du futur »* ;

2) Le développement et la valorisation de l'effort de recherche, *« effort indispensable »* du fait du retard de la France, notamment en matière de brevets (les Français en déposent deux fois moins que les Anglais, trois fois moins que les Allemands, six fois moins que les Américains et quinze fois moins que les Japonais). Mais, a ajouté M. Fabius, *« pour que les transformations se répandent dans l'industrie, il est indispensable que cela soit préparé par un travail culturel interne »*. Et de montrer que la transformation du jouet ou de la montre par l'introduction du microprocesseur n'est pas un problème technique (les « puces » existent et fonctionnent), mais un problème de culture technique, de réceptivité du tissu industriel aux idées nouvelles ;

3) La maîtrise des nouvelles techniques et leur diffusion dans le tissu industriel. *« La distribution entre secteurs de pointe et secteurs dits traditionnels n'est plus totalement pertinente. Les nouvelles technologies doivent irriguer l'ensemble des secteurs industriels. »* D'où la nécessité d'harmoniser l'effort des organismes de recherche et de mener une action en faveur des P.M.I. ;

4) Il convient enfin d'aider la création et le développement des entreprises qui innovent. Au-delà du catalogue d'aide déjà mis en place (crédit d'impôt en faveur de la recherche, aide directe par l'ANVAR, prêts bonifiés, sociétés de financement de l'innovation, etc.), M. Fabius s'est engagé à concrétiser rapidement l'annonce faite par M. Mauroy d'une généralisation des centres de formalité unique pour les créations d'entreprises. Il a ajouté qu' *« il serait précieux qu'une mesure de grande portée — pourquoi pas fiscale — puisse être mise en œuvre pour encourager les créations »* (1) et prône une part plus active des banques dans *« le pari sur les cerveaux »*.

(1) Actuellement, les P.M.E. établies entre le 1er janvier 1982 et le 31 décembre 1983 bénéficient d'un abattement de 50 % sur le bénéfice imposable. Rares sont cependant les entreprises nouvellement créées qui font des bénéfices les deux premières années.

LES DISCUSSIONS INDUSTRIELLES FRANCO-CHINOISES

M. Pierre Mauroy a reçu, lundi 11 avril, Mme Chen Muhua, ministre chinois des relations économiques avec l'étranger, en visite en France du 6 au 13 avril.

La délégation chinoise a eu de nombreux entretiens avec des ministres et des industriels français. Deux sujets ont été notamment évoqués : la vente par la France d'une centrale nucléaire et la participation de l'industrie française aux projets chinois de développement des télécommunications.

Cette visite est également destinée à préparer le voyage que M. Mitterrand doit faire en mai en Chine.

Nucléaire : des incertitudes subsistent

Le feuilleton nucléaire franco-chinois connaîtra-t-il enfin un dénouement ? Depuis 1978, les épisodes se succèdent au fil des visites officielles, précisant peu à peu les intentions chinoises sans jamais conclure, au point que la fourniture de la première centrale nucléaire chinoise est devenue une sorte de « serpent de mer » des relations commerciales entre les deux pays.

Les grandes lignes du projet sont désormais connues. Il s'agit de la construction près de Canton, dans la province de Guangdong, d'une centrale nucléaire « P.W.R. » comportant deux réacteurs de 900 mégawatts chacun, qui fournirait de l'électricité à la province chinoise et aussi à Hongkong, dont la compagnie China Light and Power achèterait du courant. La forte présence britannique à Honkong justifierait que les Français s'associent aux Britanniques pour la construction de la centrale.

Des négociations sont donc menées conjointement avec, en France, le groupe Framatome, qui fournirait l'îlot nucléaire — dont la valeur est évaluée à près de 5 milliards de francs — avec la société britannique General Electric, laquelle fabriquerait la partie conventionnelle (chaudières), et avec la China Light and Power acquéreur d'une partie du courant produit — dont le prix n'est pas encore fixé.

Les Français, bien que le groupe Alsthom-Atlantique soit également sur les rangs pour la partie classique, seraient prêts à s'associer au groupe britannique. De nombreux points restent néanmoins à régler, au premier rang desquels les modalités de financement du projet.

La France est prête à consentir un effort maximum (un prêt d'une durée de quinze ans à faible taux d'intérêt est demandé par les Chinois), mais ces conditions dépendent de l'importance de la participation française.

Une mission technique doit se rendre en Chine, les 25 et 26 avril, pour tenter de déblayer le terrain avant le voyage de M. Mitterrand à Pékin. Il semble, toutefois, peu probable qu'une décison définitive puisse être prise à cette occasion. Les négociations engagées avec les Britanniques et Hongkong sont en effet loin d'être closes. De plus, il semble que les Chinois souhaitent pouvoir comparer l'offre qui sera faite par le consortium franco-britannique avec d'autres propositions. C'est la raison pour laquelle ils ont demandé que des propositions soient faites pour une seconde centrale de même type et de même puissance, qui serait installée, elle, dans la région de Shanghaï.

Télécommunications : un marché très convoité

Après l'Inde en 1982, la Chine en 1983 ? Signer avec Pékin un contrat de transfert des technologies de télécommunications du type de celui conclu avec New-Dehli, à la fin de l'an passé, intéresse vivement les Français. Pour son poids économique bien entendu. On parle d'un contrat de 8 à 9 milliards de francs. Mais pour sa valeur diplomatique et culturelle également.

Le président de la République attache une importance particulière à ces transferts de la *« culture technologique »* française avec les pays en voie de développement. Et le téléphone électronique représente ce que la France peut offrir de mieux dans ce domaine.

Les conversations toutefois ne sont encore qu'ébauchées. Le directeur général de la C.G.E., certes, a signé un premier protocole lors d'une visite en Chine, fin janvier. Mais il reste une très longue marche avant d'atteindre le but. Les concurrents japonais (le groupe Nippon Electric Co) et américains (surtout le groupe I.T.T.) sont plutôt plus avancés.

Mme Chen Muhua en a parlé avec M. Mexandeau, ministre délégué aux P.T.T., vendredi 8 avril. Les Chinois ont des besoins couvrant l'ensemble des secteurs de télécommunications : commutation, transmission voire téléinformatique. Mais ils savent l'intérêt que les constructeurs occidentaux portent à leur marché et ont tendance *« à faire monter les enchères »*, notamment en ce qui concerne le financement.

ÉTRANGER

Les Pays-Bas adoptent de nouvelles mesures de rigueur

De notre correspondant

Amsterdam. — *La coalition gouvernementale a, le 8 avril, conclu un compromis sur des mesures de rigueur supplémentaires qui ont pour objectif la réduction du déficit de l'Etat, actuellement d'environ 40 milliards de florins (1), soit 13 % du P.N.B.*

L'opération d'assainissement des finances publiques et son coût social avaient divisé la coalition de centre-droit des chrétiens-démocrates du premier ministre, M. Ruud Lubbers, et des libéraux-conservateurs de M. Ed Nijpels. Ce dernier avait menacé un moment de retirer son parti de la coalition, si le gouvernement ne réduisait pas ses dépenses d'encore au moins 3 milliards de florins, en plus des 13 milliards de florins prévus il y a huit mois.

Aux termes du nouvel accord, les réductions supplémentaires se chiffreront à près de 2 milliards de florins. La majeure partie sera réalisée par une diminution des contributions de l'Etat aux fonds sociaux, une augmentation des prestations versées par les employés pour certaines assurances sociales, une réduction de 2 % des allocations sociales et des allégements budgétaires.

L'opposition de gauche et le grand syndicat F.N.V. considèrent les nouvelles mesures de rigueur comme une atteinte au système social néerlandais, qui compte toujours parmi les meilleurs du monde. Ces derniers mois déjà, des manifestations de protestation contre la rigueur se sont succédé, organisées par toutes les catégories touchées : le personnel de l'éducation nationale, les bénéficiaires d'allocations sociales, les travailleurs d'entreprises fermées à la suite de l'arrêt des subventions de l'Etat, et, surtout, les fonctionnaires, hostiles entre autres au projet gouvernemental d'imposer une diminution de la semaine de travail dans l'administration, avec des réductions correspondantes de salaires.

Le gouvernement a justifié ce plan de rigueur allant au-delà de celui arrêté lors de son arrivée en fonctions, en affirmant que les recettes avaient été chiffrées de façon trop optimiste. La principale déception est due sans doute à la diminution du produit des ventes de gaz naturel, dont le prix est indexé sur celui du pétrole, en baisse constante ces derniers temps. Le gouvernement avait également prévu, pour 1983, une augmentation du volume du commerce mondial, qui ne s'est pas traduite dans les faits.

Les partis d'opposition, mais aussi un nombre croissant d'économistes de renom reprochent au gouvernement d'insister sur une réduction forcée du déficit de l'Etat, en négligeant les efforts de redressement de l'économie. Le gouvernement s'était fixé comme objectif de réduire le déficit actuel de 13 % à 7 % à la fin de son mandat, en 1986. Les Néerlandais peuvent donc s'attendre à une stricte politique de rigueur pour plusieurs années encore si la coalition réussit à remplir son mandat.

778 000 chômeurs

Le précédent gouvernement, une coalition de centre-gauche avec le parti socialiste (P.V.D.A.), était tombé, à peine huit mois après son installation, en raison d'un différend interne sur la politique de l'emploi. Les socialistes, la plus grande formation politique actuelle, ont quitté la coalition quand leurs partenaires, chrétiens-démocrates et libéraux de gauche, ont refusé d'affecter plusieurs milliards de florins à la création d'emplois.

Depuis un an les Néerlandais sont frappés par l'annonce des fermetures d'entreprises et les chiffres toujours plus élevés du chômage qui en résultent : 778 000 chômeurs (environ 13 % de la population active). Mais en 1983, le taux de l'inflation ne s'élèvera pas au-dessus de 2,5 %, selon un pronostic récent du Bureau central de planification (2). Les adversaires de la politique de rigueur en concluent que, la hausse des prix jugulée, le gouvernement devrait maintenant entamer une politique d'investissements permettant la création d'emplois.

RENÉ TER STEEGE.

(1) 1 florin = 2,66 F.

(2) Les prix ont augmenté de 0,2 % en mars. Pour les trois premiers mois de 1983 la hausse a été de 0,4 %.

M. Volcker met en garde le Congrès américain contre une limitation des prêts bancaires aux pays en développement

Washington *(A.F.P.)*. — Le président de la réserve fédérale, M. Volcker, le contrôleur de la monnaie, M.C.T. Conover et le président de la société d'État d'assurance des dépôts bancaires, M. William Isaac, ont mis lundi 11 avril, le Congrès en garde contre toute tentation d'imposer des limites aux prêts des banques américaines aux pays en développement.

Témoignant devant la commission bancaire du Sénat, ces trois personnalités ont fait valoir qu'une limitation des prêts entraînerait *« une réduction des échanges internationaux »*, aggraverait les difficultés financières des pays créditeurs et risquerait *« de provoquer la crise que nous nous efforçons d'éviter »*.

De nombreux parlementaires réclament un renforcement du contrôle de l'État sur les activités à l'étranger des grandes banques américaines en contrepartie de leur approbation de l'accroissement (8,5 milliards de dollars) de la contribution des États-Unis aux ressources du F.M.I.

Ils estiment en effet que les banques n'ont pas fait preuve de suffisamment de prudence ces dernières années, dans leur politique de crédit aux pays du tiers-monde, favorisant ainsi les difficultés financières actuelles de ces derniers.

Lors de leurs dépositions devant la commission bancaire du Sénat, MM. Volcker, Conover et Isaac ont reconnu la nécessité d'une *« plus grande discipline »* en ce qui concerne la politique des prêts des banques. Ils ont fait valoir qu'ils envisagent de prendre, dans le cadre de la réglementation en vigueur, un certain nombre de mesures pour renforcer la surveillance de l'État sur les politiques de crédit à l'étranger des grandes banques.

Ces mesures, détaillées dans un mémorandum transmis au Congrès, devraient être suffisantes selon ces personnalités pour répondre au souci des législateurs.

● **Le nombre de chômeurs au Canada** a atteint en mars le chiffre record de 1 658 000, en augmentation de 73 000 par rapport au mois de février, soit 12,6 % contre 12,5 % de la population active. C'est le Québec qui a connu la plus forte augmentation du nombre de chômeurs, qui sont passés de 450 000 en février à 473 000 en mars. — *(A.F.P.)*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	7,2600	7,2640	+ 170	+ 205	+ 310	+ 370	+ 815	+ 935
$ can.	5,8950	5,9000	+ 125	+ 170	+ 230	+ 295	+ 605	+ 735
Yen (100)	3,0545	3,0580	+ 145	+ 170	+ 280	+ 320	+ 800	+ 870
DM	2,9980	3,0005	+ 150	+ 190	+ 345	+ 380	+ 955	+ 1025
Florin	2,6630	2,6655	+ 150	+ 170	+ 290	+ 320	+ 810	+ 865
F.B. (100)	15,0525	15,0670	−	+ 150	+ 10	+ 250	+ 25	+ 450
F.S.	3,5530	3,5570	+ 220	+ 265	+ 450	+ 490	+ 1300	+ 1390
L. (1 000)	5,0320	5,0370	− 215	− 130	− 400	− 280	− 1310	− 1125
£	11,1300	11,1450	+ 145	+ 240	+ 320	+ 450	+ 1000	+ 1230

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 15/16	9 5/16	9	9 3/8	9 1/16	9 7/16	9 1/4	9 5/8
DM	4 1/4	4 5/8	4 5/8	5	4 3/4	5 1/8	5	5 3/8
Florin	4 3/4	5 3/4	4 7/8	5 1/2	4 7/8	5 1/2	5 1/4	5 7/8
F.B. (100)	11 3/4	12 3/4	11	12 1/2	11	12 1/2	10 3/4	12 1/4
F.S.	5 3/8	6 1/8	4	4 3/8	3 9/16	4 5/16	4	4 3/8
L. (1 000)	15 3/4	18 1/4	15 1/4	17 1/4	15 1/2	17	16 1/2	17 3/4
£	10 3/8	11	10 1/8	10 3/4	10	10 9/16	9 3/4	10 3/8
F. franç.	12	13	12	12 7/8	12 1/2	13 1/2	14 1/8	15 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les immatriculations de voitures étrangères ont légèrement fléchi en mars

Le marché automobile français a été inférieur, en mars 1983, de 10,4 % à celui de mars 1982. Il demeure cependant à un bon niveau, estime la Chambre syndicale des constructeurs, qui publie ces chiffres. Mars 1982 avait, en effet, été un mois exceptionnel du fait notamment d'actions commerciales de plusieurs constructeurs. Par rapport à mars 1981, le nombre d'immatriculations est supérieur de plus de 15 % avec 206 687 voitures (le nombre de 200 000 automobiles immatriculées en un mois n'a d'ailleurs été dépassé que cinq fois).

Si la pénétration étrangère, avec 32 % du marché, est légèrement inférieure à celle des deux premiers mois de l'année (34 %) — signe du reflux annoncé ?, — les constructeurs français n'en continuent pas moins de subir les effets des mouvements sociaux du début de cette année.

Ainsi Renault a-t-il encore souffert d'un manque de voitures à livrer. Avec 65 693 immatriculations, la Régie est en baisse de 26,2 % par rapport à mars 1982. Et, sur le premier trimestre, les 168 410 immatriculations représentent un déclin de 19,5 % par rapport à la même période de l'an passé. La part de marché de Renault est ainsi tombée à 33,4 % pour le premier trimestre, mais ces chiffres devraient se redresser dans les mois à venir.

Peugeot, en revanche, manifeste une bonne tenue, l'apparition de la 205 aidant (lancé le 24 février, ce nouveau modèle a déjà fait l'objet de 35 000 commandes), ses ventes ont augmenté de 2,6 % au premier trimestre et n'ont régressé que de 0,7 % en mars (sur un marché en net recul).

Citroën, malgré les conflits d'Aulnay, a vu ses immatriculations ne baisser que de 4,2 % en mars et de 3,5 % au premier trimestre. En revanche, la marque Talbot semble s'effondrer (— 43,2 % en mars et — 26,2 % pour le premier trimestre). Globalement, cependant, le groupe P.S.A. dépasse Renault en mars (74 788 contre 65 693) et rattrape presque la Régie sur le trimestre (167 858 immatriculations contre 168 410).

FERMETE DU DOLLAR ET DE LA LIVRE STERLING

Sur des marchés des changes toujours très calmes, le dollar est resté ferme, mardi 12 avril, passant de 2,42 DM à 2,4220 DM, à Francfort, et de 7,2550 francs à 7,26 francs, à Paris. Cette fermeté a un peu surpris, alors que les taux d'intérêt semblent s'orienter à nouveau à la baisse aux Etats-Unis, essentiellement à court terme, il est vrai : sur six mois, le recul est encore insignifiant. A Paris, le fléchissement du loyer de l'argent au jour le jour, revenu, lundi 11 avril, de 12 5/8 % à 12 1/4 %, s'est momentanément interrompu, la Banque de France ne semblant pas désireuse d'accélérer le processus dans l'immédiat, cela afin de ne pas ralentir les rentrées de devises.

A Londres, la livre sterling a poursuivi sa remontée, en raison du raffermissement général des prix du pétrole : son cours est passé de 1,52 dollar à 1,5350 dollar, contre 1,50 dollar à la veille du week-end. A Paris, elle a largement débordé le seuil des 11 francs, passant de 11,05 francs à 11,12 francs.

LA PRODUCTION FRANÇAISE D'ACIER CONTINUE DE BAISSER

La production française d'acier brut s'est établie à 4 256 000 tonnes au premier trimestre, soit une diminution de 20,4 % par rapport à celle du premier trimestre de l'an passé.

Pour la fonte, avec 3 267 000 tonnes, la baisse atteint 25 %, précise la Chambre syndicale de la sidérurgie. En mars, la production d'acier brut a été de 1 617 000 tonnes (— 15,9 %) et celle de fonte de 1 221 000 tonnes (— 23,3 %).

SOCIAL

Un mal impardonnable

II. — Au fond du débat

par ALFRED SAUVY

Nos habitudes et nos modes de pensée nous font voir le chômage sous un angle qui n'est pas le bon, affirme Alfred Sauvy (*le Monde* du 12 avril). La machine, fût-elle électronique, n'est pas dévoreuse d'emplois, quoi qu'on en dise. Généraliser les problèmes des individus aboutit à formuler des contresens. Mais, plus encore, ce sont les tabous qui nous paralysent et nous empêchent d'aller au fond du débat.

Pour éviter tout rêve, restons bien dans les conditions du moment, les *règles du jeu, en écartant tant le* libéralisme que la planification autoritaire, ou le protectionnisme isolant. Cela posé, lançons-nous.

Bien connue, certes, l'infériorité de notre industrie : nous importons plus d'heures de travail que nous n'en exportons ; nous vendons de l'acier pour acheter des machines, etc. A la lecture du commerce extérieur, le Français peut, paraphrasant la phrase célèbre, s'écrier : « *Mais il n'est question que de ma mort, là-dedans !* » Comme l'accord est étendu sur ce point, laissons-le, pour pénétrer dans les sanctuaires.

Qu'elle porte sur la journée, la semaine, l'année ou la vie, la réduction du temps de travail est un objectif permanent, un résultat heureux. Ce n'est pas, comme le disent les naïfs, une « *conquête sociale* », mais une façon, *parmi d'autres*, de consommer les fruits du progrès économique. C'est aussi un aveu d'impuissance, une résignation, une capitulation : « *Comme le nombre d'emplois est limité* (profond soupir), *il faut bien le partager.* » Il est peu de monstres aussi vigoureux et aussi onéreux.

La retraite à soixante ans n'est guère qu'un moyen d'améliorer... la statistique, but de tout gouvernement. Les fonds trouvés, raclés à cet effet, auraient pu avoir un usage bien plus productif, mais dans toute opération de ce genre, le bon ton est de ne voir qu'un seul plateau de la balance et d'ignorer totalement le circuit entier.

Sans m'étendre sur ce sujet, si mal étudié, je me borne, hélas ! à un pronostic : tôt ou tard, l'ensemble de l'échafaudage des retraites s'affaissera plus ou moins. C'est écrit, seule la date reste en blanc, et les initiés le savent.

Sur la réduction de la semaine de travail, tout a été dit, excepté toutefois l'essentiel : nous réagissons contre le dix-neuvième siècle avec le complexe d'Œdipe, oubliant que l'économie, ce sont aujourd'hui des Français qui se rendent des services les uns aux autres. Dans de nombreux secteurs, la productivité diminue, sous l'effet du laxisme, ce mot-clef que nous n'osons même pas prononcer : M. Dubedout, ancien maire de *Grenoble, a fait observer* à M. Mauroy, sauf erreur, qu'il avait bien été de Paris à Lyon en deux heures quarante-huit minutes, mais qu'il avait perdu vingt minutes à... attendre son billet. C'est le phénomène appelé « perte sociale » par l'économiste soviétique Libermann :

« *Quand cent personnes font la queue devant un magasin pendant une heure*, a-t-il écrit, *les cent heures perdues ne figurent pas dans les comptes, alors que le sous-emploi éventuel d'un vendeur pendant une demi-heure est dûment compté.* » Toute notre économie est établie *aveuglément* en fonction des comptes et, en particulier, crispée sur quatre chiffres : salaire horaire, durée du travail, indice des prix des deux cent quatre-vingt-quinze articles et nombre de chômeurs. L'attente dans les mairies, dans les postes, dans les banques, etc., n'est prise que sur le temps dit libre, lequel est hors des comptes et... des revendications.

Et, de même, il n'y a plus d'agents dans les rues ; peu importe, puisque les cambriolages et les agressions ne sont pas pris en compte.

Rigidité

Voici maintenant le redoutable complexe : mobilité contre rigidité-sécurité. La « rigidité » (terme péjoratif) est le plus souvent la contrepartie d'un avantage social ; entre les deux, le choix est politique. Encore faut-il l'exercer en toute clarté.

Le besoin, si naturel, de sécurité a entraîné peu à peu l'abandon de métiers au jour le jour (réparation, couture, travail à façon, logement, bâtiment, jardins, etc.). Depuis quatre ans, *plus de deux cent mille* emplois ont été ainsi perdus. En somme, le Français cherche — préoccupation fort justifiée — moins « du travail » qu'un emploi fixe. Seulement, notre économie de plein vent est, elle, mobile. Le mécanisme d'adaptation continue disparaît au profit, si l'on ose dire, du chômage.

Le Français d'aujourd'hui (voir le remarquable sondage de M. de Closets) n'est guère choqué par les privilèges, mais il voudrait bien... y accéder lui-même. Or toutes les primes, si discrètes, les avantages en *nature*, etc., sont contraires à l'emploi. Encore des sanctuaires.

Plus se fortifie et s'étend la partie de l'économie en sécurité, plus est précaire la situation en rase campagne. Cela s'appelle ingénument « la crise ». Aucun rapport avec la véritable crise des années 30. Il ne faut pas avoir connu le chômeur de 1933 pour donner le même nom à celui de 1983. Progrès social important, certes, mais ignoré.

Voici le plat de résistance, au sens propre du terme : sur la machine et le chômage, plus précisément sur l'informatique et l'emploi, nous nous trouvons devant un *flot* de *discours*, de lamentations, mais aucune étude profonde.

L'ouvrage que j'ai rédigé sur le sujet, il y a trois ans, n'a reçu que des analyses *bienveillantes, alors* qu'il lui fallait des critiques. Du fait de cette indifférence, les notions fondamentales de déversement (des plus-values) vers d'autres secteurs, de circuit de travail et de court-circuit de travail (chômage) sont restées hors de pensée. Nous continuons à parler ingénument en francs, sans souci de l'effet exercé, sur l'emploi, par l'orientation des dépenses. Le refus prend ici parfois une allure de magie puisque W. Léontief lui-même, prix Nobel, qui a préfacé mon livre, continue à présenter les arguments « micro-économiques » des ouvriers brisant les métiers de Jacquard !

Le mécanisme du déversement, qui fonctionne depuis deux siècles au profit du nombre des emplois, est-il encore efficace ? *Sans doute*, puisque le nombre des emplois a encore augmenté depuis dix ans ; mais il est compromis par l'excès des rémunérations dans les secteurs d' « *accueil* ». Les *professions* semi-libérales, où les besoins latents sont considérables, mettent innocemment un frein regrettable et créent ainsi des courts-circuits, créateurs de chômage. Si chacun entend, en une heure de travail, gagner l'équivalent d'une heure et demie du travail des autres, la machine se grippe.

La mise à nu du mécanisme *découvre, il est vrai, des faits déplaisants* : une même somme dépensée par le titulaire d'un revenu élevé est, le plus souvent, plus favorable à l'emploi que si elle est dépensée par un modeste, car le premier fait davantage appel, non seulement à l'épargne, ce qui est bien connu, mais à des services. Cachons ce fait si déplaisant, ignorons-le. Où en seraient, cependant, les sciences physiques, si les *mêmes* réflexes sélectifs avaient joué ! Sur tout ce domaine des circuits de travail, pas le moindre frémissement, refus de voir.

Le travail, répétons-le, doit répondre aux besoins de l'homme et de la société en produits et services. Il importe donc de connaître ces besoins (y compris ceux de l'étranger, en échange de ce qu'il nous livre). Récemment, un membre éminent du Centre d'étude de l'emploi estimait qu'il n'y avait plus de besoins à satisfaire !

Mais dans quel but secret les *multiples professions* émettent-elles donc des revendications ? S'agit-il pour ces personnes de stocker des billets de banque ? Et que dire des multiples investissements, nationaux ou locaux, « ajournés » ou refusés, « faute d'argent », de crédits (comme on dit) ? A ces multiples besoins correspondent des emplois, des vrais. Selon mes calculs, bien sommaires certes, une quinzaine de milliards d'heures de travail seraient nécessaires pour satisfaire ces besoins déjà exprimés.

Tabous

Le déficit extérieur ? C'est le résultat de multiples petites faiblesses et de deux fautes importantes, dans les deux secteurs de *tête* : *l'énergie* (déficit 150 milliards, compte tenu de la baisse du prix du pétrole) et le bois-papier (déficit 15 milliards). Prenons d'abord celui-ci.

Lorsque, sur un secteur quelconque, les plans se succèdent et se remplacent, on peut, sans rien connaître au sujet, penser qu'ils laissent de côté le point essentiel, à coup sûr déplaisant, donc quelque sanctuaire.

Lors d'une soirée de haute tenue, nos meilleurs forestiers se sont succédé, proposant chacun un plan, concret et bien étudié. Après ce défilé réconfortant de tonnes produites et de devises épargnées, un dernier orateur a fait observer que, pour exécuter ces divers plans, il faudrait 150 000 à 200 000 travailleurs de plus en forêt.

Comme il est bien plus agréable d'être dans un bureau chauffé que dans le vent, sous la pluie, à élaguer ou planter des arbres, c'est ce second travail qui devrait être le plus rémunéré. Mais nous vivons sur des barèmes et des normes héritées d'un autre siècle. Rémunérer suffisamment les forestiers ne suffirait d'ailleurs pas. Encore faudrait-il inciter à l'exploitation les très nombreux propriétaires, qui se contentent d'attendre la plus-value. Les subventions accordées n'auront guère d'effet tant que sera aussi modeste ce puissant stimulant, source de richesse du Danemark, qui *s'appelle l'impôt foncier*.

Pour le moment, nous continuons à faire des plans et à nous satisfaire à la pensée que la forêt française est la plus étendue d'Europe.

Voici *maintenant le sanctuaire* par excellence, le saint des saints. Dans notre démocratie, tous les sujets peuvent être tentés et le sont à l'occasion, à l'exception d'un seul : vous pouvez débattre de l'existence de Dieu, nier Einstein ou Freud et, bien entendu, Descartes, mais un débat financier sur la route, un vrai, est hors de question. Lorsqu'un aventureux comme M. J.-M. Beauvais s'y risque, par de sensationnelles révélations sur le coût de l'encombrement, il n'a que le profond silence qu'il mérite. Cet encombrement, joint à la famine volontaire de *taxis* (*des emplois* potentiels, par milliers) est, en particulier, la honte de Paris.

En 1974, après une longue série de faveurs accordées à la route (le *logement, besoin vital*, est imposé bien plus lourdement, sans rien recevoir en contrepartie ni tuer personne), le prix du pétrole a quadruplé ; les techniciens et d'autres ont annoncé que ce changement allait, en bonne rentabilité, entraîner un certain transfert de trafic de la route vers le fer, bien plus faible consommateur d'énergie pour un transport donné. La hausse des produits pétroliers n'en a pas moins été décidée dans le sens opposé : pour le gas-oil + 21 %, pour le fuel industriel + 91 %. L'industrie a été sacrifiée à la route et, comme il s'agit d'un sanctuaire, elle a manifesté l'héroïsme de saint Sébastien. Cette voie à contresens a été suivie avec une continuité indifférente aux changements politiques.

Le Fonds monétaire, la Banque mondiale et l'O.C.D.E. ont tous trois dénoncé avec chiffres éloquents à l'appui cette déviation, suivie par d'autres pays d'Europe, et grande responsable de la seconde hausse du pétrole en 1979 (et, par suite, de la dépression 1980-1983). Mais si pesants, si déplaisants, sont les chiffres publiés par l'O.C.D.E. et la Banque *mondiale*, qu'ils sont restés dans le domaine de l'extrême discrétion.

Le résultat est logique : depuis neuf ans, donc depuis ce qu'on appelle « *la crise* », *la consommation* d'essence et de super a augmenté de 16 % et celle du gas-oil de 54 %, alors que celle du fuel industriel a baissé de 47 %, résultat, en somme, voulu. La route représente maintenant la moitié de la consommation de produits pétroliers, et non 15 % comme il est complaisamment répandu.

En revanche, *le trafic de marchandise* par fer, qui aurait dû augmenter de 25 % du fait de l'expansion et du coût de l'énergie, a baissé de 15 %, d'où déficit financier et *perte d'emplois* (investissements, etc.).

L'avantage des retards, répétons-le, c'est qu'on peut les combler. L'avantage des erreurs, c'est qu'on peut les corriger.

Les emplois potentiels dans l'économie française sont en nombre illimité, non seulement dans les « services », mais dans les œuvres matérielles. Mais partout, et surtout dans les services, il y a pléthore de personnel en haut et souvent pénurie en bas.

Voici un cas : selon une récente enquête de la Sécurité sociale, la durée de la convalescence dans les hôpitaux varie largement selon la condition sociale : en haut, on s'en va *de bonne heure*, en bas le veuf ou la veuve reste parce qu'il n'y a personne pour l'aider, ne serait-ce que pour faire au-dehors les courses du bronchiteux. L'aide ménagère municipale ? Elle ne peut tout faire. D'un côté, une dépense de 1 200 F par jour, de l'autre une dépense... éventuelle, de 60 F. Pourquoi cette abstention ? C'est qu'en bons apôtres nous vivons en réaction contre le dix-neuvième siècle. Maudits sont les services rendus par les uns aux autres, par réaction, contre le lugubre « Madame est servie ! ». Paralysés par ce souvenir, nous refusons une *mine* immense d'emplois. Ici aussi, les rémunérations doivent être en relation avec la pénibilité et non avec l'agrément, comme aujourd'hui.

Nous verrons, dans un dernier article, comment ces observations peuvent favoriser la fin du mal impardonnable.

Prochain article :

L'ACTION

ÉQUIPEMENT

SUR L'INITIATIVE DE LA C.F.T.C.

Le conseil régional de Lorraine va plaider devant la DATAR et Bruxelles un programme d'investissements de 30 milliards de francs

(De notre correspondant.)

Metz. – Le projet présenté par le syndicat C.F.T.C. et dénommé « Opération intégrée » de développement du bassin sidérurgique Nord-Lorraine (1), qui serait une « première » en France, sera défendu, d'ici au 30 avril 1983, par M. Jean-Marie Rausch, président (U.D.F.) du conseil régional de Lorraine, devant la DATAR et les autorités de Bruxelles.

Ce dossier, qui nécessite un investissement de 30 milliards de francs en cinq ans financé à 50 % par la Communauté économique européenne, doit *« créer un choc psychologique et contribuer à redonner l'espoir à une région durement éprouvée par la crise »*, affirme MM. Etienne Simon, président de l'Union syndicale C.F.T.C. Lorraine, et André Vernier, président du Syndicat de la sidérurgie Lorraine C.F.T.C. Au fil des plans de restructuration successifs, la Lorraine a, en effet, perdu quarante mille emplois dans la sidérurgie et les mines de fer depuis 1974.

Cette idée qui, à la demande de la C.E.E., avait fait l'objet dès 1980 d'un rapport du président de la C.F.T.C., M. Jean Bornard, resurgit au moment où les craintes d'une révision du plan acier prennent de plus en plus corps. La souplesse du dispositif présenté offre, en outre, aux yeux de la C.F.T.C. l'avantage d'avoir une durée calquée sur celle du plan régional (1984-1988) et d'apporter de nouveaux projets en liaison avec les objectifs régionaux.

En proposant une zone de 2 180 kilomètres carrés s'étendant de Yutz à Longuyon et de Mont-Saint-Martin à Conflans-en-Jarnisy, la C.F.T.C. se défend d'avoir voulu opposer les bassins lorrains les uns aux autres. Au contraire, elle entend mobiliser l'ensemble des forces pour créer une dynamique régionale. Au cœur des propositions de la centrale chrétienne se trouvent notamment la création d'un centre régional de formation aux technologies nouvelles, l'aménagement d'une zone industrielle à Beuvillers (Meurthe-et-Moselle), la réhabilitation des cités minières sidérurgiques, la réalisation de la liaison autoroutière Knutange-Longwy et l'aéroport régional à vocation internationale.

Ce dossier ayant retenu l'attention des élus et des responsables socio-économiques de la région pourrait être engagé dans les six mois à venir, estime M. André Vernier, si *« une volonté unanime des partenaires se manifeste »*. Il note par ailleurs que *« l'intervention de l'Etat demeure nécessaire par principe et pour la coordination dans les grandes entreprises ou les administrations prenant part à l'opération »*.

JEAN-LOUIS THYS.

(1) La C.E.E. a déjà lancé deux opérations intégrées de développement : une en Italie, dans la région de Naples (23 milliards de francs valeur 1979) et, l'autre, plus récemment, en Irlande du Nord, à Belfast (630 millions de francs).

● **Coupures d'eau à Paris.** – Une centaine d'employés C.G.T. du Service des eaux de Paris – les « fontainiers » – ont décidé, pour appuyer une revendication de reclassement indiciaire formulée depuis trois ans, de faire grève ce mardi 12 avril, à partir de 8 heures. Ce mouvement, qui avait déjà donné lieu à une courte coupure dans la distribution de l'eau à Montmartre, le 17 mars dernier, pourrait entraîner, cette fois, des interruptions dans la fourniture de l'eau à certains quartiers durant plusieurs heures. Selon la C.G.T., le salaire moyen des fontainiers est de 6 000 F par mois, et leur reclassement représenterait une augmentation de 500 F environ.

ENVIRONNEMENT

La marée noire du golfe Persique

Le roi Fahd d'Arabie Saoudite a ordonné, lundi 11 avril, la fermeture provisoire de l'usine de dessalement d'eau de mer d'Al-Khobar à cause de la proximité d'une nappe de pétrole probablement échappée depuis deux mois des puits iraniens de Nowrouz. Il a aussi été demandé aux pêcheurs de cesser leurs activités sur la côte saoudienne du Golfe. A Bahrein, des barrages flottants ont été disposés pour protéger l'usine de dessalement de Sitra.

Les experts de la lutte antipollution sont toujours réunis à Koweït, siège de l'Organisation pour la protection de l'environnement marin (Orpem). Mais la reprise des combats, le 10 avril, entre l'Iran et l'Irak, rend impossibles les opérations de colmatage des puits iraniens.

Le danger des boules de brut

Toutes les informations concernant la marée noire du golfe Persique sont imprécises. Six puits iraniens probablement ont été endommagés, le premier par une collision entre la plate-forme portant les têtes de puits et un tanker, les autres par des attaques d'avions irakiens. Mais on ne sait à quel moment le pétrole a commencé à se répandre dans la mer : peut-être au début de février, peut-être à la fin du mois de janvier. On ne sait pas non plus quelle quantité de pétrole s'échappe des puits détériorés : selon les uns, le débit quotidien total des fuites serait de 780 mètres cubes ; selon les autres, de 4 000 à 5 000 mètres cubes. Autre incertitude : ces puits sont-ils en feu ou non ? Là aussi, les informations divergent.

Il s'agit de pétrole relativement lourd, de densité 0,9. Les parties légères volatiles (un tiers du pétrole) s'évaporent dans les vingt-quatre heures, cette évaporation étant accélérée par la chaleur de l'eau et de l'air, qui commence à être forte au mois d'avril. Très vite, il ne reste donc que les éléments lourds. Ceux-ci se mettent en boules – de la taille d'une balle de ping-pong, semble-t-il, – qui, après quelques jours, s'alourdissent, descendent à quelques mètres sous la surface de la mer, et flottent ensuite « entre deux eaux ». Les boules sont alors entraînées par les courants marins qui, dans le golfe Persique, tournent en principe dans le sens contraire des aiguilles d'une montre.

Les amas de boules de pétrole lourd sont très difficilement repérables puisqu'ils dérivent à quelques mètres sous la surface de l'eau.

Que se passera-t-il lorsque ces boules arriveront devant les usines de dessalement d'eau de mer qui fournissent à l'Arabie Saoudite et aux différents émirats du Golfe persique l'essentiel de leur eau douce ? Étant donnée la taille des boules, il devrait être possible de protéger l'entrée des prises d'eau (toutefois munies de filtres) par des filets à petite mailles tendus verticalement. Si du pétrole arrive tout de même jusqu'aux prises d'eau, l'effet sera différent selon le procédé de dessalement. Les membranes indispensables à l'osmose seront très vites colmatées et devront être changées.

En revanche, les usines utilisant l'évaporation-distillation seront peu affectées, comme l'ont montré quelques accidents antérieurs. Certes, il y a un début d'encrassage des tuyauteries, mais celles-ci sont nettoyées assez facilement en y faisant circuler de l'eau additionnée de détergents. Quant au goût désagréable que peut prendre l'eau, il peut être neutralisé par filtration sur charbon actif, par exemple.

Pour les tankers, qui aspirent de grandes quantités d'eau de mer pour le refroidissement des machines, il ne devrait pas y avoir d'ennuis quand les bateaux-citernes sont à pleine charge car les prises d'eau sont alors à une quinzaine de mètres sous la surface. Si les tankers sont vides, les prises d'eau ne sont qu'à une dizaine de mètres en dessous du niveau de la mer ; il peut y avoir aspiration de pétrole, lequel, alors, boucherait les fines canalisations (15 mm de diamètre) des échangeurs de chaleur. Le même problème se pose d'ailleurs lorsque l'eau contient de nombreux poissons ou des bancs de méduses.

YVONNE REBEYROL.

Les inondations en France

Les inondations qui se sont produites le 9 avril dans plusieurs régions de France, en particulier dans l'Est, la région parisienne et le bassin de la Loire, se sont stabilisées presque partout dans la journée du mardi 12 avril. Toutefois, de nombreuses routes restent coupées en Lorraine, et il a fallu déclencher le plan ORSEC dans le Haut-Rhin. A Paris, la Seine montait toujours mardi, mais les services météorologiques annoncent « une accalmie générale » du mauvais temps.

DANS LA RÉGION PARISIENNE

« Nous n'avons pas été prévenus ! »

De notre correspondant

Nemours. – M. Petitpas n'est pas content. Cette année encore, son pavillon a les pieds dans l'eau. Pourtant la maison est située en plein centre de Nemours, dans l'ancien quartier de La Saussaye. *« Je sais qu'on ne peut pas grand-chose contre la montée des eaux,* dit-il *mais cette fois les pouvoirs publics n'ont pas fait leur travail correctement (...). Quand le Loing déborde à Montargis, on sait que la crue atteindra Nemours vingt-quatre heures plus tard. Or nous n'avons absolument pas été avertis du risque d'inondation. »*

Le maire, M. Hochart, est venu se rendre compte sur place, dimanche, mais M. Petitpas ajoute : il m'a dit lui-même qu'au service de la protection civile, à Melun, on lui avait répondu que les spécialistes de la navigation étaient très rassurants. D'après eux, il n'y avait pas de crue en prévision, ou alors très faible. On estimait que l'eau allait monter jusqu'à dimanche minuit, et se stabiliser ensuite. Or c'est exactement le contraire qui s'est produit ! *« Nos caves et nos jardins ont commencé à être touchés après minuit, et le niveau a progressé jusqu'à 5 heures du matin »*, constate M. Petitpas.

Vers 10 heures, lundi, le standardiste du numéro affecté aux informations sur les crues dans le département ne semblait pas en mesure de les donner. Beaucoup d'amabilité et de bonne volonté dans le ton, mais aussi des lacunes (*« Nemours, c'est sur la Seine ?... »*). Le dernier relevé disponible datait de dimanche soir, 19 heures. Le Loing atteignait à ce moment 3 mètres. C'est lundi à midi seulement qu'on pouvait connaître le relevé suivant, effectué deux heures auparavant : 3,42 mètres.

Quarante petits centimètres qui ont leur importance, et pas seulement pour les particuliers. Les deux maraîchers de Nemours, installés près du champ de Mars voient avec inquiétude leurs terrains transformés en étang : *« Autrefois, les crues avaient lieu une fois tous les dix ou quinze ans,* constate M. Henri Trupin. *Maintenant la fréquence s'accélère, et l'on assiste à plusieurs inondations par an. »* Ce qui n'est pas grave en janvier devient inquiétant au printemps. Les premiers plants et semis ont été faits récemment. *« Je venais de planter les toutes premières chicorées frisées de la saison, et les voilà sous l'eau,* explique M. Trupin. *Je me demande comment je vais les retrouver à la décrue. C'est particulièrement fragile ce type de salade. »*

CHRISTIAN-LUC PARISON.

LOGEMENT

LA HAUSSE DES LOYERS RATTACHÉS A L'INDICE DU QUATRIÈME TRIMESTRE EST DE 6,42 %.

L'indice du coût de la construction de l'INSEE publié au *Journal officiel* daté 11 et 12 avril s'est établi à 727 au quatrième trimestre 1982, contre 732 au troisième et 673 au quatrième trimestre 1981. En un an, l'évolution a donc été de 8,02 %.

Lorsque le contrat de location d'un appartement du secteur privé porte en référence l'indice du quatrième trimestre, le loyer sera donc augmenté, au moment de sa révision annuelle ou lors du renouvellement du contrat, de 80 % de l'évolution de l'indice (soit 6,42 %), ainsi que le prévoit le décret du 29 décembre 1982 (*Journal officiel* du 30 décembre) qui précise l'évolution des loyers en 1983.

L'indice de ce quatrième trimestre, qui marque un très léger recul par rapport au trimestre précédent (– 0,68 %) et un net ralentissement de l'évolution annuelle, traduit à la fois les effets différés du blocage des prix de l'année 1982 et la compression des prix par les entreprises du bâtiment pour emporter des marchés dans une conjoncture difficile.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Moulinex

Le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1982 qui seront soumis à l'approbation de la prochaine assemblée générale.

I. — MOULINEX S.A. FRANCE

Milliers de francs	1981	1982
a) Chiffre d'affaires (H.T.)	1 885 722	2 207 992
% d'évolution sur l'exercice précédent		+ 17,1
b) Bénéfice d'exploitation	86 937	147 023
% du chiffre d'affaires	4,6	6,7
c) Bénéfice net après impôts	52 638	58 002
% du chiffre d'affaires	2,8	2,6
d) Marge brute d'autofinancement	145 193	158 632

II. — MOULINEX CONSOLIDÉ

Compte tenu des modifications de structure intervenues dans notre organisation aux Etats-Unis et suite au changement de méthode de consolidation qui en a résulté, nous avons été amenés à retraiter les chiffres afférents à l'exercice 1981.

Milliers de francs	1981	1981 Retraité	1982
Chiffres d'affaires	2 461 263	2 350 464	2 744 227
% d'évolution sur l'exercice précédent	+ 9,6	+ 4,6	+ 16,8 (**)
Résultat d'exploitation	69 261	84 483	133 872
En % du chiffre d'affaires	2,8	3,6	4,9
Résultats nets (y compris les intérêts minoritaires)	29 203	28 901	53 156
En % du chiffre d'affaires	1,2	1,2	1,9
Après qu'ont été pratiqués des amortissements de	119 027	115 862	122 227
L'actif net (y compris le bénéfice de l'exercice) avant distribution et déduction faite des frais d'établissement et charges différées, s'élève à	757 805	767 812	786 407
Dont intérêts minoritaires	7 800	7 800	8 243

(**) (Sur 1 981 retraités.)

EUROPE 1, IMAGES ET SON

L'assemblée générale ordinaire d'Europe 1, Images et Son, qui s'est tenue le 30 mars 1983 à Monte-Carlo sous la présidence de M. Pierre Barret, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1982, qui se soldent par un bénéfice net de 56 120 590,44 F contre 42 347 085,77 F pour l'exercice précédent, soit une progression de 32,5 %. Toutes les résolutions proposées par le conseil d'administration ont été adoptées.

L'assemblée générale a décidé de distribuer un dividende brut global de 43 296 000 F égal à celui distribué au titre de l'exercice précédent. Après affectation de 12 750 000 F au compte de réserve de plus-values à réinvestir, le report à nouveau s'établit à 8 095 935,73 F.

Le montant brut du coupon s'élève à 30 F pour chacune des 1 443 200 actions composant le capital social. Pour les actionnaires de statut fiscal français, le dividende net après précompte s'élève à 29,62 F et le revenu total, avoir fiscal compris, à 44,43 F contre 42,33 F pour l'exercice précédent, soit une progression de 4,96 F.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 3 mai 1983 contre émargement du coupon nº 30, au Crédit Lyonnais, à la Banque nationale de Paris, à la Société générale, à la Banque de l'Indochine et de Suez, chez MM. Lazard Frères et Cie et à l'Européenne de banque.

Les résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le même jour ont été adoptées. La dénomination sociale Europe 1, Images et Son est modifiée et remplacée par celle d'Europe 1 communication.

Pour les cinq premiers mois de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires de radiodiffusion hors taxes est en progression de 17 % sur celui de la même période de l'exercice précédent (226 326 000 F contre 193 254 000 F).

DOCKS DE FRANCE

Le conseil d'administration des Docks de France, réuni le 6 avril, a arrêté les comptes de l'exercice 1982, qui seront soumis à l'assemblée générale du 25 mai prochain.

Les chiffres consolidés essentiels figurent dans le tableau suivant :

Chiffre d'affaires toutes taxes comprises (en millions de francs)	1981	1982	Variation
	13.767	15.732,1	+ 14,3 %
Bénéfice net comptable, y compris plus-value nette à long terme (M.F.)	123,8	137,4	+ 10,9 %
Bénéfice net comptable, hors plus-value nette à long terme :			
— global (M.F.)	109,3	107,1	— 2 %
soit en % du C.A. (T.T.C.)	0,79 %	0,68 %	
— part du groupe (M.F.)	89,6	86,3	— 3,7 %
soit par action, ajusté (F)	100	96	— 4 %
Marge brute d'autofinancement hors plus-value nette à long terme (M.F.)	317,6	300,5	— 5,4 %
soit en % du C.A. T.T.C.	2,31 %	1,91 %	

Ces résultats traduisent l'évolution de l'exercice telle qu'elle a été décrite dans la lettre adressée par le président aux actionnaires en février 1983.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de maintenir le dividende par action à 33 F (soit un revenu global de 49,50 F), ce dividende s'appliquant au nouveau capital, après attribution gratuite d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

INSTITUT MÉRIEUX

Fondé en 1897

Le conseil d'administration s'est réuni le 7 avril pour examiner les comptes arrêtés au 31 décembre 1982.

S'élevant à 871,8 millions de francs, le chiffre d'affaires 1982 marque, tant en France qu'à l'étranger, une augmentation relativement faible de 6,5 % sur celui de l'exercice 1981, et les résultats régressent par rapport à l'exercice 1981, le bénéfice au bilan s'élevant à 50 161 676 F contre 75 932 924 F à fin 1981. Une partie de cet écart s'explique par la moindre reprise de provisions constituées antérieurement sur les titres de participation dont l'incidence sur le résultat après impôt est de 4 905 000 F contre 12 580 000 F en 1981, et par l'accroissement notable des frais de recherches.

En effet, au cours de cette année économiquement difficile, la société a poursuivi son effort scientifique et technologique et son développement international. Elle vient en particulier d'obtenir l'enregistrement en France, aux Etats-Unis, et au Japon de certaines de ses spécialités particulièrement prometteuses pour l'avenir.

La situation difficile connue en 1982 par certaines filiales (notamment sud-américaines) amène également un recul sensible du bénéfice net consolité revenant à l'Institut Mérieux : 34 558 000 F contre 85 703 000 F en 1981.

Compte tenu de ces résultats et devant les incertitudes de la conjoncture, le conseil proposera à l'assemblée générale convoquée à Lyon le 20 juin prochain la distribution d'un dividende de 12 F par action (plus avoir fiscal) contre 16 F (plus avoir fiscal) payé en 1982 sur les résultats 1981.

Heureusement, l'évolution du chiffre d'affaires au cours du premier trimestre 1983 marque une reprise de l'activité avec une augmentation du chiffre d'affaires de 21 %, nettement plus forte d'ailleurs à l'exportation qu'en France.

Electricité de France

Emprunt avril 1983

Le montant de cet emprunt est porté de 3 à 4 milliards de francs.

CHAMPAGNE TAITTINGER

Le conseil d'administration de la société Taittinger-C.C.V.C. réuni le 31 mars 1983 a arrêté les comptes de résultats et le bilan de l'exercice 1982

Ces comptes font apparaître un chiffre d'affaires hors taxes de 216.116.049 F, auquel s'ajoutent les produits financiers pour 4.470.333 F et un bénéfice d'exploitation de 45.495.582 F, contre 38.273.372 F en 1981.

Après réintégration d'une provision pour hausse des prix constituée en 1974 pour un montant de 9.016.603 F et constitution d'une nouvelle provision pour hausse des prix de 35.726.000 F, le bénéfice net comptable s'élève à 10.845.261 F. En 1981, le bénéfice net comptable s'élevait à 5.541.767 F.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à Reims, au siège social, le 20 juin 1983, la distribution d'un dividende de 12,30 F net, contre un dividende de 10,70 F net en 1981. Ce dividende sera versé à 492.186 actions, contre 481.229 actions en 1981.

SADE

Société de Développement Régional d'Alsace

La SADE, Société de Développement Régional d'Alsace, finance les investissements des entreprises performantes de sa région. Elle est cotée en Bourse de Nancy (terme et comptant).

Au titre du premier semestre de l'exercice 1982-1983, le bénéfice net ressort à 10.789.000 F (+ 21,5 %, par rapport au premier semestre 1982). Au cours de cette période, la SADE a mis en place des financements et des cautionnements en faveur de quatre-vingt-trois entreprises d'Alsace (192.918.000 F) dont dix nouvelles participations en capital (2.896.000 F).

L'exercice 1982-1983 devrait se situer à un niveau très convenable, les perspectives d'activité étant intimement liées à l'évolution des décisions d'investissements des entreprises, actuellement très encouragées, par des prêts à long terme en procédure spéciale à 9,75 % ou 11,75 % l'an.

En décembre dernier, le cours de l'action SADE s'est établi entre 125 F et 130 F : à ce niveau, le rendement de l'action ressort à environ 12 % avec des perspectives de plus-values engendrées en particulier par l'écart croissant entre la valeur intrinsèque et son cours de Bourse (36 % au 30 juin 1982).

AMAX

Dividendes du premier trimestre

Le conseil d'administration d'Amax a déclaré un dividende trimestriel de 5 cents par action ordinaire — inchangé par rapport au trimestre précédent — payable le 1er juin 1983 aux actionnaires inscrits au 10 mai 1983. Il a également approuvé le paiement des dividendes trimestriels réguliers de 75 cents par action préférentielle de série B convertible, de $ 1,84375 par action préférentielle de série C, de $ 0,8715 par action préférentielle de série D et de $ 3,375 par action préférentielle de série E, tous payables le 1er septembre 1983 aux actionnaires inscrits au 10 août 1983.

PRÉCISION MÉCANIQUE LABINAL

Le conseil d'administration de la société Précision mécanique Labinal s'est réuni le 7 avril 1983 sous la présidence de Monsieur Jean-Louis Cler.

Il a arrêté les comptes de l'exercice 1982 qui se soldent par un bénéfice net de 27,94 MF après amortissements de 20,27 MF, contre 20,36 MF après amortissements de 15,20 MF pour l'exercice précédent.

Le bénéfice net consolidé ressort à 47,78 MF après amortissements de 47,05 MF, contre 13,28 MF après amortissements de 36,09 MF pour l'exercice précédent.

La marge brut d'autofinancement consolidée s'élève à 104,55 MF, soit 5,87 % du chiffre d'affaires contre 45,79 MF, soit 3,57 % du chiffre d'affaires pour l'exercice précédent.

Le résultat consolidé comporte, pour la première fois en 1982, le bénéfice des sociétés du groupe Microturbo dont l'exercice s'est déroulé sur une période de neuf mois (1er avril - 31 décembre 1982).

Hors Microturbo, le résultat consolidé ressort à 33,51 MF après amortissement de 40,79 MF et la marge brute d'autofinancement à 81,26 MF, soit 5,27 % du chiffre d'affaires.

Comme le conseil d'administration l'avait laissé entendre dans son précédent rapport, le groupe Précision mécanique Labinal a retrouvé une rentabilité voisine de celle des exercices antérieurs à l'exercice 1981 sévèrement touché par les difficultés de l'industrie automobile.

L'intégration de Microturbo est venue renforcer ce retour à des marges bénéficiaires plus normales.

Le conseil a décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 17 juin 1983 ; il proposera la distribution d'un dividende de 11 F par action, soit 16,50 F avec avoir fiscal, sur un nombre d'actions augmenté de 25 % à la suite de la dernière augmentation de capital, contre un dividende de 9,50 F par action, soit 14,25 F avec avoir fiscal au titre de l'exercice précédent.

CREDIT LYONNAIS

SITUATION AU 1er MARS 1983

La situation au 1er mars 1983 s'établit à 570 993 millions contre 588 399 millions au 1er février 1983.

Au passif, les comptes d'Instituts d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 31 119 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 212 683 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 204 736 millions de francs.

A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élèvent à 207 533 millions de francs, les crédits à la Clientèle à 219 774 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 27 288 millions de francs.

Europartenaires: Commerzbank
Banco Hispano Americano – Banco di Roma

GARANTIE FINANCIÈRE

Loi du 31 décembre 1971
Décrets du 13 juillet 1972

La Banque Hervet, succursale Malesherbes, sise 78, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, informe le public qu'elle ne procède pas au renouvellement de la garantie financière qu'elle accordait à M. Marcel Goldstein, 57, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, Conseil juridique, cette garantie lui ayant été accordée par un autre organisme.

En conséquence, cette garantie financière prendra fin trois jours francs à compter de la présente publication.

Conformément aux dispositions de l'article 23 du décret nº 72-671 du 13 juillet 1972, les créances ayant pour origine un versement ou une remise fait antérieurement à la date de cessation de garantie restent couvertes par la Banque Hervet, à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication, à l'adresse de la succursale ci-dessus indiquée.

GARANTIE FINANCIÈRE

Loi du 2 janvier 1970
Décret du 20 juillet 1972

La Banque Hervet, succursale Malesherbes, sise 78, bd Malesherbes, 75008 Paris, informe le public qu'elle ne procédera pas au renouvellement de la garantie financière qu'elle accordait à la Société URBIM S.A.R.L., 1, rue Mollien, 75008 Paris, cette garantie lui étant désormais délivrée par la F.N.A.I.M.

En conséquence, cette garantie financière prendra fin trois jours francs à dater de la présente publication (art. 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectués pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 et restent couvertes par la Banque Hervet à condition d'être produites par les créanciers dans les trois mois de la présente publication, au siège ci-dessus indiqué.

Il est précisé qu'il s'agit de créances « éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues, et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de la société ci-dessus indiquée.

PATRIMOINE-RETRAITE

Société pour la gestion de l'épargne en vue de la retraite
SICAV

Le premier conseil d'administration de PATRIMOINE-RETRAITE (SICAV) s'est tenu le jeudi 7 avril 1983 sous la présidence de M. Dominique CHATILLON.

PATRIMOINE-RETRAITE se présente comme une SICAV d'objectif, support d'une épargne constituée en vue de la retraite. Son objectif prioritaire est de protéger ses souscripteurs en permanence contre l'inflation. A cette fin, les actifs de cette SICAV seront constitués essentiellement d'obligations à taux fixe ou variable, d'obligations indexées, de bons du Trésor et valeurs assimilées et de fonds en dépôt.

Les valeurs françaises représenteront en permanence plus de 50 % des actifs de cette SICAV.

Créée à l'initiative de la Caisse des dépôts et consignations, la SICAV « Patrimoine-retraite » s'inscrit dans le cadre du Projet pour la Caisse des dépôts et manifeste ainsi sa volonté de développer, avec ses partenaires de la place financière, les comportements d'épargne et de contribuer à l'élaboration d'une pédagogie de l'épargne et de la prévoyance.

Les souscriptions du public seront reçues dès le 14 avril 1983 aux guichets des sièges, succursales ou agences en France de :

— la BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, 21, boulevard Haussmann 75009 Paris ;
— la CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, 115, rue Montmartre 75002 Paris et les BANQUES POPULAIRES ;
— la CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF, 33, rue des Trois-Fontanot BP 211 92002 Nanterre Cedex, la BANQUE FRANÇAISE DE CRÉDIT COOPÉRATIF et les CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT MARITIME MUTUEL ; — la CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL, 88-90, rue Cardinet 75017 Paris ;
— la CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS, 56, rue de Lille 75007 Paris et chez ses préposés ;
— le CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, 19, rue des Capucines 75001 Paris ;
— la CAISSE FÉDÉRALE DU CRÉDIT MUTUEL DE BRETAGNE, rue Mirabeau 29219 Le Relecq - Kerhuon et les CAISSES DU CRÉDIT MUTUEL qui lui sont affiliées ;
— la CAISSE FÉDÉRALE DU CRÉDIT MUTUEL OCÉAN, 34, rue Léandre-Merlet 27X 85001 La Roche-sur-Yon et les CAISSES DE CRÉDIT MUTUEL qui lui sont affiliées.

Composition du conseil d'administration :

Président : M. Dominique CHATILLON, ancien Inspecteur des Finances ; Vice-Présidents : la CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, représentée par Monsieur MYARD, Directeur Général Adjoint et la CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS, représentée par Monsieur VUILLERMOZ, Chef de Service ; Administrateurs : la BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, représentée par Monsieur ELBEL, Directeur Adjoint ; la CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF, représentée par Monsieur PANCHOUT, Directeur à la Direction Générale ; la CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL, représentée par Monsieur GALICHON, Directeur Général ; la CAISSE FÉDÉRALE DU CRÉDIT MUTUEL DE BRETAGNE, représentée par Monsieur LE BAQUER, Directeur Général ; la CAISSE FÉDÉRALE DU CRÉDIT MUTUEL OCÉAN, représentée par Monsieur DABOUT, Directeur Financier ; le CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, représenté par Monsieur VILARRUBLA, Chef du Secrétariat général ; le FONDS DE GARANTIE, représenté par Monsieur ARCHAMBAUD, Directeur Général. Collège des censeurs : Monsieur FOURCAIL, Directeur de la Caisse Centrale des Banques Populaires ; Monsieur GAMELIN, Sous-directeur à la Caisse des Dépôts et Consignations.

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales du 11 avril 1983.

Locafrance

Réuni sous la présidence de M. Gérard Billaud, le conseil d'administration de Locafrance a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Les investissements de Locafrance en 1982 ont atteint 2.442 millions de francs contre 1.765 millions de francs en 1981, en progression de 38 %. Les investissements cumulés de Locafrance et de ses filiales françaises de crédit-bail et de location financière se sont élevés à 3.074 millions de francs, en progression de 49 % par rapport à l'exercice précédent. L'encours financier de Locafrance au 31-12-1982 a atteint 4.528 millions de francs, en progression de 16 % par rapport à l'encours financier constaté au 31-12-1981. Les encours financiers cumulés de Locafrance et de ses filiales françaises, hors crédit-bail immobilier, ont dépassé 5.220 millions de francs. En y ajoutant les encours financiers des filiales étrangères détenues en quasi totalité, le total des encours cumulés a approché les 6 milliards de francs.

Le résultat financier de Locafrance s'établit, pour 1982, à 61,5 millions de francs avant amortissement des frais d'émission d'emprunt obligataire. Dans la mesure où l'exercice précédent n'avait pas subi ce type de charges, la progression du résultat sur un plan strictement économique atteint 31 % par rapport à 1981. Après amortissement des frais d'émission d'emprunt obligataire d'un montant de 11,2 millions de francs, sur le seul exercice 1982, le résultat financier s'élève à 50,3 millions de francs.

Il sera proposé à l'Assemblée générale ordinaire convoquée pour le 25 mai 1983 la distribution d'un dividende de 16 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 8 F, contre 15 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 7,50 F, distribué au titre de l'exercice précédent.

Le résultat de Locafrance a été acquis après 20,3 millions de francs d'amortissements complémentaires qui ont eu pour effet de porter la réserve latente à 252,8 millions de francs.

Le résultat financier d'Ordinabail a atteint 7,2 millions de francs, contre 4,2 millions de francs en 1981 et la réserve latente d'Ordinabail a été augmentée de 2,6 millions de francs ce qui la porte à 40 millions de francs.

Pour apprécier les résultats du Groupe Locafrance, il convient de tenir compte du bénéfice net de Promodata, société de location de matériels informatiques détenue en totalité par Locafrance, qui s'élève à 8 millions de francs. Enfin, les résultats des filiales étrangères de Locafrance sont estimés à 4,5 millions de francs.

Réunis le même jour en assemblées générales ordinaire et extraordinaire, les actionnaires ont autorisé le Conseil à émettre, au cours des cinq prochaines années, des obligations pour un montant maximum de 1 milliard de francs, à augmenter le capital, dans la limite de 250 millions de francs et à émettre des obligations convertibles pour un montant maximum de 200 millions de francs.

CESSATION DE GARANTIE

La Banque Stern, société anonyme au capital de F 46 480 000, dont le siège social est à Paris-8e, 8, rue de Penthièvre, informe qu'elle a mis fin, en accord avec M. Armand Ladade, 130, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris-8e, né le 2 décembre 1927 à Casablanca (Maroc), à la garantie financière accordée à ce dernier, depuis le 31 mars 1982, au titre de son activité de « transactions sur immeubles et fonds de commerce » visée par la loi du 2 janvier 1970.

En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la Banque Stern cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectués pendant la période de garantie, pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 qui restent couvertes par la Banque Stern, à condition d'être produites dans un délai de trois mois de la présente publication au siège de la Banque Stern, 8, rue de Penthièvre à Paris-8e.

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues, la présente publication n'emportant aucune appréciation concernant la solvabilité et l'honorabilité de M. Armand Ladade.

CESSATION DE GARANTIE

La Banque Stern, société anonyme au capital de 46 480 000 F, dont de siège social est à Paris (8e), 8, rue de Penthièvre, informe qu'elle a mis fin, en accord avec le Consortium immobilier français, S.A.R.L. au capital de 20 000 F — dont le siège social est à Neuilly-sur-Seine (92200), 17, boulevard de Levallois, — à la garantie financière accordée à cette société, depuis le 15 janvier 1982, au titre de son activité de « transactions sur immeubles et fonds de commerce » visée par la loi du 2 janvier 1970.

En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la banque Stern cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectués pendant la période de garantie, pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970, qui restent couvertes par la banque Stern, à conditions d'être produites dans un délai de trois mois de la présente publication, au siège de la banque Stern, 8, rue de Penthièvre, à Paris (8e).

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues, la présente publication n'emportant aucune appréciation concernant la solvabilité du Consortium immobilier français.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 avril

Nouvelle avance

A l'instar de Wall Street, où l'indice Dow Jones a gagné plus de 17 points lundi soir, le marché parisien a poursuivi son avance. Mardi, l'indicateur instantané était à nouveau en progression de 1,6 %, un gain sensiblement identique à celui de la veille.

Lundi, ce sont plus de 210 millions de francs qui ont été échangés à terme sur les valeurs françaises dont près de la moitié grâce à une dizaine de valeurs, pratiquement toujours les mêmes : B.S.N.-Gervais-Danone, Moët-Hennessy, Elf-Aquitaine, Club Méditerranée.

A mi-chemin du mois boursier (la liquidation d'avril est prévue pour le 21 courant), les actions françaises ont gagné plus de 9 %, et les observateurs prévoient, dans leur ensemble, encore quelques séances de relative fermeté.

Les acheteurs étrangers sont toujours présents autour de la corbeille, mais il semble bien qu'un certain nombre de clients privés se décident à présent à leur emboîter le pas.

Quelques valeurs de distribution continuent à faire preuve de bonnes dispositions. Tels Docks de France, Printemps et Guyenne-Gascogne avec des hausses de 4 % à 6 %. Forte avance d'Elf-Aquitaine (+ 7,5 %), Silic, S.G.E.-S.B., (Générale entreprise, Sainrapt et Brice), Prétabail, S.F.I.M., Générale des Eaux, et Eurafrance, en hausse de 5 % à 6 % selon les cas.

Nobel-Bozel et Saulnes-Gorcy perdent un peu plus de 5,5 %, tandis que Moët-Hennessy, B.S.N., L'Oréal et Club Méditerranée paient le tribut normal après leur forte hausse de ces dernières semaines.

Le lingot gagne 150 F, à 100 150 F mais le napoléon perd 4 F, à 686 F, tandis que l'or passe de 427,75 dollars lundi midi à 433,25 mardi au « fixing ».

Le dollar-titre est pratiquement inchangé, à 8,82/88 F.

NEW-YORK

Vive avance

En légère progression au cours des deux précédentes séances, Wall Street a nettement accentué son avance lundi et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a finalement mis 17,12 points à son actif, à 1 141,83.

Si cette reprise de la hausse est en partie imputable à des raisons techniques, l'essentiel de la bonne tenue du marché new-yorkais provient des nouvelles encourageantes enregistrées sur le front des taux d'intérêt après l'annonce, vendredi soir, d'une relative stabilité de la masse monétaire au vu des dernières statistiques hebdomadaires.

Pour l'instant, seule la Wachovia Bank and Trust a ramené son taux de base bancaire (« prime rate ») de 10 1/2 % à 10 %, mais une autre banque américaine, la U.S. Trust Co, vient d'annoncer l'abaissement de 10 % à 9 1/2 % de son « broker loan », ce taux préférentiel consenti aux agents de change.

Le mouvement est encore trop limité pour refléter une orientation déterminée des taux d'intérêt, mais les investisseurs ont voulu voir une autre signe encourageant dans la nette détente constatée lundi sur les « federal funds », l'équivalent de notre loyer de l'argent au jour-le-jour lorsque leur taux a régressé à 8 5/8 % en début de semaine, alors qu'il se négociait encore à près de 9 % le vendredi précédent et à plus de 9,4 % durant toute la semaine comprise entre le 31 mars et le 6 avril dernier.

VALEURS	Cours du 8 avril	Cours du 11 avril
Alcoa	32 1/8	32 1/4
A.T.T.	64 7/8	64 3/4
Boeing	40 5/8	42
Chase Manhattan Bank	55 1/2	57 1/8
Du Pont de Nemours	41 3/4	43
Eastman Kodak	79 3/4	81
Exxon	31 1/2	32
Ford	38	39 5/8
General Electric	105 1/2	108
General Foods	40 3/8	41 1/8
General Motors	57 1/4	58 1/4
Goodyear	28 3/4	29 1/8
I.B.M.	103 7/8	106 5/8
I.T.T.	35 7/8	37 3/8
Mobil Oil	28 7/8	29 5/8
Pfizer	77 1/2	78 5/8
Schlumberger	42 1/4	43
Texaco	33 1/8	33 1/2
U.A.L. Inc.	33 3/4	33
Union Carbide	59 1/8	59 1/2
U.S. Steel	22 3/4	23 1/8
Westinghouse	44	45 1/4
Xerox Corp.	41	41 3/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

S.C.O.A. – Décidé à accentuer le redressement de l'entreprise, le nouveau président de la S.C.O.A., M. François Zannotti, a annoncé une restructuration du capital social qui sera réduit dans un premier temps pour apurer les pertes de l'exercice 1981/1982 (198 millions de francs pour la société mère et 148 millions de francs pour le déficit consolidé, part du groupe), avant d'être porté à 183 millions de francs par apport d'argent frais. Celui-ci proviendra essentiellement du groupe Paribas, principal actionnaire de la S.C.O.A., qui apportera une centaine de millions de francs, dont la moitié sous forme d'augmentation de capital. Par ailleurs, la société devrait bénéficier d'environ 50 millions de francs de prêts participatifs, outre les traditionnels concours bancaires.

La restructuration du capital s'opérera en trois étapes :

- Incorporation au capital actuel (182 millions de francs) de 93,6 millions de francs de réserves par élévation du nominal des actions à 75 F ;
- Amortissement du report à nouveau négatif et réduction du capital à 131 millions de francs par diminution de la valeur nominale de l'action à 36 F ;
- Augmentation du capital contre espèces pour un montant de 52,4 millions de francs (par émission de deux actions nouvelles de 36 F pour cinq anciennes), de façon à porter le capital à 183,4 millions de francs.

M. Zannotti a précisé que cette stratégie devrait permettre de rétablir l'équilibre financier de la société à l'horizon 1983/1984, l'exercice en cours devant être à nouveau déficitaire mais dans une proportion inférieure de 50 % à celle de l'année précédente, a-t-il été précisé.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	8 avril	11 avril
Valeurs françaises	118,9	120,9
Valeurs étrangères	117,9	120,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	8 avril	11 avril
Indice général	116,8	118,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 12 avril .... 12 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11 avril	12 avril
1 dollar (en yens)	238,75	238

BOURSE DE PARIS — Comptant — 12 AVRIL

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	25 30	1 595
5 %	37 30	0 973
3 % amort. 45-54	71	2 096
4 1/4 % 1963	103 01	2 625
Emp. N. Eq. 6 % 67	....	5 195
Emp. 7 % 1973	8400	..
Emp. 8,80 % 77	106	7 836
8,80 % 78/93	88 30	7 384
8,80 % 78/86	87 30	2 941
10,80 % 79/94	89 70	6 539
13,25 % 80/90	99	11 399
13,80 % 80/87	100 15	6 758
13,80 % 81/99	100 22	3 327
16,75 % 81/87	108 85	9 866
16,20 % 82/90	109	3 995
16 % juin 82	107 35	13 501
E.D.F. 7,8 % 61	136	3 312
E.D.F. 14,5 % 80-92	98 90	11 405
Ch. France 3 %	149	..
CNB Bques janv. 82	98 80	4 345
CNB Paribas	98 80	4 345
CNB Suez	98 75	4 345
CNI janv. 82	98 77	4 345

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
De Dietrich	327 50	324
Degremont	137	120
Delalande S.A.	140	140
Delmas-Vieljeux	510	491
Dév. Rég. P.d.C (Li)	119 90	119 90
Didot-Bottin	268	270
Dist. Indochine	362	360
Drag. Trav. Pub.	203	203
Duc-Lamothe	282 20	293 40
Dunlop	4 90	....
Eaux Bass. Vichy	970	1000
Eaux Vittel	670	685
Ecco	1920	1900
Economats Centre	506	516
Electro-Banque	215	210
Electro-Financ.	410	408
Elf-Antargaz	170 50	165 60
E.L.M. Leblanc	530	530
Entrepôts Paris	197 60	200
Epargne (B)	1246	1245
Epargne de France	215	....
Epeda-BF	975	970

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

SICAV

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1935	4,5 % 1973	1917	1938	1940	1902
3140	C.N.E. 3 %	3190	3220	3229	3141
860	Europe n° 1	689	680	680	680
640	Facom	628	630	630	625
500	Hoechst Akt.	542	535	535	525
2 40	Zambia Corp.	2 84	2 85	2 84	2 85

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/4	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 257	7 283	7 060	7 450
Allemagne (100 DM)	299 860	299 860	290	310
Belgique (100 F)	15 065	15 066	14 300	15 400
Pays Bas (100 fl.)	266 300	266 200	257	277
Danemark (100 krd)	84 500	84 490	80	88
Norvège (100 k)	101 200	101 490	97	104
Grande-Bretagne (£ 1)	11 065	11 139	10 800	11 600
Grèce (100 drachmes)	8 670	8 670	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 036	5 034	4 800	5 305
Suisse (100 fr.)	354 120	355 500	345	368
Suède (100 krs)	97 090	97 160	93	100
Autriche (100 sch)	42 670	42 650	42	44
Espagne (100 pes.)	5 362	5 376	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	7 470	7 470	6 800	8 300
Canada ($ can 1)	5 883	5 898	5 750	6 050
Japon (100 yens)	3 048	3 057	2 930	3 090

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/4
Or fin (kilo en barre)	100150	101700
Or fin (en lingot)	100000	101500
Pièce française (20 fr)	656	686
Pièce française (10 fr)	401	.....
Pièce suisse (20 fr)	667	672
Pièce latine (20 fr)	635	664
Souverain	805	795
Pièce de 20 dollars	3865	4000
Pièce de 10 dollars	1852 50	1852 50
Pièce de 5 dollars	1041 25	.....
Pièce de 50 pesos	4260	4300
Pièce de 10 florins	695	692

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 12 avril 1983 a été tiré à 543 576 exemplaires





A B C D E F G

La guerre du Golfe

L'OFFENSIVE IRANIENNE SUR LE FRONT SUD SE POURSUIVRAIT

L'Iran et l'Irak revendiquent une nouvelle fois la victoire dans la dernière offensive lancée, dimanche 10 avril, par les forces iraniennes dans la région de Missan, à 300 kilomètres au sud-est de Bagdad.

Selon Téhéran, les forces iraniennes ont commencé, ce mardi matin, une série de nouvelles opérations sur la bande frontalière, au nord de la localité iranienne de Fakkeh. Radio-Téhéran, qui affirme que les forces iraniennes ont réussi à encercler et à détruire un poste de commandement irakien situé sur la chaîne de montagnes de Bam, à 10 kilomètres à l'intérieur des lignes irakiennes, a encore indiqué que plus de cinq mille soldats et officiers irakiens avaient été tués.

Pour sa part, l'agence irakienne (INA), citant le communiqué nº 1 058 du commandement des forces de Bagdad, précise que les chasseurs irakiens ont effectué dans la journée de lundi quatre-vingt-sept sorties « *réussies* » contre les concentrations de troupes ennemies, leur infligeant de lourdes pertes en vies humaines et en matériel.

Le communiqué ne dresse aucun bilan des pertes iraniennes, mais se borne à affirmer que les « *cadavres des soldats iraniens jonchent le champ de bataille* », et que « *plusieurs centaines* » de militaires ont été faits prisonniers. – *(A.F.P.)*

En République sud-africaine

APRÈS UN ACCIDENT PLUS DE CINQ CENTS MINEURS NOIRS ONT ÉTÉ LICENCIÉS

(De notre correspondant)

Johannesburg. – Cinq cent neuf mineurs noirs, qui refusaient de descendre dans la galerie d'une mine d'uranium où seize de leurs collègues (dont trois Blancs) ont été tués et cinquante autres blessés vendredi lors d'une explosion de gaz méthane, ont été licenciés, sans préavis, lundi 11 avril, par le groupe Gencor, propriétaire de la mine. La société a expliqué que la production d'oxyde d'uranium en serait « *temporairement affectée* ». Plusieurs centaines de mineurs avaient été déjà renvoyés après des grèves, en juillet 1982, au cours desquelles onze personnes avaient été tuées.

Rendus « *très nerveux* » après le drame de vendredi, six cent cinquante des quatre mille mineurs noirs de Beisa (État libre d'Orange) avaient initialement refusé de prendre normalement leur service de nuit, dimanche soir, au fond du gisement. La direction affirme que des bagarres ont éclaté au cours desquelles les dortoirs du personnel ont été partiellement détruits. Les services de sécurité de la société ont arrêté cinq « *meneurs* » qui ont été remis à la police, appelée à la rescousse, et écroués pour « *incitation à la violence* ».

Les mineurs récalcitrants, qui réclamaient de meilleures conditions de sécurité, ont organisé lundi matin un vote sur l'opportunité de cesser temporairement le travail jusqu'à l'aboutissement de leur revendication. Selon la direction du groupe Gencor, les « *cinq cent neuf personnes qui ont voté « oui » se sont automatiquement, comme nous leur avions expliqué, débauchés* ». – P.C.

Le ministre libyen des affaires étrangères s'entretient, à Paris, du problème tchadien

M. Abdelati Obeidi, ministre libyen des affaires étrangères, est arrivé lundi 11 avril à Paris pour une visite officielle de travail de quarante-huit heures.

La visite de M. Obeidi répond au séjour effectué à Tripoli, en juin dernier, par M. Claude Cheysson, ministre français des relations extérieures, qui devait recevoir, mardi à déjeuner, le chef de la diplomatie libyenne.

La question du Tchad et la situation en Afrique figureront, sans doute, au centre de l'entretien prévu, mardi, entre MM. Obeidi et Guy Penne, conseiller du président de la République pour les affaires africaines, qui doit se rendre à N'Djamena accompagné de M. Jean-Christophe Mitterrand, son adjoint, les 13 et 14 avril.

La France, a accordé une aide économique à M. Hissène Habré, chef de l'État tchadien. La Libye, de son côté, appuie M. Goukouni Oueddeï, président du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), actuellement réfugié à Bardaï dans le nord du Tchad.

M. Obeidi doit rencontrer, mercredi, M. Christian Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement. Sa visite en France a été précédée par la réunion, à Paris au mois de mars, des commissions mixtes économique et culturelle.

Du côté français, on indique que l'objectif de Paris est l'apaisement des tensions, et on met l'accent sur le dialogue. Mais on ne cache pas que de nombreux partenaires africains de la France restent très préoccupés par l'attitude adoptée en Afrique par les Libyens, qui possèdent d'importantes ressources et un armement très sophistiqué, soviétique en grande partie mais aussi originaire de pays occidentaux, notamment la France.

Sur le plan bilatéral, Tripoli souhaite surtout développer la coopération technique avec Paris. Quant aux échanges commerciaux, ils ont été, en 1982, déficitaires pour la France : 2,7 milliards de francs d'exportations (biens d'équipement) contre 4,1 milliards de francs d'importations (pétrole surtout).

A New-York, dans une lettre adressée au président du Conseil de sécurité de l'ONU, remise par M. Ramadane Barma, représentant tchadien à l'ONU, le Tchad accuse la Libye « *de violer la lettre et l'esprit de la déclaration* » adoptée le 6 avril par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui demandait instamment aux parties dans le différend tchado-libyen « *de s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver la situation actuelle* ». Selon N'Djamena, en effet, les Libyens poursuivent « *des actions de provocation et d'intimidation* ».

Aux Etats-Unis

M. Mondale reste en tête des candidats démocrates à l'élection présidentielle de 1984

De notre correspondante

New-York. – La convention démocrate du Massachusetts a, après celle de Californie, désigné, samedi 9 avril, M. Walter Mondale comme favori à la nomination démocrate pour l'élection présidentielle de 1984.

Cet exercice de style, qui fait partie des « avant-premières » traditionnelles de la course à la Maison Blanche, n'a pas révélé de candidat-surprise et s'est déroulé dans un climat assez terne : seule surprise intéressante : l'A.F.L.-C.I.O. a réussi à faire voter massivement ses délégués pour un candidat nommé « emploi », indiquant ainsi que la confédération syndicale entendait obtenir des garanties précises du champion qu'elle déciderait de soutenir.

Au total, M. Mondale a obtenu un peu moins de 30 % des 4 000 votes. Son « concurrent » le plus direct, « emploi », en a obtenu un peu plus de 25 %, le sénateur Cranston, de Californie, est arrivé en troisième place, devançant le sénateur de l'Ohio, M. John Glenn, et M. Gary Hart, sénateur du Colorado.

Chacun des candidats a prononcé un discours de quinze minutes qui a permis à l'auditoire d'apprécier leurs points forts et leurs faiblesses d'orateur : M. Mondale, souvent soupçonné de dilettantisme, s'est efforcé de se montrer vibrant et s'est emporté avec un certain succès contre le président Reagan. M. Glenn a paru quelque peu pompeux. M. Hart imite de plus en plus la phraséologie kennedyenne. M. Reubin Askew, l'ancien gouverneur de Floride qui fait figure d'outsider, a fait rire l'auditoire lorsqu'il a lancé : *Le président Reagan est bien à la télévision. Il est aussi bien à cheval. Mais c'était aussi le cas du général Custer* » (le célèbre chef du 7e régiment de cavalerie battu par les Indiens à la bataille de Little Big Horn).

M. Edward Kennedy, sénateur du Massachusetts, qui jouait un peu le rôle de maître de maison, s'est efforcé de garder un « profil bas » : ce qui n'a pas empêché un certain nombre de participants de regretter, une fois de plus, qu'il se soit retiré de la course.

Un nouveau sondage Gallup a confirmé que M. Walter Mondale était en tête des « possibles » pour 1984 avec 32 % des voix. M. Glenn arrive en seconde position, avec 13 % seulement des suffrages, suivi par deux « non-candidats », l'ancien gouverneur de Californie, M. Jerry Brown, et l'ancien sénateur du Dakota-du-Sud, M. George McGovern, qui précèdent M. Alan Cranston.

NICOLE BERNHEIM.



LES MOUVEMENTS REVENDICATIFS DANS LES HOPITAUX

Le conseil de l'ordre des médecins n'approuve aucune grève des soins

« *L'ordre des médecins n'approuve aucune grève des soins.* » Sur ce sujet, le professeur Raymond Villey, président de l'ordre national des médecins, nous a fait, ce mardi 12 avril, la déclaration suivante : « *A mon avis personnel, les seules grèves possibles pour des médecins sont des grèves administratives, la « grève des papiers ». Je le dis malgré le bien-fondé du mouvement de protestations actuel des médecins hospitaliers : il est très vrai que les réformes hospitalo-universitaires en gestation ont besoin d'être modifiées, que la situation des internes n'est pas ce qu'elle devrait être et que l'avenir imprécis réservé aux chefs de clinique est très inquiétant.*

« *Les médecins hospitaliers qui font la grève depuis le 22 mars se sont, en fait, préoccupés du sort des malades puisque leur cessation d'activité ne concernait que les cas non urgents, ceux que l'on peut retarder. Si, comme il en a été question depuis deux ou trois jours, la grève des chefs de clinique et internes s'appliquait aussi aux soins urgents et aux cas graves, cela serait, à mon avis, tout à fait inadmissible. Nous le déclarerions publiquement. Le comportement des médecins doit se déterminer en fonction des besoins des malades.* »

Cette déclaration fait suite à l'éditorial publié lundi 11 avril dans le bulletin *P.S. aujourd'hui*, par M. Franck Sérusclat, délégué national du P.S. à la santé, qui écrivait notamment : « *Le médecin gréviste décide d'attendre que l'affection évolue jusqu'à menacer la vie ou l'intégrité de la personne pour intervenir. Il prend le malade en otage, même si, formellement, il ne viole pas son serment d'Hippocrate. Au fait, bien qu'il vive toujours, qu'a fait l'ordre des médecins pour condamner ces pratiques ?* »

La grève des internes et chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires, qui est entrée dans sa quatrième semaine, aborde à présent une phase décisive. En effet, après la période des vacances scolaires, traditionnellement moins chargées, les services hospitaliers se trouvent de plus en plus perturbés par l'absence des internes et des chefs de clinique qui menacent en outre, en certains points, de ne plus assurer les gardes ni les urgences.

A Rouen, par exemple, les grévistes envisagent de ne plus assurer que les gardes de nuit. A Montpellier, ils n'excluent pas de renoncer, jeudi, à prendre en charge les soins et les cas urgents si les négociations menées par leurs représentants avec le gouvernement n'aboutissent pas. Même chose à Nice, où ont aussi été émises des menaces de « *grève totale* ».

Aussi, l'entretien prévu mardi 12 avril entre les représentants des grévistes et le secrétaire d'Etat à la santé, M. Edmond Hervé, est jugé capital. A la suite de cette entrevue, les chefs de clinique réuniront leur assemblée générale le mercredi 13 avril et les internes, le jeudi 14 avril.

M. MITTERRAND SE DIT « TENTÉ » PAR LA PROCÉDURE DE RÉFÉRENDUM APPLIQUÉE EN SUISSE

M. François Mitterrand, qui est attendu le 14 avril en Suisse pour une visite d'État, s'est déclaré « *tenté par la pratique du référendum en Suisse et le droit d'initiative populaire* », écrit, mardi 12 avril, le quotidien de Lausanne *24 Heures*, qui publie une interview du président de la République.

Toujours selon le quotidien, M. Mitterrand considère la Suisse comme « *un bon voisin* » et ne lui reproche pas, en tout cas, d'abriter les capitaux français en fuite, « *c'est la faute aux Français, un point c'est tout* », dit-il. Sur le plan bilatéral, d'ailleurs, *24 Heures* annonce que M. Mitterrand a décidé, spontanément, au cours de l'interview, de faire participer l'État à la souscription publique en faveur du Centre culturel suisse à Paris. A propos du contrôle des changes établi, le président est conscient que la Suisse, pays touristique, se sent plus frappée que d'autres, mais il pense que ces mesures ne dureront pas plus d'un an, indique *24 Heures*.

MORT DE L'ACTRICE DOLORES DEL RIO

L'actrice mexicaine Dolores del Rio est morte en Californie le 11 avril.

[Née à Durango (Mexique) le 3 août 1905, Lolita Dolores Asunsolo, fille d'un banquier, épouse, en 1921, l'écrivain Jaime Martinez Del Rio et fait la connaissance du cinéaste américain Edwin Carewe, qui lui propose un contrat pour Hollywood. Sous le nom de Dolores Del Rio, elle débute en 1926 dans *le Prix de la gloire*, de Raoul Walsh. Puis Carewe la dirige dans *Résurrection*, d'après Tolstoï, *Ramona*, *Evangeline*, où elle apparaît comme un personnage cosmopolite.

A l'arrivée du cinéma parlant, elle est utilisée pour sa beauté, son aspect exotique et devient un type très populaire d'aventurière. De retour au Mexique en 1942, elle y trouve ses véritables dimensions d'actrice avec le metteur en scène Emilio Fernandez. En particulier, *Maria Candelaria* (1946) lui vaut une renommée internationale. Elle tournera aussi avec John Ford dans *Dieu est mort* (1947), *les Cheyennes* (1964) où elle tiendra le rôle d'une Indienne d'une admirable présence dramatique et d'une grande dignité. – J. S.]

Les attentats terroristes

M. FRANCESCHI A-T-IL RENCONTRÉ SECRÈTEMENT LE NUMÉRO DEUX DU FATH ?

Abou Ayad, de son vrai nom Salah Khalaf, numéro deux du Fath, la principale des organisations constituant l'O.L.P., a-t-il rencontré secrètement à Paris, le 27 décembre 1982, M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État chargé de la sécurité publique ? Cette information, donnée « de source sûre » sur les ondes d'Europe 1, mardi, n'était « ni confirmée ni démentie » par le cabinet de M. Franceschi, où l'on précisait que le secrétaire d'État « *se refuse à toute déclaration* » et qu'il « *n'a aucune information à donner sur ce sujet* ».

Dans les divers services policiers du ministère de l'intérieur, les responsables se disaient « surpris » par l'annonce de cette rencontre qui, si elle a eu lieu, aurait été organisée au plus haut niveau politique, directement par les conseillers de M. François Mitterrand chargés des questions de renseignement, M. François de Grossouvre notamment.

Selon les sources citées par Europe 1, la rencontre avec Abou Ayad, cofondateur du Fath, avec M. Yasser Arafat et son principal collaborateur, aurait eu pour objet les attentats terroristes commis en Europe occidentale. Abou Ayad aurait fait savoir que l'O.L.P. condamnait catégoriquement ces actions et les attribuait à Abou Nidal, dissident palestinien. Abou Ayad aurait informé M. Franceschi de la possibilité d'une nouvelle vague d'attentats, avant l'été 1983, organisé par le même « prestataire de services ».

Au siège de l'O.L.P., mardi matin, on ne démentait pas catégoriquement le séjour d'Abou Ayad en France.

● *La marque Renault va remplacer Dodge en Espagne.* – La marque Dodge sur les véhicules commercialisés en Espagne par la Société hispano-française de véhicules industriels sera remplacée par la marque Renault. Cette décision, qui fait suite au rachat par Renault à Peugeot, en avril 1981, de 50 % des activités de Dodge-Europe, marque une nouvelle étape dans la présence de R.V.I. en Espagne. Il s'agit aussi d'un premier pas vers une plus large standardisation des organes mécaniques des deux marques.

● *Un petit tableau d'Eugène Boudin*, « les Ramasseurs de varech » (148 × 245 mm) a été volé au musée de Fécamp (Seine-Maritime) vraisemblablement le 9 avril, aux heures d'ouverture au public.



